

# [LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE- PACIFIQUE N°22]

## L'ASIE A L'ÈRE DES CRISES MULTIPLES

Par le comité Asie-Pacifique



LES JEUNES  
IHEDN

*Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.*



## AVANT-PROPOS

### Les Jeunes IHEDN

Depuis 1996, l'association des Jeunes IHEDN encourage l'engagement des étudiants et des jeunes professionnels autour des questions de défense et de sécurité. Dans un monde marqué par le bouleversement des équilibres géopolitiques, l'appréhension des défis globaux par les jeunes générations paraît indispensable afin d'imaginer des solutions pertinentes pour l'avenir. C'est pourquoi, forte de près de 2 000 membres, l'association entend stimuler le débat sur des thématiques aussi variées que l'économie, la culture, l'industrie, ou l'environnement. Elle offre également à ses adhérents la possibilité d'échanger avec des

### Le Comité Asie-Pacifique

Porté par des membres attachés à la compréhension de l'Asie, ce comité d'études a vu le jour en 2011 avant d'être élargi à l'espace océanique pour devenir le Comité Asie-Pacifique en 2023. La prise en considération croissante de cette zone hautement exposée à la conflictualité ne saurait effacer les dynamiques historiques anciennes qui traversent des sociétés marquées par une grande diversité de populations, de systèmes politiques, de territoires... Ce comité a donc pour vocation

**Marine Vileo** | Responsable publication du Comité Asie-Pacifique 2024-2025

**Donatien Géry** | Membre du pôle publication

**Vadim Charpenet** | Membre du pôle publication

# INTRODUCTION



© EMMA LE ROUZIC / ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

Dresser un tableau exhaustif des enjeux sécuritaires, des crises passées, présentes, et à venir, ou plus largement des tensions en Asie en une courte page d'introduction est une tâche bien délicate. Il en est de même pour définir le concept de "crise", dont

la pertinence dépend tout autant des acteurs que de facteurs conjoncturels et structurels. Plus encore, en proposer ici une définition précise serait vide de sens, dans la mesure où la 22ème édition des Cahiers du Comité Asie-Pacifique comporte une grande diversité de sujets et d'angles d'analyse permettant d'explorer ce concept. Toutefois, nous pouvons esquisser une vue d'ensemble avant d'en débiter la lecture. Si le continent asiatique, et plus particulièrement la région Indo-Pacifique, sont régulièrement présentés à travers le prisme des échanges commerciaux, ainsi que des enjeux économiques et de développement, nous ne pouvons en négliger les dynamiques sécuritaires et géostratégiques. À la question de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement, largement mise en lumière en Europe lors de la pandémie de COVID-19, s'ajoute le défi que représente la sécurisation des routes commerciales. En outre, la pluralité des conflits territoriaux, terrestres comme maritimes, et l'existence des deux foyers de tensions majeurs que sont la péninsule coréenne et le détroit de Taïwan caractérisent également la région. De plus, les défis liés aux armements non conventionnels, et plus spécifiquement ceux induits par les enjeux de non-prolifération nucléaire et balistique ne

peuvent être évacués. À cet égard, l'Asie-Pacifique se démarque par sa complexité. Elle est composée d'une multitude d'États parfois rivaux dotés de l'arme nucléaire. La Corée du Nord s'impose ainsi comme un état proliférant. La Chine accroît quantitativement et qualitativement son arsenal nucléaire en dépit des engagements imposés par la ratification du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). L'Inde et le Pakistan sont deux États dotés non signataires du TNP, tandis que le Japon et la Corée du Sud se révèlent être des pays dits "du seuil". Ces enjeux demeurent particulièrement prégnants dans un contexte d'arsenalisation croissante de la région. Enfin, nous nous devons de souligner le potentiel de crise inhérent aux enjeux globaux. La gestion des catastrophes naturelles, l'accès à l'eau potable, les questions de sécurité alimentaire, et les dispositifs de coopération sanitaire en cas de nouvelle pandémie en constituent une série d'exemples. S'ils bénéficient d'une attention moindre dans l'espace public, nous pouvons faire le pari que l'importance de ces défis ne cessera de croître dans les années à venir. Chaque année, la publication d'un recueil d'articles par le Comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN est rendue possible par l'engagement d'une quarantaine de rédacteurs, d'une dizaine de relecteurs et correcteurs, ainsi qu'un investissement conséquent de la part des responsables communication à l'échelle du comité comme de l'association. Nous les remercions sincèrement pour le temps, la rigueur, et dans certains cas l'acharnement dont ils ont fait preuve avec une attention particulière pour la vice-amiral Anne Cullerre qui nous fait l'immense honneur de partager son expertise en préfaçant ce numéro.

**Tristan Segur** | Responsable du Comité Asie-Pacifique 2023-2024

**Paul Beaugendre** | Responsable adjoint

**Joseph Saison** | Responsable adjoint

# PRÉFACE

L'Indopacifique est une région définie par son continuum maritime. Englobant les océans Indien et Pacifique, la sécurité des routes maritimes y est cruciale, car 30 % du commerce mondial et les deux tiers du trafic pétrolier transitent par cette région. Elle joue également un rôle central dans les rivalités mondiales actuelles et se présente à la fois comme un miroir des tensions existantes et comme un moteur de conflits. Les exemples ci-dessous permettront d'illustrer ce constat.

## Miroir des tensions mondiales

Les détroits et canaux de l'Indopacifique sont des lieux où les rivalités de pouvoir mondiales se manifestent de manière frappante.

### Les détroits et canaux, enjeux de pouvoir

Deux détroits, Bab-el-Mandeb et Ormuz, les plus importants au monde, verrouillent le nord de l'océan Indien. Reliant l'Europe et l'Asie, ils sont des corridors vitaux pour le transport de conteneurs et de pétrole. La sécurisation et le contrôle de ces passages stratégiques sont donc essentiels. Dans ces détroits, vitaux pour l'économie mondiale, les rivalités de puissance s'affichent au grand jour. Bab-el-Mandeb, au débouché de la Mer Rouge en Océan Indien est un passage stratégique qui voit passer 40 % du commerce mondial. Depuis le début de la guerre civile au Yémen en 2014, les rebelles Houthis appuyés par l'Iran affrontent les forces gouvernementales elles-mêmes soutenues par une coalition menée par l'Arabie Saoudite. Perturber les passages dans le détroit par des attaques de drones ou de missiles depuis les zones côtières ou l'île de Perim située dans le détroit, permet aux rebelles de projeter leur influence et de faire pression sur leurs adversaires en perturbant le commerce international. Ces attaques se sont dramatiquement intensifiées depuis un an, les Houthis déclarant vouloir cibler les navires liés à Israël, aux États-Unis ou au Royaume-Uni pour mettre fin aux opérations d'Israël contre le Hamas. Plus de 90 navires marchands ont ainsi été ciblés en un an. Afin de sécuriser le détroit, les États-Unis et l'Union Européenne ont mis sur pied des opérations

aéronavales. « *Prosperity Guardian* » pour les États-Unis a débuté en décembre 2023 et « *Aspides* » pour l'Union Européenne a été lancée en mars 2024. Selon les observateurs, en mars 2024, le nombre de navires transitant par le détroit avait chuté de 60 %, les armateurs ayant dû trouver des alternatives pour éviter cette zone dangereuse, principalement le détour par le cap de Bonne Espérance. À l'ouverture du golfe Arabo-persique, le détroit d'Ormuz est un détroit international où les navires bénéficient du droit de passage en transit. Il est d'une largeur de 50 à 40 km, et les navires doivent emprunter des chenaux de navigation bordés par des îles contrôlées par l'Iran depuis 1971. Ce dernier utilise le détroit pour faire pression sur les pays occidentaux : menaces de fermeture en réponse aux sanctions économiques et aux tensions avec les USA, arraisonnements, comme le pétrolier *Stena Impero* le 19 juillet 2019, utilisation de capacités militaires asymétriques telles les mines et des attaques par essaims de vedettes armées. C'est également une zone considérée comme la plus militarisée au monde, avec une très forte présence militaire américaine permanente à Bahreïn et au Koweït.

### **La piraterie au large de la Somalie ou l'impuissance d'un état failli**

Au-delà des enjeux de pouvoir, les attaques de pirates somaliens sur les navires commerciaux montrent comment les problèmes de gouvernance et de pauvreté d'un pays peuvent conduire à des menaces pour la sécurité maritime globale. Réduite à quelques attaques sporadiques aujourd'hui, la menace piraterie dans le golfe d'Aden avait pris une ampleur toute particulière dès 2008, avec des attaques de navires du Programme Alimentaire Mondial, puis de nombreuses prises d'otages de navires de commerce contre rançon. Pays historiquement failli, la Somalie s'est avérée être dans l'incapacité de lutter contre cette menace à partir de son sol. Les pays riverains ont également montré leur impuissance à répondre à la menace par manque de moyens, absence d'outils de partage d'informations et absence d'organisation. La piraterie somalienne a finalement été mise en échec à partir de 2012 par une approche dite globale. Elle a inclu des opérations militaires aéronavales de l'Union Européenne, des États-Unis, de l'OTAN, mais aussi la mise en place de « *best management practices* » par les armateurs et les équipages, et surtout une implication régionale et internationale afin de donner à la Somalie et aux pays

riverains les moyens de surveiller et policer leurs approches, mais aussi de prendre en charge les justiciables localement.

## Moteur de tensions

### Le détroit de Taïwan, l'impératif stratégique de Pékin

Le détroit de Taïwan illustre la complexité des tensions géopolitiques en Asie, où les ambitions territoriales et les démonstrations de force se jouent à grande échelle. La Chine considère Taïwan comme une province dissidente et n'exclut pas l'usage de la force pour la réunifier au continent. Cette province rebelle aurait pu se trouver sur le continent, aux confins des frontières terrestres chinoises si l'histoire en avait décidé autrement. Mais il se trouve que Taïwan est une île, stratégiquement située au centre de la première chaîne d'îles qui forme une véritable barrière géographique naturelle, qui plus est sous influence américaine, empêchant un accès libre, discret et direct à l'océan Pacifique. Au-delà des discours politiques convenus sur la réunification, s'en affranchir afin de sanctuariser l'ouverture stratégique de la marine chinoise, et plus particulièrement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), vers le Pacifique est donc un impératif. Les démonstrations de force dans le détroit, en août 2022 suite à la visite de la présidente de la chambre des représentants, Nancy Pelosi, et plus en mai 2024 suite au discours d'investiture jugé trop souverainiste du nouveau président taïwanais Lai Ching-te montrent la détermination chinoise, exprimée par ailleurs sans ambiguïté dans leur livre blanc sur Taïwan d'août 2022.

### La mer de Chine méridionale, le glacis chinois

La mer de Chine méridionale, quant à elle, est devenue un véritable « glacis » chinois posant des défis croissants à la liberté de navigation. Cela revient à dire que la « politique des petits pas » de la Chine a payé, puisqu'il est désormais acquis que la plupart des îlots artificialisés et/ou revendiqués par la Chine dans les archipels des Paracels et des Spratley, au grand dam du Vietnam, des Philippines, de la Malaisie et de Brunei, sont désormais militarisés. Ils sont des bastions permettant une capacité de projection

avancée et complètent au plus près des approches terrestres le concept A2/AD basé sur l'emploi de missiles terrestres ou embarqués sur des navires et sous-marins. Les opérations de liberté de navigation menées par les États-Unis depuis de nombreuses années dans les eaux contestées n'auront pas réussi à freiner Pékin. Le harcèlement perpétré par des centaines de pêcheurs constitués en milices maritimes parfaitement organisées et entraînées et par les très nombreux navires de la garde-côte chinoise, la plus grande au monde, visent à limiter voire empêcher l'exploitation par les pays riverains de leurs Zones Économiques Exclusives. Alors que les incidents maritimes se multiplient entre la Chine et les Philippines au risque de dégénérer en crise ouverte, ces derniers se rapprochent des États-Unis qui s'affichent clairement en soutien. L'accélération de la mise en œuvre de l'Accord de coopération renforcée en matière de défense (EDCA) qui permet aux États-Unis de financer et de construire des installations sur des bases philippines, verra notamment l'accès de forces américaines sur une base dans le nord des Philippines, à 400 km de Taïwan. L'adoption par les Philippines en avril 2024 d'un concept de défense archipélagique orienté contre une menace externe marque la nouvelle détermination du pays à faire face à la Chine.

## Conclusion

L'Indopacifique maritime est un véritable miroir des tensions existantes et un moteur de conflits géopolitiques. Les exemples de conflit ci-dessus, qu'ils soient liés à des ambitions territoriales comme entre la Chine et ses voisins, aux enjeux de pouvoir dans des détroits stratégiques tels que Bab-el-Mandeb et Ormuz, ou à l'incapacité d'un État failli comme la Somalie à surveiller son espace maritime, montrent à quel point les eaux de cette région sont un terrain de confrontation.

**Vice-amiral Anne Cullerre** | Ancien commandant supérieur des forces françaises dans le Pacifique (2012-2014) et sous-chef des opérations de la Marine Nationale (2014-2016); enseignante vacataire sur le campus Sciences-Po du Havre, séminaire *"Ruling the seas in the Indopacific"*.

## SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>PRÉFACE.....</b>	<b>6</b>
<b>LES DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES DANS L'(IN)SÉCURITÉ RÉGIONALE.....</b>	<b>12</b>
Le <i>digital Yuan</i> ou la Grande muraille monétaire chinoise.....	13
Les relations indo-européennes à l'aune des accords commerciaux et de défense .....	20
La piraterie maritime, le cas du détroit de Malacca .....	30
La pêche chinoise, source de crises ? État des lieux et défis.....	39
Traite humaine et cybercriminalité : une crise d'envergure en Asie du Sud-Est devenue mondiale.....	48
La Chine : le géant affamé, l'épi d'or et la menace de l'insuffisance alimentaire	57
L'océan Pacifique, première contribution à la Zone économique exclusive française : aspects stratégiques et juridiques .....	66
<b>UNE RECONSIDÉRATION DES STRATÉGIES NATIONALES DE DÉFENSE.....</b>	<b>75</b>
Le Japon, une puissance pacifiste, vraiment ?.....	76
Le Vietnam au carrefour des conflits maritimes en Asie-Pacifique : perspectives et défis .....	82
Les îles Senkaku-Diaoyu, un enjeu considérable pour le renforcement de la stratégie de défense japonaise.....	91
Autonomie et dépendance : La Corée du Sud peut-elle se passer du soutien américain dans l'élaboration de son bouclier anti-missile ?.....	105
Quelle stratégie japonaise en cas de crise sino-taiwanaise ? .....	116
<b>LES IMPACTS INTERNATIONAUX DES RECOMPOSITIONS POLITIQUES .....</b>	<b>126</b>
La résurgence de l'axe Pyongyang - Moscou - Pékin : un nouveau défi dans la région de l'Asie-Pacifique. ....	127
Quand une crise en cache une autre, quel avenir pour le Pakistan ?.....	138

Kaboul-Kiev par la Caspienne: la gouvernance en Asie centrale d'une crise à l'autre.....	152
La politique interne de la Corée du Sud et son impact sur la géopolitique en Asie du Nord Est.....	161
Le processus de taïwanisation est-il vecteur de crise ? Étude de cas : Les élections de janvier 2024 .....	173
Comment la crise de Fukushima cristallise-t-elle toujours la question du nucléaire civil au Japon ? .....	181
Le débat nucléaire sud-coréen : quelles implications pour la France ?.....	192
<b>RECENSIONS D'OUVRAGE.....</b>	<b>200</b>
BROOK, Timothy. <i>La carte perdue de John Selden</i> . Paris, Éditions Payot & Rivages, 2015.....	201
EFTIMIADES Nicholas. <i>Chinese Intelligence Operations</i> . Naval Institute Press, Annapolis, Maryland, March 1994. ....	204
LEE, Hongmu. <i>Risk management: fundamentals, theory, and practice in Asia</i> . Springer, 2021. ....	206



# LES DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES DANS L'(IN)SÉCURITÉ RÉGIONALE



# Le *digital Yuan* ou la Grande muraille monétaire chinoise

Par Manon Lozano-Dahlquist

## Introduction

« Nous devons préparer notre monnaie pour le futur. »<sup>1</sup> Christine Lagarde, présidente de la Banque Centrale Européenne, en 2023, entrevoit la mise en place d'une autre forme de monnaie européenne dans les années à venir. C'est pourtant en 2014 que la Chine commence à réfléchir au projet. Qu'en est-il à présent ? Lorsque les partenariats entre les grandes entreprises chinoises du numérique et la Banque Populaire de Chine sont à la hausse, le projet se transforme alors en plan concret<sup>2</sup>. Les enjeux du Digital Yuan, e-CNY, ou *Digital renminbi* (人民币) ne sont, non pas seulement internes, mais confirment la redistribution des rapports de force mondiaux<sup>3</sup>. De nombreuses hypothèses amènent à réfléchir à la potentielle puissance du Digital Yuan dans un contexte de crises multiples. Bien que d'apparence limité en mouvement, cet avancement technologique doit en réalité être surveillé de près. Dans quelle mesure cette affirmation monétaire constitue d'abord et surtout une politique de défense chinoise ? Comment répondre à une monnaie précurseuse, légale et officielle ? La mise en place de cette monnaie serait le laboratoire d'un système économique, commercial, financier et sécuritaire avant-gardiste appuyant la souveraineté étatique.

<sup>1</sup> « L'Eurosystème ouvre la prochaine étape du projet d'euro numérique ». Communiqué de presse de la Banque Centrale Européenne [en ligne], Octobre 2023. Disponible sur : <https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2023/html/ecb.pr231018~111a014ae7.fr.html#:~:text=%C2%AB%20Nous%20evons%20pr%C3%A9parer%20notre%20monnaie,plus%20hau%20t%20niveau%20de%20confidentialit%C3%A9>

<sup>2</sup> EKBERG, Jason et HO, Michael. « 数字货币迎来新曙光, 数字人民币将永久改变货币流通的方式 (À l'aube de la monnaie numérique, le renminbi numérique va changer définitivement les procédés monétaires) ». *Impact-Driven Strategy Advisors* [en ligne]. 2021. Disponible sur : <https://www.marshmcclennan.com/assets/insights/publications/2021/july/a-new-dawn-for-digital-currency.pdf>

<sup>3</sup> MU, Changchun. « Balancing Privacy and Security: Theory and Practice of the E-CNY's Managed Anonymity ». *The People's Bank of China* [en ligne]. Décembre 2022. Disponible sur : <http://www.pbc.gov.cn/en/3935690/3935759/4696666/2022110110364344083.pdf>

## Avant-gardisme chinois

La Chine n'est pas la première entité à avoir songé instaurer une monnaie numérique. Déjà, l'apparition du Bitcoin en 2008 sollicite cette avancée technologique. Néanmoins, la mise en place d'un projet d'une telle envergure demande une certaine assise sur l'échiquier international.

### Intention et développement de la monnaie numérique chinoise

La République Populaire de Chine pense à l'inauguration de son yuan digital au moins depuis une dizaine d'années. Depuis lors, le projet ne cesse de se développer<sup>4</sup>. En 2016, la Banque Populaire de Chine entame concrètement le projet par l'ouverture d'un 'Institut de Recherche sur la Monnaie Numérique<sup>5</sup> (数字货币研究所, *shùzì huòbì yánjiū suǒ*), qui permettra de mettre en place des essais avec des partenaires commerciaux et le développement de cette nouvelle monnaie. La rapide mise en place des moyens de paiement électroniques ont non seulement efficacement convaincu le public chinois de l'interface digitale de paiement, mais a également facilité la croissance de l'économie d'un point de vue global. Les habitudes de consommation et d'achat ont changé, ce qui permet l'ouverture de la Chine à d'autres perspectives : la demande de services technologiques augmente. Alors, dès 2020, la Chine entame de nouveaux projets. Des « villes-pilotes » comme Fuzhou ou Shenzhen proposent à ses habitants de participer à une loterie qui offre au gagnant une cagnotte en digital yuan. Son utilisation ne diffère pas grandement des moyens de paiement actuels en Chine. Le paiement par téléphone est largement adopté par la population, soit près de 90% des Chinois en 2019, ce qui tend à rendre la tâche plus facile pour déployer une monnaie numérique.

<sup>4</sup>« Progress of Research & Development of E-CNY in China ». *People's Bank of China* [en ligne], Juillet 2021. Disponible sur : <http://www.pbc.gov.cn/en/3688110/3688172/4157443/4293696/2021071614584691871.pdf>

<sup>5</sup> *Ibid.*

## État actuel du e-CNY

Pour comprendre le mécanisme et les enjeux qui découlent du yuan digital, il s'agit d'abord de comprendre le système de la blockchain, au sens large. Elle correspond à une « communauté construite sur la base d'un système de récompense ». Les problématiques liées au système financier international sont celles de la confiance et de l'unicité, enjeux auxquels la blockchain répond. En effet, les utilisateurs utilisent tous la même interface, et ont tous accès aux transactions des uns et des autres. Alors, celui qui, par exemple, tenterait de tromper un autre, se verrait « puni » par la communauté. Cette définition fait écho au procédé similaire à la théorie des jeux, qui, pour rappel, propose une description, plus ou moins réelle, des comportements humains face au gain ou à la perte. La blockchain, par conséquent, semble inviolable et propose une utilisation entièrement transparente. Elle répond à une volonté de fluidifier les canaux de transactions. Plusieurs médias occidentaux affirment que la Chine aurait banni le minage de cryptomonnaies, et par déduction, plus ou moins tacite, la blockchain<sup>6</sup>. Quels seraient les intérêts d'une monnaie numérique chinoise ressemblante au mécanisme utilisé par la blockchain ? Les théories se superposent. Tout d'abord, le développement du e-CNY serait un bon moyen de montrer l'exemple en dénonçant la blockchain 'à l'occidentale'. Cela permettrait alors de centraliser leur propre version. Ensuite, cela permettrait de facto de repousser les nouveautés technologiques économiques et numériques occidentales. Enfin et surtout, l'adoption d'une monnaie numérique chinoise permet la poursuite de l'affirmation de l'économie socialiste de marché énoncée par Deng Xiaoping en 1978 et entretenue par Pékin : « *Qu'il y ait plus de planification ou plus de marché n'est pas la différence essentielle entre le socialisme et le capitalisme. Une économie planifiée n'est pas égale au socialisme, puisque le capitalisme a aussi un plan ; une économie de marché n'est pas égale au capitalisme, et le socialisme a aussi un marché. La planification et les marchés sont tous deux des instruments économiques.*<sup>7</sup> » De plus, bien que le e-CNY ne dispose pas encore d'un

<sup>6</sup> CHICHE-ATTALI, Sydney. « Les problématiques juridiques liées aux activités digitales en Chine, notamment au regard de la nouvelle loi sur la cybersécurité ». *Association franco-chinoise pour le droit économique* [en ligne], 18 avril 2018. Disponible sur : <https://droitfrancechine.org/wp-content/uploads/2018/12/2018.04.18-Droit-du-Digital-en-Chine-Sydney-Chiche-Attali.pdf>

<sup>7</sup> : « Rapport de la Conférence Consultative du Peuple (人民政协报, Rénmín zhèngxié bào), Établir un front unique patriotique dans le système économique socialiste de marché (1992-octobre 2002) (建立社会主义市场经济体制中的爱国统一战线(1992

cadre légal et n'ait pas encore été concrètement déployé, il reste à surveiller, car les débats relatifs à la souveraineté numérique soulèvent que cette nouvelle monnaie digitale, protège, légitime et affirme la puissance de la Chine à l'égard du monde.

## Enjeux de la monnaie numérique chinoise

Alors, comment une monnaie numérique établie par la Chine peut-elle être un signe précurseur d'une nouvelle posture mondiale à l'ère des crises polymorphes ? D'abord, à travers le renforcement du contrôle du Parti, la Chine prouve sa capacité à répondre aux enjeux contemporains. Puis, le développement de cette monnaie numérique constitue un levier de puissance en réponse aux rapports de forces actuels entre les différentes puissances mondiales. Cependant, ces modalités et son fonctionnement interne, présentent bien des contrastes. La façade de cette monnaie précurseuse couvre en réalité un contrôle accru des transactions non seulement internes, mais également externes, du moins, pour ceux qui l'utilisent.

### Rapport interne par l'affirmation de la puissance du Parti

Bien que la Chine ait banni le Bitcoin, ses intentions en la matière restent floues<sup>8</sup>. En effet, il serait impossible de mettre en place un système qui a été interdit par le passé. Cela pourrait remettre en cause toute la crédibilité des choix opérés, ce qui n'est, en aucun cas, le résultat espéré par le Parti communiste Chinois (PCC). Alors, pourquoi ne pas proposer de créer un mécanisme nouveau et indépendant, doté de facteurs similaires, voire identiques, afin de constituer une base de données des transactions, par le yuan digital, sans limites et transparente. Cette innovation permettrait de mener à bien le projet de surveillance globale par la canalisation de l'espace public en ligne, notamment depuis que la Chine a intensifié l'utilisation des réseaux sociaux. Les cryptomonnaies,

年—2002年10月, Jiànli shèhuì zhǔyì shìchǎng jīngjì tǐzhì zhōng de àiguó tōngyī zhànxìàn (1992 nián—2002 nián 10 yuè) ». 1er Juillet 2021 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.cppcc.gov.cn/zxww/2021/07/01/ART11625126243697656.shtml>

<sup>8</sup> « Comment Binance prospère en Chine alors que les cryptos sont illégaux dans le pays ». *Courrier International* [en ligne], 3 août 2023. Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/enquete-comment-binance-prospere-en-chine-alors-que-les-cryptos-sont-illegales-dans-le-pays>

n'étant pas régulées par les institutions financières internationales, sont souvent perçues comme des valeurs refuges. Pour le yuan digital, il s'agit plutôt d'une véritable valeur monétaire encadrée par le pouvoir central. Cette situation invite à réfléchir à la véracité de la mise en place d'un système de crédit social chinois. D'un point de vue légal, la Chine accorde de plus en plus d'importance au domaine juridique, et ce, encore une fois par le biais du numérique<sup>9</sup>, entre autres. La Chine souhaite peu à peu développer sa justice et devenir indépendante juridiquement. Pour ce faire, elle utilise encore une fois des moyens technologiques<sup>10</sup>. Pourrait-elle se montrer novatrice dans une justice financière par le numérique ? Bien que ce ne soit pas encore le cas officiellement, c'est une possibilité stratégique qui renforcerait les enjeux juridiques actuels, comme l'extraterritorialité<sup>11</sup>. Ces constatations ne pourraient être faites sans la prise en compte de l'étendue de la puissance chinoise en toutes matières. Le contexte de guerres hybrides et des crises multipolaires annonce la nécessité d'anticiper les différents rapports de force, dans l'objectif de conserver un équilibre des souverainetés.

### Levier de puissance et souveraineté

En octobre 2022, le célèbre média Xinhua (新华社, *xīnhuá shè*<sup>12</sup>) a retranscrit les propos de Xi Jinping concernant les avancées technologiques. « *Accélérer la réalisation d'une autonomie des secteurs scientifiques et technologiques de haut niveau. Guidés par les besoins stratégiques nationaux, nous devons rassembler nos forces pour mener des recherches scientifiques et technologiques de pointe et gagner résolument la bataille contre les technologies clés*<sup>13</sup> ». L'innovation technologique est bel et bien au cœur de la stratégie d'affirmation de la souveraineté chinoise. Dans un rapport d'analyse établi par un bureau d'investigation du Hunan, une étude précise que : « *L'innovation scientifique et*

<sup>9</sup> YUAN, Yanchao (袁燕超). « La Chine met en place trois tribunaux Internet (互联网法院, *hùliánwǎng fǎyuàn*) pour juger en ligne les affaires liées à Internet ». *Inside China's Internet Courts Series* [en ligne]. 16 décembre 2018.

<sup>10</sup> CHEN, Stephen. « Chinese scientists develop AI 'prosecutor' that can press its own charges ». [en ligne]. 26 décembre.

<sup>11</sup> PHANETTE, Roche-Bruyn. « Entre mesures extraterritoriales et lois de blocages, quel ordre économique mondial ? ». *IRIS* [en ligne]. 18 avril 2023. Disponible sur : <https://www.geostrategia.fr/entre-mesures-extraterritoriales-et-lois-blocages-quel-ordre-economique-mondial/>

<sup>12</sup> Site officiel de Xinhua. [en ligne]. Disponible sur : <http://www.news.cn/>

<sup>13</sup> « Accélérer la réalisation d'une autonomie scientifique et technologique de haut niveau - toutes les localités mettent en œuvre l'esprit du 20e Congrès national du Parti et renforcent l'observation de l'innovation scientifique et technologique ». [en ligne]. 19 novembre 2022. Disponible sur : [https://www.gov.cn/xinwen/2022-11/19/content\\_5727894.htm](https://www.gov.cn/xinwen/2022-11/19/content_5727894.htm)

*technologique est l'élément central du développement de nouvelles forces productives.*<sup>14</sup> » De plus, l'achat massif d'or par la Chine prouve une certaine volonté de stabilisation<sup>15</sup>. Les stocks d'or assurent une pérennité économique pour le pays qui en dispose. À travers ces diverses affirmations, les priorités industrielles, technologiques et économiques de la Chine ne nous sont pas inconnues. Dans un monde interconnecté où les échanges, non plus seulement matériels, sont en constante augmentation, l'analyse des monnaies numériques est primordiale. Plus récemment que la Chine, la Russie entend elle aussi développer le rouble numérique<sup>16</sup>, et se tourne vers son alliée de l'Est pour lancer le projet. Un consensus des deux puissances qui semblent vouloir rivaliser avec le dollar. La guerre en Ukraine a ravivé la volonté de « *dédollarisation* », non pas seulement au sein des BRICS, mais aussi chez plusieurs membres de la communauté internationale. Si l'interdépendance des nations est à son apogée, il s'agit donc de rééquilibrer les rapports de force en proposant une alternative, encadrée, légitime et valable. Quoi qu'il en soit, il est certain que la Chine soit force de proposition à cet égard.

## Conclusion

Alors, dans un monde parsemé de guerres hybrides qui menacent les souverainetés, la donnée a une valeur. Les transactions monétaires sont un moyen de retranscrire en toute transparence le parcours de celui qui l'utilise. Disposer de données numériques financières de ses utilisateurs (ou de ses citoyens) permet aujourd'hui d'asseoir, d'une certaine manière, sa souveraineté. D'autant plus que la Chine est considérée par la communauté informatique comme étant largement protégée, comparativement aux autres puissances mondiales. Sa souveraineté numérique lui permet de développer des projets de grande envergure tout en gardant la mainmise sur ses données. Dès l'initiation de la potentialité de l'existence du yuan digital, la Chine commence alors déjà à bâtir sa

<sup>14</sup>. XUEXI, Qiangguo. « 学习强国 : application chinoise principalement conçue pour enseigner la pensée de Xi Jinping ». *CIT* [en ligne]. 28 mars 2024.

<sup>15</sup> « Pourquoi la Chine achète-elle autant d'or ? ». *Le Grand Continent* [en ligne]. Mars 2024. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/03/14/pourquoi-la-chine-achete-elle-autant-dor/>

<sup>16</sup> « La Russie teste le rouble numérique en vue d'appuyer la "dédollarisation" des échanges ». *Courrier international* [en ligne], Aout 2023.

Grande Muraille Monétaire. La posture de la Chine répond aujourd'hui aux crises auxquelles beaucoup de pays occidentaux ont du mal à s'extraire. Qu'il s'agisse de la justice, des technologies ou d'une nouvelle monnaie numérique, la Chine sait se pourvoir de moyens qui soutiennent non seulement sa souveraineté en tous points, mais également sa légitimité à évoluer dans un monde où les crises se multiplient, se complexifient et se transforment de manière exponentielle.

## À PROPOS DE L'AUTRICE

**Manon Lozano-Dahlquist** s'est orientée sur l'étude du Monde et la culture extra-orientale de la Chine. Après la rédaction d'un mémoire portant sur l'extraterritorialité, elle est partie étudier à Taïwan. De retour en France, elle souhaite spécialiser son profil d'analyste - linguiste sur les questions de défense.



# Les relations indo-européennes à l'aune des accords commerciaux et de défense

Par Axelle Bories-Azeau

## Introduction

La présidence récente de l'Inde au G20 et l'accueil de ce sommet à New Delhi fin 2023 marquent l'ampleur du rôle géopolitique de l'Inde. Ancienne colonie britannique, décrite comme un « *pays en développement* » après son indépendance, l'Inde est devenue la première puissance démographique du monde et un des acteurs géopolitiques majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi le Parlement européen voit « *l'UE et l'Inde comme des piliers de la stabilité mondiale, leurs relations [concernant] davantage des questions politiques plus vastes que le seul commerce. L'Inde est un partenaire important dans le domaine de la prévention des conflits* »<sup>17</sup>. Afin de comprendre les enjeux de cette coopération, nous nous demanderons en quoi une relation militaire et économique privilégiée entre l'Europe et l'Inde est à la fois une stratégie de « *containment* »<sup>18</sup> de la Chine en Asie du Sud et Sud-Est ainsi qu'une volonté de l'Europe de s'imposer à l'international dans un domaine au ralenti au niveau régional européen. Nous aborderons premièrement les fondements de ce partenariat, puis les intérêts stratégiques motivant les acteurs à intensifier leur relation.

## Les fondements de la relation indo-européenne

<sup>17</sup> « Partenariat stratégique UE-Inde ». *Eur-lex* [en ligne], 2008, [consulté le 16/04/2024]. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/summary/eu-india-strategic-partnership.html#:~:text=La%20Commission%20propose%20une%20alliance,l'Inde%20dans%20ce%20domaine>

<sup>18</sup> L'endiguement vise à stopper l'extension de la zone d'influence d'un pays au-delà de ses limites atteintes et à contrer les États susceptibles d'adopter les mêmes politiques que ce dernier. La première utilisation du terme a été pour décrire la stratégie étasunienne contre l'Union soviétique à partir de 1947.

## Une coopération historique

*Un partenariat récent, fruit de la construction européenne et de l'indépendance indienne*

L'Europe et l'Inde ont un passé commercial et historique important qui contextualise les échanges et accords bilatéraux actuels. Ainsi, à la genèse de la construction européenne lors du Traité de Rome (1957), l'Inde avait fortement protesté contre ce projet de Marché commun en Europe<sup>19</sup>. Cette position indienne évolue : l'Inde fut, en 1962, le premier pays en développement à entreprendre des relations diplomatiques avec la communauté de six pays d'Europe occidentale. À partir de 1971, les échanges entre New Delhi et la Communauté Économique Européenne (CEE) se sont inscrits dans le cadre de deux accords, l'un dans le cadre des accords GATT<sup>20</sup>, le second au sein d'un accord avec la CEE sur le système de préférences généralisées. Le premier accord commercial entre la CEE et l'Inde fut signé en 1973<sup>21</sup>, puis un deuxième en 1981. Ce dernier est consolidé en 1994 par l'accord élargi, fondements du cadre juridique des échanges actuels<sup>22</sup>. À partir des années 2010, l'intérêt géopolitique de l'UE pour l'Inde s'accroît, notamment face à l'affirmation de la puissance de la République Populaire de Chine (RPC), qualifiée par l'UE de « rivale systémique »<sup>23</sup>.

*L'UE et l'Inde, acteurs majeurs de l'Indopacifique*

L'Union européenne est une organisation de l'Indopacifique par les régions ultrapériphériques (RUP)<sup>24</sup>, comprenant Mayotte et la Réunion et parce que tout citoyen

<sup>19</sup> BERTHOD, Cyril. « L'Inde et l'Union européenne : évolution des perceptions et des intérêts réciproques ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* [en ligne], février 2010 [consulté le 12/04/2024]. Disponible sur : <https://shs.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2010-2-page-167?lang=fr>

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> « Accord entre la CEE et la République de l'Inde concernant le commerce des produits de jute, signé à Bruxelles ». *Historical Archives of the European Union* [en ligne], 17 décembre 1973 [consulté le 12/04/2024].

<sup>22</sup> LHEN-TALLIEU, Théo. « UE-Inde : un nécessaire approfondissement des relations ». *SD Magazine* [en ligne], 15 septembre 2023 [consulté le 12/04/2024]. Disponible sur : <https://www.sd-magazine.com/post/ue-inde-un-n%C3%A9cessaire-approfondissement-des-relations>

<sup>23</sup> « L'UE fait le point sur ses relations avec la Chine et propose 10 mesures ». *Commission européenne* [en ligne], 12 mars 2019 [consulté le 19/05/2024]. Disponible sur : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_19\\_1605](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_19_1605)

<sup>24</sup> GOUARDERES, Frédéric. « Régions ultrapériphériques (RUP) ». *Europarl* [en ligne], mars 2024 [consulté le 20/05/2024]. Disponible sur : <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/100/regions-ultraperipheriques-rup-#:~:text=Ces%20régions%2C%20dénommées%20régions%20ultrapériphériques,relief%20et%20un%20climat%20difficiles>

d'un État membre de l'UE est aussi citoyen européen<sup>25</sup>. De même, la France est un État indopacifique. Ses citoyens sont répartis sur plusieurs types de territoire : des départements et régions d'outre-mer (Mayotte et la Réunion) ; des collectivités d'outre-mer (Wallis et Futuna, Polynésie Française ; une collectivité sui generis (Nouvelle Calédonie) ; des territoires d'outre-mer (Terres australes et antarctiques françaises) et la Propriété domaniale de l'État (Clipperton). Les zones économiques exclusives (ZEE) rattachées à ces îles ont une importance stratégique notamment pour le déploiement naval et maritime car l'État y exerce un contrôle sur les activités économiques, militaires et politiques. Les rivalités et les négociations entre les pays côtiers pour le contrôle et l'exploitation de ces zones peuvent entraîner des répercussions importantes sur les relations internationales et la stabilité régionale. Si la France fut le premier pays à adopter une stratégie indopacifique au sein de l'UE, d'autres membres comme l'Allemagne<sup>26</sup> ont suivi. D'autre part, Pékin cherche à étendre son influence sur les territoires français du Pacifique<sup>27</sup>, poussant Paris et l'UE à consolider des partenariats avec des États locaux, comme l'Inde. Pour contrer la Chine, l'Union peut mettre l'accent sur la création de partenariats stratégiques à long terme, par exemple avec des coopérations contre la piraterie avec New Delhi<sup>28</sup>.

### *Les opportunités stratégiques entre Bruxelles et New Delhi*

De son côté, l'Inde est confrontée à des tensions frontalières, notamment dans des régions sensibles comme le Cachemire et ses frontières avec le Pakistan et la Chine. Dans ce contexte, l'UE peut jouer un rôle clé dans ses ambitions géostratégiques. En effet, Pékin ne cesse de renforcer son armée avec des équipements modernes de fabrication

<sup>25</sup> « La citoyenneté européenne en 3 minutes ». *Toute l'Europe* [en ligne], 27 octobre 2023 [consulté le 24/05/2024]. Disponible sur : <https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/la-citoyennete-europeenne-en-3-minutes/>

<sup>26</sup> « L'Allemagne et la région indopacifique : trois ans d'un engagement renforcé dans une région clef pour la politique internationale ». *Missions allemandes en France* [en ligne], 26 septembre 2023 [consulté le 25/05/2024]. Disponible sur : <https://allemagneenfrance.diplo.de/fr-fr/actualites-nouvelles-d-allemande/01-Politiquefederale/-/2618320>.

<sup>27</sup> EUDELIN, Hugues et HUNG, Jui-Min. « L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique ». *Institut Thomas More* [en ligne], juillet 2022 [consulté le 21/05/2024]. Disponible sur : <https://institut-thomas-more.org/2022/07/05/linfluence-de-la-republique-populaire-de-chine-dans-les-iles-du-pacifique/>

<sup>28</sup> « L'Inde, un partenaire stratégique, Rapport d'information n° 584 ». *Sénat* [en ligne], 1<sup>er</sup> juillet 2020 [consulté le 19/04/2024].

nationale<sup>29</sup>. C'est pourquoi New Delhi pousse de « *grandes puissances à investir en Inde pour développer ses productions nationales et acquérir des savoir-faire et des technologies* »<sup>30</sup>. Dans cette perspective, des accords stratégiques entre l'UE et ses membres avec l'Inde offrirait l'opportunité aux parties de réaffirmer leur position et leur influence sur la scène internationale en Indopacifique.

## Une intensification des relations dans les années 2000

### *Le développement économique et technologique indien*

Au cours des années 2000, l'Inde a connu une croissance économique significative. Cette progression a ouvert de nouvelles perspectives de coopération entre l'Inde et l'Europe. Dans le domaine commercial, les relations indo-européennes se sont intensifiées, avec la signature d'accords commerciaux<sup>31</sup> visant à renforcer les échanges économiques entre les deux partenaires. Ces accords ont favorisé donc la création de partenariats stratégiques dans divers secteurs économiques<sup>32</sup>. New Delhi attire donc l'intérêt des entreprises européennes désireuses de s'implanter sur ce marché en pleine expansion<sup>33</sup>. Ainsi, des partenariats avec des entreprises locales voient le jour, comme dans le secteur des nouvelles technologies<sup>34</sup>.

### *Une Europe à l'économie ralentie*

Depuis les années 2000, l'Europe fait face à des défis économiques qui ont influencé la dynamique des relations avec l'Inde. La crise financière mondiale de 2008 a eu des

<sup>29</sup> SAILLOFEST, Marin. « La Chine s'apprête-elle à reprendre ses essais nucléaires? ». *Le Grand Continent* [en ligne], 21 décembre 2023 [consulté le 23/05/2024]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/12/21/la-chine-sapprete-elle-a-reprendre-ses-essais-nucleaires/>

<sup>30</sup> PENE, Nicolas. « L'industrie de défense indienne, un outil de construction de puissance mais aussi de relations géopolitiques ». *Diploweb* [en ligne], 25 septembre 2022 [consulté le 27/05/2024]. Disponible sur : <https://www.diploweb.com/L-industrie-de-defense-indienne-un-outil-de-construction-de-puissance-mais-aussi-de-relations.html>.

<sup>31</sup> ANAND, Mohit. « Négociations d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'Inde ». *Conflits : Revue de Géopolitique* [en ligne], 8 février 2023 [consulté le 25/05/2024].

<sup>32</sup> LEVAILLANT, Mélissa. « L'Inde et l'Union européenne. Des opportunités multiples encore sous-exploitées ». *Ramses 2024* [en ligne], 2023 [consulté le 09/04/2024]. Disponible sur : <https://shs.cairn.info/ramses-2024--9782100856039-page-114?lang=fr>

<sup>33</sup> BRAMI, Ruben. « Le dynamisme et les défis de l'Économie Indienne ». *L'actualité financière et macroéconomique décryptée* [en ligne], 2024 [consulté le 09/04/2024]. Disponible sur : <https://neofa.com/fr/economie-indienne-dynamisme-defis-perspectives-et-risques-2/>

<sup>34</sup> « Appel à Projets Multilatéral Eureka – Inde ». *BPI France*, [en ligne], 2020 [consulté le 09/04/2024].

répercussions sur les relations commerciales entre Bruxelles et New Delhi<sup>35</sup>. Ainsi, les échanges commerciaux ont pu être affectés par une baisse de la demande européenne, notamment dans certains secteurs clés tels que l'automobile et l'industrie manufacturière. De plus, les difficultés économiques en Europe ont pu conduire à des politiques perçues comme protectionnistes, entraînant des tensions commerciales avec des partenaires extérieurs, y compris New Delhi. Ces tensions ont pu compliquer les négociations commerciales et limiter les possibilités de coopérations économiques entre les deux parties. Néanmoins, l'Europe a continué à chercher des opportunités de coopération avec l'Inde. Ces efforts ont visé à diversifier les relations indo-européennes au-delà du simple commerce de biens.

## La Chine : un concurrent commun

### *Un enjeu pour l'Inde*

La croissance rapide de l'économie chinoise et l'expansion de son influence suscitent des préoccupations en Inde<sup>36</sup>, qui se trouve confrontée à la nécessité de renforcer sa propre compétitivité économique et sa position stratégique dans la région. De plus, les tensions diplomatiques entre l'Inde et la Chine, notamment en ce qui concerne les zones frontalières contestées telles que l'Himalaya, ont entraîné des affrontements militaires et ont contribué à une atmosphère de méfiance et de rivalité entre l'Inde et Pékin<sup>37</sup>.

### *Un partenaire et un enjeu pour l'Europe*

Pour Bruxelles également, la Chine représente à la fois un partenaire économique et un enjeu stratégique majeur. En tant que deuxième puissance économique mondiale, la Chine est devenue un marché crucial pour les exportations et importations européennes,

---

<sup>35</sup> DERVILLE, Emmanuel. « Commerce : les négociations Inde-Europe s'enlisent ». *Le Figaro* [en ligne], 18 avril 2024 [consulté le 23/05/2024]. Disponible sur <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/commerce-les-negociations-inde-europe-s-enlisent-20240418#:~:text=Les%20normes%20écologiques%20et%20sociales,une%20pause%20de%20neuf%20ans>.

<sup>36</sup> Mister Geopolitix, *Certains BRICS+ veulent renverser l'Occident* [vidéo en ligne]. Youtube, 29 avril 2024 [consulté le 21/05/2024]. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=4tL5jimm0j0>

<sup>37</sup> « Accrochage militaire dans l'Himalaya : l'Inde sous le choc, la Chine espère un apaisement ». *France 24* [en ligne], 17 juin 2020 [consulté le 23/05/2024]. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/20200617-accrochage-dans-l-himalaya-l-inde-sous-le-choc-la-chine-espere-un-apaisement>

ainsi qu'un acteur incontournable dans les discussions commerciales internationales et la gouvernance mondiale. Cependant, les pratiques commerciales de la Chine, telles que le dumping, les subventions d'État<sup>38</sup> et les violations présumées des droits de propriété intellectuelle<sup>39</sup>, ont suscité des préoccupations en Europe. Ces pratiques ont alimenté les tensions commerciales entre l'Europe et la Chine, notamment dans des secteurs sensibles tels que l'acier, l'automobile et les technologies de pointe<sup>40</sup>. L'Europe cherche donc à équilibrer ses relations avec la Chine. Ainsi, pour la Commission Européenne, « l'océan Indien est devenu un centre d'intérêt mondial d'une importance stratégique pour le commerce international et [il] revêt un intérêt économique et stratégique vital tant pour l'Union que pour l'Inde »<sup>41</sup>.

## Les intérêts stratégiques d'une coopération indo-européenne

### Des échanges avantageux

#### *Les ventes d'armes*

New Delhi est le premier importateur d'armes au monde<sup>42</sup>. Même si la Russie reste son principal fournisseur (soit 36 % de ses importations), l'Inde constitue un marché crucial pour de nombreux pays européens dans ce secteur. L'Europe, avec ses technologies de pointe et son savoir-faire en matière de défense, représente un partenaire important pour l'Inde dans le renforcement de ses capacités militaires. Pour le gouvernement indien, l'acquisition d'armements européens lui permet de diversifier ses sources d'approvisionnement et de moderniser son arsenal militaire pour faire face aux défis

<sup>38</sup> « Chine – Droits Antidumping et Compensateurs visant certaines automobiles en provenance des États-Unis ». OMC [en ligne], 23 mai 2014.

<sup>39</sup> « Chine — Mesures affectant la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle ». OMC [en ligne], 2010 [consulté le 28/03/2024].

<sup>40</sup> « Pékin prévient qu'une enquête de l'UE aura "un impact négatif" pour les entreprises européennes ». *Le Figaro Économie* [en ligne], 2023 [consulté le 28/03/2024]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/societes/pekin-previent-qu-une-enquete-de-l-ue-aura-un-impact-negatif-pour-les-entreprises-europeennes-20230914>

<sup>41</sup> ALAMETSA, Alviina. « RAPPORT sur une recommandation du Parlement européen au Conseil, à la Commission et au vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité concernant les relations UE-Inde ». *Parlement européen* [en ligne], 12 décembre 2023 [consulté le 24/05/2024].

<sup>42</sup> « Les importations européennes d'armes ont presque doublé ; les exportations américaines et françaises augmentent tandis que celles de la Russie chutent ». *Observatoire des armements / CDRPC* [en ligne], 19 mars 2024 [consulté le 21/05/2024]. Disponible sur : <https://www.obsarm.info/spip.php?article643> - :~:text=Les exportations d'armes américaines,de 34 %25 à 42 %25.

sécuritaires croissants, notamment dans la région indopacifique. De leur côté, les pays européens bénéficient de contrats importants avec l'Inde, renforçant ainsi leurs industries de défense et stimulant leur économie. Ces échanges témoignent ainsi d'une coopération stratégique plus large entre l'Inde et l'Europe dans le domaine de la sécurité et de la défense.

### *Échanges de connaissances et de technologies*

Les relations indo-européennes se caractérisent également par des échanges de savoir-faire et de technologies dans divers domaines, tels que la science, la recherche, l'innovation et la technologie, y compris militaire. Ces échanges contribuent à renforcer le partage d'expertise, le développement de collaborations scientifiques et la promotion de l'innovation, comme l'illustre la vente de Rafales. En effet, si les 18 premiers seront fabriqués en France, les 108 suivants, soit 86 % du total, sortiront d'usines indiennes. Le gouvernement indien veut profiter de cette commande géante pour développer son industrie en bénéficiant des avancées technologiques européennes<sup>43</sup>. De leur côté, les entreprises européennes trouvent en Inde un marché attractif pour investir, innover, et exporter leurs produits vers un marché majeur.

### **Un partenariat privilégié face aux monopoles chinois**

#### *Un « front commun » lors des sommets internationaux*

L'Inde et l'Europe se sont engagées à former un front commun lors de sommets internationaux<sup>44</sup> pour faire face au monopole croissant de la Chine sur la scène mondiale. Ces deux partenaires partagent des préoccupations similaires concernant les pratiques commerciales déloyales de la Chine, son expansionnisme territorial et son influence croissante dans les organisations internationales. En effet, pour sa sécurité économique et commerciale (exportation de produits manufacturés et importations d'hydrocarbures

<sup>43</sup> De JACQUELOT, Patrick. « Des transferts de technologie décisifs pour l'Inde ». *Les Echos* [en ligne], 2 février 2012 [consulté le 16/04/2024]. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/2012/02/des-transferts-de-technologie-decisifs-pour-linde-350760>

<sup>44</sup> MALIK, Mathéo. « "L'Inde s'intéresse plus au G7 qu'au G20", une conversation avec Raja Mohan ». *Le Grand Continent* [en ligne], 9 septembre 2023 [consulté le 24/05/2024]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/09/09/linde-sinteresse-plus-au-g7-quau-g20-une-conversation-avec-raja-mohan/>

par exemple), la Chine dépend des voies maritimes de l'océan Indien, d'où la présence permanente de sa marine.

### *Une volonté de s'émanciper d'une dépendance au marché chinois*

« La Chine représentait la plus grande part des importations européennes en 2022 »<sup>45</sup>. L'Empire du milieu représente également la plus grande part des importations de l'Inde<sup>46</sup>. Face à la domination croissante de la Chine, Bruxelles et New Delhi manifestent une volonté commune de réduire leur dépendance économique à l'égard de la Chine et d'accentuer leur autonomie stratégique. Les deux partenaires cherchent à diversifier leurs échanges commerciaux et leurs partenariats économiques en se tournant vers d'autres marchés émergents ou développés.

## **Une sécurité stratégique en Indopacifique**

### *« Nouvelle Route de la Soie » et les craintes sécuritaires*

Ce vaste projet d'infrastructures, visant à relier la Chine à l'Europe par voie terrestre et maritime, est perçu comme un moyen pour la Chine d'étendre son influence. Les craintes sécuritaires découlent notamment de la militarisation potentielle des infrastructures construites dans le cadre de ces « Routes », ainsi que de la création de dépendances économiques dans les pays partenaires. Comme l'illustre la carte ci-dessous<sup>47</sup>, Pékin s'appuie sur des ports et bases navales tout autour de l'Inde. La Chine a inauguré une base militaire à Djibouti et déploie une présence accrue au Pakistan.

### *L'Indopacifique, espace de coopération de défense avec l'Union européenne*

L'Indopacifique est donc devenu un théâtre majeur des enjeux géopolitiques et sécuritaires. En tant que principale voie maritime du commerce mondial, cette région

<sup>45</sup> LEQUEUX, Vincent. « Le commerce extérieur de l'Union européenne ». *Toute l'Europe* [en ligne], 27 novembre 2023 [consulté le 28/05/2024]. Disponible sur : <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/le-commerce-exterieur-de-l-union-europeenne/#:-:text=La%20Chine%20repr%C3%A9sentait%20la%20plus,le%20Japon%20puis%20la%20Norv%C3%A8ge.>

<sup>46</sup> « Trade and Economic Relations ». *Ambassy of India* [en ligne]. Disponible sur : [https://eoibeijing.gov.in/eoibeijing\\_pages/MjQ.](https://eoibeijing.gov.in/eoibeijing_pages/MjQ.)

<sup>47</sup> DELCORDE, Raoul. « L'Indo-Pacifique, nouvel enjeu stratégique mondial ? ». *Centre Avec* [en ligne], 10 décembre 2021 [consulté le 16/04/2024]. Disponible sur : <https://www.centreavec.be/publication/lindo-pacifique-nouvel-enjeu-strategique-mondial/>

revêt une importance stratégique capitale pour l'Union européenne. Face à l'évolution rapide du paysage sécuritaire dans l'Indopacifique, marquée par l'expansion militaire et économique chinoise, l'UE reconnaît la nécessité de renforcer sa présence et son engagement dans la région. Pour concrétiser cette volonté d'engagement, l'Union européenne renforce sa coopération en matière de défense avec l'Inde. Des initiatives telles que les exercices navals conjoints sont autant de moyens par lesquels l'UE cherche à contribuer à la sécurité et à la stabilité de la région avec New Delhi.

### *Un risque de dépendance de l'Europe à l'égard de l'Inde ?*

La relation complexe entre l'Inde et la Chine présente un défi pour Bruxelles, qui cherche à maintenir des relations équilibrées avec ces deux géants asiatiques. D'une part, l'Inde représente un partenaire économique et stratégique important pour l'UE, avec le potentiel de renforcer la coopération dans des domaines tels que le commerce, la sécurité et la diplomatie. D'autre part, la montée en puissance de la Chine pose des défis géopolitiques et économiques pour l'Union, notamment en ce qui concerne les questions de concurrence commerciale, de sécurité régionale et de protection des droits de l'homme. Dans ce contexte, l'Europe se retrouve confrontée à une double dépendance : d'une part, une dépendance économique à l'égard de la Chine en tant que principal partenaire commercial et investisseur, et d'autre part, une dépendance stratégique à l'égard de l'Inde en tant que partenaire clé dans le maintien de l'ordre régional en Asie du Sud. Cette situation complexe nécessite une approche équilibrée de la part de l'Europe, qui doit naviguer entre les intérêts concurrents de l'Inde et de la Chine tout en préservant les siens.

### **Conclusion**

Les relations indo-européennes dans les domaines commerciaux et de défense reflètent les réalités géopolitiques contemporaines et les défis auxquels elles sont confrontées, notamment le risque de multi crises en Indopacifique. Pour New Delhi, le renforcement de ses capacités militaires face à Pékin, qui a massivement investi dans son armée, est une priorité stratégique. De plus, la diversification des sources d'approvisionnement est

essentielle, notamment en raison des tensions entre la Russie et l'Ukraine, qui pourraient affecter les fournitures militaires. En parallèle, attirer des entreprises étrangères avec leurs expertises pourrait favoriser le développement d'une industrie nationale à long terme, renforçant ainsi l'indépendance et la souveraineté du pays. Quant à l'Union européenne, elle est confrontée à plusieurs défis. Tout d'abord, la complexité des relations avec la Chine, marquée par le pillage de savoir-faire et les conséquences de la politique « *zéro Covid* », nécessite la recherche de nouveaux débouchés commerciaux. Par ailleurs, la croissance économique ralentie au sein de l'UE souligne l'importance de trouver de nouveaux marchés pour stimuler l'économie. De plus, l'UE cherche à affirmer son rôle sur la scène internationale, en particulier dans un contexte de rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine. Enfin, l'Union européenne cherche à éviter d'être entraînée dans les tensions géopolitiques en mer de Chine méridionale, notamment en soutenant la stabilité régionale et en promouvant le dialogue pour prévenir les conflits potentiels impliquant Taiwan et d'autres îles disputées.

## À PROPOS DE L'AUTRICE

**Axelle Bories-Azeau** est une étudiante au sein du Master d'Études Européennes de la Sorbonne Nouvelle. Membre des Jeunes IHEDN depuis plusieurs mois, elle est très intéressée par les questions de défense européenne et de relations internationales avec l'Asie.

# La piraterie maritime, le cas du détroit de Malacca

Par Martin Broyer

## Introduction

Le détroit de Malacca, long couloir maritime du Sud-Est asiatique, situé entre la péninsule Malaise et l'île indonésienne de Sumatra, est un espace économique stratégique – 50 à 60% du fret maritime mondial y transite – soumis à la résurgence d'actes de piraterie après plus de quinze années de paix relative. D'après la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (dite de Montego Bay)<sup>48</sup>, un acte de piraterie maritime comprend tout acte illicite de violence, de détention ou toute déprédation d'un navire, d'individus ou de biens, commis en haute mer, soit un espace maritime ne relevant de la juridiction d'aucun État et dépendant du régime des eaux internationales<sup>49</sup>, contrairement au brigandage qui, quant à lui, concerne les actes de piraterie dans les eaux territoriales. L'espace Indo-Pacifique, dont la conception géographique est souvent remise en question par certains États pour des raisons diplomatiques<sup>50</sup>, est une zone par nature instable. Dans la politique étrangère française, cet espace est défini comme l'espace maritime et territorial s'étendant de Djibouti à Hawaï, avec la Chine en son centre<sup>51</sup>. L'Asie du Sud-Est et son cœur maritime, la mer de Chine méridionale, focalisent l'attention et en composent la « centralité stratégique ». L'espace Indo-Pacifique, et plus particulièrement l'Asie du Sud-Est, s'est donc imposé au cours de la dernière décennie comme un haut lieu de

<sup>48</sup> DULAIT, André, *Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer* [en ligne]. Sénat, 30/03/2010 [09/05/2024]. Disponible sur : <https://www.senat.fr/rap/l09-369/l09-3692.html>

<sup>49</sup> Géoconfluences, *Haute mer, eaux internationales* [en ligne]. École Normale Supérieure de Lyon, mars 2023. Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/haute-mer>

<sup>50</sup> OIN <sup>Vaimiti</sup>, « L'espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face aux rivalités de puissance », *Géoconfluences* [en ligne], octobre 2021. Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/oceans-et-mondialisation/articles-scientifiques/espace-indopacifique-geopolitique>

<sup>51</sup> *La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité* [en ligne]. Sénat, 25 janvier 2023. Disponible sur : [https://www.senat.fr/rap/r22-285/r22-285\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/r22-285/r22-285_mono.html)

cristallisation des enjeux de relations internationales. L'Asie est l'une des régions les plus prospères au monde<sup>52</sup>. Il est donc essentiel pour cette région stratégique de connaître une paix durable pour continuer à prospérer. D'après le *Maritime Information Cooperation and Awareness Center (MICA center)*, dont l'objectif est d'évaluer la situation de la sûreté maritime à travers le monde, les actes de piraterie et de brigandage ne cessent de diminuer à l'échelle internationale depuis 2008<sup>53</sup>. En 2022, le *MICA Center* a enregistré 300 incidents dans le monde, soit une baisse de 5 % par rapport à 2021. Ceci représente malgré tout 90 incidents de piraterie pour l'Asie Sud-Est, que ce soit des actes de contrebande ou encore de pêche illicite, soit un peu moins d'un tiers des incidents de piraterie dans le monde<sup>54</sup>. Nous pouvons donc naturellement nous interroger : la piraterie maritime en Asie du Sud-Est est-elle un frein pour une région pleine de promesses ? Pour y répondre, nous étudierons le frein au développement que représente la piraterie maritime puis les solutions apportées pour y faire face.

## La piraterie, un frein au développement de l'Asie du Sud-Est

### Évolution et impact de la piraterie en Asie du Sud-Est

L'ensemble des observateurs s'accorde sur le fait que la piraterie maritime à l'échelle mondiale a nettement reculé dans la seconde décennie du XXI<sup>ème</sup> siècle, notamment grâce à l'engagement des marines nationales, des coalitions internationales de lutte contre la piraterie ainsi qu'à la présence de gardes armés privés à bord de certains navires marchands<sup>55</sup>. Pour autant, elle persiste dans quelques endroits du globe et plus particulièrement en Asie du Sud-Est. La piraterie représente un coût humain pour la sécurité des équipages mais surtout un coût financier. Selon certains auteurs, l'impact économique est estimé entre 7 à 12 milliards de dollars par an. Les causes sont multiples : augmentation des primes d'assurance, diminution de l'activité économique de certains

<sup>52</sup> L'ASEAN : une région dynamique pleine de promesses [en ligne]. Blog VIE Businessfrance, 21 novembre 2023. Disponible sur : <https://vie.businessfrance.fr/lasean-une-region-dynamique-pleine-de-promesses/>

<sup>53</sup> TOURRET, Paul. « État de la piraterie en 2023 ». *ISEMAR* [en ligne], novembre 2023. Disponible sur : <https://www.isemar.fr/wp-content/uploads/2023/11/Note-de-Synthese-255-Etat-de-la-piraterie-en-2023.pdf>

<sup>54</sup> CEMM. X (ex Twitter), 9 Janvier 2023. Disponible sur : [https://twitter.com/CEMM\\_FR/status/1612372999545438209](https://twitter.com/CEMM_FR/status/1612372999545438209)

<sup>55</sup> TOURRET Paul, *Op. cit.*

États, dépréciation des marchandises en cas de détournement et de retenue du navire, allongement des trajets pour éviter les zones à risques ou encore paiement de rançon en cas d'enlèvements. En Asie du Sud-Est, les déclarations de vol, de vol à main armée et de piraterie en mer ont augmenté de 20% entre 2021 et 2022, mais restent inférieures à celles de 2020<sup>56</sup>. Plus de 50% des incidents signalés se sont produits dans le détroit de Singapour. Les rapports faisant état de blessures de l'équipage sont peu fréquents (moins de 5% des incidents). Si l'Afrique et l'Asie constituent à eux deux les principaux foyers de la piraterie maritime internationale. Force est de constater que la seconde est plus soumise à la résurgence de la piraterie maritime que la première depuis 2013, année la plus prolifique en nombre d'attaques contre des navires en Asie (167 pour l'Asie contre 79 en Afrique). Depuis, l'écart ne cesse de se creuser entre les deux continents. Comme le montre l'infographie de l'*International Maritime Bureau* de l'ONU, l'Indonésie surpasse l'ensemble des autres pays asiatiques en matière de piraterie : plus de la moitié des attaques (et tentatives d'attaques) ont été entreprises au large de ses côtes en 2015, soit 108 sur 202. Une prépondérance qui s'explique, entre autres, par la fragmentation de son territoire en une dizaine de milliers d'îles, par l'immensité corollaire de ses eaux archipélagiques, par le passage des principaux flux commerciaux mondiaux au large de son territoire (un tiers du commerce mondial) et par une force d'intervention maritime limitée. En deuxième position du classement, on retrouve le Vietnam, avec 27 attaques en 2015 (dont 26 réussies), place que l'on accorderait plus spontanément à la Malaisie (4<sup>e</sup> avec 13 attaques dont 12 réussies) ou bien aux Philippines (6<sup>e</sup> avec 11 attaques dont 8 réussies), désignées comme les principaux foyers régionaux de la piraterie maritime<sup>57</sup>. La raison de cette forte augmentation par rapport aux années précédentes est l'augmentation drastique du nombre d'attaques sur navires au mouillage dans le port vietnamien méridional de Vung Tau (15 incidents sur les 27 de 2015, soit 56 %)<sup>58</sup>.

---

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> GANDIL, A. *L'Asie, royaume de la piraterie* [en ligne]. *Asialyst*, 31 juillet 2017. Disponible sur : <https://asialyst.com/fr/2016/05/31/l-asie-royaume-de-la-piraterie/>

<sup>58</sup> *Ibid.*

## Une situation particulière, celle du détroit de Malacca

Caractérisé par sa faible profondeur, le détroit de Malacca est le détroit le plus fréquenté au monde mais surtout une zone qui reste dangereuse. Les dangers de la piraterie et de la contrebande y sont élevés, et la zone est en proie à d'importantes rivalités étatiques<sup>59</sup>. Il existe des routes alternatives par les détroits de la Sonde et de Lombok, mais présentent les mêmes inconvénients, en plus du rallongement du temps de navigation. Par conséquent, sauf en cas de force majeure, de par sa position géographique, le détroit reste aujourd'hui incontournable pour le commerce international, permettant de relier l'axe commercial est-ouest. Sa largeur n'excédant pas les 74 km, le détroit est un haut lieu des attaques en haute mer, étant peu profond et facilement accessible. Avec l'essor du commerce maritime et le transport de gigantesques conteneurs, l'Asie compte parmi les principaux ports mondiaux (9 des 10 plus grands ports mondiaux sont en Asie dont 7 en Chine). On peut ajouter à ceci la montée en puissance des "dragons d'Asie de l'Est" (Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong) et des "tigres d'Asie du Sud-Est" (la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam et les Philippines), permettant au détroit de Malacca de rester au-devant de la scène économique internationale. Le mode opératoire des attaques dans le détroit est généralement le suivant : lors d'un arrêt obligatoire dans un port, les pirates montent à bord, de nuit, et s'emparent facilement des biens et ressources situés sur les navires<sup>60</sup>. Par ailleurs, le vide juridique laissé par la Convention de Montego Bay en ce qui concerne les trois eaux territoriales qui se jouxtent dans le détroit (Indonésie - Malaisie - Singapour) permet une fuite des pirates facilitée par le manque de cohésion des différentes autorités et par la zone grise juridique concernant la délimitation des frontières communes<sup>61</sup>. La dépendance de la Chine vis-à-vis du détroit de Malacca pour ses échanges internationaux et notamment pour ses exportations européennes et internationales l'a poussée d'une part à trouver de nouvelles alternatives. L'un de ses projets est la création de nouvelles routes de la soie (OBOR), et cela a permis à la Chine

<sup>59</sup> Centre d'études stratégique de la Marine (CESM), Avril 2022. Disponible sur : <https://www.defense.gouv.fr/cesm/nos-publications/carto-du-mois/avril-2022-detroit-malacca>

<sup>60</sup> BORG, Caroline. « La piraterie maritime : le détroit de Malacca, passage stratégique de la Malaisie » Blog sur l'Asie du Sud-Est [en ligne], 4 mai 2019. Disponible sur : <https://redtac.org/asiedusudest/2019/05/04/la-piraterie-maritime-le-detroit-de-malacca-passage-strategique-de-la-malaisie/>

<sup>61</sup> *Ibid.*

de se rapprocher des États riverains de Malacca, par le biais de financement, d'aides de protection à la navigation et de coopération maritime<sup>62</sup>. Face à cette menace complexe, un mouvement international et avant tout régional s'est mobilisé pour y faire face.

## **Pavillon noir en Asie du Sud-Est, vers une gestion accrue du problème**

### **Enjeux diplomatique et sécuritaire : réponse de la communauté internationale**

Face à la Chine, les États-Unis dans leur politique de « pivotement vers l'Asie » tablent sur une présence permanente de 60 % de leurs flottes<sup>63</sup>. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la sécurité du détroit de Malacca attire l'attention des États-Unis, même si dès les années 1970, le détroit occupait une place majeure dans la stratégie maritime de l'armée américaine. En effet, en avoir le contrôle leur permettait une action militaire navale rapide en Asie du Sud-Est, particulièrement importante dans le contexte de guerre du Vietnam, mais aussi dans la potentialité de déploiements armés au Moyen-Orient<sup>64</sup>. Ainsi, même après le départ américain de Saïgon en 1975, les États-Unis ont toujours conservé une position stratégique dans cette partie du globe. Les armées japonaise et américaine ont ainsi travaillé conjointement depuis longtemps dans la région. C'est en janvier 2013 que le secrétaire Léon Panetta a invité les pays de l'OTAN à rejoindre les États-Unis, pour une présence navale accrue en Asie. Cependant, l'objectif principal américain est de préserver sa supériorité militaire régionale, mais aussi d'assumer des accords de défense avec ses partenaires pour empêcher la Chine de développer une hégémonie contraire aux intérêts américains et non la lutte contre la piraterie maritime<sup>65</sup>. Historiquement, c'est le Japon qui a été particulièrement impliqué dans la sécurité du détroit, en raison de la place stratégique qu'il occupe pour son économie. L'action du Japon se concentre avant tout sur la coopération civile mais aussi sur la coopération militaire et Tokyo s'est abstenu

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> Enjeux stratégiques maritimes en Asie | Chaire Grands Enjeux Stratégiques Contemporains. Université Paris I Panthéon Sorbonne. Disponible sur : <https://chairestrategie.panthéonsorbonne.fr/themes/2015/enjeux-strategiques-maritimes-en-asie>

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

d'utiliser les forces maritimes pour l'autodéfense dans la région ainsi que pour des missions de sécurité comme l'aide humanitaire après le tsunami de la catastrophe de Malacca en 2004<sup>66</sup>. Le reflet des forces maritimes d'autodéfense japonaises (MSDF) a tendance à se concentrer sur les menaces les plus traditionnelles de la région asiatique, les menaces militaires directes étant révélées par les cellules de missiles nord-coréennes. Les trois pays, Malaisie, Singapour et Inde, ainsi que les gardes japonais (JCG) sont aidés par de nombreux programmes dont certains sont japonais et destinés à renforcer leurs capacités d'efficacité contre la piraterie. Des patrouilles conjointes ont inclus les Philippines et Singapour en 2008<sup>67</sup>. L'avantage d'utiliser les garde-côtes japonais est que, bien que ceux-ci soient en réalité une force paramilitaire, ils ne dépendent pas du ministère de la défense japonais (qui existe formellement depuis 2007). Son activisme est dès lors perçu comme civil et non militaire, ce qui rassure États et populations<sup>68</sup>. En France, la priorité est donnée à la stabilité de la zone, dans une démarche de neutralité et de respect du droit international. Les intérêts économiques sont majeurs pour le pays, le trafic de conteneurs transitant par Malacca est important. Les territoires français en Asie-Pacifique justifient également l'implication française, étant de plus des points d'appui pour la protection des intérêts et des ressources françaises. La stratégie développée en conséquence passe par la présence navale, dans de nombreuses missions de frégates des forces navales du Pacifique, et par le déploiement de navires métropolitains français, comme en 2015 la mission « Jeanne d'Arc », composée d'un bateau de projection et de commandement et d'une frégate. Dans la lutte contre la piraterie, la France a mis en place une zone de contrôle naval volontaire en 2013<sup>69</sup>.

### **Une réponse de la communauté régionale, coopération et accords bilatéraux**

---

<sup>66</sup> *Le Japon et la lutte contre la piraterie internationale : Golfe d'Aden et détroits d'Asie du Sud-Est* [en ligne]. IRIS, septembre 2011.

<sup>67</sup> Enjeux stratégiques maritimes en Asie | Chaire Grands Enjeux Stratégiques Contemporains. Université Paris I Panthéon Sorbonne. Disponible sur <https://chairestrategique.pantheonsorbonne.fr/themes/2015/enjeux-strategiques-maritimes-en-asie>

<sup>68</sup> *Le Japon et la lutte contre la piraterie internationale : Golfe d'Aden et détroits d'Asie du Sud-Est* [en ligne]. IRIS, septembre 2011.

<sup>69</sup> Enjeux stratégiques maritimes en Asie | Chaire Grands Enjeux Stratégiques Contemporains. Université Paris I Panthéon Sorbonne. Disponible sur <https://chairestrategique.pantheonsorbonne.fr/themes/2015/enjeux-strategiques-maritimes-en-asie>

Organiser la lutte contre la piraterie au sein du détroit de Malacca n'est pas chose aisée, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'il s'agit de définir la responsabilité de la sécurité de cet espace maritime, entre les trois états concernés directement : la Malaisie, l'Indonésie et Singapour. Cela complique évidemment la tâche car une concertation est nécessaire mais chacun a des intérêts différents, bien qu'aucun ne bénéficie de la présence de pirates dans le détroit. D'autre part, il ne faut pas occulter le rôle de l'ASEAN qui profite très largement du détroit de Malacca pour sa composante phare : l'AEC (Communauté économique de l'ASEAN). Du fait de son rôle fédérateur en Asie du Sud-Est, l'ASEAN devrait pouvoir rassembler les nations affectées par la piraterie et proposer des solutions afin de protéger les intérêts de l'organisation. Hélas, l'ASEAN éprouve la plus grande difficulté à faire respecter sa voix dès lors qu'il s'agit d'actions concrètes à mener (ex : le plan global de la communauté Politique - Sécurité de l'ASEAN 2025). Dans ce contexte, la lutte contre la piraterie dans le détroit de Malacca ne peut pas compter réellement sur la présence de l'ASEAN pour atteindre ses objectifs<sup>70</sup>. Kuala Lumpur, en Malaisie, accueille le Centre régional de piraterie depuis 1992 qui est une antenne régionale du Bureau maritime international (BMI) de l'ONU, organisation faisant office d'autorité pour les faits de piraterie (une composante de la Chambre internationale du commerce). Dans le cadre de la gestion de cette crise, ces organismes sont contraints d'évoluer avec la pression de pays extérieurs comme les États-Unis qui souhaitent créer un nouveau bureau dédié à la piraterie dans la région, ou encore la Chine qui a proposé l'implication des membres de l'ASEAN +3 (ASEAN et la Chine, le Japon et la Corée du Sud) dans la sécurisation du détroit<sup>71</sup>. Le Japon a également proposé le déploiement de garde-côtes japonais dans la zone. Toutes ces propositions ont été refusées par les gouvernements indonésien et malaisien qui craignent une internationalisation de la gestion du détroit et, par conséquent, des ingérences étrangères qui pourraient nuire à leurs intérêts à terme<sup>72</sup>. Parmi les solutions recherchées, certains chercheurs estiment que les pays concernés devraient avant tout remettre en question la répartition des richesses

<sup>70</sup> DUCLOS, L. (2021c, avril 14). La lutte contre la piraterie dans le Détroit de Malacca. Observatoire Delphi. Disponible sur <https://observatoiredelphi.wixsite.com/home/post/la-lutte-contre-la-piraterie-dans-le-d%C3%A9troit-de-malacca#:~:text=H%C3%A9las%2C%20l'ASEAN%20C%C3%A9prouve%20les,%C3%89tats%20membres%20est%20tout%20a%20ut%20re>

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> *Ibid.*

chez eux. Cela implique de donner davantage d'emploi et d'acquis sociaux auprès des populations côtières se laissant tenter par la piraterie. L'idée étant de donner un autre choix aux populations que le crime et qu'en réduisant la pauvreté, faire d'une pierre deux coups en baissant le nombre d'individus se tournant vers la piraterie et sécurisant ainsi davantage le détroit de Malacca<sup>73</sup>. Une autre solution est le projet du Canal de Kra, développé par la Thaïlande, afin de mettre en place une route plus directe vers l'Asie, ce qui éviterait ainsi le goulet d'étranglement qu'est le détroit de Malacca, et les risques de piraterie qui s'y intensifient. Le projet coûterait entre 20 et 25 milliards de dollars et serait intégralement financé par la Chine qui verrait là une aubaine dans son projet *One Belt and One Road Initiative* pour sécuriser son approvisionnement en hydrocarbures<sup>74</sup>. Si le Canal de Kra venait à voir le jour, cela réduirait considérablement le trafic maritime dans le détroit de Malacca et donc l'intérêt pour les pirates de continuer leurs actions. Il est à noter que la construction de ce canal serait sûrement une catastrophe économique pour Singapour (et des autres États tirant bénéfice de ce fort flux de passage) qui profite de l'importance du détroit pour être au centre des échanges commerciaux. La cité-état risquerait donc de perdre la moitié de son trafic maritime. Toutefois, cela serait inespéré pour le Sri Lanka qui aurait l'occasion de devenir un nouveau *hub* maritime en plein océan Indien<sup>75</sup>.

## Conclusion

Le détroit de Malacca, en tant que passage vital pour le commerce mondial, demeure un foyer de préoccupation majeur en raison de la résurgence des actes de piraterie après une période de relative stabilité. La complexité géopolitique de la région, où les intérêts divergents des États façonnent les dynamiques maritimes, aggrave la situation. Bien que

<sup>73</sup> *Le Japon et la lutte contre la piraterie internationale : Golfe d'Aden et détroits d'Asie du Sud-Est* [en ligne]. IRIS, septembre 2011.

<sup>74</sup> *Le projet du canal de Kra en Thaïlande : un enjeu économique et stratégique majeur pour l'Asie* [en ligne]. IRIS, décembre 2020. Disponible sur <https://www.iris-france.org/152627-le-projet-du-canal-de-kra-en-thaïlande-un-enjeu-economique-et-strategique-majeur-pour-lasie/>

<sup>75</sup> DUCLOS, L. *La lutte contre la piraterie dans le Déroit de Malacca* [en ligne]. Observatoire Delphi, 2021. Disponible sur : <https://observatoiredelphi.wixsite.com/home/post/la-lutte-contre-la-piraterie-dans-le-d%C3%A9troit-de-malacca#:~:text=H%C3%A9las%2C%20l'ASEAN%20%C3%A9prouve%20les,%C3%89tats%20membres%20est%20tout%20a%20utre>

les efforts internationaux aient contribué à réduire la piraterie à l'échelle mondiale, celle-ci persiste dans certaines zones, notamment en Asie du Sud-Est. Les conséquences de la piraterie dépassent largement le cadre sécuritaire, engendrant des coûts humains et financiers considérables. La lutte contre la piraterie montre très vite ses limites pour assurer la sécurité du détroit. Le fait que cet espace maritime concerne trois États différents (Malaisie, Indonésie, Singapour) ne facilite pas la prise de décision car pour chaque action, une concertation est nécessaire. Chaque État ayant sa propre politique de défense et ses propres intérêts, les divergences sont nombreuses. L'ASEAN pourrait user de son statut fédérateur pour impulser de nouvelles mesures mais l'organisation a la plus grande difficulté à mettre en application ses décisions. A l'avenir, la question de la construction du Canal de Kra, en Thaïlande, sera décisive pour le futur du détroit de Malacca car si le canal voit le jour, le trafic maritime déviara dans le détroit et cela pourrait bien être la fin de la piraterie dans cet espace maritime. Cependant, une construction d'un canal intégralement financé par la Chine serait également synonyme de multicrise pour la Thaïlande du point de vue social, économique et sécuritaire.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Martin Broyer** est étudiant en bachelor en relations internationales à l'ILERI (Institut libre d'étude des relations internationales), aspirant aux métiers de la diplomatie et de la défense.

# La pêche chinoise, source de crises ? État des lieux et défis

Alan Ségur

## Introduction

"J'ai demandé une réponse apaisée, basée sur des preuves scientifiques et le retrait immédiat de l'interdiction chinoise d'importer des produits alimentaires japonais<sup>76</sup>". Le 16 novembre 2023, le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a demandé au Président de la République Populaire de Chine (RPC), Xi Jinping de lever immédiatement l'interdiction sur les importations de fruits de mer japonais. Cette dernière a débuté après le rejet d'eau radioactive traitée de la centrale nucléaire n°1 de Fukushima au large du Japon<sup>77</sup>. Le gouvernement japonais est en effet inquiet de perdre accès au marché chinois de produits halieutiques et aquacoles<sup>78</sup>. Cette crise diplomatique illustre l'importance de Pékin dans l'industrie de la pêche mondiale, mais également la capacité du gouvernement chinois à utiliser ce secteur d'activité comme outil d'influence à l'égard d'autres Etats. Alors que les tensions s'exacerbent en Asie-Pacifique, sur fond de rivalité américano-chinoise, nous pouvons nous demander en quoi les secteurs halieutiques et aquacoles sont des enjeux importants face aux risques de multi crise qui touchent cette région du monde. Pour répondre à ce questionnement, nous aborderons le poids de la pêche dans l'économie chinoise. Puis nous détaillerons les conséquences de l'industrialisation et de

<sup>76</sup> "I asked for a calm response based on scientific evidence and the immediate withdrawal of China's import ban on Japanese food products", in NISHIMURA, Keishi. MATSUYAMA, Shino. SAITO Tokuhiko. "Kishida asks Xi to lift seafood import ban that started in August". *Asahi Shimbun* [en ligne], 17 novembre 2023 [consulté le 06/04/2024]. Disponible sur : <https://www.asahi.com/ajw/articles/15059752>.

<sup>77</sup> "Fukushima : la deuxième phase du rejet en mer des eaux de la centrale a commencé". *Le Monde avec AFP* [en ligne], 05 octobre 2023 [consulté le 22/04/24]. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/10/05/fukushima-la-deuxieme-phase-du-rejet-en-mer-des-eaux-de-la-centrale-a-commence\\_6192518\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/10/05/fukushima-la-deuxieme-phase-du-rejet-en-mer-des-eaux-de-la-centrale-a-commence_6192518_3244.html).

<sup>78</sup> Les produits halieutiques sont ici les animaux (poissons, vertébrés) prélevés dans leurs habitats naturels (rivières, lacs, océans ...). Les produits aquacoles sont ceux issus d'élevages.

la mondialisation de ce secteur d'activité pour la RPC. Enfin, nous discuterons de l'utilisation de la flotte de pêche chinoise comme force navale par Pékin.

## La pêche, un secteur d'activité majeur de l'économie de la RPC

### La Chine, principale productrice mondiale de pêche de capture et d'aquaculture

En 2022, la Chine reste le plus grand producteur de produits halieutiques et aquacoles du monde, avec une production estimée à 67,5 millions de tonnes (MMT). La croissance de la production s'appuie notamment sur la production aquacole – estimée à 54,6 MMT en 2022, soit une augmentation de 1,2 %<sup>79</sup>. Cette augmentation de l'aquaculture est de 5 points de pourcentage depuis 2017, alors que la pêche de capture voit sa part se réduire de près de 2.5 points<sup>80</sup>. Cette évolution chinoise s'inscrit dans une tendance mondiale. Nous pouvons en effet constater que les pêches dans les eaux marines et continentales stagnent, alors que l'élevage connaît une augmentation continue, notamment depuis les années 1990<sup>81</sup> (figure 3). Néanmoins, la Chine reste le principal producteur de pêche de capture, avec 15% du total mondial<sup>82</sup> (figure 5). Cette production chinoise s'appuie sur la plus grande flotte de pêche du monde, estimée à 564 000 navires par la FAO<sup>83</sup> en 2020.

### Une diversification de la production et de la consommation

Le 5 février 2024, le ministre des Affaires étrangères norvégien, Espen Barth Eide, s'est rendu à Pékin<sup>84</sup> pour célébrer les 70 ans des relations diplomatiques entre les deux pays. L'un des enjeux majeurs de la relation entre les deux Etats est la production halieutique et aquacole. En effet, Oslo est devenue en quelques années un exportateur important de produits marins vers la Chine, notamment de saumons, maquereaux, morues arctiques

<sup>79</sup> "2022 China Fishery Products Annual". *United States Department of Agriculture - Foreign agricultural Service* [en ligne], 22 février 2022 [consulté le 23/04/2024]. Disponible sur : [https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=2022%20China%20Fishery%20Products%20Annual\\_Beijing\\_China%20-%20People%27s%20Republic%20of\\_CH2023-0027.pdf](https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=2022%20China%20Fishery%20Products%20Annual_Beijing_China%20-%20People%27s%20Republic%20of_CH2023-0027.pdf).

<sup>80</sup> *Ibid*

<sup>81</sup> "La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2022". *ONU* [en ligne], 2022 [consulté le 23/04/2024]. Disponible sur : <https://www.fao.org/3/cc0461fr/online/sofia/2022/world-fisheries-aquaculture-production.html>.

<sup>82</sup> *Ibid*, <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/00f1704f-b092-492c-84da-63c2a88923e2/content/sofia/2022/fishing-fleet.html>.

<sup>83</sup> *Ibid*

<sup>84</sup> "Wang Yi s'entretient avec le ministre norvégien des Affaires étrangères Espen Barth Eide". *FMPRC* [en ligne], 5 février 2024 [consulté le 23/04/2024]. Disponible sur : [https://www.fmprc.gov.cn/fra/wjdt/wjhd/202402/t20240207\\_11242423.html](https://www.fmprc.gov.cn/fra/wjdt/wjhd/202402/t20240207_11242423.html).

et de crustacés<sup>85</sup>. En effet, les besoins de la population évoluent : *"la demande toujours croissante des consommateurs pour une alimentation saine et de haute qualité ont fait des produits de la mer norvégiens un choix privilégié<sup>86</sup>".* Cependant, d'autres facteurs peuvent expliquer la recrudescence des importations de produits halieutiques et aquacoles. En effet, l'offre de produits halieutiques issue des eaux chinoises s'est réduite, face à la surexploitation et aux quotas imposés par les autorités locales et nationales afin de sauvegarder la ressource<sup>87</sup>. Toutefois, les entreprises aquacoles chinoises s'adaptent à cette évolution de la consommation en transformant l'appareil productif. Ainsi, la *"croissance a été favorisée par une efficacité de production accrue grâce à l'intensification et à l'industrialisation, à une diminution de l'offre de fruits de mer sauvages et à une demande accrue de fruits de mer préparés<sup>88</sup>".*

### **La pêche et l'aquaculture, des outils politiques et diplomatiques d'influence pour Pékin**

Depuis le 1er août 2019, le directeur général de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Qu Dongyu, est chinois<sup>89</sup>. D'autres responsables à la tête de sous-directions de cette institution le sont également : Li Lifeng à la Division des terres et des eaux (NSL)<sup>90</sup>, Anping Ye à la Division de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire (PST)<sup>91</sup>, ainsi que Zhimin Wu à la Division des forêts (NFO)<sup>92</sup>. La Chine est donc très présente au sein de la FAO, dont la pêche et l'aquaculture sont des domaines d'intervention. La FAO fait partie d'un ensemble d'Institutions onusiennes

<sup>85</sup> YEPING, Yin. "Norwegian seafood exports to China to expand this year as trade ties accelerate". *Global Times* [en ligne], 05/04/2024 [consulté le 23/04/2024]. Disponible sur : <https://www.globaltimes.cn/page/202402/1306729.shtml#:~:text=Norway%20mainly%20ships%20four%20primary,the%20sales%20of%20imported%20seafood.>

<sup>86</sup> "demand for high-quality and healthy diets has made Norwegian seafood a preferred choice" in YEPING, Yin. "Norwegian seafood exports to China to expand this year as trade ties accelerate". *Op Cité*

<sup>87</sup> "2022 China Fishery Products Annual". *Op Cité*

<sup>88</sup> "growth was aided by increased production efficiency through intensification and industrialization, lower supplies of wild-caught seafood, and increased demand for pre-prepared seafood". *Ibid*

<sup>89</sup> M. Qu DONGYU. Université de Liège, 2020 [consulté le 24/04/2025]. Disponible sur : [https://www.uliege.be/cms/c\\_11537468/fr/docteurs-honoris-causa-2020-m-qu-dongyu](https://www.uliege.be/cms/c_11537468/fr/docteurs-honoris-causa-2020-m-qu-dongyu).

<sup>90</sup> *Rome Water Dialogue - Speakers Bios*. FAO, 29 novembre 2022 [consulté le 24/04/2024]. Disponible sur : <https://www.fao.org/land-water/events/iwrm22/bios/en/>.

<sup>91</sup> "Mobilizing the potential of South-South and Triangular Cooperation". FAO [en ligne], [consulté le 24/04/2024]. Disponible sur : <https://www.fao.org/partnerships/news-archive/news-article/fr/c/1660737/>.

<sup>92</sup> InforMEA [en ligne]. Zhimin WU. ONU [consulté le 24/04/2024]. Disponible sur : <https://www.informea.org/fr/person/494232>.

concernées par la *South-South and Triangular Cooperation* (SSTC). Cette dernière a été initiée en 2011 par la RPC<sup>93</sup>, pour célébrer les 10 ans de l'intégration de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Cette SSTC "*implique des partenariats dirigés par le Sud entre deux ou plusieurs pays en développement, soutenus par un ou des pays développés, ou une ou des organisations multilatérales*"<sup>94</sup>.

## Les externalités négatives mondialisées de l'industrialisation de la pêche chinoise, facteurs de crises ?

### La surpêche chinoise dans les eaux d'Afrique, menace pour les économies locales : l'exemple du Sénégal

"Monsieur le Ministre, ces navires n'ont rien de sénégalais, n'ont aucun apport pour notre économie". Par ces mots, Le GAIPES (Groupement des armateurs industriels à la pêche du Sénégal) accuse les flottes de navires étrangers de la destruction de la pêche sénégalaise. Cette thématique a été l'un des enjeux majeurs de la campagne présidentielle de 2024. En effet, "*la richesse créée par l'activité de pêche maritime et de la transformation représente 2,3% du PIB courant de l'année 2019*", et emploi 97 444 personnes. Or, l'essentiel des emplois provient de la pêche artisanale, composée en majorité de pirogues. Ces dernières ne peuvent rivaliser avec les navires usines étrangers, notamment chinois, dont certains contournent l'octroi des licences de pêche. C'est un sujet d'autant plus sensible que cette dernière, notamment dans les zones rurales, "*occupe une place importante en raison de sa contribution significative à la sécurité alimentaire des populations, à la création de revenus et d'emplois, ainsi qu'au renforcement de la compétitivité*"<sup>95</sup>.

<sup>93</sup> "Trade-related South-South co-operation : China". OECD [en ligne], 2012 [consulté le 24/04/2024]. Disponible sur : [https://web-archiv.e.oecd.org/2013-01-15/222201-South-South\\_China.pdf](https://web-archiv.e.oecd.org/2013-01-15/222201-South-South_China.pdf).

<sup>94</sup> "*involves Southern-driven partnerships between two or more developing countries supported by a developed country(ies)/or multilateral organization(s) to implement development cooperation programmes and projects.*" in "*About South-South and Triangular Cooperation*, UN [consulté le 24/04/2024]. Disponible sur : <https://unsouthsouth.org/about/about-sstc/>.

<sup>95</sup> "Lettre ouverte du GAIPES à Monsieur Alioune NDOYE, Ministre des Pêches et de L'Economie maritime sur 52 demandes de promesses de licences de pêche destinées à des navires chinois". APRAPAM [en ligne], 16 avril 2020 [consulté le 02/05/2024]. Disponible sur : <https://www.aprapam.org/publication/l-actualite-d-aprapam/lettre-ouverte-du-gaipes-a-monsieur-alioune-ndoye-ministre-des-peches-et-de-l-economie-maritime-sur-52-demandes-de-promesses-de-licences-de-peche-destinees-a-des-navires-chinois>

## Des techniques de pêche dangereuses pour les écosystèmes concernés : le cas équatorien

Les Ministres des Affaires étrangères des Républiques d'Équateur, de Colombie, du Chili et du Pérou déclarent *"leur préoccupation face à la présence récurrente de flottilles de navires de pêche battant pavillon étranger<sup>96</sup>"*, aux abords voire dans leurs Zones économiques exclusives (ZEE). En effet, les îles équatoriennes des Galapagos voient se multiplier la présence de navires de pêche chinois. Outre le nombre de navires (parfois plusieurs centaines), ce sont également les techniques de pêche employées, comme le chalutage, qui menacent la durabilité de la pêche. Cette technique est non sélective : elle capture dans les filets des poissons et autres animaux qui n'étaient pas recherchés, qui finissent rejetés à la mer. Les conséquences de ces techniques et du nombre de navires sont majeures. Outre la menace pour la pêche artisanale locale, incapable de concurrencer les quantités prélevées par la pêche industrielle, le renouvellement des espèces est fragilisé, tout particulièrement pour celles en voie de disparition. Ainsi selon la FAO, seuls 33% de l'exploitation des stocks de poissons (figure 24) est durable au large des côtes sud-américaines du Pacifique.

## Des conditions de travail dangereuses, un facteur de crises diplomatiques ?

La pêche industrielle chinoise s'appuie en partie sur une internationalisation des équipages : *"il embarque sur le Wei Yu 18 au port de Busan en Corée du Sud, où il rejoint un équipage composé de 9 autres indonésiens et de 20 chinois<sup>97</sup>"*. Cette diversité des équipages est particulièrement présente sur les vaisseaux qui naviguent loin des côtes chinoises (océans Atlantique et Indien, côtes américaines du Pacifique). Les conditions de travail et de vie à bord peuvent être particulièrement difficiles. Si les données manquent<sup>98</sup>, des drames ont lieu. Ainsi en 2020, des 24 indonésiens travaillant sur le Long Xing 629,

<sup>96</sup> *"Su preocupación por la presencia recurrente de flotas de embarcaciones pesqueras de pabellón extranjero"* in "Declaración Conjunta de los Ministros de Relaciones Exteriores de la República del Ecuador, la República de Colombia, la República de Chile y la República del Perú respecto a la pesca de naves extranjeras en las zonas adyacentes a las aguas bajo jurisdicción nacional de cada país". *Cancillería del Ecuador* [en ligne], 3 novembre 2020 [consulté le 06/05/2024]. Disponible sur : <https://www.cancilleria.gob.ec/2020/11/03/declaracion-conjunta-de-los-ministros-de-relaciones-exteriores-de-la-republica-del-ecuador-la-republica-de-colombia-la-republica-de-chile-y-la-republica-del-peru-respecto-a-la-pesca-de-naves-extranj/>.

<sup>97</sup> *Op Cité*, <https://www.youtube.com/watch?v=IXTBPC9y22g>.

<sup>98</sup> "Illegal, Unreported and Unregulated (IUU) fishing", *FAO* [en ligne], 2024 [consulté le 10/05/2024]. Disponible sur : <https://www.fao.org/iuu-fishing/background/what-is-iuu-fishing/en/>.

seulement 20 sont revenus du voyage en mer<sup>99</sup>. En 2018, c'est un membre d'équipage indonésien du navire chinois Wei Yu 18 qui décède, après avoir contracté le bérubéri suite à un voyage de plusieurs mois en mer<sup>100</sup>. La pêche en haute mer est coutumière d'abus à l'égard des travailleurs. Plusieurs éléments alimentent le secteur : sa forte dépendance à la main-d'œuvre migrante, l'éloignement géographique de ses opérations, la capacité des navires à rester en mer pendant des années, ainsi que l'absence de cadres et d'institutions mondiales de contrôle<sup>101</sup>. La multiplication de ces drames peut engendrer des crises diplomatiques, comme celle du Long Xing 629. En effet, la ministre des Affaires étrangères indonésiennes, Retno Marsudi, a condamné *"les traitements inhumains infligés à nos membres d'équipage travaillant pour cette entreprise de pêche chinoise"*<sup>102</sup>.

## La diversification de l'activité halieutique : un enjeu militaire

### Une "militarisation" d'une partie de la flotte de pêche : la milice maritime

Désignée comme Milice maritime des Forces armées populaires (PAFMM) par le Département de la Défense des Etats-Unis<sup>103</sup>, une partie de la flotte de pêche de la RPC à un rôle particulier. En effet, suite à sa victoire contre le Kuomintang de Chiang Kai-shek en 1949, Mao Zedong doit constituer une force navale capable de protéger les côtes continentales face à d'éventuelles attaques depuis Taïwan, où s'est réfugié Chiang. Tout en fournissant à l'Armée populaire de libération (APL) des navires militaires, le pouvoir communiste s'appuie également sur la flotte de pêche. Dès-lors, la milice maritime devient l'une des trois forces navales de la République populaire, avec les Gardes côtes et

<sup>99</sup> MCVEIGH, Karen. FIRDAUS, Febriana . "Hold on, brother: the final days of the doomed crew on the Long Xing 629", *The Guardian* [en ligne], 7 juillet 2020 [consulté le 08/05/2024]. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/environment/2020/jul/07/hold-on-brother-final-days-of-doomed-crew-on-chinese-shark-fishing-boat>.

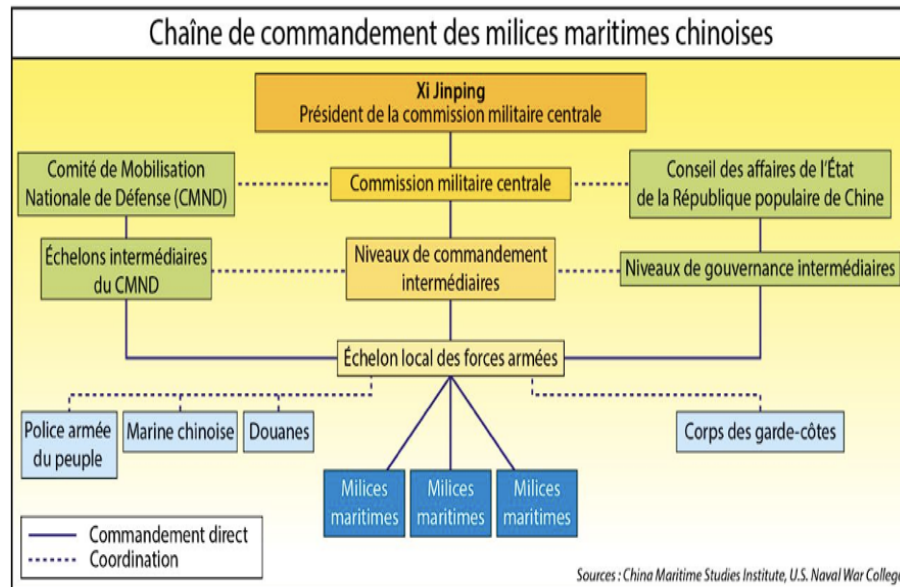
<sup>100</sup> "Enquête dans l'enfer des bateaux de pêche chinois de haute mer", *Op Cité*.

<sup>101</sup> "The ever-widening net", *EJF* [en ligne], 2022 [consulté le 11/05/2024]. Disponible sur : <https://ejfoundation.org/resources/downloads/The-Ever-Widening-Net-2022-final.pdf>.

<sup>102</sup> "the inhuman treatment against our crew members working at the Chinese fishing company" in WALDEN, Max. "Indonesia condemns abuse of fishermen aboard Chinese boats after release of corpse video", *ABC News* [en ligne], 13 mai 2020 [consulté le 08/05/2024]. Disponible sur : <https://www.abc.net.au/news/2020-05-11/indonesia-condemns-abuse-of-fishermen-aboard-chinese-boats-slave/12233312>.

<sup>103</sup> GROSSMAN, Derek et MA, Logan. "A Short History of China's Fishing Militia and What It May Tell Us", *RAND* [en ligne], le [consulté le 12/05/2024]. Disponible sur : <https://www.rand.org/pubs/commentary/2020/04/a-short-history-of-chinas-fishing-militia-and-what.html>.

la Marine de l'Armée populaire de libération<sup>104</sup>. Si la milice est constituée "d'une grande diversité d'acteurs aux caractéristiques extrêmement variées"<sup>105</sup>, elle conserve une organisation centralisée et déconcentrée, comme l'illustre le schéma suivant<sup>106</sup> :



### Une milice maritime aux outils et missions diverses

Cette milice est hétérogène, ce qui lui assure une certaine autonomie. En effet, elle dispose "de navires logistiques, de ravitailleurs, ainsi que de bâtiments usines et ateliers"<sup>107</sup> répartis sur les différentes régions côtières. L'atout majeur que représente cette force navale pour le PCC est qu'elle agit "sous le seuil traditionnel de la guerre conventionnelle entre armées régulières, dans la zone grise"<sup>108</sup>. La bataille des îles Paracels de 1974 entre la RPC et la République du Viêt Nam a lieu suite aux débarquements de soldats chinois

<sup>104</sup> KENNEDY, Conor . "The Struggle for Blue Territory", *The RUSI Journal* [en ligne], le 06 décembre 2018 [consulté le 13/05/2024]. Disponible sur : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03071847.2018.1552450>.

<sup>105</sup> "Les milices maritimes : "une troisième marine" dans la stratégie navale chinoise", *CESM Marine* [en ligne], mars 2021 [consulté le 11/05/2024]. Disponible sur : [https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/cesm/BM239\\_Milices-maritimes-chinoises.pdf](https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/cesm/BM239_Milices-maritimes-chinoises.pdf).

<sup>106</sup> *Ibid*

<sup>107</sup> "Les milices maritimes : "une troisième marine" dans la stratégie navale chinoise", *Op Cité*.

<sup>108</sup> *Ibid*

depuis des navires de pêches modifiés<sup>109</sup>. En effet, la majeure partie des bâtiments de ces milices est constituée de bateaux de pêche qui agissent comme tels, mais qui peuvent recevoir des équipements comme des radars, des formations et des entraînements militaires. Ainsi, ces navires peuvent effectuer des tâches comprenant *“la patrouille frontalière, la surveillance et la reconnaissance, le transport maritime, la recherche et le sauvetage ainsi que des tâches auxiliaires l'appui des opérations navales en temps de guerre”*<sup>110</sup>. Cependant, la diversité des navires et de leur équipage peut accroître le risque de de dérapage<sup>111</sup>.

### Des tensions politiques et militaires accrues par la flotte de pêche chinoise

La bataille des Paracels est une illustration du potentiel diplomatique et militaire de la milice maritime chinoise. En effet, les tensions se multiplient en mer de Chine, car les



<sup>109</sup> O. SHUSTER, Carl . *“Speed forward, fight close and hit hard’ — How China won the Battle of the Paracel Islands”*, *Navy Times* [en ligne], le 14 mars 2019 [consulté le 11/05/2024]. Disponible sur : <https://www.navytimes.com/news/your-navy/2019/03/14/speed-forward-fight-close-and-hit-hard-how-china-won-the-battle-of-the-paracel-islands/>.

<sup>110</sup> *“to border patrol, surveillance and reconnaissance, maritime transportation, search and rescue, and auxiliary tasks in support of naval operations in wartime”*, in LUO, Shuxian et G. PANTER, Jonathan. *“China’s Maritime Militia and Fishing Fleets”*, *Army University Press* [en ligne], janvier-février 2021 [consulté le 13/05/2024]. Disponible sur : <https://www.armyupress.army.mil/Journals/Military-Review/English-Edition-Archives/January-February-2021/Panter-Maritime-Militia/Journals/Military-Review/MR-War-Poetry-Submission-Guide/>.

<sup>111</sup> LUO, Shuxian et G. PANTER, Jonathan. *“China’s Maritime Militia and Fishing Fleets”*, *Army University Press* [en ligne], janvier-février 2021 [consulté le 13/05/2024]. Disponible sur : <https://www.armyupress.army.mil/Journals/Military-Review/English-Edition-Archives/January-February-2021/Panter-Maritime-Militia/Journals/Military-Review/MR-War-Poetry-Submission-Guide/>.

archipels des Paracels et des Spratleys sont revendiqués par plusieurs Etats, dont la Chine comme le montre la carte suivante<sup>112</sup>.

Les incidents impliquant des navires de chinois et des navires philippins augmentent autour du Second Thomas Shoal, un atoll des îles Spratleys<sup>113</sup>. En effet, l'armée philippine a échoué volontairement en 1999 un navire, le BRP Sierra Madre, afin d'y affirmer la suzeraineté de Manille<sup>114</sup>, ce que Pékin conteste.

## Conclusion

Comme nous avons pu le constater, la pêche est un secteur d'activité majeur pour la RPC. Mais aussi une source de potentielles multi-crisis. En effet, premier producteur mondial de produits halieutiques, le PCC utilise la pêche et l'aquaculture comme outil d'influence dans le monde, notamment au sein d'institutions internationales comme la FAO. Pékin doit également s'assurer de débouchés pour les milliers d'emplois concernés. Cet appétit menace des économies et des écosystèmes locaux, en Afrique et en Amérique du Sud tout particulièrement. De plus, une partie de la flotte de pêche - la milice maritime - est utilisée comme outil militaire. Composée d'éléments hétérogènes, la milice intervient principalement en Mer de Chine à proximité de territoires revendiqués également par des pays voisins, faisant craindre un risque d'escalade régionale, voire mondiale.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Alan Ségur** est étudiant en Défense, sécurité et gestion de crise à l'IRIS Sup', il se passionne pour la géopolitique de l'Indopacifique. Son mémoire de recherche porterait sur les enjeux miniers en Asie du Sud Est.

<sup>112</sup> JEKEL, Thimothée. "The South China Sea: tiny islands, high stakes", *DSD* [en ligne], 21 mars 2021 [consulté le 12/05/2024]. Disponible sur : <https://www.dauphine-strategie-defense.com/publications/2021/3/4/the-south-china-sea-tiny-islands-high-stakes?rq=jekel>.

<sup>113</sup> MANOLO SERAPIO JR. AND PHILIP J. HEIJMANS. "Philippines Says China Fired Water Cannon at Supply Vessel in South China Sea", *Time* [en ligne], le 10 novembre 2023 [consulté le 12/05/2024]. Disponible sur : <https://time.com/6333728/philippines-south-china-sea-water-cannon/>.

<sup>114</sup> HIMMELMAN, Jeff. "A Game of Shark And Minnow", *New York Times* [en ligne], le 27 octobre 2013 [consulté le 13/05/2024]. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/newsgraphics/2013/10/27/south-china-sea/index.html>.

# Traite humaine et cybercriminalité : une crise d'envergure en Asie du Sud-Est devenue mondiale

Par Sabrina Tanguy

## Introduction

« Ce phénomène de traite d'êtres humains, qui constituait au départ une menace criminelle régionale, a pris l'ampleur d'une crise mondiale » Ce sont les mots choisis méticuleusement par Jürgen Stock, Secrétaire Général d'INTERPOL<sup>115</sup> pour parler d'un phénomène en pleine expansion depuis l'Asie du Sud-Est et qui inquiète les autorités de police internationales comme les puissances voisines aux pays touchés<sup>116</sup>. Si depuis de nombreuses années les arnaques téléphoniques sont devenues récurrentes via notamment l'utilisation des techniques du ping call ou de l'hameçonnage, l'arrivée d'Internet et surtout la pandémie du Covid-19 ont permis le développement d'attaques en lignes ou cyberattaques de plus en plus sophistiquées<sup>117</sup>. Si ces dernières sont perpétrées par des petits groupes de pirates informatiques, on assiste depuis 2020 à l'apparition de cyber fraudes de masse, perpétrées depuis des pseudo-industries depuis l'Asie du Sud-Est<sup>118</sup>. C'est plus précisément au Cambodge que ce phénomène voit le jour permettant aux responsables de ces centres de démultiplier leurs gains : les auteurs de ces cyberattaques sont autant des victimes que celles arnaquées à l'autre bout du monde<sup>119</sup>. En effet, les pirates recrutés sont en réalité retenus prisonniers dans ces centres, forcés de perpétrer ces attaques

<sup>115</sup> ONU. *Online scam operations and trafficking into forced criminality in Southeast Asia: recommendations for a human rights response*. ONU, août 2023.

<sup>116</sup> INTERPOL. « INTERPOL lance une alerte mondiale contre des escroqueries reposant sur la traite d'êtres humains ». *INTERPOL*, 7 juin 2023.

<sup>117</sup> PEDROLETTI Brice. « En Asie du Sud-Est, un business de l'arnaque en ligne florissant et à l'impact mondial ». *Le Monde*, 19 janvier 2024.

<sup>118</sup> PEDROLETTI Brice. « Cambodge : à Sihanoukville, les « cités interdites » du crime organisé chinois ». *Le Monde*, 14 janvier 2022.

<sup>119</sup> Ibid.

dans des conditions d'insalubrité extrêmes sans la moindre compensation<sup>120</sup> : ils sont soumis aux d'organisations criminelles. Depuis, le phénomène s'est étendu aux pays alentours dit du Triangle d'Or : Laos, Philippines, Thaïlande ou encore Birmanie<sup>121</sup>. En somme c'est toute l'Asie du Sud Est continentale qui est touchée à l'heure actuelle. En 2022, on estimait à plus de 100 000 personnes retenues prisonnières au Cambodge, berceau du trafic, et 120 000 retenues en Birmanie. Focus sur une crise prenant une envergure mondiale.

## La naissance d'une menace criminelle régionale

### La région du Mékong : centre névralgique des « nouvelles routes de la soie » et de son économie parallèle

L'origine de ce trafic n'est en effet pas anodine et s'inscrit dans un ensemble géopolitique plus important. La création par la Chine de créer des « nouvelles routes de la soie » a permis le développement de multiples « corridors » dont un nommé « Corridor Chine – Péninsule indochinoise » qui suit en grande partie le fleuve du Mékong<sup>122</sup>. Devenue ainsi les grands bénéficiaires de ce corridor, les pays d'Asie du Sud-Est et plus particulièrement le Cambodge, le Laos, la Birmanie et la Thaïlande pâtissent aussi de l'économie parallèle des nouvelles routes de la soie : le crime organisé chinois. À l'origine, le crime organisé chinois se concentrait principalement sur le « trafic d'héroïne puis de méthamphétamines dans les années 2000 » et alimentait les grandes villes de la région<sup>123</sup>. Pour se faire, il utilise dans les pays voisins des quartiers voire des villes entières et les transforment en véritable plaques tournantes du crime organisé et du trafic de stupéfiants. L'une de ces plaques tournantes est la ville de Sihanoukville au Cambodge, ville balnéaire appelée « Chinatown » par les cambodgiens. Cette ville compte une population à majorité chinoise et abrite un centre composé de 11 immeubles de 11 étages en forme de « U » géant fermé par deux imposants portails gardés par des agents de sécurité ainsi que des caméras de

<sup>120</sup> ONU. Op. cit.

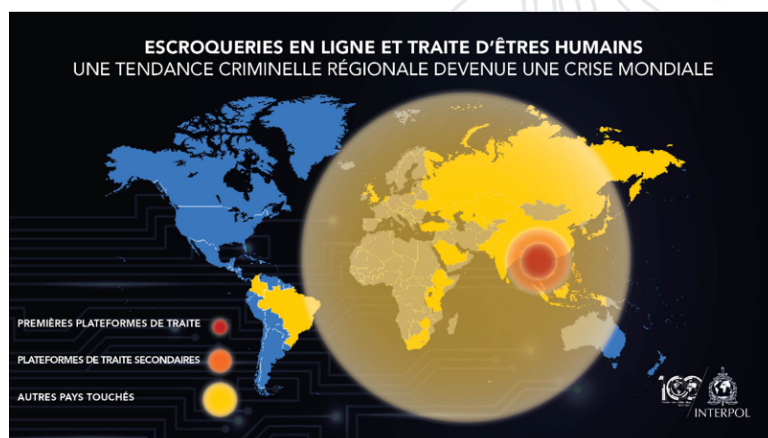
<sup>121</sup> ONU. Op. cit.

<sup>122</sup> ROUIAÏ, Nashidil. *Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.)*. Géoconfluence, septembre 2018

<sup>123</sup> ONU. Op. cit.

surveillance. Cependant, en 2020 lorsque la pandémie du Covid-19 paralyse l'économie mondiale, le trafic de stupéfiant est paralysé également. Pour remédier à cela, le crime organisé chinois opère une redirection de ses activités vers un phénomène montant : le cyber crime. Les plaques tournantes comme Sihanoukville sont réorganisées comme des centres de cyber fraudes et son importante capacité d'hébergement lui permet d'abriter des milliers de fraudeurs. En définitive, cette redirection s'avère plus que lucrative. Dans un rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en janvier 2024, on estime qu'« *Alors que les casinos et les junkets ont pendant des années servi de véhicules pour les opérations bancaires souterraines régionales et le blanchiment d'argent, la prolifération des plateformes de jeux en ligne, des e-junkets et des échanges de crypto-monnaies illégaux et sous-réglementés en Asie du Sud-Est a changé la donne, permettant des mouvements de fonds anonymisés plus rapides* »<sup>124</sup>. Les cyber crimes initialement perpétrés dans ces centres se tourne donc vers des activités de pari en ligne ou encore des échanges de cryptomonnaie pour ensuite se tourner vers des activités de cyber fraudes plus organisés mais nécessitant plus de main d'œuvres : la crise pointée du doigt par le Secrétaire Général de l'ONU trouve ici son point de départ.

### La mise en place d'un système bien rôdé



« Escroqueries en ligne et traite d'êtres humains. » INTERPOL, 29 août 2023

<sup>124</sup> ONU. Op. cit.

Il est important également de se pencher sur le mode opératoire choisi par ces organisations criminelles pour mettre en place ces cyber fraudes de masse qui selon une déclaration de Jurgen Stock le 21 mars 2024 rapporterait 2,77 billions d'euros par an<sup>125</sup>. Afin de maximiser leurs gains, ces organisations criminelles font deux sortes de victime. Les premières et les plus évidentes, sont celles escroquées en ligne via de faux investissements, escroqueries aux sentiments, cybermonnaies ou encore via des jeux en ligne, perpétrées depuis ces centres. Les secondes victimes sont plus étonnamment, les auteurs de ces escroqueries<sup>126</sup> : attirés par de fausses offres d'emploi aux salaires largement supérieurs à la moyenne nationale, ces offres destinées en priorité aux sinophones permettent d'attirer des populations pauvres de l'étranger, puis une fois sur place, de les priver de leurs passeports et de les retenir en captivité afin de les forcer à perpétrer, sous la menace, des cyber crimes. Selon Interpol<sup>127</sup>, la dualité de menace que représentent ces centres d'escroqueries en ligne est conséquente puisque d'un côté des personnes sont victimes d'un réel système de traite humaine, ayant recours à une forme de « servitude pour dette », et exploitant à la fois leurs capacités à escroquer en ligne mais également leurs corps (vol d'organe, exploitation sexuelle...). Si la cible était essentiellement sinophone à l'origine, on assiste à une expansion des zones géographiques touchés : l'Afrique australe, l'Amérique latine sont les nouveaux ancrages géographiques du « recrutement » des escrocs<sup>128</sup>. De l'autre côté, à l'instar du premier type de victime, les victimes d'escroquerie en ligne sont également de plus en plus variées et tous les continents à l'heure actuelle sont touchés<sup>129</sup>. De plus, si les victimes d'escroquerie en ligne sont de plus en plus nombreuses, les escroqueries en elle-même sont aussi de plus en plus sophistiquées, ce qui pourrait expliquer la nécessité et la volonté d'étendre les fausses offres d'emploi au-delà des sinophones. Depuis les premiers signalements en 2021, les intitulés des fausses offres d'emploi sont de plus en plus précis et demande beaucoup plus de compétences techniques. Par exemple, si auparavant on pouvait retrouver des compétences classiques du type « opérateur téléphonique

---

<sup>125</sup> Challenges, Reuters, « Interpol : La traite d'êtres humains en Asie du Sud-Est s'est mondialisée » 27 mars 2024.

<sup>126</sup> INTERPOL. Op. cit.

<sup>127</sup> *Ibid.*

<sup>128</sup> *Ibid.*

<sup>129</sup> *Ibid.*

anglophone » ou encore « tâches simples dans un centre d'appel », désormais ce sont des offres de « négociateur en cybermonnaie » ou « responsable e-commerce et webmarketing » qui sont publiés par les organisations criminelles<sup>130</sup>. Enfin, au-delà des victimes, une importante hiérarchie calibrée au millimètre permet de faire marcher cette « industrie » de la cyber fraude. La corruption régionale facilitant la mise en place de ce système, chaque rôle est défini allant des hauts placés finançant cette industrie aux simples recruteurs postant les fausses annonces en ligne<sup>131</sup>. Ainsi, on assiste à la mise en place d'une véritable industrie, efficace et pourtant discrète, profitant de la pauvre législation en place et de la corruption qui gangrène la région.

## La gestion d'une crise régionale devenue mondiale

### La gestion par les autorités cambodgienne

Il convient dans un premier temps se pencher sur la gestion de cette crise par les principaux pays touchés, à des fins de clarté et pour des raisons d'espaces seule la gestion par les autorités cambodgienne sera étudiée. Si les premiers signalements remontés jusqu'à Interpol datent de 2021, les autorités nationales n'ont commencés à se pencher sur la question de ces centres d'escroqueries en ligne que très tard et principalement sous la menace de ses voisins<sup>132</sup>. En effet, à la sortie du rapport des Nations Unies sur le trafic le 29 août 2023 sur les plus de 100 000 personnes retenues prisonnières au Cambodge, le gouvernement cambodgien nie l'évidence. Dans une déclaration officielle, le vice-président du Comité national de lutte contre le trafic d'êtres humains déclare « *Nous avons du mal à accepter qu'au Cambodge, environ 100 000 personnes puissent être retenues prisonnières dans le réseau de criminels qui ont été forcés de faire de l'escroquerie en ligne* » ou encore que « *Le Cambodge n'est pas si grand. Il y a 16 millions d'habitants, alors s'il y a 100 000 escrocs, où sont-ils ?* »<sup>133</sup>. Pourtant, un an plus tôt le premier ministre, Hun Sen déclarait le 29 septembre 2022 une volonté de reprise en main : « *Il ne faut pas que le*

<sup>130</sup> Ibid.

<sup>131</sup> Ibid

<sup>132</sup> Ibid.

<sup>133</sup> NIMOL, S. & GOLDSTEIN, L. « UN Estimates 100,00 Trafficked Into Cambodian Scam Operations, Officials Ask Where Are They ». *Cambodja News*, 2 septembre 2023.

*Cambodge devienne un paradis pour les criminels, un lieu de blanchiment d'argent et de trafic d'êtres humains* ». Les autorités nationales sont donc clairement dans une minoration de la crise, après avoir dans un premier temps nier le développement dans le pays des escroqueries en ligne puis avoir affiché la volonté de la contrer<sup>134</sup>. Depuis, le gouvernement cambodgien est revenu sur ces déclarations. Pourtant, depuis quelques mois, on observe la mise en place d'un effort relatif des autorités de police dans le pays : une dizaine de raids policiers ont été menés entre le mois d'août et d'octobre 2023 dans la ville de Sihanoukville<sup>135</sup>. Après plus de 400 plaintes déposés, le contrôle de 2760 étrangers, principalement chinois, cet effort porte son lot d'espoir et désespoir : si une réaction est finalement en cours, le vide juridique quant aux procédures contre les ressortissants étrangers pèse et empêche véritablement de mettre fin à cette industrie déjà trop bien installée. Cette réaction soudaine peut également être dû à la pression exercée par les Etats voisins, c'est-à-dire la Chine, la Thaïlande, le Vietnam, l'Indonésie et la Malaisie, dont les ressortissants sont victimes des fausses offres d'emploi mises en ligne par les organisations criminelles<sup>136</sup>. Aussi, la sortie en 2023 d'un film chinois « *No More Bets* » se basant sur les opérations d'escroquerie en ligne se déroulant au Cambodge et qui a rencontré un énorme succès (en tête du box-office chinois plusieurs semaines et même promu par les autorités chinoises) met à mal le secteur du tourisme au Cambodge qui repose essentiellement sur les ressortissants chinois, ce qui impacte également le secteur des investissements directs étrangers. Le film est d'ailleurs interdit au Cambodge<sup>137</sup>. Finalement, la réaction des autorités cambodgiennes apparaît comme inadaptée face à l'implantation pérenne de ce trafic dans le pays.

### **Une réponse internationale organisée par INTERPOL et l'ONU**

Si la gestion par les autorités nationales peut laisser dubitatif, a contrario, la réponse internationale est, elle, rapide. Dès les premiers signalements en 2021 quant aux fausses offres d'emplois publiées en ligne, INTERPOL ainsi que l'ONU s'emparent activement du

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> PEDROLETTI Brice. Op. cit.

<sup>136</sup> *Ibid.*

<sup>137</sup> « Le Cambodge va bloquer la sortie d'un film chinois de cyber-arnaque ». *Visualiser La Corruption*, 28 septembre 2023.

sujet. Dans un premier temps, l'Organisation des Nations Unies est saisie de la question via sa Haute Commission pour les Droits de l'Homme (HCDH) et notamment par son rapporteur spécial sur la situation quant aux droits de l'homme au Cambodge, le Professeur Vitit Muntarbhorn qui dans son rapport de fin de mission publié le 26 août 2022 dénonce déjà la situation inquiétante quant à ce trafic d'êtres humains et appelait à une réaction des autorités nationales comme internationales « *Les pays se rendent compte désormais de l'ampleur du phénomène et le Cambodge doit renforcer ses contre-mesures, tout en accueillant la coopération et le soutien de la communauté internationale* »<sup>138</sup>. Depuis ce rapport, l'HCDH porte plus d'attention au phénomène et à la suite d'un an de recherche et d'études sur le phénomène publie son rapport le 29 août 2023 nommé *Online scam operations and trafficking into forced criminality in Southeast Asia : recommendations for a human rights response* dans lequel il revient en détails sur le mode opératoire, les victimes et le contexte de ce phénomène et en prescrivant à la fin de son rapport diverses mesures de recommandation à destination à la fois des pays touchés mais également des autres Etats et organisations internationales dans l'espoir d'une réponse coordonnée<sup>139</sup>. Elle met également en exergue d'autres problématiques intéressantes comme le fait que les « victimes de la traite et d'autres violations des droits humains sont identifiées à tort comme des criminels ou des personnes ayant enfreint la législation sur l'immigration. »<sup>140</sup> rendant d'autant plus complexe le respect des droits de l'Homme. Dans un second temps, INTERPOL coordonne à la suite de ces premières études une « notice orange » (nb : d'usage dans le cadre d'une menace grave et imminente) bien que, toujours selon ses services, cette tendance criminelle serait bien plus importante que ce que l'on croit. La première opération de grande envergure est menée en mars 2022, c'est l'opération « *Storm Makers* » qui initialement avait pour cible le trafic d'être humain en général et surtout de migrants mais qui a permis de recueillir des informations clés sur ce phénomène et a poussé INTERPOL à compléter sa « notice orange » par une « notice mauve » (nb : d'usage dans le cadre de la recherche ou le partage d'informations sur un

<sup>138</sup> ONU. *End of Mission Statement, United Nations Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia*. ONU, Pr V. Muntarbhorn, Phnom Penh, 26 August 2022.

<sup>139</sup> ONU. « Rapport de l'ONU : des centaines de milliers de victimes de la traite forcées de mener des fraudes en ligne en Asie du Sud-est ». ONU, 29 août 2023.

<sup>140</sup> *Ibid.*

mode opératoire) intitulée « Recrutement sur les réseaux sociaux à des fins de travail forcé en Asie du Sud-Est » qui profiterait du contexte post pandémique de vulnérabilité à la fois pour les victimes d'escroqueries, en cause principalement le télétravail ; mais aussi pour les victimes de travail forcé, en cause l'arrêt de plusieurs activités pendant le Covid renforçant la précarité. INTERPOL appelle donc à la collaboration des forces de police pour obtenir plus d'informations sur cette tendance criminelle croissante en Asie du Sud-Est. Cet appel est entendu et un an plus tard, en octobre 2023 est lancée une seconde opération, « *Storm Makers II* » ayant pour objectif de démanteler une partie du réseau<sup>141</sup>. Des descentes de police sont effectuées sur 450 points reconnus de traités liés à la cybercriminalité ce qui a permis l'arrestation de 281 personnes. Cette opération a nécessité la coopération de 27 Etats en tout mais n'a malheureusement permis de libérer qu'une faible part des personnes retenues prisonnières : 149 en tout sur les 100 000 présumées au Cambodge.

## Conclusion

En conclusion, ce phénomène croissant est bel et bien devenu une crise d'envergure mondiale qui nécessite une réelle réponse coordonnée. La réticence des autorités nationales des pays touchés a considérablement ralenti cette coopération faisant que cette tendance criminelle régionale est devenue une crise mondiale rendant trop complexe son démantèlement malgré les efforts de l'ONU et d'INTERPOL. L'exportation de ce modèle a même atteint l'Afrique de l'Ouest rendant mondiale à la fois les cyber escroqueries mais également le trafic d'êtres humains forcés de commettre ces cyber crimes. De plus, le fort développement de l'intelligence artificielle amène une nouvelle dimension à cette menace : l'utilisation de celle-ci facilite grandement les escroqueries en ligne notamment sentimentales mais également de chantage pour n'en citer que deux. Son impact sur le phénomène et surtout sur les droits de l'Homme serait extrêmement dangereux.

---

<sup>141</sup> INTERPOL.Op. cit.

## À PROPOS DE L'AUTRICE

**Sabrina Tanguy** étudiante en troisième année de licence de droit et science politique à l'Université Jean Moulin Lyon III. Passionnée par les questions de cybersécurité et de gestion de crise, elle est membre du Comité Cyber et des Jeunes IHEDN depuis 2023.



# La Chine : le géant affamé, l'épi d'or et la menace de l'insuffisance alimentaire

Par Esteban Noblet

## Introduction

Souvent considérée comme la « civilisation du riz », l'Empire du milieu s'intéresse néanmoins de près aux échanges du blé, une céréale à la couleur dorée devenue un sujet d'actualité majeur suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. D'un point de vue historique, la culture du blé n'est pas nouvelle en Chine. En effet, il était déjà présent avant le XVe siècle dans les plaines du Nord du pays, aux côtés du millet et du sorgho<sup>142</sup> qui accompagnaient alors le repas quotidien du paysan chinois. Rapidement, la Chine est devenue la principale productrice de blé au monde. Avec 130 millions de tonnes (Mt) produites par an, l'objectif de Xi Jinping est clair : permettre à la Chine d'atteindre « l'autonomie alimentaire ». Cela garantit à la fois la satisfaction des besoins de la population ainsi que le maintien du régime du PCC. Cependant, l'occidentalisation du régime alimentaire chinois et le développement toujours plus rapide de la classe moyenne du pays ont généré une explosion de la demande en blé, en soja et en viande. Cette croissance a questionné la capacité du Parti à répondre aux nécessités de sa population. « *Et si demain la Chine avait faim*<sup>143</sup> ? » C'est ainsi qu'en 2011 un article questionna la capacité de la Chine à subvenir aux besoins alimentaires de sa population. Nous pouvons donc nous demander si les appétits de la population chinoise seront confrontés aux multiples conséquences de l'insuffisance alimentaire ? Quelles sont les grandes tendances qui dessinent la politique alimentaire du Parti à l'égard de sa politique agricole et de sa production domestique, de ses exportations et surtout de ses importations

<sup>142</sup> BRAUDEL, Fernand. « Chapitre 2. Le pain de chaque jour », *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. Tome 1. Les structures du quotidien*, sous la direction de Braudel Fernand. Armand Colin, 2022, pp. 75-134.

<sup>143</sup> CLAVERIE, Benjamin. « Le blé, enjeu de la sécurité alimentaire chinoise », *Géoéconomie*, vol. 66, no. 3, 2013, pp. 83-100.

croissantes ? Enfin, quelles en sont les répercussions sur la scène géopolitique régionale et mondiale ?

### Un grand bond en arrière ?

Au début du XXe siècle, l'agriculture chinoise était caractérisée, selon Lucien Bianco, par son « intensivité<sup>144</sup> » et son « archaïsme<sup>145</sup> ». Les agriculteurs chinois étaient constamment confrontés à la pénurie de terres, les poussant à exploiter leurs ressources au maximum, tout en pâtissant de rendements extrêmement limités. Au même moment sur le continent américain, l'agriculture étatsunienne enregistrait au contraire des rendements en constante augmentation. Les agriculteurs américains étaient en mesure de tirer davantage de profits de leurs terres grâce à la mécanisation et aux politiques agricoles, ce qui stimulait la croissance de l'agriculture. En Chine la situation suivait, au cours de la même période, un chemin différent. En effet, des campagnes répressives furent lancées dans le dessein d'éliminer les individus perçus comme contre-révolutionnaires. Il s'agissait des « Campagnes pour réprimer les contre-révolutionnaires »<sup>146</sup> menées de 1950 à 1953, ainsi que des « Campagnes des trois anti et des cinq anti »<sup>147</sup> qui se déroulèrent de 1951 à 1952. En 1947, une loi fut promulguée sous la direction de Mao Zedong, avec pour objectif de redistribuer les terres. Cette politique ambitieuse<sup>148</sup> avait pour dessein de restructurer la répartition des terres et de moderniser les pratiques agricoles. Cette initiative avait entraîné la redistribution de 43 % de la superficie cultivée, équivalant à 47 millions d'hectares. Les autorités communistes chinoises avaient amorcé cette redistribution dès juin 1950. Cependant, cette mesure était conçue comme provisoire et visait à préparer la collectivisation des terres. Néanmoins, les dirigeants chinois, en particulier Mao Zedong, avaient imposé leur volonté de manière précipitée<sup>149</sup>. À partir de

<sup>144</sup> BIANCO, Lucien. « Les politiques agraires de la Révolution chinoise », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 63-4/4, no. 4-4bis, 2016, pp. 138-156.

<sup>145</sup> *Ibid*

<sup>146</sup> ROUX, Alain, et Xiaohong Xiao-Planes. « Chapitre 1. La Chine de la Nouvelle Démocratie (1949-1953) (*xin minzhuzhuyi*) », *Histoire de la République Populaire de Chine. De Mao Zedong à Xi Jinping*, sous la direction de Roux Alain, Xiao-Planes Xiaohong. Armand Colin, 2018, pp. 15-30.

<sup>147</sup> ROUX, Alain, et Xiaohong Xiao-Planes. « Les grandes dates de l'histoire de la Chine contemporaine », *Op. cit.*, pp. 329-335.

<sup>148</sup> BLANC, Pierre. « Asie : le nombre et le manque », *Terres, pouvoirs et conflits. Une agro-histoire du monde*, sous la direction de Blanc Pierre. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 145-220.

<sup>149</sup> FAIRBANK, John King. « Le Grand Bond en avant. 1958-1960 », *Histoire de la Chine. Des origines à nos jours*, sous la direction de Fairbank John King, Goldman Merle. Tallandier, 2013, pp. 525-544.

mai 1955, l'accélération de la formation des coopératives agricoles sous la direction de Mao avait commencé à se dessiner. Mais dès 1956, les paysans avaient pris conscience que les promesses formulées ne pourraient être tenues, et qu'adhérer aux coopératives, malgré l'insistance des dirigeants chinois, ne leur garantirait en aucune manière une amélioration significative de leurs revenus. À la fin des années 1950 et au début des années 1960, en raison de la politique de Mao Zedong, une grande majorité de la population chinoise a enduré une période connue sous le nom de la « Famine de Trois Ans ». Selon la terminologie officielle, il s'agissait des « Trois Années de Catastrophes Naturelles », soit l'incapacité du PCC à mettre en place une politique agraire permettant l'autosuffisance alimentaire<sup>150</sup>. Des témoignages racontent en détail les difficultés des populations face à la situation mortifère de cet épisode, encore marquant dans la mémoire collective. « *Les premières victimes en seront les enfants, affaiblis par des années de malnutrition. Des scènes d'anthropophagie ou d'échange des enfants – pour ne pas manger les siens – se répètent, de village en village*<sup>151</sup> ». À ces scènes de violence s'ajoutent les nombreuses victimes de la terrible famine qui, allant de 10 à 50 millions de morts selon les sources, permettent de dévoiler, là encore, les déficiences du Parti dans la gestion des terres<sup>152</sup>. La politique agricole de la Chine dans les années 1950, appelée le « Grand Bond en avant », s'était donc révélée douloureuse pour la population chinoise. Malgré les tentatives de la Chine de Mao Zedong de se servir du modèle soviétique tout en s'en détachant, au moins partiellement, elle avait suivi ses politiques, sans succès. Un exemple frappant de cette approche, qui présente le caractère assumé de cet épisode, a été donné par Mao Zedong lors d'une conférence à Shanghai le 25 mars 1959, quand il déclara : « *Il vaut mieux laisser mourir la moitié de la population, afin que l'autre moitié puisse manger à sa faim* »<sup>153</sup>. Ce panorama des politiques agraires permet de soulever la notion de « *transition en dépit de la pauvreté* »<sup>154</sup>, concept employé par les chercheurs qui se consacrent à l'étude des évolutions survenues dans le monde rural chinois au cours de la période des années 1950 à 1970. Ce terme évoque les modifications intervenues dans les rapports de production au sein

<sup>150</sup> HUI, Jin, « Memorandum of "Three-Year" Natural Disaster »

<sup>151</sup> GIPOULOUX, François. « Chapitre III. Du socialisme orthodoxe aux dérives maoïstes (1949-1979) », Hartmut O. Rotermund éd., *L'Asie orientale et méridionale aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Chine, Corée, Japon, Asie du sud-est, Inde*. Presses Universitaires de France, 1999, pp. 93- 112.

<sup>152</sup> CHAUMET Jean-Marc et POUCH Thierry, *La Chine au risque de la dépendance alimentaire*, Rennes, PUR, 2017.

<sup>153</sup> BLANC, Pierre. « Asie : le nombre et le manque », *Terres, pouvoirs et conflits. Une agro-histoire du monde*, sous la direction de Blanc Pierre. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 145-220

<sup>154</sup> XIAOJING, Liu, « « Prendre » pour survivre durant la grande famine de 1958-1961 », *Études rurales*, 179 | 2007, 79-94.

des communautés rurales, ainsi que l'impulsion imposée vers une plus grande collectivisation des terres par les dirigeants du Parti communiste chinois. Cet épisode du « Grand Bond en avant » questionne les capacités du Parti communiste chinois à mettre en place des politiques agraires permettant de sécuriser l'alimentation de sa population. Néanmoins, c'est lorsque Deng Xiaoping lance officiellement les « *Quatre Modernisations* »<sup>155</sup> en décembre 1978, après la mort de Zhou Enlai et de Mao Zedong, qu'apparaît le « vrai Grand Bond en avant »<sup>156</sup>.

### Le « vrai grand bond en avant »

Lorsque Deng Xiaoping est réapparu sur la scène politique en 1978-1979, la science et la technologie ont joué un rôle crucial dans son programme des « Quatre modernisations ». Cependant, la véritable métamorphose économique du pays, que l'on peut qualifier de « vrai Grand Bond en avant »<sup>157</sup>, a débuté au tournant du millénaire. À la différence du désastreux Grand Bond en avant des années 1958-1960, qui avait ignoré les réalités du terrain chinois et mis de côté la science et la technologie, ce « nouveau Grand Bond en avant » était le résultat d'une décision politique délibérée. Les dirigeants chinois avaient progressivement pris conscience de l'impact de l'innovation technologique sur la compétitivité et la croissance économique à long terme. L'objectif de Deng Xiaoping était de sortir de l'inefficacité de la politique de collectivisation et de planification employée par Mao Zedong pendant le Grand Bond. La croissance du secteur agricole redevenait peu à peu une priorité pour le Parti, mais sous un angle nouveau. Ainsi, la « politique de réforme et d'ouverture » mise en place, tendant vers l'agriculture privée, favorisait la coordination de l'offre et de la demande par le marché. Les politiques publiques encourageaient peu à peu l'autosuffisance alimentaire pour les produits stratégiques, en visant notamment à satisfaire 95% des besoins en céréales par le biais de la production nationale. Les incitations étaient renforcées, et la libéralisation du commerce commençait après 1984. Malgré cela, le contrôle étatique des céréales est

<sup>155</sup> CHIENG André, BETBÈZE Jean-Paul, « Des ambitions récentes », dans : André Chieng éd., *Les 100 mots de la Chine*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2010, p. 95-107. URL : <https://www-cairn-info.scd-rproxy.u-strasbg.fr/les-100-mots-de-la-chine--9782130573951-page-95.htm>

<sup>156</sup> FABRE Guilhem, GRUMBACH Stéphane, « Le « vrai Grand Bond en avant ». La politique de recherche et d'innovation en Chine », *Le Débat*, 2013/1 (n° 173), p. 88-104. URL : <https://www-cairn-info.scd-rproxy.u-strasbg.fr/revue-le-debat-2013-1-page-88.htm>

<sup>157</sup> *Ibid*

demeuré en place jusqu'en 2004. L'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001<sup>158</sup> a marqué une nouvelle étape vers une plus grande libéralisation du marché national. Parallèlement à la volonté de garantir la sécurité alimentaire, tant en termes de quantité que de qualité, le Parti a reconnu l'importance cruciale de ces préoccupations à travers les « Documents n°1 » publiés au début des années 2000. De plus, l'Administration d'État du commerce et de l'industrie a publié en 2003 la liste des dix principales revendications des consommateurs pour l'année précédente et la sécurité alimentaire était la première<sup>159</sup>.

## Les appétits chinois : quantité ou qualité ?

Aujourd'hui, 120 pays pratiquent la culture du blé dans le monde. Cependant, 15 pays représentent à eux seuls 80% de la récolte mondiale depuis 2000. En haut de ce classement se trouvent la Chine, l'Inde et la Russie, occupant les trois premières places avec 42% du blé collecté sur l'ensemble de la planète<sup>160</sup>. La Chine domine la production de blé mondiale et remplit considérablement ses silos. Cependant, depuis le début du siècle, et ce, principalement de 2016 à 2021, c'est la moitié de son approvisionnement en blé que la Chine est allée chercher sur les marchés mondiaux<sup>161</sup>. Ces chiffres semblent indiquer l'émergence de nouvelles difficultés pour la Chine, géant de la productivité contraint de s'approvisionner ailleurs pour nourrir sa population. Cette idée va à l'encontre du discours optimiste et volontariste de Xi Jinping. En effet, ce dernier a montré à plusieurs reprises la volonté de « *transformer la Chine en un grand et beau pays socialiste, moderne, démocratique, culturellement avancé et harmonieux* »<sup>162</sup>. Ainsi, la réalité chinoise apparaît moins favorable que celle envisagée par le Parti. Alors que la production de soja est devenue un enjeu crucial pour répondre aux besoins alimentaires chinois, la Chine a abandonné l'idée d'être

<sup>158</sup> AUBERT, Claude. « Chapitre 8 - L'économie agricole chinoise après l'entrée à l'OMC », Bernard A. Wolfer éd., *Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en mouvement, politiques en transition*. Éditions Quæ, 2010, pp. 185-212

<sup>159</sup> BIAN, Yongmin, « Les défis de la sécurité alimentaire en Chine », *Perspectives chinoises* [En ligne], 82 | mars-avril 2004, mis en ligne le 01 mai 2007, consulté le 21 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/scd-rproxy.u-strasbg.fr/perspectiveschinoises/862>

<sup>160</sup> ABIS, Sébastien. « 2. Géographie du blé : productions et consommation », *Géopolitique du blé. Un produit vital pour la sécurité mondiale*, sous la direction de Abis Sébastien. Armand Colin, 2023, pp. 33-51

<sup>161</sup> ABIS, Sébastien. Op. Cit.

<sup>162</sup> DANJOU François, « Xi Jinping au cœur du XIX<sup>e</sup> Congrès : une ambition nationaliste « aux caractéristiques chinoises » », *Monde chinois*, 2017/2 (N° 50), p. 8-26.

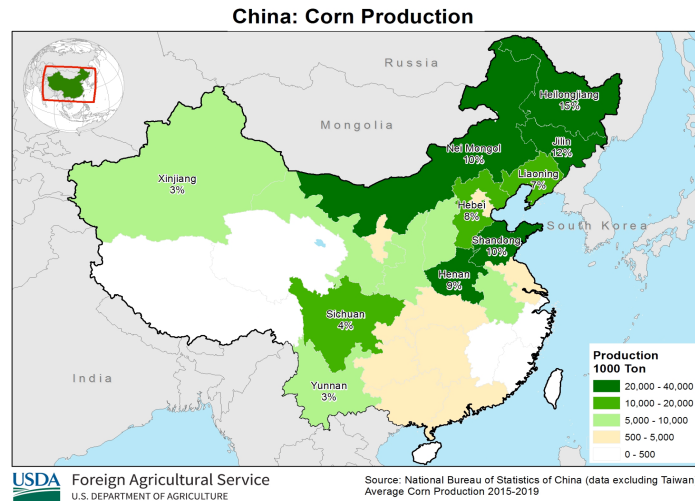
autosuffisante à ce niveau et a commencé à importer massivement dès les années 1990. Dans cette logique, elle s'est accaparée, au cours de l'année 2013, plus de 60% des volumes présents sur les marchés internationaux<sup>163</sup>. Mais en 2024, les besoins chinois en soja, indispensables pour nourrir le bétail et répondre à la demande de la classe moyenne, atteindront les 180 millions de tonnes, valeur supérieure à la production des principaux producteurs que sont les États-Unis, le Brésil et l'Argentine. Dès lors, la difficulté croissante du Parti à protéger sa population face au défi crucial de l'insuffisance alimentaire devient progressivement centrale<sup>164</sup>. En effet, la Chine ne possède que 8 % des terres arables de la planète alors qu'elle abrite 18 % de la population mondiale. Ainsi, malgré le ralentissement démographique observé dans le pays avec une croissance moyenne de 4,5% en 10 ans et une baisse de la population du pays en 2022, la production n'a pas été en mesure de répondre aux nouveaux besoins de la population. Par ailleurs, les enjeux écologiques contribuent à redéfinir la politique alimentaire de la Chine. Les scientifiques et les décideurs chinois se trouvent peu à peu confrontés à des défis liés à des phénomènes climatiques et naturels préoccupants, dont un niveau de stress hydrique particulièrement élevé<sup>165</sup>. Tel qu'expliqué par l'hydrologue Falkenmark, ce concept se caractérise par une utilisation de l'eau largement supérieure aux capacités des ressources naturelles disponibles sur le territoire. En effet, il est important de noter que la distribution géographique des ressources en eau ne correspond pas à celle des ressources terrestres. Cette disparité est illustrée par la carte ci-dessous, qui met en évidence la culture du maïs. Dans le nord de la Chine, où se situent les deux tiers des terres arables, seulement un cinquième des ressources en eau nationales est disponible<sup>166</sup>.

<sup>163</sup> DE CHIARA, Antonio. « *Land grabbing* dans le sous-continent », *Outre-Terre*, vol. 43, no. 2, 2015, pp. 354-375.

<sup>164</sup> CHAUMET, Jean-Marc. « Nourrir la Chine : géopolitique d'un défi alimentaire », *Hérodote*, vol. 156, no. 1, 2015, pp. 73-92.

<sup>165</sup> MARÉCHAL, Jean-Paul. « La realpolitik climatique chinoise », *GREEN*, vol. 1, no. 1, 2021, pp. 23-30.

<sup>166</sup> CHAUMET, Jean-Marc. Op. cit



UNITED STATES DEPARTMENT OF AGRICULTURE. *Average Corn Production (2015-2019)*. 2020, date de mise à jour : 16/12/2023. Disponible sur [https://ipad.fas.usda.gov/rssiws/al/che\\_cropprod.aspx](https://ipad.fas.usda.gov/rssiws/al/che_cropprod.aspx)

Progressivement, les conséquences politiques nationales et internationales de la faim apparaissent. Sur le plan intérieur, la population chinoise est de plus en plus exposée à un processus d'occidentalisation et se met à questionner la qualité des produits qui lui sont proposés. En conséquence, de nombreux scandales ont lieu au cours des années 2000 en Chine. L'affaire du lait à la mélamine en 2008, ou scandale de Sanlu<sup>167</sup>, en est un exemple saillant. Ce sont plus de 300 000 nourrissons chinois qui ont été empoisonnés, entraînant la mort de certains d'entre eux et constituant un traumatisme pour une part importante de la population. En réponse à ce scandale, le principal suspect, Zhang Yujun a été condamné à la peine capitale<sup>168</sup>, témoignant d'une volonté de sécurité et de contrôle accrue mais aussi de difficultés grandissantes face à une classe moyenne toujours plus difficile à contenter. Par conséquent, une partie de la population chinoise a commencé à se détourner des produits laitiers pour enfants « made in china » et les investissements de Synutra, une entreprise spécialisée dans la production de lait infantile, se sont progressivement orientés vers l'extérieur et tout particulièrement vers la France<sup>169</sup> mais aussi le Danemark ou encore les Pays-Bas. Ce type de stratégie résulte d'une logique très simple : la demande chinoise se modifiant, l'offre agroalimentaire est obligée de s'y adapter en puisant ses ressources à

<sup>167</sup> CABESTAN, Jean-Pierre. « Chapitre 3. Les orientations actuelles de la politique de sécurité », *La politique internationale de la Chine*. sous la direction de CABESTAN Jean-Pierre. Presses de Sciences Po, 2022, pp. 125-223.

<sup>168</sup> JIANPING, Lu. « La protection de la sécurité alimentaire en droit pénal chinois », *Revue internationale de droit économique*, vol. xxiv,1, no. 1, 2010, pp. 123-137.

<sup>169</sup> THÉPOT, Stéphane. « [Lait] Damien Lacombe mise sur le bio et la Chine », *Sesame*, vol. 2, no. 2, 2017, pp. 34-35.

l'extérieur. Cependant, la Chine doit réussir cette démarche sans être déconsidérée par les puissances étrangères ni être accusée de « *Land Grabbing* »<sup>170</sup> par celles-ci. De nombreuses organisations non gouvernementales emploient fréquemment ce terme contestataire pour critiquer la prise de contrôle des terres d'une économie nationale par des fonds d'investissement ou des entreprises étrangères. Parfois assimilée à une forme de « néo-colonialisme »<sup>171</sup>, cette notion remet en question la légitimité de la Chine sur la scène internationale. En effet, elle a progressivement mis en place des plans d'investissement à l'étranger, notamment dans les pays d'Amérique du Sud et d'Afrique. Elle doit donc manœuvrer habilement entre les investissements territoriaux et les échanges diplomatiques pour assurer la pérennité de ses projets. L'idée développée par les firmes de l'agroalimentaire chinois, sous l'égide du ministère de l'Agriculture, est de favoriser des politiques de valorisation des terres par l'investissement voire, dans certains cas, d'acquisition de celles-ci. En Afrique, c'est l'entreprise *Zhongxing Telecom* (ZTE) qui se place en première position dans ce domaine. Spécialiste des télécommunications, elle mène quatre projets au Soudan et en République Démocratique du Congo. Cependant, en dehors d'estimations plus contestées, les estimations dites « avérées » montrent que 76% des cultures réalisées en Afrique n'ont pas pour objectif de servir l'alimentation de base des populations africaines mais chinoises<sup>172</sup>. Progressivement, des politiques de rachat dont les principaux acteurs sont des fonds d'investissement chinois se mettent en place. En septembre 2013, le fonds d'investissement *Shuanghui International Holdings* (WH Group) a par exemple racheté *Smithfield Foods*, le plus grand transformateur mondial de viande de porc, prenant par cette opération le contrôle d'un quart de la production porcine des États-Unis. Alors que la fièvre porcine africaine (FPA) a décimé les cheptels chinois à la fin de l'année 2019, la consommation de porc en Chine, elle, est restée forte. En effet, la Chine est la première consommatrice mondiale de viande de porc avec une classe moyenne en croissance constante. Cette dernière, dont la demande ne cesse d'augmenter, aspire à accroître la qualité des produits présents dans son alimentation. La Chine reste le premier producteur mondial de riz, de soja et de céréales à hauteur de 18% du total mondial. Cependant, elle est devenue le premier importateur mondial de céréales et de soja, avec un déficit de 150 millions de tonnes. Entre 2000 et 2020, ses importations ont

<sup>170</sup> DE CHIARA, Antonio. « *Land grabbing* dans le sous-continent », *Outre-Terre*, vol. 43, no. 2, 2015, pp. 354-375.

<sup>171</sup> Franca Roiatti, « Il Nuovo Colonialismo, caccia alle terre coltivabili », *Università Bocconi*, Milan, 2011.

<sup>172</sup> HOU, Laurent. « Un land grab chinois en Afrique sub-saharienne ? », *Outre-Terre*, vol. 30, no. 4, 2011, pp. 151-170

augmenté de manière spectaculaire, passant de 20 milliards de dollars à 170 milliards de dollars. Même en 2020, malgré la pandémie de Covid-19, la Chine a importé plus de 230 millions de tonnes de produits agricoles et alimentaires, dont 45 millions de tonnes de céréales, établissant ainsi un record historique<sup>173</sup>.

### Vers un accroissement des tensions alimentaires ?

À l'horizon, la Chine semble s'orienter progressivement vers une augmentation de sa dépendance envers les produits alimentaires, particulièrement vis-à-vis du Brésil et des États-Unis. En effet, ces deux pays fournissent 85% des importations chinoises de soja<sup>174</sup>. Cette *reliance* croissante compromet son autonomie, créant une situation risquée susceptible d'éroder sa puissance future<sup>175</sup>. Contrairement aux aspirations des autorités chinoises visant une indépendance totale, le PCC pourrait se voir contraint de réduire ses investissements à l'étranger, voire d'adopter une approche moins agressive. Alors que les intérêts chinois s'étendent en Afrique et en Amérique latine, les utilisations du concept de « *Land Grabbing* » pourraient se multiplier, et la fermeture des frontières ne peut être exclue de l'analyse. Cependant, en investissant massivement via l'achat de terres cultivables à l'étranger, la Chine modifie considérablement l'échiquier géopolitique de l'alimentation. Comme le démontre la guerre en Ukraine, la Chine a la capacité de mobiliser rapidement ses ressources pour stocker le blé, notamment en provenance de Russie, et ainsi monopoliser les flux mondiaux de ressources alimentaires<sup>176</sup>.

### À PROPOS DES AUTEURS

**Esteban Noblet** est étudiant en deuxième année à Sciences Po Strasbourg, il se passionne pour les interactions façonnées par la République Populaire de Chine dans la région Indo-Pacifique, ainsi que pour ses relations avec les principales puissances mondiales dans le contexte des affaires étrangères.

<sup>173</sup> ABIS, Sébastien, et MORDACQ, Diane. « L'Asie au cœur de la géopolitique du blé », *Études*, vol. , no. 9, 2023, pp. 19-30.

<sup>174</sup> CHAUMET Jean-Marc, « Nourrir la Chine : géopolitique d'un défi alimentaire », *Hérodote*, 2015/1 (n° 156), p. 73-92.

<sup>175</sup> CHAUMET Jean-Marc, « La politique agricole chinoise : changement de cap pour un même objectif », *Économie rurale*, 2020/2 (n° 372), p. 153-170.

<sup>176</sup> ABIS Sébastien, MORDACQ Diane. « La fragilité alimentaire mondiale et la guerre d'Ukraine », *Politique étrangère*, 2022/3 (Automne), p. 25-37

# L'océan Pacifique, première contribution à la Zone économique exclusive française : aspects stratégiques et juridiques

*Par Alexis Dorcier et Arthur Vallantin*

## Introduction

L'océan Pacifique représente 165 250 000 km<sup>2</sup> soit un tiers de la surface terrestre. Avec une profondeur moyenne de 4300m, il est bordé à l'est par les continents américains dont la limite sud correspond au méridien du Cap Horn. Au nord la mer de Béring l'isole de l'océan Arctique. A l'ouest, le détroit de Malacca et le cap Leeuwin le délimitent. Enfin, la limite sud est donnée par la latitude 60° qui le sépare de l'océan Antarctique. L'océan Pacifique est bordé par une ceinture de feu de 40 000 km qui rend la zone très instable d'un point de vue climatique aux vues des catastrophes naturelles engendrées. Cette immensité lui permet de réunir dans un même ensemble, de nombreux pays aux cultures différentes dont les États-Unis, le Canada, le Japon, la Corée du Sud, la Chine, Taïwan, l'Australie et la Nouvelle Zélande et, par ses territoires d'outre-mer, la France. L'océan Pacifique est aussi constitué d'une multitude de nations insulaires : les PICs (Pacific Island countries). C'est d'ailleurs l'influence exercée sur ces derniers qui cristallise une partie des tensions dans la zone. Les principales oppositions en cours sont le conflit sino-taïwanais et le conflit coréen. La présence de la France dans l'océan Pacifique lui confère la deuxième plus grande zone économique exclusive (ZEE) du monde, avec 10,2 millions de km<sup>2</sup>. Plus de 90 % des ZEE françaises sont situés dans l'Indopacifique, dont environ 60 % dans le seul océan Pacifique. Le 27 juillet 2023, au Vanuatu, le président de la République Emmanuel Macron soulignait les tenants de « l'histoire commune de la France et du

Pacifique [laquelle] se conjugue au temps long des siècles, [...] depuis le premier tour du monde réalisé par la marine française, celui de la Boudeuse et de l'Étoile de Bougainville, il y a précisément 255 ans ». Par ces mots, la France valorisait l'importance de la première région de contribution à sa ZEE : l'océan Pacifique. Les possibilités et prétentions de l'action de l'État dans cette zone recouvrent des aspects stratégiques et juridiques. Il convient ainsi de souligner la situation géopolitique et stratégique ainsi que les moyens juridiques de la France dans l'Océan Pacifique.

## **La situation géopolitique et stratégique de la France dans l'océan Pacifique**

### **Un espace en proie au jeu des puissances**

L'océan Pacifique, souvent surnommé le « lac américain » depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, est l'un des théâtres de la contestation du *leadership* américain. Les richesses halieutiques et minières dont il recèle sont sources de convoitises. De part et d'autre du Pacifique se trouvent les États-Unis et la Chine, soit respectivement 25% et 17% du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial. La façade ouest asiatique est, quant à elle l'épicentre du commerce mondial, avec des routes maritimes et des ports extrêmement développés. 14 des 20 plus grands ports mondiaux sont situés dans l'océan Pacifique et le détroit de Malacca compte parmi les plus empruntés au monde (90000 bateaux/an). De plus, les îles du Pacifique font encore partie des seuls pays reconnaissant officiellement Taïwan à la Chine (îles Marshall, Palaos, Tuvalu). Du fait de l'immensité de la zone, les pays riverains et alliés traditionnels ont construit une multitude d'associations et de regroupements pour élaborer une politique de développement de manière multilatérale. La plus connue de toute est assurément l'ASEAN, qui regroupe les nations de l'Asie du Sud Est, représentant 10% de la population mondiale avec une vraie politique tournée vers cet océan. Les États-Unis ont fondé également plusieurs alliances militaires et économiques dans la région. Le Quadrilateral Security Dialogue (Quad) composé des USA, de l'Australie, de l'Inde et du Japon permet une coopération au niveau militaire et diplomatique. Afin d'anticiper au mieux la politique chinoise, les américains se servent des 5 eyes (USA, Australie, Nouvelle Zélande, Canada et Royaume-Uni) qui octroient un

partage de renseignements, en particulier le renseignement électromagnétique via l'accord UKUSA. Enfin, l'alliance AUKUS fondée en 2021 par les USA, l'Australie et le Royaume-Uni vise à contrer l'expansionnisme chinois en complément de l'ANZUS au niveau des accès aux infrastructures militaires mais aussi au travers de grands programmes d'armement. Le pivot asiatique initié par le président Obama en 2011 est donc toujours d'actualité. La France, elle, est un membre fondateur de la Communauté du Pacifique (CPS), membre du Forum des Îles du Pacifique ainsi qu'observatrice à l'ASEAN. La Communauté du Pacifique est une organisation internationale réunissant les îles du Pacifique ainsi que la France, les USA, la Nouvelle Zélande et l'Australie. Elle permet une coopération économique et une répartition juste des ressources. Elle permet également de coordonner les efforts et actions concernant les multiples problèmes environnementaux. Les puissances occidentales ont conscience de leur intérêt à agir de façon multilatérale pour rivaliser avec les moyens illimités de la Chine. Par exemple, l'Australie est le pays donnant le plus dans ces projets notamment en fondant l'*Australian Infrastructure Financing Facility for the Pacific* (AIFFP) en 2019, soit 3md AU\$. La plupart des riverains du Pacifique perçoivent la République populaire de Chine (RPC) comme une puissance agressive, notamment à travers sa politique du fait accompli en mer de Chine, mais également à travers sa politique étrangère prédatrice à l'égard des PICs. Elle considère la mer de Chine comme son territoire et l'océan Pacifique comme son pré-carré. Il n'est ici pas opportun de revenir sur l'expansionnisme chinois envers les îles Paracels et Spratleys. Cependant la stratégie d'influence chinoise sur les PICs mérite d'être étudiée, du fait de l'importance dans son approvisionnement halieutique. En 2021, la Chine est le cinquième investisseur dans la zone, finançant principalement des infrastructures pouvant être utile à son projet de « Nouvelles routes de la soie ». Elle délaisse complètement certains domaines comme la santé ou l'éducation. Sa stratégie repose sur le court-circuit des instances gouvernementales et régionales afin de s'adresser directement aux chefs d'État en proposant des sommes colossales. Par exemple, les députés salomoniens se sont vus offrir 250000 AU\$ pour reconnaître la RPC comme unique Chine. Elle s'est également lancée dans la participation auprès des différents médias de la région pour servir sa propagande et sa stratégie d'ingérence. C'est ainsi que

lors de la dernière élection australienne, les ressortissants d'origine chinoise ont été invités à voter pour un candidat pro-Chine. Cependant avec la crise des dettes souveraines et la crise de la Covid-19, la RPC a diminué ses investissements tous azimuts et débute une coopération trilatérale entre les pays occidentaux et les PICs.

### **Des moyens français à la hauteur ?**

Face à ces nombreux défis, la France s'est dotée de moyens multiples. Le commandement dans la zone est scindé en deux entités : les forces armées de Polynésie française et les forces armées en Nouvelle Calédonie. La première est responsable de la vaste zone de la Polynésie mais aussi de tout l'océan Pacifique. La deuxième s'occupe principalement des interactions avec les pays partenaires de la région – Australie, Nouvelle-Zélande, PICs – et s'appuie sur une connexion avec la métropole plus développée. Ces deux entités possèdent des prérogatives régaliennes, juridiques et environnementales. Elles sont constituées de moyens analogues et visent à combler les grandes distances qui séparent les différentes îles de la région. La Marine Nationale exploite en Polynésie la frégate de surveillance *Prairial*, le BSAOM *Bougainville*, le patrouilleur *Arago*, deux remorqueurs côtiers, 3 *Falcon 200* et 2 hélicoptères *Dauphin*. L'armée de Terre dispose d'un régiment d'infanterie de Marine et l'armée de l'air détient en propre 2 *Casa*. Pour la Nouvelle-Calédonie les moyens ne sont guère généreux car la Marine y a moins de bateaux mais l'armée de l'air y prépositionne 3 hélicoptères Puma. Afin de pallier ce manque criant de moyens, le ministère des Armées et le ministère de l'Intérieur ont annoncé le renouvellement du matériel. C'est ainsi que les nouveaux patrouilleurs outre-mer, au nombre de 4, rejoindront la zone Pacifique entre 2024 et 2025. Les deux frégates de surveillance sont vouées à être remplacées par le programme européen de corvette à l'horizon 2030. Les *Falcon 200* sont actuellement en retrait du service actif remplacé par les *Falcon 50* de la métropole. La France se dote également de moyens satellitaires conséquents pour surveiller son vaste espace maritime. Le contrat TRIMARAN III en est la preuve concrète en particulier avec les progrès faits dans l'IA. Les observations satellitaires jouent un rôle crucial dans la lutte contre la pêche illégale et notamment contre la flotte de navires chinois. Cependant, la France reste limitée dans ses moyens physiques du fait des efforts financiers demandés. Elle a donc développé de vastes

coopérations de partage de moyens avec ses voisins. Elle s'appuie notamment sur un réseau diplomatique important avec plusieurs ambassades et attachés de défense. Les accords FRANZ permettent également la mise en commun de grands moyens lors des catastrophes naturelles qui balayent très souvent la région. En 2023, ceux-ci ont permis une réaction rapide face aux cyclones qui ont balayé le Vanuatu. Cette mise en commun des moyens permet de s'affranchir des distances notamment via l'utilisation de l'aviation. Les CASA et les hélicoptères sont utilisés à des fins d'évacuation sanitaire. Les Falcon sont principalement employés pour exécuter de la surveillance maritime au sein de notre ZEE. Ils travaillent en coopération avec les services de l'État pour contrôler les licences de pêche mais aussi les atteintes à l'environnement dues aux pollutions des bateaux. La France est un membre actif de la commission des pêches du Pacifique occidental et central, qui permet l'observation scientifique et la régulation des populations de poissons. Elle dispose également d'officiers de liaisons dans plusieurs centres de partage d'information comme l'International Fusion Center de Singapour qui suit entre autres les incidents de navigation et l'activité sismique de la région. Enfin, concernant le trafic de stupéfiants, il existe de réelles coopérations entre les différents pays riverains afin de partager les renseignements et d'intervenir au large. La France a saisi 9,2 tonnes de drogue en 2017, principalement en provenance de l'Amérique du Sud. Pour démontrer son implication et ses moyens, la France participe régulièrement à de grandes manœuvres militaires ainsi qu'à des démonstrations de force. Depuis 2021 elle projette chaque année des Rafales accompagnés de tankers afin de démontrer une projection de puissance rapide depuis la métropole, dans le cadre de la mission Pégase. En 2021 elle a également déployé pour la première fois un sous-marin nucléaire d'attaque pour effectuer une mission « d'ordre stratégique » en mer de Chine méridionale. La Marine nationale est le principal moyen employé dans la zone. Des navires sont régulièrement déployés pour faire respecter la ZEE française mais également réaffirmer la liberté de navigation, selon les termes de la Convention de Montego Bay. Des bâtiments passent régulièrement par le détroit de Formose et par les îles Spratleys et Paracels. De plus, la France fournit souvent une frégate au dispositif AETO/ECC qui fait respecter l'embargo soumis à la Corée du Nord. Enfin elle participe tous les deux ans au plus grand exercice de la région : RIMPAC (*Rim of the Pacific*

*exercice*). Cet exercice organisé par les États-Unis réunit les plus grandes puissances maritimes du monde et vise à simuler des conflits de haute intensité. La France doit donc faire face à de nombreux défis dans un contexte d'instabilité grandissante d'où la publication d'une stratégie pour l'espace Indo-Pacifique par le ministère des Armées en 2021.

## La situation juridique de la France dans l'océan Pacifique

« *Nous sommes une puissance indopacifique* » déclare le président de la République Emmanuel Macron devant les ambassadeurs de France le 27 août 2018. Actant le lancement d'une nouvelle stratégie au cœur de l'océan Pacifique, il demandait aux diplomates de « *décliner cet axe de l'océan Indien à l'océan Pacifique, en passant par l'Asie du Sud-Est, de manière résolue, ambitieuse et précise* », mais aussi de « *construire une nouvelle relation avec l'Asie* ». Cette vision, portée tant par l'affirmation d'une ambition régionale que par la désignation de nouveaux partenaires, continue de présider la stratégie française. L'« *Indopacifique* » reste un concept géostratégique encore nié par la RPC, et servant toujours, à bien des égards, à fédérer ses rivaux et concurrents. Dans cette zone plus qu'ailleurs, le droit semble être considéré comme un moyen et non comme une fin. Un moyen de souveraineté d'abord, l'arsenal juridique français s'employant à affirmer que la France est bien une nation de l'Indopacifique avec 7 de ses 13 départements, régions et collectivités d'outre-mer répartis entre l'océan Indien et le Pacifique Sud. Un moyen d'initiative ensuite, la France, comme l'Union européenne (UE), ayant ses propres intérêts économiques, politiques et stratégiques à défendre dans la zone. Les évolutions en cours dans l'Indopacifique ayant des répercussions directes sur notre prospérité et notre sécurité, le droit doit être exploré, au regard du multilatéralisme, comme un moyen de souveraineté ainsi que, vis-à-vis de la stratégie française, comme un moyen d'initiative.

### Le multilatéralisme : une remise en question de l'état du droit

Les territoires de La Réunion, Mayotte, les Terres australes et antarctiques françaises, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna et Clipperton regroupent 1,6 millions de citoyens français et représentent 90 % de la zone économique exclusive (ZEE) française, soit 9 millions de km<sup>2</sup>, contribuant ainsi au second domaine maritime mondial. Ces sept collectivités ancrent la présence de la France dans la région Indopacifique et lui

permettent d'intervenir en tant que puissance souveraine dans la zone. L'affirmation de la souveraineté de la France reste la question principale dans un espace où la logique de bloc de la guerre froide tend à se former à nouveau avec des alliances auxquelles la France n'est pas partie : le Quad et l'AUKUS. La RPC, vers laquelle se tournent principalement les alliances anglo-saxonnes, est perçue par la France sous trois dimensions. C'est un partenaire majeur pour les questions globales, notamment écologiques, le « Céleste Empire » demeure, avec ses Nouvelles routes de la Soie, un concurrent économique et commercial de premier plan, tout en constituant un rival systémique avec une autre vision de l'ordre international et un modèle différent vis-à-vis des droits de l'Homme. L'équilibre des relations internationales de la France est également compliqué à appréhender vis-à-vis des USA et des puissances anglo-saxonnes, lesquelles restent des partenaires stratégiques agissant en coordination avec nos forces armées. Le refus français d'agir au sein d'une réalité d'apparence bipolaire, de nature à aggraver les tensions, pourrait constituer un refuge d'options supplémentaires, d'où une stratégie axée sur la dimension sécuritaire et militaire. Depuis septembre 2020, un ambassadeur pour l'Indopacifique symbolise la stratégie souveraine de la France dans la zone. Depuis Paris, le diplomate – actuellement S.E. Marc Abensour – est chargé de coordonner, représenter et promouvoir cette stratégie. La France procède donc dans la zone Indopacifique une stratégie marquée par l'affirmation de sa puissance dans un monde multipolaire, s'efforçant ces dernières de faire respecter et évoluer ses droits souverains.

### **La stratégie française : droits et déboires d'une volonté d'initiative**

L'affirmation de la souveraineté de la France dans l'Indopacifique ne résulte en rien d'une stratégie de façade : elle est le ressort d'une volonté d'initiative dans la zone, sous l'égide du respect de plusieurs droits et libertés. Sur le plan juridique en effet, le moyen d'action principal de la France est le droit européen. La Commission européenne et le Haut représentant de l'Union ont présenté, le 16 septembre 2021, une communication conjointe sur la stratégie de l'UE à déployer dans la région. Cette communication fait suite à l'approbation, en avril 2021, par le Conseil de la stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indopacifique. Dans ce contexte, l'Union européenne veut renforcer sa présence et ses actions dans la zone indopacifique « *pour contribuer à la stabilité, à la*

*sécurité, à la prospérité et au développement durable de cette région* ». La stratégie adoptée par l'UE vise le maintien de trois éléments : « *des voies maritimes libres et ouvertes ; des conditions de concurrence équitables pour le commerce et les investissements ; un ordre international fondé sur des règles et des principes communs, comme le respect de la démocratie, des droits de l'homme et du droit international* ». Ce document, source juridique non-contraignante mais présentant l'orientation la plus à jour des initiatives à laquelle la France est partie prenante, souligne l'importance des partenariats de demain avec les États insulaires du Pacifique et l'ASEAN. Cette conduite est l'incarnation de « la troisième voie » que souhaite incarner la France afin d'échapper à la logique bipolaire instituée par les pays anglo-saxons à l'égard de la Chine. Cette « *vision européenne durable et inclusive* » est développée dans sept domaines prioritaires. La « *prospérité durable et inclusive* » est présentée comme la garantie d'une reprise socio-économique après la pandémie de la Covid-19. Elle est fondée sur des efforts de conclusion d'accords commerciaux entre l'UE et les pays de la région, notamment au travers d'un système de préférences généralisées facilitant l'accès aux marchés de l'UE. La « *transition écologique* », tournée vers la conclusion « *d'alliances vertes* » avec les partenaires ayant la volonté de lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Une première alliance de ce type a été conclue avec le Japon en mai 2021. La « *gouvernance des océans* », au moyen d'un soutien accru de l'UE à ses partenaires pour réformer leurs systèmes de gestion et de contrôle des pêches et contribuer à la conservation des ressources marines. Avec le développement récent de sa présence dans la région, la France conforte sa position « *d'acteur de la sûreté maritime à l'échelle mondiale* ». Les « *partenariats numériques* », placés sous l'égide de la recherche et innovation et de l'enseignement, permettront d'approfondir la coopération dans le domaine des technologies émergentes. L'Inde est signataire d'un accord en mai 2021 favorisant l'intelligence artificielle, la technologie 5G sécurisée ou encore la transformation numérique du secteur public. La « *connectivité* » permettra de mobiliser des investissements privés, les banques publiques et les organismes de crédit à l'exportation des États membres de l'UE afin « *de développer de meilleures infrastructures pour relier l'Europe à ses partenaires de la région indopacifique* ». La « *sécurité et la défense* », recherchées dans le cadre d'une politique de sécurité et de

défense commune (PSDC), sont les composantes de la lutte « *contre les actes de cyber malveillance, la désinformation, le terrorisme ou encore le trafic d'armes* ». Enfin, la « *sécurité humaine* », un engagement hérité de la pandémie de coronavirus, consiste à apporter « *un soutien aux systèmes de santé et à la préparation aux pandémies pour les pays les moins avancés de la région indopacifique* ».

## Conclusion

L'océan Pacifique, en tant que première contribution à la Zone économique exclusive française doit être appréhendé au prisme des aspects stratégiques et juridiques de la région. La situation géopolitique de la France, plongée au cœur du jeu des puissances, repose sur un modèle stratégique développé par le ministère des Armées depuis 2021, dont seuls les moyens engagés constitueront la garantie.

## À PROPOS DES AUTEURS

**Alexis Dorcier** est ingénieur dans le domaine de la défense, après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur aux Arts et Métiers de Bordeaux. Membre depuis deux ans du Comité Marine des Jeunes IHEDN.

**Arthur Vallantin** est étudiant en Master 2 de Droit « Systèmes juridiques et droits de l'Homme » à l'Université Paris Nanterre, après avoir obtenu une Double licence Droit - Histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est membre du Comité Marine & Océans depuis octobre 2022.

# UNE RECONSIDÉRATION DES STRATÉGIES NATIONALES DE DÉFENSE



# Le Japon, une puissance pacifiste, vraiment ?

Par Inès Glowacki

## Introduction

« Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu »<sup>177</sup>. Seul pays au monde à avoir expérimenté les indescriptibles conséquences que pouvaient avoir le nucléaire à des fins militaires, il adopte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale une politique pacifique, mais surtout hostile à l'arme nucléaire. En gage de cette hostilité, le Japon se réfère en la matière à ses « trois principes non nucléaires »,<sup>178</sup> traduits concrètement par Sato Eisaku en 1967 qui consistent à ne pas fabriquer, ne pas posséder et ne pas introduire d'armes nucléaires sur le territoire japonais. En contrepartie de ce solide pacifisme garanti par la Constitution de l'État, le Traité de coopération mutuelle et de sécurité de 1960 avec les Etats-Unis garantit à l'archipel la jouissance d'un parapluie nucléaire<sup>179</sup>. Effectivement, les deux pays connaissent une étroite relation depuis la capitulation du Japon en août 1945. D'abord sous tutelle étasunienne, la relation entre les deux pays s'est ensuite muée peu à peu en réelle alliance. L'un trouve dans cette coopération une certaine garantie de protection, et l'autre, une possibilité de laisser ses

<sup>177</sup> *The Constitution of Japan, article 9*. Web Japan [en ligne], 03 mai 1946 [Consulté le 13/04/2024].

<sup>178</sup> NIQUET, Valérie. « Sommet du G7 à Hiroshima et débat sur le nucléaire au Japon ». *Fondation pour la recherche stratégique*, [en ligne], juin 2023 [Consulté le 14/04/2024]. Disponible sur : <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/sommet-g7-hiroshima-debat-sur-nucleaire-japon-2023>

<sup>179</sup> « Traité de coopération mutuelle et de sécurité ». *Le Monde* [en ligne], 24 juin 1960 [Consulté le 13/04/2024].

forces armées stationnées au Sud de l'archipel nippon par la présence de la 7e flotte de l'U.S. Navy. La présence américaine s'évalue ainsi à environ 130 bases et 50 000 soldats<sup>180</sup> présents en permanence sur le sol japonais. Cette coopération actée par l'accord de 1960 a d'ailleurs été renouvelée en 2013 du fait de l'accroissement des tensions dans l'espace géostratégique maritime englobant le Japon.

## Portrait d'un espace géostratégique complexe

Entre autres, les conflits territoriaux découlent de certaines frictions relatives à la fois aux archipels Spratleys et Paracels, aux îles Senkaku-Diaoyu, aux îles Dokdo-Takeshima, mais aussi aux îles du Sud de l'archipel des Kouriles. Toutes ces tensions continuellement sensibles se trouvent à proximité de l'État japonais, et font donc de l'espace maritime qui l'entoure, l'un des plus sensibles et les plus habilités à se muer en épice de possibles contentieux internationaux à venir. De plus, hormis le facteur de la présence des géants états-unien, chinois et russe aux alentours, l'imprévisible Corée du Nord se situe elle aussi aux portes de l'archipel. « État-voyou »<sup>181</sup>, la Corée du Nord continue de se doter de moyens nucléaires, ce qui n'est pas sans passer inaperçu aux yeux de la communauté internationale, mais surtout du Japon, qui a vu le sixième essai nucléaire nord-coréen se dérouler sous ses yeux en 2017<sup>182</sup>. Ainsi, le pacifisme nippon se trouve rudement mis à l'épreuve par ses voisins, mais aussi par un contexte international de résurgence du nucléaire. Le portrait global des enjeux entourant le Japon étant dressé, il est aisé de justifier la victoire électorale du parti nationaliste de Shinzo Abe en 2012, notamment en matière de politique étrangère. Depuis cette élection, le Premier ministre continue ainsi de renforcer la posture militaire nippone, malgré l'attache forte qu'il continue de manifester quant aux trois principes non nucléaires. Même si, à ce jour, l'archipel ne dispose pas d'un nucléaire à usage militaire, sa haute maîtrise de la technologie et ses

<sup>180</sup> ROUSSEAU, Yann, « Avant un éventuel retour de Trump, les Etats-Unis et le Japon accélèrent leur rapprochement stratégique ». *Les Echos*, [en ligne], 08 avril /2024 [Consulté le 12/04/2024].

<sup>181</sup> LAUDRAIN, Arthur. « Prolifération nucléaire et néoréalisme : les tentations du Japon face à la Chine et à la Corée du Nord ». *Revue Défense Nationale*, juin 2017, n°801, pp.190-194. Disponible sur : <https://shs.cairn.info/revue-defense-nationale-2017-6-page-190?lang=fr>

<sup>182</sup> MEARSHEIMER, John.J. « America, China, and the Tragedy of Great-Power Politics ». *Foreign Affairs* [en ligne], 19 octobre 2021 [Consulté le 12/04/2024]. Disponible sur : <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2021-10-19/inevitable-rivalry-cold-war>

stocks comportant 9 tonnes de plutonium sur son sol font de lui un État capable de développer une filière nucléaire militaire en seulement quelques années<sup>183</sup>. La volonté de la Chine de se muer en hégémonie régionale - et internationale - en rompant l'équilibre des puissances<sup>184</sup> sur la scène internationale, est perçue comme une réelle menace de la part des appareils étatiques limitrophes, et donc du Japon. De même, la constante prise de vitesse du programme nucléaire nord-coréen depuis son retrait du traité de non-prolifération inquiète, en partie de par son imprévisibilité. Cette peur du dirigeant décrit comme « imprévisible » avait par ailleurs été théorisée par K.N. Waltz, qui démontrait aisément - au chapitre *Nuclear weapons and regional stability* - qu'une arme suprême est encline à susciter davantage de crainte lorsqu'elle se trouve aux mains d'un pays « autoritaire, tribalisé ou clanisé ». En ce sens, le caractère incertain du régime présente un argument solide en faveur de la dotation nucléaire de ses rivaux et voisins. En effet, la proximité géographique à un État-voyou renforce instinctivement chez l'État dit « cible » le besoin d'égaliser ses capacités de défense à celles des défenses adverses<sup>185</sup>.

## Un élargissement constant des capacités de défense militaire nippones

Les nations riveraines rehaussent leur budget chacune à leur tour et les dépenses militaires asiatiques ont dépassé celles des pays occidentaux pour la première fois en 2012. Ce phénomène n'a évidemment pas fait d'exception à l'archipel nippon qui a désormais pour objectif d'accroître son budget de défense de 60 % d'ici 2027 en l'augmentant de 16 % par an<sup>186</sup>, ce qui ferait de lui la 3e puissance militaire d'ici 5 ans, derrière les Etats-Unis et la Chine. Cela paraît pourtant surprenant lorsque l'on se réfère aux principes fondamentaux du pays, desquels la jeune Sadako Sasaki<sup>187</sup> se fait l'emblème. Et pour cause, progressivement, l'Etat nippon a élargi le volet de ses capacités

<sup>183</sup> LAUDRAIN, Arthur. « Prolifération nucléaire et néoréalisme : les tentations du Japon face à la Chine et à la Corée du Nord ». *op. cit.*

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> WALTZ, Stephen. M. *The Origins of alliances*. Cornell University Press; Reprint édition, 1990. 334p.

<sup>186</sup> ROUSSEAU, Yann, « Avant un éventuel retour de Trump, les Etats-Unis et le Japon accélèrent leur rapprochement stratégique ». *op. cit.*

<sup>187</sup> DICICCO, Sue., SASAKI, Masahiro. *L'Histoire authentique de Sadako Sasaki et des milles grues*. Sully, 2020, 160p.

de défense. Après les sept années d'occupation américaine sur le sol japonais, la première « entorse » à la Constitution est commise en 1954 : le Japon se dote de forces d'auto-défense<sup>188</sup>. Techniquement non inconstitutionnelles, ces forces sont formées uniquement à appliquer leurs apprentissages dans le strict cas de la légitime défense. Puis, progressivement, les cas d'exceptions se multiplient. Durant la Guerre de Corée (1950-1953), l'absence d'aide nipponne aux Etats-Unis est regrettée amèrement par le gendarme du monde. De même, l'absence d'envoi de troupes lors de la Première Guerre du Golfe est nouvellement vécue comme un échec, cette fois par le gouvernement nippon lui-même. Le Parlement japonais adopte alors le 15 juin 1992 le projet controversé dit de PKO<sup>189</sup> - soit « *Peace Keeping Operations* » - permettant l'envoi de militaires nippons à l'étranger dans le cadre des opérations au maintien de la paix des Nations-Unies. Ensuite, en 2007, un Ministère de la Défense japonais<sup>190</sup> voit le jour en remplacement à l'Agence de Défense l'ayant précédé. Les quelques 6 800 milliards de yens consacrés aux forces d'autodéfense terrestre semblent décrire parfaitement l'état d'avancement de la pensée nipponne. Comme illustration la plus récente à cet élargissement du capacitaire nippon, le 18 janvier 2024, le Japon a signé un contrat d'acquisition définitif de 400 missiles de croisière américains *Tomahawk*<sup>191</sup>, soit l'une des plus grandes initiatives stratégiques s'inscrivant dans les mesures phares que le pays prévoit afin de s'adapter aux tensions géopolitiques croissantes en Asie-Pacifique. Il existe encore d'innombrables exemples de cette dilatation de la défense japonaise. Néanmoins, le premier pays s'étant vu attribué le prix Nobel de la Paix en 1974 demeure inflexible quant à sa volonté de se doter de l'arme suprême. Fumio Kishida, actuel Premier ministre de l'archipel rappelle d'ailleurs ce principe inhérent à sa patrie lors de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations

<sup>188</sup> VANBAELINGHEM, Marjorie., ORTEGA, Alice. « Les Japonais et leurs forces d'autodéfense aujourd'hui ». *Irsem* [en ligne], 23 mai 2022 [Consulté le 10/04/2024]. Disponible sur : <https://www.irsem.fr/media/nr-irsem-127-vanbaelinghem.pdf>

<sup>189</sup> SERRA, Régine. « Japon : le nouveau projet de défense nationale ». *Critique Internationale*, 02/2005, n°27, pp. 43-53.

<sup>190</sup> AFP. « Le Japon se dote d'un ministère de la défense, pour la première fois depuis 1945 », *Le Monde* [en ligne], 15 décembre 2006, [Consulté le 13/04/2024].

<sup>191</sup> Le Figaro avec AFP. « Asie-Pacifique : le Japon finalise l'achat de 400 missiles américains Tomahawk ». *Le Figaro* [en ligne] 18 janvier 2024 [Consulté le 13/04/2024]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/asie-pacifique-le-japon-finalise-l-achat-de-400-missiles-americains-tomahawk-20240118>

Unies à New-York<sup>192</sup>. Lors de son discours, il décrit le désarmement nucléaire comme une forme de coopération internationale visant à protéger et à renforcer la dignité humaine.

## Les élections américaines, cœur du débat de la défense nipponne

Comme vu précédemment, le parapluie nucléaire américain sous lequel se trouve le Japon lie plus ou moins les mains de ce dernier. Celui-ci se trouve dépendant de son allié sur la thématique de défense. Et cette dépendance s'était déjà fait sentir, et avait fait émerger certaines craintes de la part du peuple nippon lors d'un discours particulièrement isolationniste de Donald J. TRUMP sur la question de la coopération nippo-américaine. En 2019, il déclare à Osaka devant une audience japonaise : « *Si quelqu'un attaque le Japon, nous le poursuivons et nous nous engageons dans une bataille avec toute la force et l'effectif nécessaire. Nous sommes engagés dans une bataille et déterminés à nous battre pour le Japon. Si quelqu'un attaque les États-Unis, [le Japon] n'est pas obligé de le faire. C'est injuste* »<sup>193</sup>. Cette position sur la question inquiète à l'aune des nouvelles élections étasuniennes, qui pourraient elles aussi inciter le Japon à n'investir que plus dans ses capacités de défense, au vu d'un possible délitement de ladite coopération. Effectivement, les sondages d'opinion relatifs aux futures élections placent en favori le candidat républicain dans six des sept *swings states* pouvant bouleverser le résultat des élections<sup>194</sup>. Et ce retour de Trump est par ailleurs déjà anticipé par le Japon et les États-Unis qui accélèrent leur rapprochement stratégique lors d'un sommet en avril 2024 à Washington. « *Nous espérons que notre alliance avec les États-Unis sera plus forte à l'issue de ce sommet, nous voulons être certains que notre capacité de dissuasion va être plus solide et crédible* », affirme un haut fonctionnaire japonais. Cette visite aux États-Unis aurait également été une occasion pour Tokyo de rappeler à quel point l'allié nippon

<sup>192</sup> Ambassade du Japon en France. « Discours du Premier ministre KISHIDA à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ». 19 septembre 2023 [Consulté le 10/04/2024].

<sup>193</sup> « *If somebody attacks Japan, we go after them and we're in a battle - full force and effect. We are locked in a battle and committed to fight for Japan. If somebody should attack the US, they don't have to do that. That's unfair.* »

<sup>194</sup> M.D., « Élection américaine : un sondage donne Donald Trump en tête devant Joe Biden dans six des sept « swing states ». *Le Figaro* [en ligne], 05 avril 2024 [Consulté le 14/04/2024]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/election-americaine-un-sondage-donne-donald-trump-en-tete-devant-joe-biden-dans-six-des-sept-swing-states-20240404>

contribue à la croissance économique américaine : « Sur les 2 000 milliards de dollars de stocks d'investissements japonais déployés à l'étranger, 33 % sont allés aux Etats-Unis » alors que « L'Union européenne n'en a capté que 16 %, et la Chine 7 % »<sup>195</sup>.

## Conclusion

En somme, Tokyo se prépare éminemment à un retour de l'isolationnisme trumpien. Néanmoins, sur le court et le moyen terme, l'avènement d'un nucléaire japonais, bien que croissant, semble encore lointain au vu de la situation actuelle. La réformation de sa doctrine de 2022 se présente plus comme une marche forcée, visant à s'assurer une crédibilité vis-à-vis de ses voisins coréens et chinois. Mais malgré l'investissement constant dans les capacités de défense faites par le gouvernement, les trois principes non nucléaires semblent toujours battre la mesure de la pensée du peuple japonais, toujours traumatisé par les déflagrations d'août 1945.

## À PROPOS DE L'AUTRICE

**Inès Glowacki** est en master à l'Université Jean Moulin Lyon 3 où elle étudie les relations internationales. Elle se passionne pour les questions stratégiques qu'abrite l'espace Indo-Pacifique, sujet sur lequel elle rédige son mémoire.

---

<sup>195</sup> ROUSSEAU, Yann, « Avant un éventuel retour de Trump, les Etats-Unis et le Japon accélèrent leur rapprochement stratégique ». *op. cit.*

# Le Vietnam au carrefour des conflits maritimes en Asie-Pacifique : perspectives et défis

Par Théo Fostan

## Introduction

Après presque une décennie d'accalmies (2000-2008) les tensions en mer de Chine méridionale, ou mer orientale pour les Vietnamiens, ont repris, suite à l'installation en mai 2014 de la plateforme de forage HYSY 981 à 240 km des côtes vietnamiennes<sup>196</sup>. Le gouvernement vietnamien, considérant que cette plateforme est située dans sa Zone économique exclusive (ZEE)<sup>197</sup>, a dénoncé cette nouvelle atteinte à sa souveraineté nationale. Il s'agira à travers cet article de démontrer l'importance du rôle vietnamien en Asie-Pacifique, une zone en proie à des tensions qui ont pour origine des litiges territoriaux. Le Vietnam participe en effet à l'une des plus complexes contestations de souveraineté maritime au monde en revendiquant. Hanoï, de même que cinq autres pays (les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, Brunei et la République Populaire de Chine), ainsi que Taïwan, revendiquent tout ou partie des archipels des Paracels et des Spratley. Avec 3260 km de côtes<sup>198</sup> et des ressources halieutiques importantes, le pays possède un potentiel de développement de son secteur maritime. L'objectif récemment porté par le

<sup>196</sup> STOREY, Ian. *Discordes en mer de Chine méridionale : les eaux troubles du Sud-Est asiatique*. Politique étrangère, vol. , no. 3, 2014, pp. 35-47.

<sup>197</sup> "La Zone Économique Exclusive (ZEE) est une bande de mer ou d'océan située entre les eaux territoriales et les eaux internationales, sur laquelle un État riverain (parfois plusieurs États dans le cas d'accords de gestion partagée) dispose de l'exclusivité d'exploitation des ressources. La création des ZEE relève de la troisième conférence de l'Organisation des Nations Unies sur le Droit de la Mer, lors de l'adoption de la Convention de Montego Bay (10 décembre 1982). La ZEE est définie comme une bande limitée par la ligne des 200 milles marins internationaux (370 km) à partir de la ligne de base en l'absence d'autre rivage. Si le rivage le plus proche est à moins de 200 milles nautiques, on trace en principe la frontière à mi-distance des lignes de base des deux pays riverains." Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/zone-economique-exclusive-zee>.

<sup>198</sup> DE BLOCK, François. "Le « Dragon rouge » et l'économie bleue : les enjeux économiques maritimes du Vietnam" [en ligne]. *Ambassade de France au Vietnam, Direction générale du Trésor*, Hanoi, 27 mai 2021 [consulté le 26/05/2024]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/99e6b3fd-cb37-402c-b9bc-d096f80ab4fd/files/d7bb30ea-1041-42b5-aa62-8267ca617eec>.

Parti communiste vietnamien (PCV) est d'atteindre 10% du PIB national dans l'économie maritime d'ici 2030<sup>199</sup>, ce qui constitue d'ores et déjà pour le Vietnam une étape dans la consolidation de sa position en tant que puissance maritime régionale. Nous aborderons tout d'abord les revendications maritimes du Vietnam, justifiées par une politique de renforcement de la sécurité nationale et de protection de ses intérêts économiques dans la région. Cependant, ces revendications entretiennent les tensions régionales en mer de Chine méridionale. Pour autant, cela n'entrave pas les opportunités pour Hanoï de coopérer avec d'autres acteurs régionaux et internationaux, notamment dans la gestion des revendications maritimes et la promotion de la sécurité maritime dans la région.

## La maritimisation de l'économie vietnamienne

**Le Vietnam acte par la mise en place de moyens et de politiques publiques, sa prise de conscience de l'intérêt au développement maritime du pays.**

S'étirant sur 1650 km du nord au sud, le Vietnam est entouré à l'ouest par le Laos et le Cambodge et au nord par la Chine. La chaîne annamitique forme une étroite bande de hauts plateaux et de montagnes qui sépare les deltas du fleuve Rouge au nord et celui du Mékong au sud. Bordé par la mer de Chine, le golfe du Tonkin et le golfe de Thaïlande, le pays bénéficie d'une façade maritime de plus de 3000 km. Le PCV a lancé en 2007 le plan "*Vietnam's Maritime Strategy Toward the year 2020*"<sup>200</sup> visant à augmenter la contribution du secteur maritime à l'économie du pays. L'objectif est que ce secteur représente entre 53 % et 55 % du PNB et entre 55 % et 60 % des exportations en 2020. Trois secteurs sont ciblés : la pêche hauturière, l'exploitation des hydrocarbures et les transports maritimes. Encore plus récemment, lors de son 8e plénum en octobre 2018, le XII<sup>e</sup> Comité central du PCV a adopté la résolution 36/NQ-TW dans laquelle il fixe les objectifs généraux et spécifiques à atteindre à l'horizon 2030 en matière d'économie maritime<sup>201</sup>. Répondant

<sup>199</sup> DE BLOCK, François. "Le « Dragon rouge » et l'économie bleue : les enjeux économiques maritimes du Vietnam". *Op Cité*.

<sup>200</sup> FAU, Nathalie. "La maritimisation de l'économie vietnamienne : un facteur exacerbant les conflits entre le Viêt Nam et la Chine en mer de Chine méridionale ?" [en ligne], *Hérodote*, 2015/2 (n° 157), [consulté le 29/05/2024] p. 39-55. Disponible sur : <https://shs.cairn.info/revue-herodote-2015-2-page-39?lang=fr>.

<sup>201</sup> DE BLOCK, François. "Le « Dragon rouge »", *op. cit.*

également aux lacunes du précédent plan de 2007, cinq grands points sont mis en avant :

- La promotion de l'espace maritime dans le développement économique et la défense de la souveraineté du Vietnam ;
- la nécessité d'accorder le développement de l'économie maritime avec la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité marine ;
- L'acculturation de la population aux enjeux maritimes par la mise en valeur du patrimoine immatériel de l'océan, des traditions historiques et d'une identité maritime nationale ;
- Le renforcement de la gestion intégrée et unifiée des ressources naturelles et la protection du milieu marin, la conservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique ;
- La mobilisation des investissements publics, de la coopération et des financements internationaux dans les sciences et technologies de la mer, les ressources humaines.

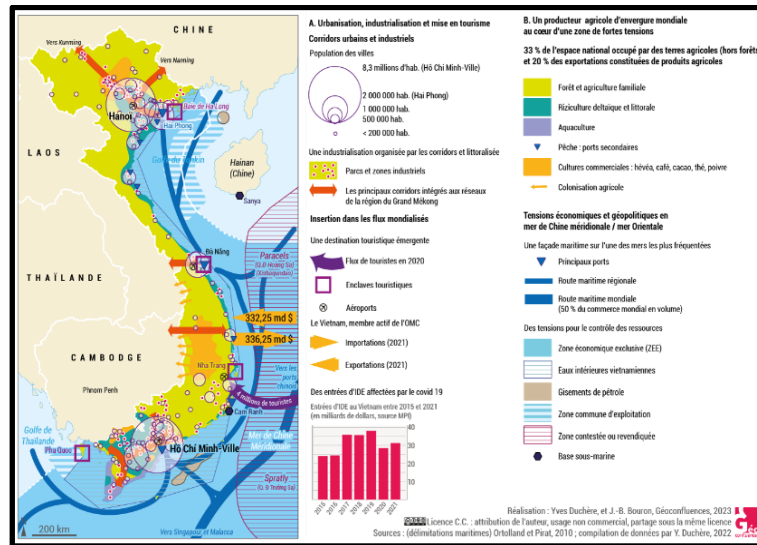
### **Le secteur de la pêche : secteur essentiel de l'économie vietnamienne.**

La pêche revêt une grande importance au Vietnam, tant en termes de revenus (5 % du PIB) que d'emplois (4,5 millions)<sup>202</sup>. Depuis le lancement du *Doi Moi*<sup>203</sup>, des changements significatifs sont en cours comme l'illustre la carte ci-dessous<sup>204</sup>.

<sup>202</sup> LY-MAI, An. "L'aquaculture et la pêche, secteur clé de l'économie agricole du Vietnam" [en ligne], Ambassade de France au Vietnam, Direction générale du Trésor, Hanoi, le 8 juin 2021 [consulté le 29/05/2024]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/07/02/l-aquaculture-et-la-peche-secteur-cle-de-l-economie-agricole-du-vietnam>.

<sup>203</sup> Le Doi Moi, signifiant "renouveau" en vietnamien, désigne les réformes économiques lancées en 1986 au Vietnam. Ces réformes ont transformé l'économie socialiste dirigée en une "économie socialiste de marché", introduisant le capitalisme sans transition démocratique. Elles ont attiré les investissements étrangers, notamment des multinationales, grâce à des coûts de main-d'œuvre bas et un marché intérieur de 100 millions d'habitants. Cependant, l'implantation des entreprises nécessite souvent une connivence avec les autorités locales et le Parti communiste. Le Doi Moi a accéléré le développement économique et industriel, mais a également accentué les inégalités sociales et la corruption. Pour approfondir le sujet, cf. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/doi-moi>.

<sup>204</sup> DUCHÈRE, Yves. "Carte à la une. Dynamiques et contrastes du développement au Vietnam". *Géoconfluences*, [en ligne], février 2023 [consulté le 29/05/2024]. Disponible sur : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/carte-a-la-une/dynamiques-contrastes-developpement-vietnam>.



En effet, l'économie s'articule autour de l'exportation, le développement de l'aquaculture et une augmentation du nombre de pêcheurs. Ces derniers sont incités à pratiquer la pêche hauturière pour préserver les eaux côtières surexploitées. Cette politique vise à passer d'une pêche artisanale et familiale à une pêche professionnelle et capitaliste, utilisant des navires plus grands ainsi qu'en développant l'aquaculture. Les efforts ont déjà conduit à un équilibre entre la pêche côtière et hauturière, avec respectivement 50,6 % et 49,4 % des prises en 2012, contre une prédominance de la pêche côtière en 2001. Cette orientation vers la pêche en haute mer est également motivée par des considérations politiques, visant à affirmer la souveraineté nationale du Vietnam.

## Des tensions régionales accrues par les revendications maritimes

Un enjeu concernant la souveraineté maritime du Vietnam.

Le Vietnam, à l'instar de plusieurs de ses voisins, participe à l'une des plus complexes



contestations de souveraineté maritime au monde, en revendiquant les deux archipels des Paracels et des Spratley. Ces ensembles d'îles coralliennes sont les sujets de tensions politiques entre les pays riverains de la Mer de Chine méridionale depuis la seconde partie du XXe siècle<sup>205</sup>. La superficie cumulée des Paracels n'est que de 10 km<sup>2</sup> de terre mais représente 16 000 km<sup>2</sup> de superficie maritime et pour les Spratley il s'agit

respectivement de 5 km<sup>2</sup> de terre et de 410 000 km<sup>2</sup> de mer. La carte ci-après<sup>206</sup> illustre qu'au-delà des enjeux de souveraineté, il s'agit particulièrement des zones économiques exclusives (ZEE) et du potentiel d'exploitation des ressources halieutiques et d'hydrocarbures. Pour protéger ses ressources maritimes et lutter contre la pêche illégale, le gouvernement vietnamien a pris plusieurs mesures. Il a investi dans la construction de nouveaux navires pour les garde-côtes et a établi en janvier 2013 un centre de surveillance des ressources halieutiques doté d'une flotte propre et équipé de systèmes satellitaires<sup>207</sup>. Ces initiatives visent à améliorer l'efficacité des opérations de pêche et à assurer une surveillance constante depuis des centres de contrôle situés à Hanoï, Hai Phong, Da Nang et Vung Tau<sup>208</sup>. De plus, une loi sur la Milice et les Forces d'autodéfense a été approuvée en 2009, permettant aux municipalités côtières et insulaires de former des milices maritimes et aux bateaux de pêche de recourir à des forces d'autodéfense<sup>209</sup>. Ces mesures défensives sont prises alors que la Chine et les

<sup>205</sup> NGUYEN, Thi Hanh. "Les conflits frontaliers sino-vietnamiens. Troisième partie : les conflits frontaliers sino-vietnamiens et leur règlement de 1954 à nos jours." [en ligne], *Demopolis*, p. 251-288, Paris, 2019, 412 pp.

<sup>206</sup> JEKEL, Timothé. "The South China Sea: tiny islands, high stakes" [en ligne]. *Dauphine stratégie défense*, mis en ligne le 04 mars 2021 [consulté le 30/05/2024]. Disponible sur : <https://www.dauphine-strategie-defense.com/publications/2021/3/4/the-south-china-sea-tiny-islands-high-stakes?rq=jekel>.

<sup>207</sup> MARCAILLOU, Laurent. "Surveillance des pêches : CLS va opérer au Vietnam". *Les Echos*, 29 avril 2011 [consulté le 25/06/2024]. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/2011/04/surveillance-des-peches-cls-va-operer-au-vietnam-392258>.

<sup>208</sup> FAU, Nathalie. "La maritimisation de l'économie vietnamienne", *op. cit.*

<sup>209</sup> LE TRAN, Anh. "Viêt-nam résistant". *Outre-Terre*, février-mars 2010 [en ligne], n° 25-26 [consulté le 25/05/2024], p. 351-358. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2010-2-page-351.htm>.

Philippines renforcent également la surveillance de leurs zones de pêche, ce qui accroît le risque de militarisation des conflits liés à l'exploitation des ressources halieutiques.

### **La mise au niveau des moyens de la marine vietnamienne pour mieux faire face aux anciens et nouveaux défis.**

Entre 1978 et 1988, le Vietnam a pris le contrôle d'environ quinze îlots disputés et en contrôle maintenant vingt-sept, tandis que la Chine en possède neuf. Depuis fin 2014, Pékin mène des travaux de remblayage sur des récifs pour augmenter la surface émergée, renforçant ainsi sa présence dans la région. Pour résoudre ce contentieux, le Vietnam défie de plus en plus la Chine sur le terrain du droit international, en insistant sur l'application stricte de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982. Contrairement à la Chine, le Vietnam ne revendique pas de zones de 12 milles marins autour des îles disputées, arguant que celles-ci sont des récifs et non des îles, et que le droit international privilégie la ligne de côte et l'extension du plateau continental pour délimiter les frontières maritimes. En saisissant la Cour internationale de justice de l'ONU en mai 2009 pour demander une extension de leur ZEE sur leur plateau continental, le Vietnam cherche à limiter les revendications chinoises en minimisant le rôle potentiel des îles dans la délimitation des espaces maritimes. En vue de parer à un éventuel conflit de plus grande intensité, la marine vietnamienne a récemment entrepris un processus de modernisation. Historiquement reléguée au second plan au sein de l'Armée populaire vietnamienne (APVN) et perçue comme une force auxiliaire, elle n'avait pas développé d'identité distincte. Son rôle principal se restreignait à la protection et au ravitaillement des garnisons dans les Spratleys, ce n'est qu'au début des années 1990 que le Vietnam a commencé à moderniser ses capacités militaires maritimes, en séparant en 1998 les fonctions des garde-côtes de celles de la marine nationale. En 2006, le ministre de la Défense a annoncé la création d'une police maritime et d'un nouveau corps de l'aéronavale. Le livre blanc sur la Défense nationale de 2009 a également souligné une politique de modernisation militaire axée sur le développement des capacités navales<sup>210</sup>.

<sup>210</sup> FAU, Nathalie. "La maritimisation de l'économie vietnamienne". *Op. cit.*

## Malgré des tensions manifestes autour des enjeux maritimes, les coopérations contribuant à la sécurité régionale se maintiennent.

### Une coopération sécuritaire maintenue notamment à travers l'ASEAN.

Malgré des tensions entre les différents États d'Asie du Sud-Est, le Vietnam maintient la coopération à plusieurs échelles afin de maintenir la sécurité régionale. En effet, à la fin de la guerre froide, L'ASEAN a élargi son champ d'action en acceptant de nouveaux membres comme le Vietnam, le Laos, la Birmanie et la Thaïlande, entre 1992 et 1999. Son forum régional a été réactivé et s'est développé autour de la thématique des politiques régionales stratégiques concernant l'économie, la sécurité, la culture et les questions sociales. La lutte contre le crime transnational, y compris la piraterie, est effectivement l'une des préoccupations de l'ASEAN. Cependant, cela fait partie d'un ensemble plus large d'initiatives visant à renforcer la sécurité régionale et à promouvoir la coopération entre les États membres. Des mécanismes tels que le Forum régional de l'ASEAN (ASEAN Regional Forum, ARF) pour combattre le crime transnational<sup>211</sup> ont été établis pour coordonner les efforts dans ce domaine. En résumé, l'ASEAN a joué un rôle important dans la promotion de la coopération régionale en Asie du Sud-Est, son objectif principal restant la promotion de la paix, de la stabilité et du développement économique dans la région. En décembre 2000, la Chine et le Vietnam ont signé un accord historique délimitant les frontières maritimes dans le golfe du Tonkin, ainsi qu'un accord de pêche<sup>212</sup>. Une zone de pêche commune, gérée par un comité sino-vietnamien, a été établie, permettant la coordination des activités de pêche et la résolution des conflits. De plus, les deux pays se sont engagés à explorer ensemble les fonds marins et à partager équitablement les ressources en hydrocarbures.

<sup>211</sup> MARTEL, Stéphanie. "Lutte anti-traffic transfrontalière en Asie du Sud-Est : la coopération subrégionale comme tremplin pour le régionalisme en matière de sécurité". *L'Espace Politique* [en ligne], mars 2014 [consulté le 29/05/2024]. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3181>.

<sup>212</sup> De TREGLODE, Benoît. "Délimitation maritime et coopération sino-vietnamienne dans le golfe du Tonkin (1994-2016)." *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/3 | 2016, mis en ligne le 15 septembre 2017. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7434>.

## L'asymétrie de puissance avec Pékin pousse le Vietnam à la diversification de ses partenariats.

Cependant, malgré cet accord, les capacités de pêche chinoises sont bien plus importantes que celles du Vietnam, et les arrestations et conflits dans la zone commune de pêche persistent<sup>213</sup>. La coopération scientifique et la gestion des ressources restent insuffisantes, les chercheurs chinois et vietnamiens se renvoyant mutuellement la responsabilité de la surexploitation des ressources. En outre, la décision unilatérale de la Chine de restreindre la pêche dans la mer de Chine méridionale, notamment dans la zone partagée avec le Vietnam, va à l'encontre des accords précédemment signés. Le gouvernement vietnamien a renforcé ses capacités de défense maritime en multipliant les partenariats stratégiques, notamment avec la Russie, et en développant des relations de sécurité avec des pays comme l'Inde, le Japon, les États-Unis et plusieurs pays européens<sup>214</sup>. Depuis la signature d'un partenariat stratégique avec l'Inde en juillet 2007, les deux pays ont intensifié leurs relations militaires, menant des exercices conjoints, échangeant des équipements militaires, collaborant dans la construction navale et organisant des visites de navires de guerre<sup>215</sup>. Le rapprochement amorcé début 2014 entre les Philippines et le Vietnam illustre les relations complexes que le Vietnam et plus généralement les États d'Asie du Sud-Est entretiennent avec la Chine, une puissance régionale influente.

## Conclusion

En définitive, malgré sa montée en puissance dans le secteur maritime, le Vietnam peine à devenir une concurrence sérieuse pour la Chine en termes de capacités de pêche, cette dernière disposant de vastes navires-usines. Les tentatives de coopération, telles que la

<sup>213</sup> "Mer de Chine : les pêcheurs vietnamiens pris au piège des disputes territoriales". *Le Point* [en ligne], 02 novembre 2012 [consulté le 30/05/2024]. Disponible sur : [https://www.lepoint.fr/monde/mer-de-chine-les-pecheurs-vietnamiens-pris-au-piege-des-disputes-territoriales-02-11-2012-1523996\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/mer-de-chine-les-pecheurs-vietnamiens-pris-au-piege-des-disputes-territoriales-02-11-2012-1523996_24.php).

<sup>214</sup> "Défense : l'Inde accorde 500 millions de dollars de crédits au Vietnam". *La Tribune* [en ligne], 03 Sept 2016, [consulté le 30/05/2024]. Disponible sur : <https://www.latribune.fr/economie/defense-l-inde-accorde-500-millions-de-dollars-de-credits-au-vietnam-596377.html>.

Concernant les accords de défense sino-américain : "Défense : le Vietnam et les États-Unis cherchent à renforcer leur coopération". *Courrier du Vietnam* [en ligne], 22 novembre 2019 [consulté le 30/05/2024]. Disponible sur : <https://lecourrier.vn/defense-le-vietnam-et-les-etats-unis-cherchent-a-renforcer-leur-cooperation/637434.html>.

<sup>215</sup> De TREGLODE, Benoît. "Délimitation maritime et coopération sino-vietnamienne dans le golfe du Tonkin (1994-2016)". *Op. cit.*

création d'une ligne directe en 2013 entre le Vietnam et la Chine pour signaler les détentions de pêcheurs, n'ont pas mis fin aux conflits dans la zone de pêche commune. Les chercheurs chinois et vietnamiens se renvoient mutuellement la responsabilité de la surexploitation des ressources, mais l'absence de gestion commune persiste, notamment avec la décision unilatérale de la Chine de restreindre la pêche dans la mer de Chine méridionale. Malgré son potentiel maritime, le Vietnam a longtemps privilégié les enjeux terrestres, mais a récemment changé de cap en valorisant ses ressources. Confronté à des conflits récurrents avec la Chine, le Vietnam cherche à internationaliser le différend en se rapprochant d'autres acteurs régionaux, en favorisant le développement des zones conjointes et en cherchant un soutien international, notamment des États-Unis, de la Russie et de l'Inde, pour contrer les revendications de Pékin.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Théo Fostan** est étudiant en Master 1 Armées, guerres et sécurité à Sorbonne Université après un apprentissage renforcé du mandarin à la Chinese Culture University de Taipei. Il se passionne pour la culture chinoise et plus généralement pour l'Asie du Sud-Est.



# Les îles Senkaku-Diaoyu, un enjeu considérable pour le renforcement de la stratégie de défense japonaise

Par Lisa Mangiullo

## Introduction

"Today's Ukraine could be tomorrow's East Asia" confiait l'ex-Premier ministre japonais Fumio Kishida, au journal du TIME le 9 mai 2023<sup>216</sup>, révélant les inquiétudes de son gouvernement et sa position à propos de la nouvelle stratégie de défense japonaise. Face à l'éclatement de nouveaux théâtres de conflit à l'échelle mondiale, le Japon prend conscience de la gravité des menaces et des défis auxquels il fait face ainsi que de la nécessité d'un engagement plus conséquent dans les questions liées à la défense. Face à l'éclatement de la guerre en Ukraine, les tensions belliqueuses de la Corée du Nord dont les missiles intimidants échouent à quelques occasions en mer du Japon ainsi que les intérêts politiques de la Chine vis-à-vis de Taiwan, le Japon se retrouve pris dans un étau de puissances bouillonnantes. Malgré la contrainte du pacifisme constitutionnel japonais, celui-ci peut être remis en question face au contexte actuel de tensions et de conflits mondiaux. Ainsi, le Japon considère progressivement son intérêt à se réformer afin d'atteindre une puissance militaire "normale". Les irruptions récentes des forces chinoises dans les espaces japonais (avion espion Y-9 le 26 août 2024 au large des îles Danjo<sup>217</sup> ; test d'un tir de missile balistique intercontinental chinois atterri dans le Pacifique le 25 septembre 2024<sup>218</sup> ; passage dans les eaux contiguës du Japon

---

<sup>216</sup> Campbell, C. (2023). Exclusive: Prime Minister Fumio Kishida is giving a once pacifist Japan a more assertive role on the global stage. TIME <https://time.com/magazine/asia/6279439/may-22nd-2023-vol-201-no-19-asia-2/>

<sup>217</sup> Bourdillon Y. (2024). Violation inédite du ciel japonais par un avion chinois. Les Echos.

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/violation-inedite-du-ciel-japonais-par-un-avion-chinois-2115487>

<sup>218</sup> Samama P. (2024) Le Japon se dit "sérieusement" préoccupé par la rapide montée en puissance de l'armée chinoise. BFMTV.

du porte-avions chinois Liaoning ainsi que de deux destroyers lance-missiles dans la région d'Okinawa le 18 septembre 2024<sup>219</sup>) alarment l'État, qui n'hésite pas à faire part de sa *"préoccupation sérieuse"* (Yoshimasa Hayashi, porte-parole du gouvernement)<sup>220</sup>, évoquant même l'incident du 26 août 2024 comme une : *"une violation grave de notre souveraineté, mais aussi une menace pour notre sécurité et est totalement inacceptable"*.<sup>221</sup> Cette prise de conscience est en particulier caractérisée par un point de dispute territoriale majeure : les îles Senkaku-Diaoyu. 尖閣諸島, *senkaku-shotô* en japonais, ou îles Diaoyu Dao en chinois ou encore îles Diaoyutai en taïwanais, elles correspondent à un ensemble de quatre îlots inhabités et de trois rocs situés en mer de Chine orientale. Du fait de cette position stratégique, au cœur d'un triangle d'intérêt des trois puissances régionales, ce territoire est le théâtre de nombreux conflits d'intérêts stratégiques, politiques et économiques. Le positionnement relativement stable des deux puissances dans la zone s'est continuellement dégradé, avec le rapport d'intrusions dans les eaux territoriales japonaises de garde-côtes chinois dotés de capacités de tir dès 2015.<sup>222</sup> Le Ministère de la Défense japonais avance dans son Livre blanc de 2023 que la Chine *"has relentlessly continued attempts to unilaterally change the status quo by force around the Senkaku islands for many years"*. Les chiffres japonais rapportent une multiplication par 3,7 du nombre de jours où des garde-côtes chinois se sont introduits dans les eaux revendiquées par le Japon entre 2012 (91) et 2022 (336).<sup>223</sup> Tandis que le Japon invoque les arguments de *terra nullius* et de contrôle effectif (contrôle et surveillance de la zone, règlement de l'impôt foncier par des propriétaires terriens,

[https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/defense/le-japon-se-dit-serieusement-preoccupe-par-la-rapide-montee-en-puissance-de-l-armee-chinoise\\_AD-202409250415.html](https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/defense/le-japon-se-dit-serieusement-preoccupe-par-la-rapide-montee-en-puissance-de-l-armee-chinoise_AD-202409250415.html)

<sup>219</sup> (2024). Tensions en Asie : un navire de guerre japonais a emprunté le détroit de Taiwan pour la première fois. L'indépendant.

<https://www.lindependant.fr/2024/09/26/tensions-en-asie-un-navire-de-guerre-japonais-a-emprunte-le-detroit-de-taiwan-pour-la-premiere-fois-12222019.php>

<sup>220</sup> voir supra. Samama.

<sup>221</sup> Fukue. N. (2024) Incursion d'un avion militaire chinois: le Japon critique une «violation grave» de sa souveraineté. L'Opinion.

<https://www.lopinion.fr/international/incursion-dun-avion-militaire-chinois-le-japon-critique-une-violation-grave-de-sa-souverainete>

<sup>222</sup> Japan Ministry of Defense. (2023). DEFENSE OF JAPAN (Annual White Paper).

[https://www.mod.go.jp/en/publ/w\\_paper/index.html](https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/index.html)

<sup>223</sup> Voir supra

gestion de terrains appartenant à l'Etat, etc<sup>224</sup>) pour justifier sa souveraineté sur le territoire, la Chine utilise une argumentation historique (les îles étaient connues dès la dynastie Ming) ainsi que, paradoxalement, l'argument du contrôle effectif.<sup>225</sup> Il s'agira alors d'analyser les manifestations du renforcement de la stratégie de défense japonaise à la lumière de l'enjeu des îles Senkaku-Diaoyu, en questionnant la possibilité d'un basculement vers stratégie offensive, en dépit de la contrainte du pacifisme constitutionnel. Dans une première partie, il s'agira de revenir sur les mouvements de dégradation de l'espace sécuritaire dans la zone Pacifique en raison de l'accroissement des démonstrations militaires sous le coup de l'influence chinoise ; puis, il s'agira d'expliquer l'évolution de la stratégie de défense japonaise au profit d'une politique de dissuasion et de défense proactive, marquant un éloignement, si ce n'est un coup d'arrêt, à la doctrine Yoshida et enfin, il s'agira de détailler les contraintes constitutionnelles, stratégiques et économiques pesant sur le basculement de la défense japonaise, rendant une rupture avec le pacifisme constitutionnel quasi-inenvisageable.

## **La dégradation des relations sino-japonaises dans l'espace des îles Senkaku-Diaoyu**

Les îles Senkaku-Diaoyu représentent de nombreux intérêts stratégiques, particulièrement sur le sujet des ressources naturelles : cela constitue une source de conflits, menant à la dégradation progressive du *statu quo* de fait entre les deux grandes puissances au sujet de ces territoires.

### **Les intérêts stratégiques des îles Senkaku-Diaoyu en termes de ressources naturelles**

Tout d'abord, les îles Senkaku-Diaoyu contiennent des atouts indéniables en matière de ressources naturelles (pétrolières et halieutiques). En effet, des études font état, tour à tour, de la présence de ressources en pétrole dans les eaux adjacentes aux îles : l'U.S.

<sup>224</sup> Ministry of Foreign Affairs of Japan. (s. d.). FaQ sur les îles Senkaku-Diaoyu. <https://www.fr.emb-japan.go.jp/territory/senkaku/question-and-answer.html>

<sup>225</sup> Voir supra

*Energy Information Administration* estime, en 2014, que la Mer de Chine orientale contient 32,7 millions de mètres cube de pétrole (“200 million barrels of oil in proved and probable reserves”) ainsi que 30,48 à 60,96 billions de centimètres cube de gaz naturel (“1 and 2 trillion cubic feet of proved and probable natural gas reserves”).<sup>226</sup> La toute première étude de terrain est attribuée à la *Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique* qui rapportait une présence potentielle de ressources pétrolières dans la zone géographique en question en 1968.<sup>227</sup> C'est au même moment que la Chine et Taïwan ont commencé à communiquer leurs intérêts pour les îles Senkaku-Diaoyu, ce qui est pointé du doigt par le Japon qui voit là une tentative opportuniste de s'accaparer un territoire riche en ressources, et donc une tentative dépourvue de légitimité. La revendication de la souveraineté sur ces îles peut s'analyser au regard de la Convention de Montego Bay de 1986, convention relative au droit de la mer et qui encadre le régime de la ZEE : en effet, si la Chine ou le Japon rattache ces îles à sa souveraineté, il récupère en outre une ZEE de 200 milles marins à partir des côtes. L'acquisition de cette ZEE est percutante au regard des intérêts stratégiques et des ressources que présentent ces îles, puisque cela leur confère un droit d'exploitation et d'utilisation non négligeable. Pour la Chine, les ressources de poissons sont considérablement intéressantes en raison de l'épuisement de ces ressources-ci le long de ses côtes et de l'accroissement de sa population : en 2022, on rapportait que la biomasse poissonneuse le long des côtes chinoises avaient chuté de 90% en un demi-siècle dû au phénomène de surpêche<sup>228</sup> ; l'exploitation des bancs de poissons des îles Senkaku-Diaoyu permettrait donc à l'État chinois de combler le manque à gagner dû à la surpêche dans ses propres eaux côtières. En outre, la présence d'hydrocarbures et de pétrole dans les fonds marins sont des ressources très intéressantes pour les deux États rivaux. En effet, la Chine est placée au deuxième rang mondial en termes de consommation de pétrole, en 2021 et en 2022, tandis que le Japon

<sup>226</sup> U.S. Energy Information Administration. (17 septembre 2014). EAST CHINA SEA. [https://www.eia.gov/international/analysis/regions-of-interest/East\\_China\\_Sea](https://www.eia.gov/international/analysis/regions-of-interest/East_China_Sea)

<sup>227</sup> Texte officiel cité dans Ministry of Foreign Affairs of Japan. (s. d.). FaQ sur les îles Senkaku-Diaoyu. <https://www.fr.emb-japan.go.jp/territory/senkaku/question-and-answer.html>

<sup>228</sup> Bellanger, A. (2022). Chine : les poissons ne lui disent pas merci ! France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-chronique-d-anthony-bellanger/histoires-du-monde-du-jeudi-29-septembre-2022-2419873>

se place à la sixième place.<sup>229</sup> Les deux États sont donc de grands consommateurs de pétrole, et l'exploitation des ressources des îles constitue un point d'intérêt considérable.

### La rupture avec le statu quo

Le *statu quo* en Mer de Chine orientale au sujet des îles Senkaku-Diaoyu a permis une situation de paix relative, bien que celui-ci n'a pas été officiellement reconnu par les autorités japonaises ou chinoises en ce qu'il n'y a jamais eu d'accord pour la mise en suspens des questions au sujet des îles. Néanmoins, la Chine, en 1992, promulgue alors la *Loi sur les eaux territoriales et la zone contigüe* : cette loi vient s'inscrire dans une volonté de renforcer sa souveraineté sur ces îles.<sup>230</sup> En outre, depuis 2008, l'Etat chinois envoie des navires de sa flotte dans les eaux autour des îles Senkaku-Diaoyu et effectue des incursions répétées dans les eaux territoriales japonaises.<sup>231</sup> 2012 est une date-clé dans l'aggravation des relations au sujet des îles Senkaku-Diaoyu en ce que cette date marque l'achat des terres possédées par des particuliers par le gouvernement japonais. Cette décision a suscité beaucoup de contestations de la part de la Chine, qui y voyait là un moyen pour le Japon de s'accaparer les îles une bonne fois pour toute. Le Ministère de la Défense japonais n'hésite pas à dénoncer l'emploi de la force ou de la coercition pour imposer un changement de *statu quo* au niveau régional, en raison de l'utilisation d'une présence accrue de bâtiments chinois, aussi bien maritimes que aériens dans les environs des îles Senkaku-Diaoyu en Mer de Chine orientale : dans le Livre blanc du Ministère de la Défense de 2023, le Japon rapportait que 1201 navires chinois s'étaient introduits dans les zones maritimes bordant les îles Senkaku-Diaoyu, et cela pour 336 jours dans l'année, soit 92% du temps en 2022.<sup>232</sup> Plusieurs arguments sont soulevés par l'Etat japonais pour illustrer la menace potentielle que constitue la Chine : tout d'abord, le budget chinois alloué à la défense est en constante augmentation, mais aussi les progrès technologiques

<sup>229</sup> Planète Energies. (2024) Consommation mondiale de pétrole. <https://www.planete-energies.com/fr/media/chiffres/consommation-mondiale-petrole>

<sup>230</sup> Ministry of Foreign Affairs of Japan. (s. d.). FaQ sur les îles Senkaku-Diaoyu. <https://www.fr.emb-japan.go.jp/territory/senkaku/question-and-answer.html>

<sup>231</sup> Voir supra

<sup>232</sup> Japan Ministry of Defense. (2023). DEFENSE OF JAPAN (Annual White Paper). [https://www.mod.go.jp/en/publ/w\\_paper/index.html](https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/index.html)

et l'acquisition de nouveaux moyens de guerre comme les missiles de croisière et hypersoniques constituent une source d'inquiétude. En effet, le développement de telles armes nuit grandement à l'efficacité du système de défense antimissiles du Japon, qui n'a pas les moyens à l'heure actuelle de s'adapter avec la même célérité au développement militaire offensif chinois. La position de la communauté internationale sur cette problématique semble incertaine. En effet, le Japon et la Chine ayant toujours refusé de résoudre leur conflit au moyen de méthodes internationales de résolution des conflits (Cour internationale de justice, Tribunal international du droit de la mer, arbitrage, etc), le positionnement des puissances tierces quant aux îles Senkaku-Diaoyu est difficile à déterminer. En revanche, assez logiquement, les Etats-Unis se placent du côté du Japon, notamment lorsque Barack Obama réitère sa conception des Senkaku-Diaoyu japonaises lors d'une conférence de presse en 2014 : *"L'obligation de notre traité sur la sécurité du Japon est absolue. L'article 5 du traité couvre tous les territoires sous administration japonaise, notamment les îles Senkaku"*.<sup>233</sup>

## **Le renforcement de la stratégie de défense japonaise**

Cette dégradation de l'environnement international proche du Japon l'a forcé à reconsidérer sa politique de défense dont son budget d'armement. L'éloignement de la doctrine Yoshida, qui reposait les enjeux sécuritaires sur une alliance profonde avec les Etats-Unis, proche de la dépendance<sup>234</sup>, est acté principalement par l'augmentation considérable du budget alloué à la défense ainsi que par le renforcement des partenariats stratégiques dont bénéficient le Japon.

### **L'augmentation du budget et l'acquisition d'une nouvelle force de frappe**

<sup>233</sup> Arnaud, R. (2014). Barack Obama rassure son allié japonais face à Pékin. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/international/2014/04/24/01003-20140424ARTFIG00312-barack-obama-rassure-son-allie-japonais-face-a-pekin.php>

<sup>234</sup> Watanabe, H. (2001) La diplomatie japonaise après la Deuxième Guerre mondiale AFRI. volume II. Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/wata2001.pdf>

Le 16 décembre 2022, Le Ministère de la Défense (MOD) publie trois documents fondamentaux, actualisant sa stratégie de sécurité et de défense : *National Security Strategy (NSS)*, *National Defense Strategy (NDS)* et *National Defense Program (NDP)* pour la période 2023-2027. Ces trois documents mettent en valeur l'avènement d'une nouvelle approche de la défense au sein du gouvernement japonais. Deux angles d'attaque sont mis en avant : l'augmentation de la part du budget alloué à la défense et l'acquisition de nouveaux matériels militaires. Premièrement, sur le sujet du budget, le Japon ambitionne, d'ici 2027, d'allouer 2% de son PIB à la défense et à la sécurité. À titre de comparaison, le taux en 2023 s'élevait à 1,3% du PIB.<sup>235</sup> Jusqu'en 2017, la part possible du budget allouée à la défense ne pouvait dépasser les 1% du PIB japonais : cette limite a été levée par Shinzô Abe, ancien Premier ministre (2012 - 2020) mais a seulement été dépassée en 2022 (1,1%).<sup>236</sup> Marianne Péron-Doise, chercheuse en Asie du Nord et Sécurité maritime Internationale, affirme que cette augmentation constitue : "*une étape supplémentaire dans la normalisation de l'appareil de défense du pays*".<sup>237</sup> L'augmentation de la part de budget signifie donc une enveloppe de 43,5 trillions de yen (environ 264 milliards d'euros) contre 17,2 trillions de yens (environ 104 milliards d'euros) pour la période 2019-2023.<sup>238</sup> Deuxièmement, le second pilier avancé par les *NSS*, *NDS*, et *NDP* de décembre 2022 constitue une stratégie visant à augmenter progressivement le matériel militaire du Japon. En effet, le Japon prévoit l'achat de plusieurs centaines de missiles balistiques aux Etats-Unis (comme les missiles *Tomahawk*), la création de nouveaux dépôts de munitions ainsi que le financement de la recherche et du développement en matière d'armements et de cyber-défense (comme le développement des *Type 12 Surface-to-Ship Missile*<sup>239</sup>). Le projet d'entrée en service, pour l'horizon 2027-2028, de deux super-

<sup>235</sup> The World Factbook. (s. d.). Japan. <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/japan/#military-and-security>

<sup>236</sup> Voir supra

<sup>237</sup> Péron-Doise, M. (2023). Le Japon en passe de devenir une grande puissance militaire de l'Indo-Pacifique. The Conversation. <https://theconversation.com/le-japon-en-passe-de-devenir-une-grande-puissance-militaire-de-lindo-pacifique-204094>

<sup>238</sup> Japan Ministry of Defense. (2023). DEFENSE OF JAPAN (Annual White Paper). [https://www.mod.go.jp/en/publ/w\\_paper/index.html](https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/index.html)

<sup>239</sup> Voir supra

destroyers au sein du système *Aegis System Equipped Vessels* (ASEV) s'inscrit dans cette logique d'acquisition d'une force de frappe conséquente.<sup>240</sup>

Le Japon insiste lourdement sur la finalité dissuasive ou défensive de l'augmentation de ses capacités :

*"In response to an invasion against Japan, including our remote islands, Japan would disrupt and defeat the invading forces from a long distance. [...] Japan would also continue persistent actions to crush the opponent's will to invade. [...] In addition, as a measure for self-defense to the minimum required level to prevent invasion, including missile attacks, Japan will utilize capabilities including stand-off defense capabilities to enable itself to conduct effective counterstrikes in the opponent's territory, and thereby deter missile attacks from happening."*<sup>241</sup>

Il est assez clair que les précisions accordées sur le fait que cette augmentation s'inscrit dans une volonté dissuasive est une tentative de réponse aux voix qui se sont levées et qui décriaient le caractère plus réactif que préventif, certains y pressentant une rupture avec la posture pacifiste japonaise. Le but est avant tout d'empêcher l'ennemi de frapper à nouveau après une première frappe : son objectif est donc de ralentir la décision de l'adversaire et de compliquer son calcul coût/bénéfice.<sup>242</sup> Troisièmement, sur le point du nucléaire, l'ex-Premier ministre Kishida reste hostile à un partage de la dissuasion nucléaire avec les Etats-Unis : l'ex-Premier ministre reste très attaché aux trois principes non-nucléaires de 1967, interdisant au Japon de posséder, d'importer ou d'introduire des armes nucléaires sur son territoire.<sup>243</sup> Kishida est convaincu de la dénucléarisation globale et son gouvernement maintient même qu'il ne *"will not discuss nuclear armament"*.<sup>244</sup> Ainsi, le Japon préfère la solution de rester abrité sous le parapluie nucléaire américain.

<sup>240</sup> Groizeleau, V. (2024). Le Japon va construire deux nouveaux super-destroyers contre les menaces balistiques. Mer et Marine.

<https://www.meretmarine.com/fr/defense/le-japon-va-construire-deux-nouveaux-super-destroyers-contre-les-menaces-balistiques>

<sup>241</sup> Voir supra

<sup>242</sup> Niquet, V. (2023). Changement de braquet ? Les évolutions récentes de la stratégie de sécurité et de défense du Japon. Note n°09/23. Fondation pour la recherche stratégique.

<https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2023/202309-2.pdf>

<sup>243</sup> Temman, M. (2005). La bombe atomique n'effraie plus le Japon. Libération. <https://www.liberation.fr/evenement/2005/08/06/la-bombe-atomique-n-effraie-plus-le-japon-528639/>

<sup>244</sup> Campbell, C. (2023). Exclusive: Prime Minister Fumio Kishida is giving a once pacifist Japan a more assertive role on the global stage. TIME <https://time.com/magazine/asia/6279439/may-22nd-2023-vol-201-no-19-asia-2/>

## Le renforcement des partenariats stratégiques

Le partenariat stratégique le plus important est le *traité de coopération mutuelle et de sécurité entre les Etats-Unis et le Japon* (日本国とアメリカ合衆国との間の相互協力及び安全保障条約 *Nippon-koku to Amerika-gasshûkoku to no Aida no Sôgo Kyôryoku oyobi Anzen Hoshô Jôyaku*), conclu en 1960 entre les Etats-Unis et le Japon, qui est lui-même le renouvellement du Traité de San Francisco (Traité de sécurité entre les États-Unis et le Japon) de 1951. C'est particulièrement son article V qui se révèle très intéressant, à la lumière des enjeux sécuritaires et des tensions en Asie pacifique près des îles Senkaku-Diaoyu, puisque la disposition de cet article assure l'intervention américaine en cas d'attaque sur le Japon, y compris sur les îles Senkaku-Diaoyu :

*“Chacune des deux Parties reconnaît qu'une attaque armée contre l'une ou l'autre d'entre elles sur les territoires sous administration japonaise constituerait un danger pour sa paix et sa sécurité propres et déclare qu'elle prendra des mesures pour faire face au danger commun conformément à ses dispositions et procédures constitutionnelles.”<sup>245</sup>*

L'alliance japo-américaine est particulièrement importante dans le système de défense japonais en ce que les Etats-Unis représentent l'allié unique de l'archipel : “[...] *Secretary of Defense Austin of the United States, Japan's only ally [...]*” (Ministre de la Défense Yasukazu Hamada, 2023).<sup>246</sup> Ainsi, le Livre blanc 2023 insiste sur le renforcement et l'approfondissement de cette alliance, entre autre par l'achat de matériel militaire comme les missiles *Tomahawk*, ou par la conduite d'exercices communs.<sup>247</sup> Malgré cette position d'allié unique, le partenariat stratégique avec les Etats-Unis comporte certains risques : puisqu'il s'agit d'une coopération mutuelle, le Japon pourrait se retrouver impliqué dans des conflits à haute intensité, qu'il n'aurait pas prévu ou envisagé de s'investir, comme

<sup>245</sup> UNTC. (s.d.). <https://treaties.un.org/Pages/showDetails.aspx?objid=080000028013964a&clang=fr>

<sup>246</sup> Japan Ministry of Defense. (2023). DEFENSE OF JAPAN (Annual White Paper). [https://www.mod.go.jp/en/publ/w\\_paper/index.html](https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/index.html)

<sup>247</sup> Voir supra

avec Taiwan par exemple. Face à ces dangers, le Japon souligne l'importance du renforcement de ses propres capacités, ce qui tend à prouver que l'Etat souhaite s'inscrire dans une démarche d'autonomisation : la volonté d'offrir aux FAD (Forces d'auto-défense), d'ici 2027, les moyens de faire face à une invasion du territoire par une puissance hostile avec une autonomie relative vis-à-vis de la puissance américaine<sup>248</sup> s'inscrit dans une dynamique d'éloignement progressif ou plutôt, de renforcement progressive de son autonomie, avec le soutien de la puissance américaine. Outre une démarche d'autonomisation, le Japon cherche également à renforcer ses partenariats stratégiques avec d'autres puissances. Avec l'Union européenne, les échanges stratégiques passent tout d'abord par ce que l'on pourrait qualifier d'une "*diplomatie navale*"<sup>249</sup>, dans le sens que l'Union européenne ambitionne de devenir un élément essentiel à la sécurité maritime dans la zone Pacifique, aux côtés du Japon bien que la France constitue, pour l'instant, la seule vraie puissance navale qui se projette régulièrement en Asie du Nord-Est. La conduite conjointe d'exercices navals, fin octobre 2020, entre l'Union européenne et le Japon, entre l'opération EUNAVFOR et la force maritime d'autodéfense japonaise, au large du golfe d'Aden, s'inscrit dans la logique de la diplomatie maritime, et de la volonté de l'UE de devenir un "*fournisseur de sécurité maritime*".<sup>250</sup> La France et le Japon ont ouvert des négociations en mai 2024 pour le développement d'une seconde édition de l'exercice Brunet-Takamori, convenant au déploiement d' "une cinquantaine de légionnaires du 2e Régiment Étranger d'Infanterie [REI], qui relève de la 6e Brigade légère blindée. De son côté, la force terrestre d'autodéfense nipponne mobilisera son 39e Régiment d'Infanterie [RI]."<sup>251</sup>, renforçant la volonté des deux Etats de poursuivre leur coopération militaire. Le Japon développe, en plus des partenariats via l'Union européenne, des partenariats bilatéraux, comme avec le

---

<sup>248</sup> Voir supra

<sup>249</sup> Lannon, E. (2023). Les relations Union européenne-Japon : Une analyse géo-juridique de la dimension sécuritaire à l'aune de la stratégie indo-pacifique de l'UE. Conseil québécois d'Études géopolitiques. <https://cqegehiulaval.com/2023/08/23/les-relations-union-europeenne-japon-une-analyse-geo-juridique-de-la-dimension-securitaire-a-l-aune-de-la-strategie-indo-pacifique-de-lue/>

<sup>250</sup> Voir supra

<sup>251</sup> Lagneau, L. (2024). Des légionnaires du 2e Régiment Étranger d'Infanterie vont participer à l'exercice Brunet-Takamori au Japon. <https://www.opex360.com/2024/09/07/des-legionnaires-du-2e-regiment-etrange-dinfanterie-vont-participer-a-lexercice-brunet-takamori-au-japon/>

Royaume-Uni et l'Italie pour l'amélioration des capacités aériennes, comme avec le projet d'un avion de combat *Global Combat Air*, qui viendrait à succéder au chasseur F2, d'ici l'horizon 2025.<sup>252</sup> Le Japon se rapproche également des alliances anglo-saxonnes, comme l'AUKUS ou le Five Eyes. Au sujet de l'AUKUS, le Japon a signé en janvier 2022 et janvier 2023 les premiers accords *RAA (Reciprocal Access Agreement)*, autorisant la pratique d'exercices conjoints plus longs et de plus grande envergure, notamment sur le territoire japonais.<sup>253</sup> Début septembre 2024, le Japon et l'Australie convenaient d'une coopération militaire renforcée, notamment par la conduite d'exercices militaires conjoints, le déploiement régulier d'avions de chasse japonais au nord de l'Australie<sup>254</sup> ainsi que le développement de missiles longue portée et d'un renforcement de la coopération trilatérale Japon-Australie-Etats-Unis.<sup>255</sup> La résurgence des discussions entre Japon et OTAN<sup>256</sup> est assez compréhensible, en vue du contexte global et des situations à haute intensité, que ce soit en Europe, au Moyen-Orient ou même des potentiels conflits, avec Taïwan. L'augmentation du budget à hauteur de 2% rapprocherait le Japon des États membres de l'OTAN, 2% étant le standard otanien.

## Les contraintes empêchant toute rupture avec le pacifisme constitutionnel

Le pacifisme constitutionnel constitue la bête noire de la possible progression de la puissance japonaise vers une puissance que l'on pourrait qualifier de "normale". En effet, ainsi que le dispose l'article 9 de sa Constitution, le Japon renonce à la guerre et au potentiel de guerre :

<sup>252</sup> Challenges. (2023). GB, Japon et Italie signent un traité sur leur programme d'avion de combat. [https://www.challenges.fr/monde/gb-japon-et-italie-signent-un-traite-sur-leur-programme-d-avion-de-combat\\_877203](https://www.challenges.fr/monde/gb-japon-et-italie-signent-un-traite-sur-leur-programme-d-avion-de-combat_877203)

<sup>253</sup> Australian Government Defence. (2023). Australia and Japan deepen defence ties. <https://www.minister.defence.gov.au/media-releases/2023-08-14/australia-and-japan-deepen-defence-ties>

<sup>254</sup> Ellison. M. (2024). Défense : coopération renforcée entre l'Australie et le Japon. Les Echos. <https://www.lesechos.fr/monde/asia-pacifique/defense-cooperation-renforcee-entre-laustralie-et-le-japon-2117100>

<sup>255</sup> (2024). Le Japon et l'Australie s'accordent pour le déploiement conjoint de missiles longue portée. Nippon.com <https://www.nippon.com/fr/news/yjj2024090401132/>

<sup>256</sup> NATO. (2023). L'OTAN et le Japon approfondissent leur coopération sur les défis de sécurité émergents. [https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news\\_220118.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_220118.htm?selectedLocale=fr)

*“Chapitre II. Renonciation à la guerre*

*Article 9. Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu.”*

La révision constitutionnelle est une solution à écarter, en raison de différends politiques entre les différents partis japonais. En effet, tandis que certains revendiquent une révision pure et dure, dans le but de rétablir un retour à la normalité et donc de tirer une croix sur le pacifisme constitutionnel, d'autres y préfèrent des solutions plus douces, comme des révisions portant à constitutionnaliser le statut des FAD, afin de leur accorder plus de contrôle et de légitimité.<sup>257</sup> En outre, une révision constitutionnelle serait très mal vue sur la scène internationale, notamment à l'échelle des Etats voisins du Japon, au sein de l'Asie pacifique. En effet, la volonté de réarmement du Japon rappelle à ses voisins les horreurs du Japon impérialiste : des voix s'élèvent donc afin de maintenir le Japon dans son *statu quo* actuel afin de ne pas voir ressurgir un État japonais colonialiste, impérialiste, nationaliste. Ce sont avant tout les blessures de la guerre qui permettent à ces États de s'opposer à un réarmement japonais.<sup>258</sup> L'acquisition des missiles à plus longue portée (comme les *Tomahawk* vus précédemment) et donc, une capacité de frappe à longue distance en territoire ennemi, interroge sur la constitutionnalité de telle acquisition. Néanmoins, la *NSS* précise bien que ces capacités sont en conformité avec la Constitution et respectent le droit international, en ce que cela ne remet pas en cause le principe de politique exclusivement défensive : *“needless to say, preemptive strike, namely striking first at a stage when no armed attack had occurred, remains unpermissible”*.<sup>259</sup> Au-delà des problématiques liées à la Constitution, ce changement incarnerait une position belliqueuse pour certains Etats, comme la Chine par exemple. Or, l'on devine bien que le

<sup>257</sup> Seizelet, E. et Serra, R. (2009). *Le Pacifisme à l'épreuve*. Les Belles Lettres. <https://www.lesbelleslettres.com/livre/9782251722047/le-pacifisme-a-l-epreuve>

<sup>258</sup> Voir supra

<sup>259</sup> Japan Ministry of Defense. (2022). *National Security Strategy of Japan*. <https://www.cas.go.jp/jp/siryou/221216ganzenhoshou/nss-e.pdf>

temps n'est pas à la guerre : en effet, les deux puissances ont maintes et maintes fois affiché leur volonté de conserver une approche pacifiste de leurs conflits, notamment lorsqu'à l'occasion d'un entretien téléphonique entre Kishida et le Président Xi Jinping, les deux chefs d'Etat ont insisté sur la volonté de construire une relation stable, à travers le dialogue.<sup>260</sup> L'opinion publique pose également un problème lorsque l'on observe le changement de position quant à la stratégie militaire japonaise.<sup>261</sup> Enfin, le financement de cette augmentation du budget de la défense est un point épineux, qui vient remettre en question jusqu'à sa faisabilité. En effet, ce budget colossal est très difficile à financer. Plusieurs solutions se sont offertes à la classe politique, sans pour autant aboutir à un consensus : recours à la dette nationale, augmentation des impôts, réformes administratives et financières, etc. Néanmoins, la dette japonaise est la plus élevée dans le monde, avec une dette publique à hauteur de 261,29 % du PIB en 2022.<sup>262</sup>

## Conclusion

Les îles Senkaku-Diaoyu se situent au cœur d'un triangle stratégique, rassemblant ressources naturelles convoitées, positionnement stratégique essentiel dans le cadre d'une politique de défense ou d'offensive. Face aux tentatives répétées de la Chine de rompre avec le *statu quo* de fait, par des intrusions dans les eaux territoriales japonaises par exemple, la menace d'un potentiel conflit avec la puissante nation chinoise convainc le Japon de renforcer sa propre capacité de défense. Celui-ci repose sur le renforcement de ses forces d'auto-défense (FAD) ainsi que de son matériel militaire, mais également par le renforcement de son alliance unique avec les Etats-Unis ainsi que des nombreux autres partenariats stratégiques, comme avec l'Union européenne, les puissances asiatiques et occidentales (AUKUS, Five Eyes...). Néanmoins, cette tentative d'innover la stratégie de défense japonaise dans une dynamique de renforcement, cherchant même à se rapprocher d'une puissance normale, se heurte à des impératifs financiers, politiques et constitutionnels, qui rendent l'hypothèse d'un basculement à l'offensive peu envisageable

<sup>260</sup> Ministry of Foreign Affairs of Japan. (2021). Entretien téléphonique du sommet Japon - Chine. [https://www.fr.emb-japan.go.jp/itpr\\_fr/11\\_000001\\_00834.html](https://www.fr.emb-japan.go.jp/itpr_fr/11_000001_00834.html)

<sup>261</sup> Seizelet, E. et Serra, R. (2009). Le Pacifisme à l'épreuve. Les Belles Lettres. <https://www.lesbelleslettres.com/livre/9782251722047/le-pacifisme-a-l-epreuve>

<sup>262</sup> Statista. (2023). Pays les plus endettés selon leur PIB dans le monde 2022. <https://fr.statista.com/statistiques/662022/pays-les-plus-endettes-selon-pib-monde/>

pour le moment. La démission le 14 août 2024 de l'ex-Premier ministre Fumio Kishida<sup>263</sup> et la succession de Shigeru Ishiba à son poste le 1er octobre 2024 ne présage pour l'instant pas de changements majeurs en ce qui concerne la politique de sécurité et de défense japonaise. En effet, le nouveau Premier Ministre Ishiba, ancien Ministre de la Défense, est décrit comme versé dans les questions de sécurité, n'hésitant pas à promouvoir le renforcement des capacités japonaises, en évoquant dans sa campagne sa volonté de construire un "OTAN asiatique", ainsi que d'établir des relations américano-japonaises davantage égalitaires par exemple<sup>264</sup>

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Lisa Mangiullo** est membre de l'antenne grenobloise des Jeunes IHEDN. Diplômée d'une licence de Droit (Option Administration et Politique Internationales) ainsi que d'une licence de Langues étrangères appliquées anglais-japonais, elle est actuellement étudiante en M1 de Droit international parcours Sécurité internationale, cyber-sécurité et Défense de l'Université Grenoble Alpes.

---

<sup>263</sup> González, P. (2024). Kishida ne supporte plus la pression et annonce sa démission. Atalayar. <https://www.atalayar.com/fr/opinion/pedro-gonzalez/kishida-ne-supporte-plus-pression-et-annonce-sa-demission/20240814112113204095.html>

<sup>264</sup> (2024). Japon: Shigeru Ishiba, nouveau chef du parti au pouvoir et prochain Premier ministre. Notre Temps. <https://www.notretemps.com/depeches/japon-shigeru-ishiba-nouveau-chef-du-parti-au-pouvoir-et-prochain-premier-ministre-99583>

# Autonomie et dépendance : La Corée du Sud peut-elle se passer du soutien américain dans l'élaboration de son bouclier anti-missile ?

Par Carla Romano

## Introduction

« Le déploiement du THAAD est une rose que la Corée du Sud veut cueillir, mais comme toutes les roses, elle a des épines ».<sup>265</sup> La remarque de Lee Byong-chul résume avec précision la complexité des relations de la Corée du Sud (République de Corée) avec ses voisins régionaux, notamment la Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée), les États-Unis et la Chine, la plaçant ainsi dans une situation délicate où elle doit faire un choix difficile. D'un côté, elle pourrait accepter pleinement le déploiement du système de défense antimissile THAAD sur son territoire, risquant ainsi de provoquer la colère de la Chine (République populaire de Chine). De l'autre, elle pourrait explorer d'autres solutions potentiellement moins efficaces pour sa protection, mais évitant ainsi les tensions avec Pékin. Au fil des années, la péninsule coréenne a été le théâtre d'une escalade des tensions, stimulée par les provocations incessantes et les ambitions nucléaires de la Corée du Nord. Les nombreux tests de missiles balistiques et d'armes nucléaires menés par Pyongyang ont non seulement accru les craintes à l'échelle régionale et internationale, mais ont également souligné l'urgence pour la Corée du Sud de renforcer ses capacités de défense. En effet,

---

<sup>265</sup> CHOE, Sang-hun. « South Korea Tells China Not to Meddle in Decision Over Missile System ». *The New York Time*, 17 mars 2015.

Pyongyang a largement intensifié ses essais balistiques, totalisant plus de 123 tirs de missiles au cours des deux dernières années.<sup>266</sup> La Corée du Nord poursuit donc activement son programme d'armement nucléaire militaire, et selon les estimations disponibles début 2019, elle posséderait un arsenal d'environ 20 à 30 armes nucléaires, avec suffisamment de matières fissiles pour en produire 30 à 60 de plus.<sup>267</sup> Depuis 2006, le pays a réalisé six essais nucléaires, démontrant une progression constante de ses capacités techniques. Un système de défense antimissile est donc bien devenu une priorité stratégique cruciale pour la Corée du Sud. Un système de défense antimissile se comprend un ensemble de dispositifs conçus pour détecter, suivre et intercepter les missiles entrants afin de protéger une zone, une population ou des installations stratégiques contre les attaques balistiques. L'objectif principal d'un tel système est de réduire ou d'éliminer les dommages causés par les attaques de missiles en abattant les projectiles avant qu'ils n'atteignent leur cible.<sup>268</sup> Ces dispositifs peuvent être terrestres, maritimes ou aériens, et utilisent une variété de technologies telles que des radars avancés, capteurs infrarouges, missiles intercepteurs et systèmes de guidage pour neutraliser les missiles adverses. Pourtant, malgré l'attention souvent portée sur le déploiement du système de défense antimissile THAAD par les États-Unis en Corée du Sud, il est essentiel de reconnaître que la Corée du Sud développe également ses propres capacités de défense antimissile. Dans cette optique, il convient d'explorer les raisons qui ont incité la Corée du Sud à poursuivre le développement de son propre bouclier antimissile, ainsi que les défis et les possibilités associés à cette démarche. De plus, il est crucial de se demander si la Corée du Sud peut réellement se passer du soutien du "grand frère américain" pour assurer sa sécurité nationale dans un environnement sécuritaire aussi complexe et dynamique que celui de la péninsule coréenne. En examinant ces questions de près, nous pouvons mieux comprendre les dynamiques de sécurité en jeu dans cette région stratégiquement cruciale et les implications pour la stabilité régionale à long terme.

---

<sup>266</sup> BRETEAU Pierre et GEOFFROY Romain. « Corée du Nord : un nombre record de tirs de missiles depuis deux ans ». *Le Monde*, 15 janvier 2024.

<sup>267</sup> DAVENPORT Kelsey. « Nuclear Weapons: Who Has What at a Glance ». *Arms Control Association*, juillet 2024.

<sup>268</sup> DGRIS [en ligne], mars 2022. Disponible sur : <https://www.defense.gouv.fr/dgris/approches-thematiques/champs-confrontationnels/defense-antimissile-balistique>

## La dépendance de la Corée du Sud au programme THAAD des États-Unis

Avant d'explorer les répercussions géopolitiques du déploiement du THAAD en Corée du Sud, il est essentiel de comprendre en quoi consiste ce système. Le THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*) est un système de défense antimissile développé par les États-Unis sur les bases du programme SBIRS, lui-même héritier de l'Initiative de défense stratégique (IDS) lancé par le président Reagan dès mars 1983.<sup>269</sup> Bien que développé dans le contexte de la Guerre froide, le système remplit aujourd'hui encore la même mission : intercepter et détruire des missiles balistiques de courte, moyenne et intermédiaire portée dans leur phase terminale de vol, c'est-à-dire lorsqu'ils descendent vers leur cible. Initialement créé pour l'armée américaine, le THAAD est placé sous la supervision de l'Agence de Défense Antimissile en 2012, avec des unités de formation relevant de la branche de l'Artillerie de Défense Aérienne. En mai 2008, la première batterie de missiles sol-air THAAD est déclarée opérationnelle,<sup>270</sup> marquant une étape importante dans le déploiement de cette technologie de défense antimissile.

### Le pari d'un système de bouclier antimissile sud-coréen, entre opportunités et défis

Dans son article, Rémy Hémez décrit le choix de développer un bouclier antimissile indépendant sud-coréen comme « *ambitieux* ». <sup>271</sup> Pourtant, il est légitime de se demander s'il est suffisant pour répondre aux défis sécuritaires auxquels la Corée du Sud est confrontée. La Corée du Sud, après avoir rejeté à maintes reprises les propositions américaines de participer à un bouclier antimissile par crainte d'attiser les tensions régionales, poursuit depuis le milieu des années 1990 l'objectif de développer une

<sup>269</sup> REAGAN, Ronald. *Address to the Nation on Defense and National Security* [Discours]. Washington, DC, États-Unis, 23 mars 1983.

<sup>270</sup> LAGNEAU, Laurent. « Nouveau test réussi pour le système anti-missile THAAD ». *Opex 360* [en ligne], 26 juin 2008. Disponible sur : <https://www.opex360.com/2008/07/11/>

<sup>271</sup> HÉMEZ, Rémy. « Bouclier antimissiles sud-coréen : le choix ambitieux d'un système national ». *Revue Défense Nationale*, 2018, N° 812, pp. 42-47.

capacité autonome de défense antimissile face à la menace nord-coréenne. Ce programme, connu sous le nom de *Korea's Air and Missile Defense* (KAMD), vise également à réduire la dépendance excessive envers les États-Unis, tout en affirmant le statut de la Corée du Sud en tant que 6<sup>e</sup> puissance militaire mondiale indépendante, comme le souligne Rémy Hémez. De plus, pour Séoul les États-Unis sont des alliés essentiels mais parfois incertains, notamment du fait des changements de politiques intérieures et d'intérêts divergents. Après une période d'indécision, l'administration de Park Geun-hye prend la décision de poursuivre le développement du L-SAM.<sup>272</sup> Le L-SAM (*Long-range Surface-to-Air Missile*), ou KM-SAM (*Korean Medium-Range Surface-to-Air Missile*), est un système de missiles sol-air développé pour intercepter et détruire les menaces aériennes telles que les avions de combat, les missiles de croisière et les drones. Cependant, le système L-SAM s'est avéré insuffisant pour assurer la protection complète du territoire coréen, contrairement au système THAAD qui est capable d'intercepter les missiles à des altitudes atmosphériques beaucoup plus élevées. Pour combler cette lacune, le 25 avril 2023 le 153<sup>e</sup> Comité de promotion du programme d'acquisition de défense a approuvé un plan visant à développer le L-SAM 2<sup>273</sup>, un nouveau système de défense capable d'intercepter les missiles à une altitude encore plus élevée que le L-SAM existant, avec un budget de 2,71 billions de wons d'ici 2027. Parallèlement, l'Arabie saoudite a décidé d'acquérir le KM-SAM à la suite d'un accord bilatéral, annoncé par le ministère de la Défense Nationale de la République de Corée lors du World Defence Show 2024 à Riyad. Cet accord prévoit la fourniture de 10 batteries du dernier système de missiles anti-aériens sud-coréen, le Cheongung II (KM-SAM Block II), au ministère de la Défense de l'Arabie Saoudite.<sup>274</sup> Cependant, le programme KAMD ne permet pas à la Corée du Sud d'atteindre l'indépendance stratégique souhaitée, car il reste fortement dépendant des

<sup>272</sup> « S. Korea to develop homegrown missile defense instead of adopting THAAD ». *Global Times* [en ligne], 3 juin 2014. Disponible sur : <https://www.globaltimes.cn/content/863597.shtml>; « S. Korea Requested Information on THAAD to Develop L-SAM ». *KBS World Radio* [en ligne], 5 juin 2014. Disponible sur : [http://world.kbs.co.kr/service/news\\_view.htm?lang=e&Seq\\_Code=103072](http://world.kbs.co.kr/service/news_view.htm?lang=e&Seq_Code=103072)

<sup>273</sup> KIM Yong-jun. « '한국형 사드' L-SAM 요격 순간 첫 공개... "복합 다층방어체계 속도" ». *KBS News* [en ligne], 1 Juin 2023. Disponible sur : <https://www.globaltimes.cn/content/863597.shtml> / « 제 153 회 방위사업추진위원회 결과 ». *Administration du programme d'acquisition de la défense*, Communiqué de presse, 25 avril 2023.

<sup>274</sup> « LIG Nex1 signe un contrat de 3,2 milliards de dollars avec l'Arabie saoudite ». *Air et Cosmos*, 7 février 2024.

technologies et équipements américains, malgré les efforts pour le rendre autonome.<sup>275</sup> Par exemple, certains des radars, systèmes de communication et des composants électroniques critiques utilisés dans le système KAMD sont fournis par des entreprises américaines.<sup>276</sup> De plus, les évaluations de performances laissent transparaître des taux de réussite partiels, soulignant les limites du KAMD face à une menace balistique nord-coréenne évolutive. Ainsi, le KAMD ne suffit pas à assurer la protection du territoire coréen, ce qui souligne l'importance vitale de développer le THAAD en complément.

### **Le déploiement du système THAAD en Corée du Sud et l'implication des États-Unis : chronologie et motivations**

Le 17 octobre 2013, les autorités militaires de la Corée du Sud ont officiellement demandé au Pentagone des informations sur le système THAAD, concernant à la fois ses prix et ses capacités.<sup>277</sup> Le déploiement du système de Défense Aérienne à Haute Altitude (THAAD) en Corée du Sud a été annoncé en juillet 2016 en réponse aux tests de missiles balistiques et nucléaires effectués par la Corée du Nord et à la suite du développement des missiles balistiques SCUD, FROG, Musudan, Nodong, et KN-08. La ville de Seongju, dans la province du Gyeongsang du Nord, a été choisie comme site pour le THAAD en raison de sa position hors de portée de l'artillerie de roquettes nord-coréenne le long de la DMZ. Le système THAAD est devenu opérationnel en mai 2017, avec la capacité d'intercepter les missiles nord-coréens et de défendre la Corée du Sud. Par ailleurs, il est intégré dans la défense stratégique de la péninsule coréenne par la 35<sup>e</sup> Brigade d'artillerie de défense aérienne des États-Unis, désignée comme *Combined Task Force Defender*, composée de personnel américain et sud-coréen. En somme, le déploiement du THAAD en Corée du Sud représente un élément crucial de la stratégie de sécurité américaine en Asie, illustrant leur engagement à protéger leurs alliés et à maintenir la stabilité dans la région. Selon un document de l'Army Recognition, les États-Unis avaient mis en place un plan en vue du

<sup>275</sup> FAUTREL, Clémentine. « THAAD : les Conséquences Géopolitiques de la Protection du Territoire Sud-Coréen ». *Les Yeux du Monde*, 21 juin 2017.

<sup>276</sup> JEE, David Eunpyoung & RYU Leo Hyungwoo. « Quelle défense anti-missiles pour la Corée du Sud ? ». *Korea Analysis*, 3 juin 2015, no. 6, pp. 15-18.

<sup>277</sup> « Army of South Korea shows interest for the U.S. THAAD Terminal High Altitude Area Defense ». *Army Recognition*, 18 octobre 2013.

déploiement du THAAD en Corée du Sud dès 2014.<sup>278</sup> Sur le plan bilatéral, le renforcement de la défense sud-coréenne avec le THAAD consolide l'alliance militaire entre les deux pays. En effet, la Corée du Sud joue un rôle crucial en tant qu'allié incontournable des États-Unis dans la région du Pacifique du fait de sa position géographique stratégique. De plus, la Corée du Sud entretient des relations étroites avec les États-Unis depuis des décennies, en particulier grâce à leur alliance militaire ancrée dans le traité de sécurité mutuelle signé en 1953<sup>279</sup> à la suite de la guerre de Corée, et depuis renforcée par des accords de défense et des exercices militaires conjoints réguliers. Près de 28 500 soldats américains sont actuellement en déploiement en Corée du Sud, répartis sur sept bases militaires dans le pays. De plus, le THAAD renforce la capacité de défense de la Corée du Sud face aux menaces de missiles balistiques nord-coréens, que les Américains considèrent comme un « *moyen de dissuasion nécessaire* »<sup>280</sup> contre toute agression potentielle de la Corée du Nord. En outre, ce déploiement vise également à sécuriser les intérêts américains en Asie tant sur le plan économique que diplomatique, notamment par le maintien d'une stabilité régionale essentiel aux activités commerciales et aux alliances stratégiques des États-Unis dans la région. Enfin, le déploiement du THAAD en Corée du Sud envoie un signal clair aux autres acteurs régionaux, en particulier à la Chine et à la Russie, sur l'engagement indéfectible des États-Unis envers la sécurité de leurs alliés en Asie. Cela renforce la position des États-Unis en tant que puissance régionale influente et contribue à maintenir l'équilibre des pouvoirs dans la région.

### **Les réactions contrastées en Corée du Sud : controverses et oppositions**

Outre les enjeux géopolitiques entourant le déploiement du système THAAD, celui-ci suscite des débats également en Corée du Sud, où il est fortement contesté tant au sein de la classe politique que parmi la population. Dès 2014, le principal parti d'opposition le *Minjoodang* s'est opposé au système THAAD, estimant que cette décision était inefficace

<sup>278</sup> « United States considers deploying THAAD missile defense battery in South Korea ». *Army Recognition*, 1 octobre 2014.

<sup>279</sup> Traité de défense mutuelle entre les États-Unis d'Amérique et la République de Corée. Washington, 1<sup>er</sup> octobre 1953, ONU, vol. 238, coll. « Recueil des traités » (n° 3363).

<sup>280</sup> CHOE, Sang-hun. « South Korea Tells China Not to Meddle in Decision Over Missile System ». *The New York Times*, 17 mars 2015.

pour protéger la Corée du Sud et nuisait inutilement aux relations avec la Chine. Le président démocrate sud-coréen Moon Jae-in, initialement opposé au déploiement du système THAAD décidé avant les élections de mai 2017, a suspendu son installation en réponse au mécontentement public le temps de mener une étude environnementale. Cependant, l'évolution des programmes nord-coréens l'a amené à changer de position et à poursuivre le déploiement, répondant ainsi aux attentes américaines. Si cette décision a confirmé le statut de la Corée du Sud en tant qu'allié des États-Unis, elle a également été critiquée car elle risquerait d'aggraver les tensions régionales et de compromettre le dialogue intercoréen. Les tensions se sont exacerbées avec l'entrée en fonction de Trump, qui a déclaré son intention de faire payer le coût du déploiement et de l'exploitation du THAAD à hauteur d'un milliard de dollars, alors que l'accord initial prévoyait simplement que la Corée du Sud fournisse le terrain et les infrastructures.<sup>281</sup> La position du président conservateur actuel Yoon Suk-yeol sur le THAAD est également ambiguë. De même, des manifestations ont éclaté dans tout le pays, avec des citoyens exprimant leur inquiétude quant aux conséquences environnementales et politiques du déploiement du système antimissile. Une partie de la population locale des villages où sont déployés les éléments du système s'y oppose aussi de peur que leur lieu de vie ne devienne une cible privilégiée de la Corée du Nord en cas de conflit. Plusieurs manifestations ont donc été organisées, avec le slogan « *Si tu es notre alliée, Amérique, reprends ton THAAD !* » ou des pancartes proclamant leur « *opposition absolue au déploiement de THAAD* ».<sup>282</sup>

## Les tensions diplomatiques régionales et mondiales autour du déploiement du système THAAD

<sup>281</sup> AFP. « Corée du Sud : le système antimissile américain THAAD est opérationnel ». *France 24* [en ligne], 5 mai 2017. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/20170502-bouclier-antimissile-americain-thaad-coree-sud-nord-operationnel-pyongyang-trump-seoul>

<sup>282</sup> LE BRECH, Catherine. « Corée du Sud : opposition au bouclier antimissiles américain THAAD ». *France Info* [en ligne], 14 juillet 2016. Disponible sur : [https://www.francetvinfo.fr/monde/coree-du-nord/la-photo-coree-du-sud-opposition-au-bouclier-antimissiles-americain-thaad\\_3061859.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/coree-du-nord/la-photo-coree-du-sud-opposition-au-bouclier-antimissiles-americain-thaad_3061859.html)

Cette technologie, largement répandue dans le monde par à l'action américaine, a rencontré une certaine réticence de la part de certains pays, la Russie et la Chine en tête, face à la politique des États-Unis de protection militaire de ses alliés.

### Les foudres de Pékin face au déploiement du THAAD en Corée du Sud

La Corée du Sud doit également naviguer dans un paysage géopolitique complexe, en particulier en ce qui concerne ses relations avec la Chine. Pékin a exprimé son opposition au déploiement du THAAD en Corée du Sud, craignant que cela ne compromette sa propre sécurité stratégique et l'équilibre régional comme le souligne la *US-China Economic and security review Commission*.<sup>283</sup> Par conséquent, la Corée du Sud doit équilibrer ses intérêts en matière de sécurité nationale avec les pressions géopolitiques régionales. En février 2016, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a déclaré que la présence du THAAD en Corée du Sud « *brisera l'équilibre stratégique régional* » et que le système dépassera les besoins de la Corée du Sud.<sup>284</sup> Selon la Chine, le déploiement du THAAD pourrait entraver les efforts de dialogue intercoréen, Pékin craignant que la Corée du Nord se sente davantage menacée et décide d'intensifier ses essais nucléaires et tirs de missiles. La Chine voit également ce déploiement comme une manifestation symbolique de l'alignement de Séoul sur Washington et comme une tentative des États-Unis de préserver leur domination régionale au détriment de la Chine. Il convient de noter que le déploiement du THAAD est déjà en place à Guam et au Japon, ce qui accentue les préoccupations chinoises quant au fait d'être encerclée. Enfin, les experts chinois expriment des inquiétudes concernant la capacité de détection du THAAD plutôt que son efficacité d'interception. Selon eux, le déploiement d'un radar AN/TP-Y2 pourrait renforcer les capacités de renseignement et d'alerte précoce des États-Unis en cas d'éventuel conflit nucléaire sino-américain.<sup>285</sup> Face à ces préoccupations, la Chine a adopté une série de mesures pour exprimer son mécontentement et exercer une pression sur la

<sup>283</sup> « China's Response to U.S.-South Korean Missile Defense System Deployment and its Implications », *US-China Economic and security review Commission*, 26 juillet 2017.

<sup>284</sup> SHALAL, Andrea. « China cites concerns on U.S. missile defense system in S. Korea ». *Reuters*, 25 février 2016.

<sup>285</sup> BONDZ, Antoine. « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen ». *Note de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)*, 10 avril 2017, n°09/2017.

Corée du Sud, notamment par des avertissements diplomatiques, des sanctions économiques informelles et des appels au dialogue pour résoudre les tensions régionales de manière pacifique.<sup>286</sup> Toutefois, malgré ces efforts, le déploiement du THAAD est resté en place, ce qui a alimenté les tensions dans les relations sino-sud-coréennes et compliqué davantage le paysage géopolitique en Asie de l'Est.

### **L'opposition russe au THAAD, motivée par la rivalité avec les États-Unis**

La stratégie américaine visant à protéger ses alliés à travers le monde par ces "dômes de fer" a été critiquée par certains pays, dont la Russie. Cette dernière, se sentant cernée par ces systèmes de défense, accuse les États-Unis de provoquer une nouvelle course aux armements et de militariser l'espace. Les préoccupations sont également nourries par les actions américaines qui remettent en question les accords de contrôle des armements conclus pendant la Guerre froide, lesquels ont contribué à une certaine stabilité internationale. En effet, La décision des États-Unis de se retirer du traité INF signé en 1972 avec l'URSS qui avait pour but de restreindre la recherche et le déploiement des armes antimissiles les ABM (*Anti-Balistic Missile*) a suscité des inquiétudes notamment chez les Européens<sup>287</sup>, La Russie considérant le déploiement du système en Europe comme une agression à son encontre. L'opposition russe au THAAD est donc principalement motivée par des considérations stratégiques plutôt que par des menaces directes à sa sécurité. La Russie exprime également des réserves quant à la gestion des complexes THAAD par l'armée américaine en Corée du Sud. Ainsi en 2019, l'État-major russe a dévoilé son propre système de défense antimissile spatial, nommé *Koupol* qui signifie "Dôme".<sup>288</sup> Parallèlement, la Russie et la Chine ont annoncé leur intention de mener des exercices conjoints afin de mieux surveiller l'emplacement et le fonctionnement du système THAAD.<sup>289</sup>

<sup>286</sup> CHANG, Gordon, « China Trying to Crush South Korea's Economy ». *Forbes*, 5 mars 2017 ; LUO Yuan. « Dix mesures pour s'opposer au THAAD ». *Asia centre*, Bulletin stratégique n°8, mars 2017.

<sup>287</sup> LOPEZ C., Todd. « U.S. Withdraws From Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty ». *US department of defense* [en ligne], 2 août 2019. Disponible sur : <https://www.defense.gov/News/News-Stories/article/article/1924779/us-withdraws-from-intermediate-range-nuclear-forces-treaty/>

<sup>288</sup> AFP. « La Russie dévoile "Dôme", son bouclier spatial anti-missile ». *La Tribune*, 18 décembre 2019.

<sup>289</sup> KASHIN, Vasily. « Where China plans to deploy anti-THAAD cruise missiles ». *SPECIAL Russia Beyond*, 28 mars 2017.

### La Corée du Sud face aux pressions : le choix de la *hedging strategy*

La remarque de Lee Byong-chul utilisée au début de l'article capture parfaitement la complexité des relations de la Corée du Sud avec ses voisins régionaux, en particulier la Corée du Nord, les États-Unis et la Chine. Cette situation est délicate car la sécurité de la Corée du Sud dépend en grande partie de son alliance avec les États-Unis, qui fournit une dissuasion contre les menaces nord-coréennes. Cependant, maintenir de bonnes relations avec la Chine est également essentiel étant donné son importance économique et son rôle potentiel dans la résolution des problèmes nucléaires et balistiques posés par la Corée du Nord. C'est un équilibre délicat à trouver pour la Corée du Sud, qui doit naviguer entre ces deux grandes puissances tout en garantissant la sécurité de sa population. Antoine Bondaz parle à ce propos d'un « *dilemme sud-coréen* ».<sup>290</sup> La Corée du Sud met alors en place une véritable stratégie de *hedging*, défini par CC. Kuik comme « *un comportement de recherche d'assurance dans des situations de grande incertitude et d'enjeux élevés, où un État rationnel évite de prendre parti et poursuit des mesures opposées vis-à-vis des puissances concurrentes pour avoir une position de repli.* ».<sup>291</sup> C'est précisément la situation de la Corée du Sud, comme le décrit le chercheur Park Jin dans son article *Korea Between the United States and China : How Does Hedging Work ?*<sup>292</sup> En effet, les relations avec les États-Unis et la Chine sont forgées à travers des négociations continues sans coercition, cependant Séoul doit mettre en place des stratégies de *hedging* pour éviter de devoir choisir entre les deux superpuissances, ce qui lui permet de maintenir un équilibre dans un contexte d'incertitude. La position du président sud-coréen actuel en matière de relations avec les États-Unis et la Chine illustre bien cette démarche, notamment en ce qui concerne le déploiement du système de défense antimissile THAAD.<sup>293</sup> En effet, bien que Yoon ait initialement promis d'accroître les batteries THAAD pour contrer la Corée du

<sup>290</sup> BONDAZ, Antoine. « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen », *op. cit.*

<sup>291</sup> KUIK CC. « Getting hedging right: a small-state perspective ». *China International Strategy*, 23 novembre 2021, Rev. 3, pp. 300-315.

<sup>292</sup> JIN, Park. « Korea Between the United States and China: How Does Hedging Work? ». *Korea Economic Institute of America*, 26 Février 2016.

<sup>293</sup> GROSSMAN, Derek. « U.S. Cannot Count on South Korea's Yoon to Line Up Against China ». *Nikkei Asia* [en ligne], 10 février 2023. Disponible sur <https://asia.nikkei.com/Opinion/U.S.-cannot-count-on-South-Korea-s-Yoon-to-line-up-against-China>

Nord, son administration a depuis adopté une approche plus mesurée, cherchant à améliorer les relations avec la Chine. Cette évolution de la politique sud-coréenne suscite des préoccupations à Washington, mais Yoon reste un allié solide dans la lutte contre la Corée du Nord et cherche à maintenir un équilibre entre les intérêts des États-Unis et de la Chine. Cette approche de *hedging* lui permet de manœuvrer entre les grandes puissances tout en préservant ses intérêts et sa sécurité, et la décision de développer un bouclier antimissile sud-coréen s'inscrit parfaitement dans cette stratégie.

## Conclusion

Dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes en Asie de l'Est, la Corée du Sud se trouve confrontée à un défi délicat en matière de sécurité nationale. Alors que les menaces en provenance de la Corée du Nord continuent de peser sur la péninsule, la nécessité de renforcer les capacités de défense devient de plus en plus pressante. Cependant, comme toute décision stratégique, le déploiement du système de défense antimissile THAAD n'est pas sans conséquences. Pour saisir la complexité de cette question, une analogie s'est imposée : le THAAD est une rose avec ses épines. Le programme antibalistique sud-coréen seul est jugé insuffisant pour garantir une protection adéquate, mais cette insuffisance peut être comblée par l'intégration en complément du système de défense THAAD. Cette approche combinée répondrait aux attentes de Washington, tout en étant perçue comme plus rassurante pour la Chine.

## À PROPOS DE L'AUTRICE

**Carla Romano** est étudiante à Sciences Po Aix, où elle poursuit un master en Géostratégie, Défense et Sécurité Internationale (GDSI) avec une spécialisation sur la zone asiatique.

# Quelle stratégie japonaise en cas de crise sino-taiwanaise ?

Par Noé Lhomme

## Introduction

En décembre 2021, l'ex premier ministre japonais Shinzo Abe déclarait peu après sa démission : « *une crise à Taiwan est une crise pour le Japon* »<sup>294</sup>, signifiant que toute tentative d'invasion ou de déstabilisation entraînerait forcément de lourdes répercussions sur la stabilité politique, économique et stratégique du Japon. Cette déclaration reflète bien la position inconfortable du pays du Soleil levant, directement concerné par la montée des tensions autour d'une possible réunification de l'île au territoire de la République Populaire de Chine. Elle semble également avoir influencé durablement son parti politique, le parti libéral-démocrate (PLD), dont de nombreux cadres et figures ont effectué des voyages à Taïwan en vue de nouer des contacts stratégiques. Les prises de paroles, visites officielles et signatures de nouveaux accords stratégiques et de sécurité se sont aussi multipliés au niveau gouvernemental entre le Japon et Taïwan depuis 2021.<sup>295</sup> Également, et en réaction à ce contexte géopolitique tendu avec son voisin chinois, le Japon a mis en place depuis fin 2022 une nouvelle stratégie historique de réarmement, visant à rendre les Forces d'Auto-Défense (FAD) capables de répondre aux nouveaux défis sécuritaires. Cette stratégie vient donc rompre avec la position diplomatique traditionnelle du Japon vis-à-vis de la question taïwanaise, ayant toujours préféré éviter d'y répondre directement afin de garantir des relations stables avec ses deux voisins. L'éventail d'options semble ainsi de plus en plus réduit pour le Japon, qui

<sup>294</sup> HIDEHI, Nishimoto. « "L'urgence à Taiwan est l'urgence au Japon" L'ancien Premier ministre Abe donne une conférence en ligne lors d'un symposium à Taiwan ». *Asahi Shinbun* [en ligne], 1<sup>er</sup> décembre 2021. Disponible sur : <https://www.asahi.com/>

<sup>295</sup> MATSUDA, Yasuhiro. « The 2021 Defense White Paper and Japan's Taiwan Policy ». *The National Bureau of Asian Research* [en ligne], 23 décembre 2021. Disponible sur : <https://www.nbr.org/publication/the-2021-defense-white-paper-and-japans-taiwan-policy/>

doit faire face à une Chine de plus en plus menaçante et déterminée à ramener Taiwan dans son giron. Au vu de la proximité géographique des îles Ryukyu (s'étendant du sud entre Kyushu et Taïwan), le territoire japonais serait donc directement concerné par toute tentative d'invasion de Taiwan. Dans cet article, nous nous pencherons donc sur les différentes dimensions et paramètres de la stratégie japonaise actuelle vis-à-vis de la crise sino-taiwanaise. Nous nous demanderons également si le Japon se devrait et serait capable d'intervenir en cas d'invasion de l'île par la République Populaire de Chine.

## Une puissance japonaise en première ligne des tensions sino-taiwanaises

Le contexte actuel en Chine méridionale est tout d'abord devenu de plus en plus dangereux pour le Japon, et ce à cause d'une question taiwanaise de plus en plus explosive et d'un dialogue difficile avec la Chine au sujet des îles Senkaku/Diaoyu<sup>296</sup>, dont la souveraineté est disputée par les deux pays. Le territoire japonais s'étend autour de la mer Jaune en un chapelet d'îles rendant l'accès direct à l'océan Pacifique impossible pour les navires chinois et délimitant au sud les limites de cette mer. Les îles Ryukyu (préfecture d'Okinawa), archipel le plus méridional du Japon, sont les plus proches géographiquement du voisin taiwanais. Même si un bon nombre d'îles ne sont pas habitées et n'abritent que la faune et la flore locale, elles représentent un atout maritime majeur pour le Japon. En effet, et selon la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le Japon bénéficie ainsi d'une Zone Économique Exclusive (ZEE) de 200 milles marins autour des îles en question, et sur laquelle elle a une souveraineté totale. Cependant, un contentieux a émergé dans les années 1970 autour du chapelet d'îles inhabitées des Senkaku/Diaoyu, riches en ressources pétrolières. La Chine, en 1971, a ainsi revendiqué les îles en rejetant les traités préexistants qui y établissaient la souveraineté nippone, dans le but d'en exploiter les ressources fossiles et d'en faire une porte d'entrée vers le Pacifique pour sa Marine. Les ZEE officiellement revendiquées par les deux pays se chevauchent donc. Plus important encore, les zones d'identification de défense aérienne des deux pays, dans

<sup>296</sup> « Les îles Senkaku ». *Ministry of Foreign Affairs of Japan* [en ligne].

lesquelles tout appareil civil est identifié, localisé et contrôlé afin de garantir la sécurité nationale, entrent en conflit territorial. La Chine, afin d'affirmer sa souveraineté sur les îles Senkaku/Diaoyu, a donc drastiquement augmenté sa présence navale dans la zone depuis les années 2010. Les bateaux de pêche venus du continent et les vedettes des garde-côtes chinois franchissent ainsi quotidiennement les frontières maritimes du Japon, en tentant même d'empêcher les pêcheurs japonais d'entrer dans leurs eaux.<sup>297</sup> Si ces nombreuses intrusions n'ont jamais abouti à des escarmouches franches entre les deux voisins, de nombreuses collisions provoquées par les garde-côtes chinois ainsi qu'une augmentation de la présence de la marine chinoise dans la zone fait craindre une escalade. Cette stratégie d'intimidation s'inscrit dans un cadre plus large pour la Chine, qui cherche à raffermir sa souveraineté sur toute la mer Jaune, et en particulier sur Taiwan.



Pékin vise la réunification de l'île d'ici 2049 (centenaire de la proclamation de la République Populaire de Chine), comme le président Xi Jinping l'a réaffirmé lors de son discours du nouvel an 2024.<sup>298</sup> Depuis 2016,

date de l'arrivée au pouvoir du Parti Démocratique Progressiste sous la présidence de Tsai Ing-Wen, la Chine a renforcé sa pression militaire et économique sur l'île voisine. Les incursions des garde-côtes et de la marine chinoise dans les eaux taiwanaises sont quotidiennes. L'intégrité de l'espace aérien taiwanais est également mise sous pression

<sup>297</sup> « China Orders a Japanese Fishing Boat to Leave Waters Near Japan-held Islands Claimed by Beijing ». *AP News* [en ligne], 27 janvier 2024. Disponible sur : <https://apnews.com/article/china-japanese-fishing-boat-east-china-sea-2f06976f0c6b471bc64f6c864c68fd61>

<sup>298</sup> « Xi Jinping Déclare Que La Chine « sera Sûrement Réunifiée », Dans Son Discours Du Nouvel An ». *Le Monde* [en ligne], 31 décembre 2023. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/12/31/xi-jinping-declare-que-la-chine-sera-surement-reunifiee-dans-son-discours-du-nouvel-an\\_6208549\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/12/31/xi-jinping-declare-que-la-chine-sera-surement-reunifiee-dans-son-discours-du-nouvel-an_6208549_3210.html)

régulièrement, les forces de l'Armée Populaire de Libération (APL) procédant à des vagues d'intrusions coordonnées par des dizaines d'appareils militaires<sup>299</sup>. Les manœuvres militaires et simulations d'invasion de l'île par l'armée chinoise se sont aussi multipliées depuis 2016, menant à une montée des tensions globales dans la zone Indo-Pacifique. Également, toute tentative d'invasion de l'île porterait un coup critique aux exportations et importations japonaises (en particulier énergétiques) via les lignes maritimes passant dans la zone et déstabiliserait encore plus une économie nippone déjà fébrile.<sup>300</sup> Le Japon est donc directement concerné par la stratégie chinoise vis-à-vis de Taïwan. Ces tensions ont mené Tokyo à se rapprocher de son voisin taïwanais et à adopter une position diplomatique moins neutre que d'habitude quant à la question taïwanaise. Le Japon a adopté depuis 1972 une politique lui permettant de coopérer avec ses deux voisins tout en se gardant de trop s'immiscer dans la question taïwanaise. Cette année-là, la signature d'un communiqué conjoint entre le Japon et la République Populaire de Chine mit fin aux relations diplomatiques officielles entre Tokyo et Taipei, et en établit de nouvelles auprès de Pékin, désormais reconnu comme seul gouvernement de Chine.<sup>301</sup> Ce changement dans la position officielle japonaise n'interrompt pas pour autant les relations avec Taïwan ; de nombreux liens culturels, économiques et stratégiques existant déjà. Les relations se poursuivirent donc à un niveau non-gouvernemental, le Japon n'ayant que des bureaux de représentation diplomatique sur l'île. La position diplomatique nippone préféra donc rester pour un long moment dans le flou afin de ne pas froisser ces deux acteurs de la question taïwanaise. Le Japon appelait ainsi à une résolution pacifique tout en coopérant de chaque côté du détroit.<sup>302</sup> Cependant, comme nous avons pu le voir plus haut, la stratégie d'intimidation chinoise exercée sur Taïwan et sur les territoires disputés de la mer Jaune a généré de nombreuses craintes du côté japonais. Même si le Japon n'a pas officiellement changé sa position vis-à-vis du statut de Taïwan, de nombreuses

<sup>299</sup> CHEBIL, Mehdi. « Chine-Taïwan : comment Pékin avance ses pions à coups "d'incursion" militaire ». *France 24* [en ligne], 2023.

<sup>300</sup> LEE, Jongsoo. « Taiwan Strait: What Is at Stake and How to Prevent a Conflict ». *The Diplomat* [en ligne], 24 février 2022. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/02/taiwan-strait-what-is-at-stake-and-how-to-prevent-a-conflict/>

<sup>301</sup> « Joint Communique of the Government of Japan and the Government of the People's Republic of China ». *Ministry of Foreign Affairs of Japan* [en ligne], 29 septembre 1972. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/china/joint72.html>

<sup>302</sup> « Japan-China Joint Declaration On Building a Partnership of Friendship and Cooperation for Peace and Development ». *Ministry of Foreign Affairs of Japan* [en ligne], 26 novembre 1998. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/china/visit98/joint.html>

déclarations et visites officielles l'ont aujourd'hui fait évoluer afin d'adresser frontalement cette question. Une délégation parlementaire japonaise s'était ainsi rendue en juillet 2022 à Taipei en coopération avec Taiwan afin de se préparer et de prévenir toute crise potentielle dans la région.<sup>303</sup> La position japonaise penche donc actuellement vers une défense de la souveraineté taiwanaise face à toute tentative de coercition chinoise, ce qui met fin à des décennies de diplomatie non-confliktuelle avec la Chine, et ce malgré des intérêts économiques forts (la Chine est le premier partenaire économique du Japon).<sup>304</sup>

## Un réarmement historique mais limité

Comme nous avons pu le voir, la pression militaire exercée par la Chine sur Taïwan et au sein de la mer Jaune depuis l'élection de Tsai Ing-Wen en 2016 (à cause de ses positions fermes vis-à-vis de la Chine et du statut de Taïwan) force le Japon à adopter une nouvelle stratégie d'endiguement et de prévention des crises. Le gouvernement de Fumio Kishida a ainsi adopté fin 2023 un plan budgétaire historique afin d'améliorer les capacités des Forces d'Auto-Défense de l'archipel. Ce plan budgétaire consiste en une augmentation du budget de la défense de 16 % sur l'année 2024, soit un budget de 55,9 milliards d'US Dollars, le plus important depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.<sup>305</sup> Ce budget annuel vise à acquérir des missiles à longue portée (certains devraient être produits par des entreprises nationales), des missiles défensifs sol-air, des drones ainsi qu'à moderniser les FAD (matériel, méthodes, véhicules, drones, cybersécurité, capacités de projection, etc.). L'un des objectifs les plus symboliquement importants de ce nouveau budget est celui de l'acquisition de missiles à longue portée, qui permettraient selon le livret de défense de 2023 de détruire des bases ennemies et de mieux répliquer en cas d'attaques. L'achat de ces armes vise donc à rendre les FAD capables de toucher des cibles

<sup>303</sup> « Japan parliamentary delegation starts Taiwan visit ». *Ministry of Foreign Affairs of the Republic of China* [en ligne], 28 July 2022. Disponible sur: [https://nsp.p.mofa.gov.tw/nsppe/content\\_tt.php?unit=2&post=222749&unitname=taiwantoday&postname=japanparliamentarydelegationstartstaiwanvisit](https://nsp.p.mofa.gov.tw/nsppe/content_tt.php?unit=2&post=222749&unitname=taiwantoday&postname=japanparliamentarydelegationstartstaiwanvisit)

<sup>304</sup> « Japanese Trade and Investment Statistics | Reports and Statistics - Japan External Trade Organization ». *Jetro* [en ligne], 2024. Disponible sur: <https://www.jetro.go.jp/en/reports/>

<sup>305</sup> TIM, Kelly & SAKURA, Murakami. « Pacifist Japan unveils biggest military build-up since World War Two ». *Reuters.com* [en ligne], 2022. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/pacifist-japan-unveils-unprecedented-320-bln-military-build-up-2022-12-16/>

stratégiques éloignées dans un but d'affaiblissement des capacités militaires ennemies et en dehors du territoire japonais (donc dans un but offensif, en rupture avec la doctrine défensive en place depuis 1945).<sup>306</sup> Les FAD devraient également acquérir de nouveaux bâtiments de guerre (12 frégates furtives de la classe Mogami), moderniser certains bâtiments de guerre (porte-avions et porte-hélicoptères) et construire trois nouveaux bateaux de transport de troupes.

Area		Previous plan (FY2019–FY2023)	Current plan (FY2023–FY2027)
	Stand-off defense capabilities	0.2 trillion yen	5 trillion yen
	Integrated air and missile defense capabilities	1 trillion yen	3 trillion yen
	Unmanned defense capabilities	0.1 trillion yen	1 trillion yen
	Cross-domain operation capabilities (space, cyber, land, maritime, and air equipment)	3 trillion yen	8 trillion yen
	Command and control and intelligence-related functions	0.3 trillion yen	1 trillion yen
	Mobile deployment capabilities/ civil protection	0.3 trillion yen	2 trillion yen
Sustaining and modernizing	Ammunition and guided missiles	1 trillion yen	2 trillion yen (Approx. 5 trillion yen including other areas)
	Repair of equipment, etc.	4 trillion yen	9 trillion yen (Approx. 10 trillion yen including other areas)
	Improving the resiliency of facilities	1 trillion yen	4 trillion yen
	Reinforcing defense production base	1 trillion yen	0.4 trillion yen (Approx. 1 trillion yen including other areas)
	Research and development		1 trillion yen (Approx. 3.5 trillion yen including other areas)
	Others	4.4 trillion yen	6.6 trillion yen
		Planned amount for FY2019–FY2023 <b>17.2 trillion yen</b> (contract-based amount)	Necessary expenditure over the next 5 years <b>43.5 trillion yen</b> (contract-based amount)

Ce pan naval du nouveau budget vise spécifiquement la défense des îles du Sud-Ouest proches de Taiwan, où des troupes devraient rapidement être déployées sur les différents îlots en cas de crise. Comme l'explique le livret 2023 du Ministère de la Défense, ce nouveau budget vise

explicitement une remise à niveau du secteur de la défense japonaise afin de « *faire face à l'environnement sécuritaire le plus dégradé et le plus complexe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au cours de la dernière décennie, les pays voisins du Japon ont renforcé considérablement leurs capacités militaires et ont rapidement étendu et intensifié leurs lancements de missiles et les démonstrations de leur force militaire* ». <sup>307</sup> Les objectifs de ce plan budgétaire sont donc explicitement tournés vers une stratégie de *containment* de la Chine et de ses alliés régionaux (Corée du Nord, Russie). Même si ce plan apparaît extrêmement ambitieux, de nombreux doutes émergent quant aux réelles capacités des FAD. Les premiers obstacles sont d'ordre constitutionnel pour le Japon, qui a renoncé à la guerre depuis le 3 novembre 1946 par l'adoption de l'article 9 de sa nouvelle constitution : « *aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace,*

<sup>306</sup> *Ibid.*

<sup>307</sup> « Japanese Defense Booklet of 2023 (White Paper) ». Ministère de la Défense du Japon [en ligne], 2023. Disponible sur : [https://www.mod.go.jp/en/publ/w\\_paper/wp2023/DOJ2023\\_EN\\_Full.pdf](https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/wp2023/DOJ2023_EN_Full.pdf)

ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux ». La stratégie japonaise d'après-guerre prévoyait donc l'abandon de tout comportement offensif et plafonnait les dépenses militaires à 1% du PIB (le plan budgétaire de Fumio Kishida prévoit de passer à 2 %). L'opinion publique japonaise est par ailleurs toujours opposée massivement à la participation des FAD dans des actions offensives. Également, le recours à la force comme mesure de légitime défense n'est possible qu'en cas de menace à l'intégrité nationale, même si cela englobe les alliés proches du Japon. Ce « droit à la défense collective » a généré beaucoup de débats à la Diète japonaise, et de nombreux partis d'opposition pacifistes pourraient bloquer l'envoi de troupes en cas d'invasion de Taïwan.<sup>308</sup> Ensuite, les réelles capacités des FAD, même après une remise à niveau, sont l'objet de nombreuses critiques. Malgré un équipement de haute qualité (armement, véhicules, technologies) et des standards stratégiques alignés sur ceux des Etats-Unis (chaînes de commandement, stratégie militaire), l'inexpérience presque totale<sup>309</sup> des forces japonaises fait douter vis-à-vis de leur réel impact dans le cadre d'une offensive, voire même dans celui de la défense des îles du sud. Le déséquilibre numérique avec la Chine en cas de confrontation armée serait également un inconvénient majeur pour le Japon, qui pourrait avoir du mal à rivaliser simplement en termes de bâtiments navals et aériens en cas de conflit sur son territoire seulement (ce qui pourrait compromettre une intervention sur le sol taïwanais).

### Quelle implication du Japon en cas d'invasion de Taïwan ?

Les signaux politiques envoyés par le gouvernement Kishida ont donc mis une emphase toute particulière sur son amitié avec Taïwan, qualifiée dans le livret 2022 de la stratégie sécuritaire nationale de « *partenaire extrêmement important et ami précieux* », soulignant ainsi le caractère critique des partenariats en cours entre les deux voisins. Il est important pour Tokyo de faire comprendre que Taïwan est un de ses alliés les plus importants dans

<sup>308</sup> ZHUORAN, Li. « No, Japan Will Not Defend Taiwan ». *The Diplomat* [en ligne], 18 mars 2024.

<sup>309</sup> Les FAD n'ont en effet pris part à aucun conflit de manière offensive depuis leur création. Les champs d'action dans lesquels elles ont été sollicitées sont ceux de l'intervention humanitaire (Sud-Soudan, Iraq), l'aide aux populations victimes de catastrophes naturelles (Japon, Philippines), le maintien de la paix, etc. L'expérience du combat des FAD repose principalement sur les exercices militaires menés avec les alliés du Japon.

la région, et ce afin de pouvoir invoquer son « droit à la défense collective » en cas d'invasion de Taïwan. Cependant, comme nous avons pu le voir, l'application de ce recours à la force devrait faire face à de nombreux obstacles. Si le « droit à la défense collective » était rejeté par la Diète japonaise en cas d'invasion de Taïwan par l'APL, le Japon jouerait tout de même un rôle actif dans la défense de l'île.<sup>310</sup> Ce droit au recours à la force doit donc être approuvé par le parlement japonais, avec le prérequis de considérer la situation comme une menace à l'intégrité nationale. Cependant, nous avons vu que cela générerait de nombreux débats et que certains partis soutenant jusqu'ici le gouvernement Kishida pourraient voter contre une telle résolution (en particulier le Komeito, plus gros parti en dehors du PLD de la majorité parlementaire). La prise de décision serait donc longue, incapacitant le Japon à prendre une décision rapide dans le contexte d'une guerre éclair menée par la Chine (l'objectif est de prendre l'île en quelques semaines, voire quelques jours). Taïwan devrait donc compter dans ce cas sur un soutien immédiat venant des Etats-Unis uniquement. Cependant, le Japon ne serait pas pour autant un acteur neutre. En effet, les Etats-Unis maintiennent depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale environ 85 bases et installations militaires dans l'archipel et disposent d'un contingent de près de 50 000 militaires.<sup>311</sup> Une grande partie de ces bases et du contingent se trouvent dans les îles Ryukyu, près de Taïwan. Les Etats-Unis ont aussi renforcé leurs liens diplomatiques et stratégiques avec Taïwan, et ont renforcé leur présence autour de la mer Jaune afin de prévenir toute tentative d'invasion de l'île par la Chine. Washington a par ailleurs adopté une position très claire sur les risques d'invasion chinoise de l'île, le président Biden ayant assuré en 2022 que l'*US Army* défendrait Taïwan le cas échéant.<sup>312</sup> Si cela se produit, et même si le « droit à la défense collective » n'est pas approuvé, le Japon jouera un rôle clé en servant de base de déploiement aux troupes étatsuniennes. Les bases de l'*US Army* présentes sur le territoire japonais pourraient également être prises pour cible par l'APL afin d'entraver l'intervention étatsunienne. Cela

---

<sup>310</sup> CHOONG, William. « Japan's Intervention in a Taiwan Contingency: It Depends ». *The Diplomat* [en ligne], 24 novembre 2023. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2023/11/japans-intervention-in-a-taiwan-contingency-it-depends/>

<sup>311</sup> HADDAD, Mohammed. « Infographic: History of US Interventions in the Past 70 Years ». *Breaking News* [en ligne], 10 septembre 2021.

<sup>312</sup> BRUNNSTORM, David & HUNNICUTT, Trevor. « Biden Says U.S. Forces Would Defend Taiwan in the Event of a Chinese Invasion ». *Reuters* [en ligne], 19 septembre 2022. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/biden-says-us-forces-would-defend-taiwan-event-chinese-invasion-2022-09-18/>

mènerait le Japon à déployer ses FAD dans un but défensif dans un premier temps, voire même offensif dans le but de prévenir d'autres attaques (utilisation des missiles à longue portée). Si le « droit à la défense collective » est approuvé par la Diète japonaise en cas d'invasion de Taïwan par l'APL, ce qui reste une hypothèse très peu probable, le Japon romprait alors avec 80 années de pacifisme et ses FAD seraient confrontées à la première expérience réelle du combat. Les forces japonaises seraient alors déployées en parallèle des troupes étatsuniennes, menant des opérations conjointes. Le principal défi pour le Japon serait ainsi de garantir la sécurité de ses territoires qui seraient sans doute visés dans la foulée par l'APL (particulièrement les îles Ryukyu). Comme nous avons pu le voir, la situation serait extrêmement tendue pour les FAD<sup>313</sup> qui souffrent d'un important déséquilibre numérique face à la Chine. Les FAD devraient donc être capables de garantir impérativement l'intégrité du territoire japonais tout en menant des opérations de défense à Taïwan, ce qui semble assez difficile. De plus, l'opinion japonaise étant globalement très pacifiste et opposée à toute action offensive de la part de ses FAD, toute menace directe envers son territoire à la suite d'opérations générerait énormément de critiques qui pourraient amener à un retrait rapide de Taïwan.

## Conclusion

Plongé dans un environnement sécuritaire de plus en plus instable, le Japon est aujourd'hui obligé de reconsidérer sa doctrine pacifiste afin de se préparer à l'éventualité d'une crise entre la République populaire de Chine et Taïwan. L'APL intensifie sa pression militaire sur l'île depuis 2016 et affiche officiellement sa volonté de la réunifier au territoire continental le plus tôt possible. En cas de tentative d'invasion de Taïwan, le Japon serait directement menacé sur de nombreux plans : économique (les lignes maritimes étant vitales pour l'économie nipponne), sécuritaire (les îles Ryukyu étant à proximité de l'île), politique, géopolitique, etc. Le Japon a donc progressivement noué des liens diplomatiques et stratégiques forts avec son voisin taïwanais, allant même jusqu'à le considérer comme un allié proche. Ces liens pourraient lui permettre, en théorie,

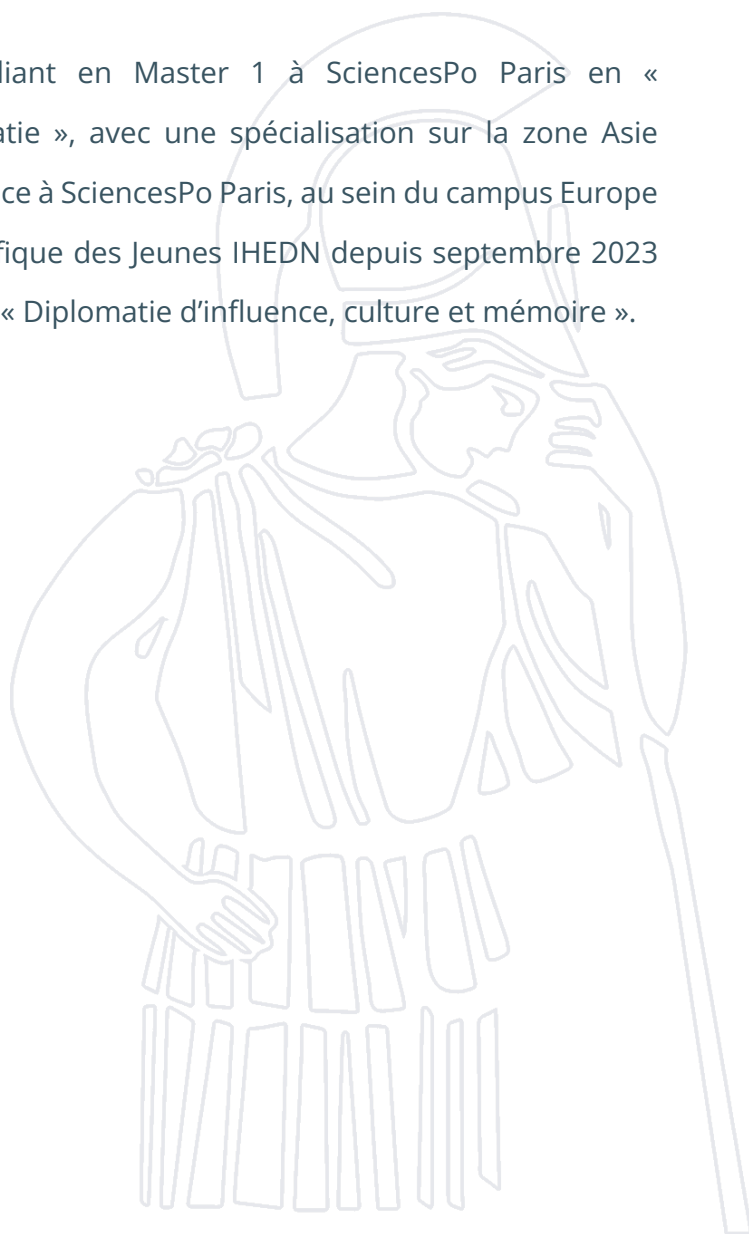
---

<sup>313</sup>ZHUORAN, Li. *Op. cit.*

d'intervenir directement via ses FAD grâce à son « droit à la défense collective ». Ces dernières bénéficient d'ailleurs depuis cette année de la plus importante hausse de budget annuelle depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale afin de les doter des capacités nécessaires pour faire face à la Chine et à ses alliés régionaux. Leur intervention semble cependant assez irréaliste en cas d'invasion de Taïwan seulement, de nombreux obstacles politiques, techniques et sociétaux faisant pencher la balance vers le pacifisme ou l'autodéfense pure et simple. Le Japon jouerait cependant un rôle important en cas d'intervention étatsunienne, servant de base de déploiement dans la région à l'*US Army*.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Noé Lhomme** est actuellement étudiant en Master 1 à SciencesPo Paris en « Gouvernance Internationale et Diplomatie », avec une spécialisation sur la zone Asie Pacifique. Il a également effectué sa licence à SciencesPo Paris, au sein du campus Europe Asie. Il est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN depuis septembre 2023 en tant que responsable adjoint au pôle « Diplomatie d'influence, culture et mémoire ».



# LES IMPACTS INTERNATIONAUX DES RECOMPOSITIONS POLITIQUES



# La résurgence de l'axe Pyongyang - Moscou - Pékin : un nouveau défi dans la région de l'Asie-Pacifique.

*Par Anna-Lisa Dubois*

## Introduction

Il semble que l'ère de la détente (1963-1972) s'efface progressivement pour laisser place à une nouvelle ère caractérisée par la multiplication des crises et la résurgence de conflits latents. L'année 2023 a été marquée par le réveil de ces crises comme en témoignent la guerre en Ukraine, le conflit du Haut-Karabakh ou encore les événements entre Israël et la Palestine... et il se pourrait bien que d'autres crises du siècle dernier ne tardent pas à resurgir. Depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie a dû se replier sur elle-même face à la pression occidentale. Dans cette situation, Moscou s'est naturellement rapproché d'autres gouvernements qui partagent sa méfiance de l'Occident : Pékin et Pyongyang. Malgré l'apparence récente de ce rapprochement, il ne date pas de 2022 et il ne s'agit certainement pas d'un mariage de circonstance. En réalité, la sonnette d'alarme a été tirée dès la guerre froide pour Pyongyang (1948) comme pour Pékin (1992). Bien que les passés récents de la Chine et de la Russie semblent similaires à bien des égards, à l'instar de la Chine communiste sous Mao ou encore des goulags chinois, leurs relations ne s'améliorent véritablement qu'après la chute de l'union soviétique en 1991. Les relations sino-russes ont été historiquement complexes, remontant aux traités inégaux de l'ère tsariste russe qui ont conduit à l'annexion par le Kremlin de certaines régions de l'empire chinois. Les annexions territoriales jugées illégitimes par la Chine sont finalement acceptées en 2004 après plusieurs années de discussion et de coopération. Vladimir Poutine et Xi Jinping se sont vus plus de 40 fois au cours des dix dernières années. Quant aux relations sino-nord-coréennes, elles sont non négligeables et se fondent notamment sur des traités d'amitié et d'assistance mutuelle signés en 1961. La Chine est l'alliée

principale de la Corée du Nord et s'oppose à la réunification des deux Corées. Il s'agit là de considérations purement stratégiques puisqu'avec l'établissement de soldats américains de l'autre côté du 38<sup>e</sup> parallèle, le maintien d'un Pyongyang communiste est vital à la pérennisation des frontières chinoises. Les liens entre la Russie et la Corée du Nord se sont naturellement noués dès 1948, notamment en raison de leurs idéologies communistes. L'offensive soviétique aux côtés de la Corée du Nord contre les forces occidentales ainsi que la reconstruction de

Pyongyang au lendemain de la guerre inachevée (1950 - 1953) ont jeté les bases d'une relation fraternelle (bien que la Russie se soit éloignée de la Corée du Nord après la chute de l'URSS pour se rapprocher de la Corée du Sud tout en maintenant des liens avec Kim Jong-un). Néanmoins, depuis l'invasion russe en Ukraine et les pressions occidentales qui en découlent (ban de l'Europe et gel des avoirs américains), les relations économiques, politiques et diplomatiques entre la RPDC et la Russie n'ont jamais été aussi bonnes. Jusqu'à maintenant le partenaire majeur de la Corée du Nord était Pékin mais ce déséquilibre international qu'engendre l'invasion russe en Ukraine a permis de diversifier les relations diplomatiques nord-coréenne notamment en favorisant l'entente avec Poutine sur la guerre en Ukraine. Depuis sa mise au baignoire, les objectifs principaux de la Russie sont de renforcer ses relations avec la Chine et d'étendre son influence économique et géostratégique dans la région asiatique. La Chine est restée dans un premier temps assez neutre sur la question du soutien à la guerre en Ukraine. La première prise de parole publique, du nouveau ministre chinois de la Défense, Dong Jun, a marqué un tournant en exprimant officiellement le soutien de la Chine à la Russie dans le conflit ukrainien. Il a également déclaré que la Chine ne laissera pas l'Occident entraver sa relation avec la Russie, au cours d'une vidéoconférence avec son homologue russe, Sergueï Choïgou. Il a même critiqué ce qu'il a appelé la « *pression occidentale* » et a exprimé la volonté chinoise d'élever leurs relations militaires à un niveau « *supérieur* ». Sur le plan économique, le soutien chinois à la Russie s'est surtout manifesté par une augmentation significative des échanges commerciaux entre les deux pays, atteignant 240 milliards de dollars en 2023, soit une hausse de 26,3 % par rapport à l'année précédente. C'est ainsi que lors d'un colloque à Pékin en janvier 2024, Fang Ning, l'ancien président de l'Institut

des sciences politiques chinoises, a souligné que le retrait de la Russie en Asie du Nord, en raison des sanctions infligées par l'occident dans le contexte de la guerre en Ukraine, pourrait être le catalyseur de nouvelles crises en Asie. Il a également alerté contre les implications potentiellement délicates d'une alliance avec la Russie, soulignant la nécessité de traiter cette question avec prudence. Malgré l'impact majeur de la guerre en Ukraine sur les relations entre la Corée du Nord, la Russie et la Chine, les poussant à se retirer vis-à-vis de l'Occident et à renforcer leur alliance et leur coopération, cette tendance n'est pas récente. L'émergence actuelle de l'axe Pyongyang-Moscou-Pékin nécessite une attention sérieuse en Asie-Pacifique.

## Coopération au sein de l'axe : un déséquilibre notable

### La coopération commerciale

La Chine, la Corée du Nord et la Russie ont trouvé des terrains d'entente dans divers secteurs économiques, notamment l'énergie, les infrastructures et les technologies de l'information. Les investissements croisés dans des projets d'envergure, tels que la construction de pipelines et le déploiement de la technologie 5G<sup>314</sup>, témoignent de leur volonté commune de renforcer leurs liens économiques. Cette convergence d'intérêts économiques est alimentée par une proximité géographique entre des pays qui partagent des frontières communes et des besoins mutuels en termes de ressources et d'infrastructures<sup>315</sup>. Malgré cette coopération croissante, les relations sino-russes sont également influencées par des dynamiques géopolitiques et géoéconomiques complexes. Les deux pays sont confrontés à des pressions externes, notamment celles des États-Unis, qui cherchent à contenir l'ascension de la Chine et à affaiblir l'influence de la Russie sur la scène internationale<sup>316</sup>. Cette réalité complexe crée des tensions potentielles qui

---

<sup>314</sup> LAURENT, Benjamin. « "Power of Siberia 2" : avant d'accepter le projet de méga-pipeline, la Chine pousse la Russie à multiplier les concessions ». *GEO* [en ligne], 30 mars 2023 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://www.geo.fr/geopolitique/energies-power-of-siberia-2-avant-accepter-projet-mega-pipeline-chine-pousse-russie-a-multiplier-concessions-tarifs-hydrocarbures-217739>.

<sup>315</sup> FRIEDBERG, Aaron L. « L'intensification de la rivalité États-Unis-Chine dans les domaines économique et technologique ». *Chaire grands enjeux stratégiques contemporains - Panthéon Sorbonne* [en ligne], 17 février 2020 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : [https://chairestrategique.pantheonsorbonne.fr/sites/default/files/2020-12/aaron\\_friedberg\\_-\\_article.pdf](https://chairestrategique.pantheonsorbonne.fr/sites/default/files/2020-12/aaron_friedberg_-_article.pdf).

<sup>316</sup> Ibid.

pourraient influencer les décisions économiques et stratégiques des deux parties à l'égard de la scène internationale. L'approfondissement des relations économiques sino-russes soulève des questions importantes liées à l'interdépendance et à la souveraineté nationale<sup>317</sup>. Les deux pays doivent également naviguer avec prudence pour préserver leur autonomie politique et économique. Cette tension entre interdépendance et souveraineté pourrait façonner l'avenir de leur coopération économique et avoir des implications importantes pour la région de l'Asie-Pacifique. Alors que les deux pays défendent une réforme des institutions multilatérales pour refléter l'évolution des équilibres de pouvoir<sup>318</sup>, leur coopération renforcée pourrait remodeler les dynamiques de gouvernance dans la région. Cependant, il reste à voir dans quelle mesure leur partenariat peut influencer l'ordre régional existant et s'ils peuvent surmonter les défis liés à leurs différences idéologiques et politiques. Malgré les défis et les nuances les relations commerciales sino-russes continuent de se renforcer, leur offrant des opportunités économiques mutuelles. L'avenir des relations entre Chine et Russie promet d'être à la fois complexe et préoccupant, façonnant ainsi le paysage économique et géopolitique mondial à venir.

### La coopération militaire

Bien que la Chine et la Russie ne soient pas formellement alliées, il s'agit d'une relation pragmatique entre deux grandes puissances, fondée sur la *realpolitik*. La Chine et la Russie agissent de manière autonome sur le plan stratégique, avec des approches différentes de l'ordre international. Leur coopération militaire s'est intensifiée au fil des années, marquée par des exercices conjoints, des échanges de technologies et un partenariat stratégique complet signé et augmenté. Parallèlement, la Corée du Nord cherche à maintenir une parité militaire avec la Corée du Sud et les forces américaines dans la région, ce qui l'a conduite à explorer des alliances stratégiques avec d'autres

<sup>317</sup> La Tribune. « Les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont atteint un niveau record en 2023 ». *La Tribune* [en ligne], 12 janvier 2024 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://www.latribune.fr/economie/international/les-echanges-commerciaux-entre-la-chine-et-la-russie-ont-atteint-un-niveau-record-en-2023-987659.html>.

<sup>318</sup> Xinhua News Agency. « La Chine publie un plan de réforme des institutions du Parti et de l'Etat ». *Xinhua News Agency* [en ligne], 16 mars 2023 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://french.xinhuanet.com/20230316/27a51bdad6f544b9bc921f73619d40b2/c.html>.

acteurs régionaux<sup>319</sup>. Les manœuvres militaires conjointes entre la Chine et la Russie en mer de Chine orientale en décembre 2022<sup>320</sup>, au large des côtes sud-africaines en février 2023<sup>321</sup>, au large du golfe d'Oman en mars 2023<sup>322</sup>, ainsi que les patrouilles aériennes au-dessus des mers du Japon<sup>323</sup> et de Chine orientale en juin 2023, sont largement motivées par une perception commune de la pression occidentale dans leurs zones d'influence respectives. La Chine déplore notamment le renforcement de la présence américaine en Asie, déjà manifeste sous l'administration Obama avec le pivot asiatique, consolidé sous Trump et Biden par l'identification d'une menace chinoise, notamment dans le cadre de l'OTAN. Ces manœuvres visent donc à renforcer la coopération bilatérale et à faire face à la pression perçue des puissances occidentales dans leurs zones d'influence respectives. La Russie joue un rôle crucial dans le transfert de technologies militaires à la Chine. Depuis l'annexion de la Crimée, la coopération sino-russe dans le domaine de l'armement a connu une relance significative. La Chine bénéficie ainsi de l'expertise technologique russe, renforçant sa position en tant que puissance militaire régionale. Cependant, bien que les deux pays soient des puissances nucléaires, ils n'adoptent pas la même approche en matière de dissuasion. Il est néanmoins important de noter que le niveau de coopération entre la Chine et la Russie est nettement inférieur à celui observé entre les alliés occidentaux. Quant à l'émergence d'une alliance militaire entre la Corée du Nord et la Russie, celle-ci constitue un nouveau chapitre dans les relations internationales de l'Asie de l'Est. Selon le ministre sud-coréen de la Défense, la Corée du Nord a expédié environ 7 000 conteneurs d'armes à la Russie depuis juillet pour soutenir sa guerre contre l'Ukraine. Bien que tous deux soient soumis à des sanctions internationales, la Russie et

<sup>319</sup> PAOLINI, Esther. « Quels pays entretiennent des relations diplomatiques avec la Corée du Nord ? ». *Le Figaro* [en ligne], 26 avril 2018 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://www.lefigaro.fr/international/2018/03/09/01003-20180309ARTFIG00103-quels-pays-entretiennent-des-relations-diplomatiques-avec-la-coree-du-nord.php>.

<sup>320</sup> FOUQUET, Claude. « Moscou annonce des manœuvres navales avec Pékin en Mer de Chine orientale ». *Les Échos* [en ligne], 21 décembre 2022 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://www.lesechos.fr/monde/asi-pacifique/moscou-annonce-des-manoevres-navales-avec-pek-in-en-mer-de-chine-orientale-1890565>.

<sup>321</sup> Africanews. « Afrique du Sud : exercice naval avec la Chine et la Russie en février ». *Africanews* [en ligne], 19 janvier 2023 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://fr.africanews.com/2023/01/19/afrique-du-sud-exercice-naval-avec-la-chine-et-la-russie-en-fevrier/>.

<sup>322</sup> La Tribune. « Golfe d'Oman : la Chine, la Russie et l'Iran mènent des exercices militaires non loin de la mer Rouge ». *La Tribune* [en ligne], 12 mars 2024 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://www.latribune.fr/economie/international/golfe-d-oman-la-chine-la-russie-et-l-iran-menent-des-exercices-militaires-non-loin-de-la-mer-rouge-992737.html>.

<sup>323</sup> Euronews. « Début de nouveaux exercices militaires entre la Russie et la Chine en mer du Japon ». *Euronews* [en ligne], 20 juillet 2023 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://fr.euronews.com/2023/07/20/debut-de-nouveaux-exercices-militaires-entre-la-russie-et-la-chine-en-mer-du-japon>.

la Corée du Nord, avec leurs dirigeants Vladimir Poutine et Kim Jong-un, ont renforcé leurs liens historiques par le biais de réunions diplomatiques et d'échanges d'armements. Les États-Unis ont confirmé les livraisons d'armes de Pyongyang à Moscou, tandis que la Corée du Nord semble recevoir un soutien technique de la Russie dans ses projets militaires. Pyongyang a exprimé son fort soutien à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, affirmant que les liens avec Moscou étaient leur priorité absolue. En retour, Pyongyang cherche un soutien militaire, notamment dans les technologies relatives aux satellites et la modernisation de son équipement militaire d'origine soviétique<sup>324</sup>. La Corée du Nord justifie l'importance de son effort militaire par la nécessité de maintenir une parité militaire avec la Corée du Sud et les forces américaines qui y sont stationnées. Ce désir de puissance militaire a conduit à des pourparlers entre Kim Jong-un et le président russe Vladimir Poutine sur la possibilité pour la Corée du Nord de fournir des armes à la Russie, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine. Assurément, un accord d'armement entre les deux pays semble être une transaction logique. Moscou a un besoin urgent d'armes, notamment de munitions et d'obus, pour la guerre en Ukraine, tandis que Pyongyang dispose d'un surplus de ces équipements. Yang Uk, chercheur à l'Institut asiatique d'études sur les politiques publiques, souligne que même sans un échange direct d'armes, la Russie pourrait soutenir le programme nucléaire de la Corée du Nord en lui fournissant des ressources économiques telles que du pétrole et de la nourriture. Ce soutien financier pourrait renforcer le potentiel militaire de la Corée du Nord, alimentant ainsi les inquiétudes régionales. La rencontre entre les dirigeants en septembre 2023 a renforcé ces avantages mutuels. Vladimir Poutine a évoqué la possibilité d'une assistance russe à la Corée du Nord pour moderniser son équipement spatial, ainsi que l'intérêt de la Russie pour le stock d'obus d'artillerie détenu par la Corée du Nord. De plus, l'ambassadeur russe à Pyongyang a suggéré la participation de travailleurs nord-coréens à la reconstruction des régions dévastées de l'est de l'Ukraine, renforçant ainsi les liens entre les deux pays. Cependant, les États-Unis et la Corée du Sud

---

<sup>324</sup> Le Parisien. « Guerre en Ukraine : la Corée du Nord a envoyé 7 000 conteneurs d'armes à la Russie, affirme Séoul ». *Le Parisien* [en ligne], 18 mars 2024 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://www.leparisien.fr/international/guerre-en-ukraine-la-coree-du-nord-a-envoye-7-000-conteneurs-darmes-a-la-russie-affirme-seoul-18-03-2024-TOYDPVZDKRGZRJATMDPBSX2VOU.php>.

s'inquiètent des implications d'un tel accord pour la stabilité régionale. Les services de renseignement sud-coréens ont rapporté des suggestions de la part du ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, concernant des exercices navals conjoints entre la Russie et la Corée du Nord. Ces propositions suscitent des inquiétudes en Corée du Sud, qui craint une escalade des tensions dans la région. En outre, la possibilité que la Russie fournisse à la Corée du Nord une technologie ou des connaissances en matière d'armes nucléaires est une source d'inquiétude majeure. Bien que la coopération à ce niveau semble improbable pour le moment, elle pourrait représenter une menace stratégique pour la région si elle devait se concrétiser. Enfin, malgré les spéculations sur une coopération militaire entre la Corée du Nord et la Russie, les deux pays ont jusqu'à présent nié toute suggestion en ce sens. Il est probable que toute alliance tactique entre ces deux acteurs majeurs soit maintenue discrète pour éviter les répercussions diplomatiques. En conclusion, la coopération militaire trilatérale entre la Chine, la Corée du Nord et la Russie représente un élément clé du paysage géopolitique de l'Asie de l'Est. Alors que cette collaboration offre des opportunités stratégiques, elle soulève également des questions importantes quant à son impact sur la stabilité régionale et mondiale. Il est impératif pour la communauté internationale de surveiller de près ces développements et de travailler à promouvoir un dialogue constructif entre les parties concernées pour garantir la paix et la sécurité dans la région.

### **Front diplomatique commun face à l'Occident**

L'année 2012 fut un tournant dans les relations entre Pyongyang et Moscou avec la décision de Poutine d'annuler 90% de la dette nord-coréenne<sup>325</sup> (pour un montant de 8,4 milliards d'euros) puis de financer de nombreux projets d'infrastructures pour équiper le pays au niveau de l'électricité, de la santé et de l'éducation. Les deux dirigeants se sont à nouveau rencontrés en 2019 pour rappeler les liens qui unissent les deux nations et ont

---

<sup>325</sup> Libération. « Moscou efface 90% de l'ardoise de Pyongyang ». *Libération* [en ligne], 18 septembre 2012 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : [https://www.liberation.fr/planete/2012/09/18/moscou-efface-90-de-l-ardoise-de-pyongyang\\_847108/](https://www.liberation.fr/planete/2012/09/18/moscou-efface-90-de-l-ardoise-de-pyongyang_847108/).

confirmé l'établissement d'assistance mutuelle<sup>326</sup>. Avec l'escalade du conflit en Ukraine, Kim Jong-un n'a pas hésité à se placer du côté de la Russie, un soutien presque évident puisqu'aux yeux des nord-coréens l'OTAN est perçu comme un instrument de l'impérialisme américain. L'arrivée en Corée du Nord du ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, en juillet 2023 pour inspecter les avancées de l'industrie militaire marque un tournant significatif. C'est une réponse claire aux besoins croissants de la Russie en armement, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine. Cette nécessité est corroborée par des analyses d'images satellites qui ont révélé des livraisons de conteneurs d'armes en provenance de la Corée du Nord vers la Russie.

## **Perturbation de l'harmonie régionale**

### **Influence sur les politiques dans la région Asie-Pacifique**

La guerre en Ukraine a agi comme un catalyseur dans la transformation des dynamiques géopolitiques en Asie centrale, illustrant un changement significatif dans l'équilibre des pouvoirs entre la Russie et la Chine dans la région. Historiquement, la Russie a exercé une influence dominante en Asie centrale, notamment en raison de liens historiques, culturels et économiques profonds résultant de l'ère soviétique. Cependant, les récentes actions de la Russie en Ukraine ont provoqué une réévaluation de cette relation par les pays d'Asie centrale, qui cherchent à diversifier leurs partenariats pour réduire leur dépendance à l'égard de Moscou. La montée en puissance de la Chine en tant qu'acteur majeur dans la région est particulièrement manifeste avec l'organisation par Pékin d'un sommet régional excluant la Russie. Cette initiative souligne la volonté de la Chine de s'imposer comme un acteur incontournable dans la région et de promouvoir son projet des nouvelles routes de la soie, centré sur l'intégration économique et les infrastructures. En revanche, la Russie voit son influence décliner, en partie à cause de l'isolement

---

<sup>326</sup> La Tribune. « La Russie renforce ses liens avec la Corée du Nord « sur tous les plans » ». *La Tribune* [en ligne], 17 novembre 2023 [consulté le 11/11/2024]. Disponibilité et accès : <https://www.latribune.fr/economie/international/la-russie-renforce-ses-liens-avec-la-coree-du-nord-sur-tous-les-plans-983491.html>.

diplomatique résultant de ses actions en Ukraine, mais aussi en raison de l'émergence de nouveaux acteurs économiques et politiques dans la région.

### **Impact sur l'équilibre régional des puissances**

La concurrence entre la Chine et la Russie pour influencer l'Asie centrale a des implications majeures pour la stabilité et la sécurité régionales. Alors que la Russie continue de considérer l'Asie centrale comme une sphère d'influence naturelle, la Chine propose une alternative économique et d'infrastructure attrayante, offrant aux pays de la région de nouvelles opportunités de développement. Cette compétition pourrait également stimuler une réorientation politique chez les dirigeants d'Asie centrale, qui pourraient être incités à diversifier leurs alliances et à rechercher des partenariats bénéfiques sur le long terme. En outre, l'impact des sanctions occidentales contre la Russie crée un contexte économique complexe pour la région. Alors que certains pays d'Asie centrale cherchent à contourner ces sanctions en renforçant leurs liens commerciaux avec la Russie, d'autres sont attirés par les opportunités offertes par la Chine et d'autres acteurs régionaux. Cette situation soulève des questions sur la capacité de la Russie à maintenir son influence dans la région, notamment face à la concurrence croissante de la Chine et d'autres puissances émergentes. Ainsi, la dynamique évolutive des relations sino-russes en Asie centrale reflète les changements plus larges qui se produisent sur la scène géopolitique mondiale. Alors que la Russie cherche à maintenir sa position dominante dans la région, la Chine émerge comme un concurrent sérieux, offrant aux pays d'Asie centrale de nouvelles opportunités économiques et politiques. L'issue de cette compétition aura des répercussions durables sur la stabilité et la prospérité de l'Asie centrale, ainsi que sur les relations entre la Russie, la Chine et la Corée du Nord.

### **Réponses des acteurs internationaux**

#### **Réaction de la scène internationale**

De nombreux régimes de sanctions ont été instaurés par les États-Unis, l'ONU et l'Union européenne en réaction aux tirs balistiques et aux essais nucléaires de Pyongyang. D'autres nations, telles que le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, ont également imposé des sanctions. Initialement, l'objectif des États-Unis était de fragiliser l'économie nord-coréenne dans l'espoir de renverser le régime. Cependant, en 2015, le bureau des experts de l'ONU chargé de vérifier l'application des résolutions a reconnu l'inefficacité de ces sanctions. En revanche, ces mesures pénalisent la population nord-coréenne. La résilience de la Corée du Nord repose sur une réalité simple : elle a si peu qu'elle n'a rien à perdre, et elle s'est adaptée pour supporter les privations au point que le régime exploite ces votes de l'ONU pour renforcer la cohésion du peuple contre l'Occident. L'alliance de Kim Jong-un avec la Russie s'inscrit dans un nouvel équilibre mondial porté par la Russie et la Chine.

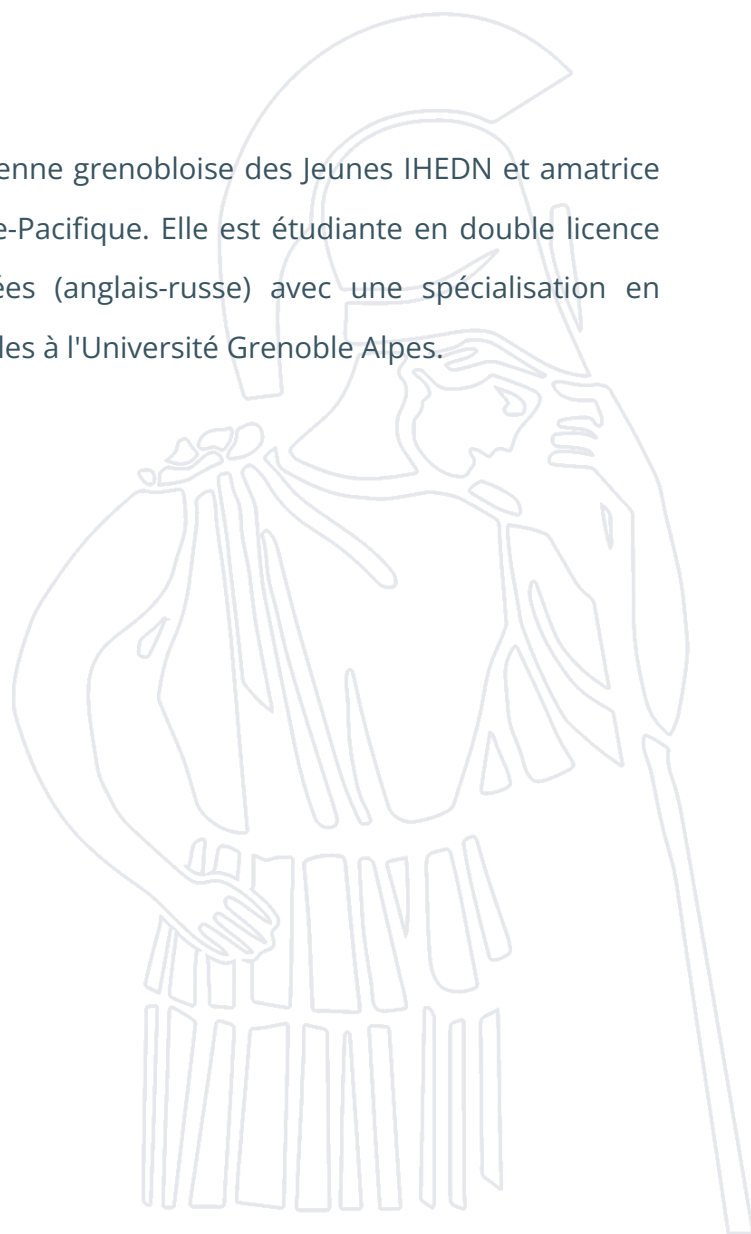
### **Des dialogues de sourds avec l'Occident ?**

En 2019, l'objectif de l'Élysée semblait être d'arrimer la Russie à l'Europe, dans l'espoir d'éloigner la Russie de la Chine et d'éviter qu'elle ne se replie sur elle-même. Pourtant, les événements ont pris une tournure différente, avec l'Europe qui semble désormais vouloir se rapprocher de la Chine pour éloigner Moscou. Lors de sa visite en Chine en décembre 2022, le président du Conseil européen, Charles Michel, a exhorté Xi Jinping à utiliser son influence sur la Russie pour qu'elle respecte la Charte des droits fondamentaux, une demande déjà formulée par les représentants de l'UE lors du sommet Chine-UE d'avril 2022. Même lorsque, au cours du premier semestre de 2023, de nombreux dirigeants européens ont effectué des visites officielles à Pékin, dont le président français qui affirmait « *pouvoir faire confiance à la Chine pour ramener la Russie à la raison* », aucun signe n'indique que la Chine remet en question son alliance avec la Russie pour l'instant. Aucune condamnation de la Russie n'a été prononcée concernant la question ukrainienne, et la Chine refuse systématiquement de qualifier les actions russes de « guerre » ou « d'invasion ». Il semble que la Chine cherche simplement à satisfaire ses interlocuteurs européens, et la diplomatie européenne continue de croire qu'elle peut influencer la position chinoise face à la Russie. En réalité, la Chine sait qu'en renforçant

son partenariat économique avec la Russie, elle s'expose à des sanctions secondaires et risque de voir ses relations économiques avec l'UE se détériorer. Le volume des échanges commerciaux avec la Russie (190 milliards de dollars en 2022) est bien en deçà de ceux avec l'UE (850 milliards) et les États-Unis (691 milliards). Dans ce contexte, il est logique de s'attendre à un ajustement de la position de la Chine. Cependant, pour l'instant, cela ne s'est pas produit, car le facteur économique n'est pas le moteur principal pour la Chine aujourd'hui ; il s'agit plutôt de la rivalité sino-occidentale. Dans ce contexte, les dialogues avec l'Occident semblent rester vains, car cette rivalité guide les affaires internationales de la Chine et il est peu probable qu'elle s'éloigne de la Russie pour le moment.

## À PROPOS DE L'AUTRICE

**Anna-Lisa Dubois** est membre de l'antenne grenobloise des Jeunes IHEDN et amatrice des dynamiques internationales en Asie-Pacifique. Elle est étudiante en double licence Droit et Langues Étrangères Appliquées (anglais-russe) avec une spécialisation en Administration et Relations Internationales à l'Université Grenoble Alpes.



# Quand une crise en cache une autre, quel avenir pour le Pakistan ?

Par Killian Menery

## Introduction

Que se passe-t-il au Pakistan ? Depuis la partition des Indes britanniques et son indépendance en 1947, l'histoire du Pakistan consiste en une succession de crises entremêlées de l'influence de l'institution militaire. Deuxième pays musulman au monde, septième puissance mondiale à avoir acquis la bombe nucléaire, géographiquement placée au cœur des tensions géopolitiques : la puissance du Pakistan n'est pas un débat. Encore faudrait-il avoir les moyens d'affirmer cette puissance et de l'utiliser comme un levier dans le concert des nations. Toutefois, aujourd'hui, la situation du pays est très préoccupante : non seulement le Pakistan sombre actuellement dans une crise économique sans précédent mais en plus l'influence continue des groupes terroristes remet en cause la capacité de l'État à garantir l'ordre et la sécurité. Face à cela, se trouve une classe politique déchirée, à l'image de la société pakistanaise. Dissoute en août 2023, l'Assemblée nationale pakistanaise devait être renouvelée en novembre 2023, soit 90 jours après<sup>327</sup>. Cependant, ces élections ont été reportées en février 2024 à cause d'instabilités (politique, sécuritaire) et de la menace terroriste. Ces élections sont l'occasion de donner un nouveau visage au Pakistan et dessiner les contours de l'agenda politique pour les cinq années à venir. Trois personnages clés se disputent le pouvoir : Imran Khan, Nawaz Sharif et Bilawal Bhutto Zardari. Ces trois hommes détiennent le futur des 240 millions de pakistanais et un nouveau gouvernement sera issu du choix des possibles 129 millions de votants<sup>328</sup>. Il s'agira alors de se demander en quoi les élections

---

<sup>327</sup>RAZA, Syed Irfan. « National Assembly to be dissolved on August 9 ». *Dawn.com* [en ligne], 4 septembre [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.dawn.com/news/1768266>.

<sup>328</sup>JABBAR, Javed. « Pakistan's Electoral System – an Illusion of True Representation ». *Dawn.com* [en ligne], 5 février 2024 [consulté le 06/02/2024]. Disponible sur : <https://www.dawn.com/news/1809298/pakistans-electoral-system-an-illusion-of-true-representation>.

pakistanaïses, et leurs résultats, sont le reflet des enjeux majeurs auxquels est confrontée la population depuis ces dernières années. S'il est nécessaire d'étudier les résultats des élections pour comprendre les attentes et aspirations de la population pakistanaïse (I), il faudra également analyser les différents enjeux (politiques, sécuritaires et internationaux) auxquels sera confronté le nouveau gouvernement pakistanaïse (II).

## La batte de cricket d'Imran Khan n'a pas encore joué son dernier match<sup>329</sup>

Le Pakistan a vécu près de la moitié de ses 77 années sous un régime autoritaire, avec trois coups d'État militaires : 1958 (Ayub Khan), 1977 (Zia-Ul-Haq) et 1999 (Pervez Musharraf)<sup>330</sup>. Avec une succession de militaires et civils au pouvoir, la vie politique pakistanaïse s'est montrée très agitée. Le spectre de l'institution militaire est présent et est accusé de tirer les ficelles dans les élections de 2024. Prévues pour avril 2023, les élections au Punjab ont été reportées en octobre, puis reportées de 4 mois, pour se tenir début février 2024. Les principales raisons données concernent des conditions climatiques défavorables pour faire campagne impactant la participation au scrutin, ainsi que les risques terroristes et des « conditions de sécurité actuelles » dégradées<sup>331</sup>. Après la motion de censure, le parti d'Imran Khan, qui gouverne deux provinces, décide de dissoudre les deux parlements régionaux en décembre 2022 en contestation et pour créer une pression politique<sup>332</sup>. Alors que la Cour Suprême pakistanaïse a demandé que les périodes d'élections respectent le délai de 90 jours prévu par la Constitution, la coalition au pouvoir a fait fi de cet ordre sous prétexte de vouloir refonder les circonscriptions électorales en se fondant sur le recensement effectué. Ce contournement de la constitution pose question, surtout que les oppositions prennent

<sup>329</sup>Imran Khan est un ancien joueur de cricket. De notoriété nationale et internationale, il a mené l'équipe pakistanaïse à la victoire de la coupe du monde en 1992. Depuis ses débuts en politique, le symbole de son parti politique est la batte de cricket, en référence à son passé sportif.

<sup>330</sup>LOUIS, Olivier. *Histoire du Pakistan de 1947 à nos jours. Un lent cheminement vers l'abîme ?* L'Harmattan, 2014, 268 pages.

<sup>331</sup>Traduction de l'auteur : « prevailing security conditions ». Dans : HUSSAIN, Abid. « Pakistan's Senate approves resolution to delay February 8 general elections ». *Aljazeera.com* [en ligne], 5 janvier 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/5/pakistan-senate-approves-resolution-to-delay-february-8-elections-reports>.

<sup>332</sup>IRFAN, Wara. « Why elections are taking place in 2024 instead of last year ». *Dawn.com* [en ligne], 26 janvier 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.dawn.com/news/1804989/why-elections-are-taking-place-in-2024-instead-of-last-year>.

ces reports comme un « stratagème pour retarder les élections » (notamment les partisans d'Imran Khan) mais aussi de retourner la situation sécuritaire difficile du pays à leur avantage<sup>333</sup>. De plus, ces élections soulèvent la question de la mobilisation. Rappelons que sur les 11 dernières élections législatives, 6 ont eu un taux de participation aux alentours des 45%<sup>334</sup>. La question de la participation est d'autant plus importante que cette élection est entachée de possibles irrégularités et de la crainte de « trucages préélectoraux » selon la Commission des droits humains au Pakistan<sup>335</sup>. Sur internet, les pakistanais ironisent en appelant les législatives les « élections des généraux »<sup>336</sup>, alors que dans le même temps les réseaux internet du pays sont paralysés et coupés<sup>337</sup>. Malgré une pluralité apparente des partis politiques, les choix sont limités puisque deux familles entretiennent et alternent l'usage du pouvoir au Pakistan (les Sharif et les Bhutto), même si un nouveau personnage clé est apparu : Imran Khan. Cela renforce les clivages politiques et le sentiment désabusé des électeurs pakistanais qui voient trois partis comme étant les mieux placés pour remporter ces élections. Ces trois formations politiques sont le *Pakistan Tehreek-e-Insaf* (PTI) d'Imran Khan, *Pakistan Muslim League* (PML-N) de Shehbaz Sharif et le *Pakistan People's Party* (PPP) de Bilawal Bhutto Zardari. Le premier est fondé en 1996 par Imran Khan et connaît ses premiers succès politiques à partir de 2013 jusqu'à l'accès au pouvoir en 2018. Le PTI est considéré comme un parti attrape-tout, mêlant nationalisme pakistanais et réformisme de l'État. Toutefois le PTI est dans une situation délicate. Son *leader*, Imran Khan, Premier ministre de 2018 à 2022, est évincé du pouvoir après une motion de censure, après avoir perdu le soutien de l'armée, et est emprisonné depuis août 2023 pour la divulgation de secret d'État. Ce secret d'État concerne un télégramme diplomatique envoyé par l'Ambassadeur pakistanais aux Etats-

<sup>333</sup>Traduction de l'auteur: « *ploy to delay the polls* ».

<sup>334</sup>JABBAR, Javed. *Op. cit.*

<sup>335</sup>SCHUPP, Andrée. « Au Pakistan, l'absence d'Imran Khan aux élections fait craindre le pire ». *L'express.fr* [en ligne], 8 janvier 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.lexpress.fr/monde/asia/au-pakistan-labsence-dimran-khan-fait-craindre-le-pire-BHG2ZZ6TOBH3JJOKO4AWZ5VV6A/>.

<sup>336</sup>JACINTO, Leela. « Au Pakistan, les militaires sortent-ils renforcés des élections » *france24.com* [en ligne], 10 février 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur :

<https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20240210-au-pakistan-les-militaires-sortent-ils-renforcés-des-élections>.

<sup>337</sup>France 24, et Agence France Presse. « Pakistan internet disrupted as opposition launches election campaign ». *France24.com* [en ligne], 7 janvier 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.france24.com/en/live-news/20240107-pakistan-internet-disrupted-as-opposition-launches-election-campaign>.

Unis<sup>338</sup>, qui contiendrait selon Khan la preuve d'un complot de l'armée pakistanaise et des Etats-Unis pour le tenir hors du pouvoir<sup>339</sup>. De fait, la Commission électorale du Pakistan interdit la candidature de Khan aux élections de février, tout comme le symbole de son parti et nombre de candidats du PTI<sup>340</sup>. Khan et Shah Mahmood Qureshi (Ministre des Affaires étrangères de Khan) sont condamnés à 10 ans de prison le 30 janvier 2024 pour la divulgation de documents classifiés, ainsi que 5 années d'inéligibilité pour Imran Khan<sup>341</sup>. Le lendemain, il est condamné à de la prison avec son épouse, puis condamné à nouveau en février<sup>342</sup>. Concernant le PML-N, le parti est fondé en 1993 et est issu d'une scission avec la *Pakistan Muslim League*, parti historique créé en 1906. Ce parti fait preuve d'une dualité : libéral sur les questions économiques mais considéré comme conservateur, voire islamique sur les questions de société. Il est aujourd'hui dirigé par Shehbaz Sharif (Premier ministre 2022-2023) et frère de Nawaz Sharif (Premier ministre 1990-1993, 1997-1999 et 2013-2017). L'actuel candidat du parti pour gouverner le Pakistan est Nawaz Sharif, considéré comme le favori de l'armée. Il est revenu au Pakistan en octobre 2023 après un exil forcé de 4 ans pour des accusations de corruption. Dès son arrivée au Pakistan, Nawaz Sharif a été acquitté des charges retenues contre lui par le *National Accountability Bureau* (institution fédérale chargée de la lutte contre la corruption)<sup>343</sup>. Enfin, la fondation du PPP remonte à 1967 par Zulfikar Ali Bhutto (Président 1971-1973, Premier ministre 1973-1977). Le PPP est considéré comme un parti se réclamant du socialisme islamique, membre de l'internationale socialiste<sup>344</sup>. L'actuel

<sup>338</sup>News Agencies. « Pakistan's Imran Khan gets bail in state secrets case ahead of key election ». *Aljazeera.com* [en ligne], 22 décembre 2023 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2023/12/22/pakistans-imran-khan-gets-bail-in-state-secrets-case-ahead-of-key-election>.

<sup>339</sup>Courrier international. « Élections. Au Pakistan, dix ans de prison pour Imran Khan, l'ancien Premier ministre ». *courrierinternational.com* [en ligne], 30 janvier 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/elections-au-pakistan-dix-ans-de-prison-pour-imran-khan-l-ancien-premier-ministre>.

<sup>340</sup>HUSSAIN, Abid. « Pakistan's Senate approves resolution to delay February 1 general elections » Op. cit. Disponible sur <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/5/pakistan-senate-approves-resolution-to-delay-february-8-elections-reports>.

<sup>341</sup>Le Monde, et Agence France Presse. « Pakistan : l'ex-premier ministre Imran Khan condamné à dix ans de prison ». *Le Monde.fr* [en ligne], 30 janvier 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/30/pakistan-l-ex-premier-ministre-imran-khan-condamne-a-dix-ans-de-prison\\_6213863\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/30/pakistan-l-ex-premier-ministre-imran-khan-condamne-a-dix-ans-de-prison_6213863_3210.html).

<sup>342</sup>Imran Khan et son épouse sont condamnés à 14 ans de prison pour corruption. Le 3 février, il est condamné à 7 ans de prison pour son mariage considéré comme illégal avec sa femme, en vertu des lois islamiques.

<sup>343</sup>SIDDIQUI, Zain. « A time for despair? » *Dawn.com* [en ligne], [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.dawn.com/news/1802299>.

<sup>344</sup>Perspective Monde. « Brève présentation des principaux parts – Pakistan ». *Perspective.usherbrooke.ca* [en ligne], [consulté le 15/02/2024], Université de Sherbrooke. Disponible sur : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMListePartisOrientation?codePays=PAK>.

dirigeant est Bilawal Bhutto Zardari, fils de Benazir Bhutto (première femme Premier ministre 1988-1990, 1993-1996). Après de fortes tensions autour des élections, les résultats ont trompé les sondages. Alors que le PTI, interdit officiellement, était prédit comme concurrencé par ses rivaux, ses candidats indépendants ont fait de meilleurs scores que prévu. A l'inverse, le PML-N, considéré comme le grand favori des élections, a obtenu des résultats décevants. Le PTI est arrivé en tête avec 93 députés *indépendants*. Puis, le PML-N arrive second avec 75 sièges, et le PPP avec 54 députés<sup>345</sup>. Le report des élections n'a pas eu de conséquence sur la mobilisation. Le taux de participation était de 48%<sup>346</sup>, soit près de 60.8 millions de pakistanais qui se sont rendus aux urnes sur 129 millions de votants<sup>347</sup>. Par rapport aux dernières élections en 2018, 6 millions de pakistanais en plus ont décidé d'aller voter<sup>348</sup>. Le *lion du Pendjab* (Nawaz Sharif) n'a pas réussi son pari puisque son parti n'a pas la majorité nécessaire pour gouverner seul et qu'il est arrivé deuxième, derrière des candidats indépendantistes soutenus par le PTI, comme le montre la figure 1. Pour autant, le PML-N peut se rattraper, en effet il y a 70 députés élus à la proportionnelle en fonction des groupes politiques arrivés en tête. 10 élus représentent les minorités religieuses hors islam et 60 sièges sont exclusivement réservés aux femmes, ces quotas ne peuvent être donnés aux candidats indépendants puisqu'ils ne font partie d'aucun parti politique<sup>349</sup>. Malgré cela, le compte ne permet pas à Nawaz Sharif de gouverner seul et doit négocier avec d'autres partis pour former une coalition : « *Nous ne disposons pas d'une majorité suffisante pour former un gouvernement sans le soutien d'autres partis et nous invitons nos alliés à rejoindre la coalition afin que nous puissions déployer des efforts communs pour sortir le Pakistan de ses problèmes* » déclare-t-

<sup>345</sup> DAVIES, Caroline. « Pakistan election : Imran Khan's rivals PML-N and PPP reach deal to form government ». *Bbc.com* [en ligne], 13 février 2024 [consulté le 13/02/2024]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-asia-68287508>

<sup>346</sup> « Voters 'turnout remain 48 percent in election : FAFEN report » *Nation.com.pk* [en ligne], 10 février [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur :

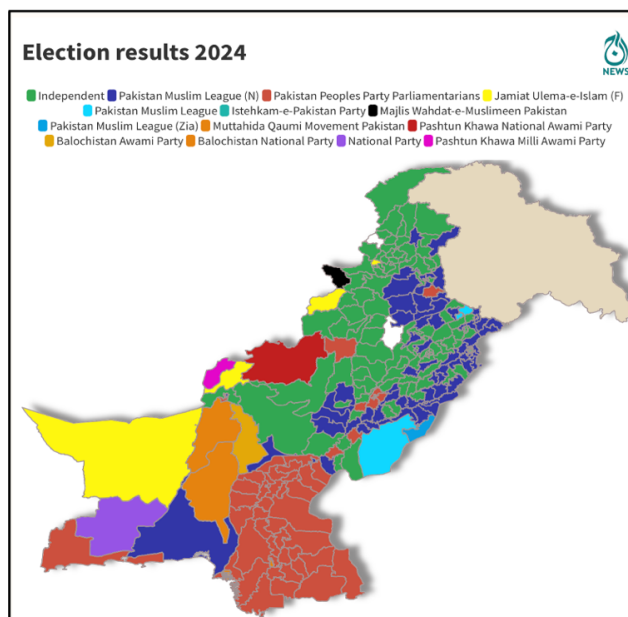
<https://www.nation.com.pk/10-Feb-2024/voters-turnout-remain-48-percent-in-election-fafen-report>.

<sup>347</sup> IRFAN Wara, KHAN ATIQ Aniq et FAZAL Awa. « Pakistan's elections in numbers – low turnout, gender inequality and voting mishaps » *Dawn.com* [en ligne], 19 février 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : <https://www.dawn.com/news/1814162/pakistans-elections-in-numbers-low-turnout-gender-inequality-and-voting-mishaps>.

<sup>348</sup> *ibid.*

<sup>349</sup> LANDRIN, Sophie. « Au Pakistan, malgré sa victoire, le parti d'Imran Khan ne pourra pas former de gouvernement ». *Lemonde.fr* [en ligne], 10 février 2024 [consulté le 15/02/2024]. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/10/au-pakistan-malgre-sa-victoire-le-parti-d-imran-khan-ne-pourra-pas-former-de-gouvernement\\_6215831\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/10/au-pakistan-malgre-sa-victoire-le-parti-d-imran-khan-ne-pourra-pas-former-de-gouvernement_6215831_3210.html).

il à ses partisans<sup>350</sup>. Des négociations ont conclu un accord de coalition entre Nawaz Sharif du PML-N et Bilawal Bhutto Zardari du PPP<sup>351</sup>.



Business Recorder. « Pakistan General Elections 2024 ». [Brecorder.com](https://www.brecorder.com)

Cet accord n'est pas une surprise puisque les deux partis avaient déjà formé une coalition de 2022 à 2023 à la suite de la motion de censure d'Imran Khan. Le PPP ne devrait pas entrer au gouvernement mais aurait demandé en contrepartie de son soutien le poste de Président de la République attribué à Asif Ali Zardari (Président 2008-2013, et accessoirement ancien mari de Benazir Bhutto et le père de Bilawal Bhutto Zardari)<sup>352</sup>, et la présidence de la chambre haute du Parlement et la présidence de deux provinces. En plus, le PPP a prévenu que sa participation à la coalition ne serait pas systématique mais se ferait au cas par cas. Des points de divergence se font déjà connaître entre le PML-N et le PPP, notamment sur les questions budgétaires et financières. Les deux partis n'ont pas les mêmes orientations politiques, surtout lorsqu'il est question du programme de redressement du FMI et du soutien aux entreprises publiques déficitaires (plutôt

<sup>350</sup>JACINTO, Leela. *Op. cit.*

<sup>351</sup>DAVIES, Caroline. *Op. cit.*

<sup>352</sup> Le Figaro et Agence France Presse. « Pakistan : l'ancien premier ministre Sharif en passe de revenir au pouvoir après un accord entre les rivaux de Khan ». [Lefigaro.fr](https://www.lefigaro.fr/flash-actu/pakistan-l-ancien-premier-ministre-sharif-en-passe-de-revenir-au-pouvoir-apres-un-accord-entre-les-rivaux-de-khan-20240221) [en ligne], 21 février 2024 [consulté le 22/02/2024]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/pakistan-l-ancien-premier-ministre-sharif-en-passe-de-revenir-au-pouvoir-apres-un-accord-entre-les-rivaux-de-khan-20240221>.

privatisation pour le PML-N et nationalisation pour le PPP)<sup>353</sup>. Shehbaz Sharif, Premier ministre sortant et finalement candidat de la coalition, aura fort à faire.

## Les défis majeurs du futur gouvernement pakistanais

### La situation économique désastreuse du Pakistan : « un pays sous perfusion d'aide internationale »<sup>354</sup>.

Les difficultés économiques remontent aux années 90 où le Pakistan était embourbé dans une lutte de pouvoirs internes alors que dans le même temps l'Inde ouvrait ses marchés<sup>355</sup>. De nos jours, l'architecture économique du Pakistan fait face à des défis majeurs : une croissance anémique (2.5 % de croissance annuelle en 2023<sup>356</sup>), un endettement croissant (207 milliards de dollars, soit 73 % du PIB pakistanais<sup>357</sup>), une inflation très forte (23 % en février 2024<sup>358</sup>), une dette extérieure importante (130 milliards de dollars<sup>359</sup>)<sup>360</sup>. Ces chiffres catastrophiques sont couplés à un régime fiscal inégal et des conditions économiques peu favorables. Du fait de ces conditions économiques compliquées, le Pakistan dépend beaucoup de l'aide internationale. Près de 45 milliards de dollars (période 2000-2020, soit 2.5 milliards/an) lui ont été attribués par des organisations internationales (notamment la Banque Mondiale ou la Banque Asiatique de

<sup>353</sup> Reuters. « Le Pakistan s'apprête à vivre des "montagnes russes" après l'accord conclu entre les partis ». *Zonebourse.com* [en ligne], 21 février 2024 [consulté le 22/02/2024]. Disponible sur : <https://www.zonebourse.com/cours/action/PAKISTAN-INTERNATIONAL-AI-20699252/actualite/Le-Pakistan-s-apprete-a-vivre-des-montagnes-russes-apres-l-accord-conclu-entre-les-partis-45998710/>.

<sup>354</sup> Direction Générale du Trésor. « Pakistan – Financement des infrastructures ». *Ministère français de l'économie, des finances et de la souveraineté numérique et industrielle* [en ligne], 1 décembre 2023 [consulté le 18/03/2024]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2023/12/01/pakistan-financement-des-infrastructures>.

<sup>355</sup> CHAUDET, Didier. « Pakistan : des élections sur fond de crise économique, sécuritaire et diplomatique ». *radiofrance.fr* [en ligne], 9 février 2023 [consulté le 10 mars]. Disponible sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-internationaux/pakistan-des-elections-sur-fond-de-crise-economique-securitaire-et-diplomatique-4428846>.

<sup>356</sup> LODHI, Maleeha. « Tougher challenge lies ahead ». *Dawn.com* [en ligne], 8 janvier 2024 [consulté le 15/03/2024]. Disponible sur : <https://www.dawn.com/news/1804084>.

<sup>357</sup> Direction Générale du Trésor. « Pakistan indicateurs et conjoncture ». *Ministère français de l'économie, des finances et de la souveraineté numérique et industrielle* [en ligne], 2 décembre 2023 [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PK/presentation-pays>.

<sup>358</sup> Trading Economics. « Pakistan Inflation Rate ». *Tradingeconomics.com* [en ligne], [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur : <https://tradingeconomics.com/pakistan/inflation-cpi#:~:text=Inflation%20Rate%20in%20Pakistan%20decreased,percent%20in%20February%20of%201959>.

<sup>359</sup> KHALIQ, Abdul et PIERROT Maxime. « Pakistan : Entre programmes du FMI et répression politique, la jeunesse quitte le pays ». *Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM)* [en ligne], 1 mars 2023 [consulté le 17/03/2024]. Disponible sur : <https://www.cadtm.org/Pakistan-Entre-programmes-du-FMI-et-repression-politique-la-jeunesse-quitte-le>.

<sup>360</sup> LODHI, Maleeha. *Op. cit.*

Développement)<sup>361</sup>. Les investissements directs à l'étranger ont aussi un rôle central puisque le stock total concerne près de 32.9 milliards de dollars (9.5% du PIB du pays). La situation économique est corrélée aux problèmes sociaux, la Banque Mondiale parle même de « *crise profonde et silencieuse du capital humain* »<sup>362</sup>: 40 % de la population est en situation de pauvreté et le Pakistan est passé de 146<sup>e</sup> en 2014 à 161<sup>e</sup> sur 192 en 2022 sur l'indicateur de développement humain<sup>363</sup>. Cela laisse craindre une situation encore plus difficile, d'autant plus que les moins de 30 ans représentent plus de 65% de la population totale. L'enjeu économique est plus que crucial sachant que 4 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année. Pour remédier à cela, des réformes structurelles ont été demandées par le FMI qui conditionne son prêt de 3 milliards de dollars pour éviter le défaut de paiement en échange de deux réformes urgentes. L'une concerne la fiscalité pour éviter l'appauvrissement de l'État et creuser le déficit (le Premier ministre et son cabinet ont annoncé refuser leur salaire et bénéfices économiques de leur fonction et instaurer un Comité pour gérer la réduction des dépenses de l'État<sup>364</sup>) et l'autre sur le tarif de l'énergie (coupe de subventions publiques sur le gaz et l'électricité). Enfin, les difficultés économiques sont également liées au prix et à la disponibilité de l'énergie. Les prix du gaz ont été multiplié par quatre et ceux de l'électricité ont augmenté de 80 % les deux dernières années<sup>365</sup>. Le Pakistan subit des coupures courantes d'électricité et paie de plein fouet la crise énergétique mondiale. Malgré les six réacteurs nucléaires produisant 14.7 % de l'électricité en 2022<sup>366</sup>, le Pakistan reste dépendant des énergies fossiles avec une consommation de gaz (35 %) et de charbon (9 %) importante. Pour lutter contre cette pénurie d'énergie, le Pakistan a développé une coopération avec la Chine en

<sup>361</sup>Direction Générale du Trésor. « Pakistan – Financement des infrastructures ». *op. cit.*

<sup>362</sup>LODHI, Maleeha. *Op. cit.*

<sup>363</sup>Direction Générale du Trésor. « Pakistan Situation économique et financière du Pakistan ». *Ministère français de l'économie, des finances et de la souveraineté numérique et industrielle* [en ligne], 2 décembre 2023 [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PK/situation-economique-et-financiere-du-pakistan>.

<sup>364</sup>Radio Pakistan. « PM, Cabinet Members to forgo salaries & perks in line with Govt's austerity drive ». *Radio.gov.pk* [en ligne], 20 mars 2024 [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur : <https://radio.gov.pk/20-03-2024/pm-cabinet-members-to-forgo-salaries-perks-in-line-with-austerity-drive-of-govt>.

<sup>365</sup>KHALIQ, Abdul et PIERROT, Maxime. *Op. cit.*

<sup>366</sup>« Le Pakistan continue de développer son secteur nucléaire civil, en partenariat avec la Chine ». *LeGrandcontinent.eu* [en ligne], 21 juin 2023 [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/06/21/le-pakistan-continue-de-developper-son-secteur-nucleaire-civil-en-partenariat-avec-la-chine/>

construisant six réacteurs et a signé un accord en 2023 pour la construction d'un nouveau réacteur (4.8 milliards de dollars)<sup>367</sup>.

### Réconcilier une société fragmentée

Les émeutes du 9 mai 2023 à la suite de l'incarcération d'Imran Khan ont eu un fort impact dans la société. Cette atmosphère a persisté tout au long de la campagne des législatives. Il est nécessaire de trouver un moyen de stabiliser les tensions sociales du pays et d'amener vers une réconciliation. Pendant son premier discours comme Premier ministre, Shehbaz Sharif a rappelé qu'il n'y aurait pas de pardon pour les émeutiers du 9 mai et qu'il comptait beaucoup sur le travail de la justice<sup>368</sup>. Dans le même temps, des membres du PTI ont décidé d'entamer un dialogue avec le gouvernement comme c'est le cas d'Ali Amin Gandapur, Ministre en chef de la province du Khyber Pakhtunkhwa, qui appellent tous deux à une réconciliation politique<sup>369</sup>. La société pakistanaise est aussi fragmentée à cause de la menace terroriste. Rien que le jour de l'élection du 8 février, 51 attaques ont eu lieu sur le pays causant la mort de 12 personnes et 39 blessés<sup>370</sup>. Lors de cette journée, 137 000 militaires et civils armés étaient déployés dans 6 000 bureaux de vote. Shehbaz Sharif a promis de lutter férocement contre le terrorisme qui a provoqué la mort de 1524 personnes en 2023 dans 789 attaques<sup>371</sup>. La province du Khyber Pakhtunkhwa est plus particulièrement touchée de par sa proximité avec l'Afghanistan voisin et de l'influence de groupes djihadistes (comme le *Tehreek-e-Jihad Pakistan* par exemple) et des talibans pakistanais (*Tehrik-e-Taliban Pakistan-TTP*). La prise de l'Afghanistan par les talibans en 2021 avait laissé espérer au gouvernement pakistanais

<sup>367</sup>Reuters. « Le Pakistan et la Chine signent un accord de 4,8 milliards de dollars pour la construction d'une centrale nucléaire ». *Zonebourse.com* [en ligne], 20 juin 2023 [consulté le 16/03/2024]. Disponible sur : <https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Le-Pakistan-et-la-Chine-signent-un-accord-de-4-8-milliards-de-dollars-pour-la-construction-d-une-cen-44146924/>.

<sup>368</sup>« Shehbaz Sharif elected prime minister for 2<sup>nd</sup> time, vows to steer Pakistan 'back to shore' in victory speech ». *Dawn.com* [en ligne], 3 mars 2024 [consulté le 05/03/2024]. Disponible sur : <https://www.dawn.com/news/1818835/shehbaz-sharif-elected-prime-minister-for-2nd-time-vows-to-steer-pakistan-back-to-shore-in-victory-speech?>

<sup>369</sup>LATIF ARAIN, Amir. « In 1st sign of political reconciliation, jailed Khan-backed chief minister meets Pakistani Premier Sharif ». *Aa.com.tr* [en ligne], 13 mars 2024 [consulté le 16/03/2024]. Disponible sur : <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/in-1st-sign-of-political-reconciliation-jailed-khan-backed-chief-minister-meets-pakistani-premier-sharif/3163739>.

<sup>370</sup>Asian news international. « 12 Killed In 51 Terror Attacks On Election Day In Pakistan ». *Ndtv.com* [en ligne], 9 février 2024 [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur :

<https://www.ndtv.com/world-news/pakistan-election-12-killed-in-51-terror-attacks-amid-casting-votes-5022146>.

<sup>371</sup>SHIRAZI, Iftikhar. « 24 Terrorists Killed in Operations in Balochistan's Mach, Kolpur over Last Three Days: ISPR ». *Dawn.com* [en ligne], 2 janvier 2024. Disponible sur : <https://www.dawn.com/news/1810664>.

d'Imran Khan de mener des négociations avec les talibans pakistanais pour un cessez-le-feu. Sauf qu'en 2022, les talibans pakistanais ont mis fin à ce dernier à cause d'opérations militaires dans la région. Enfin, le dernier enjeu concerne la forte influence de l'institution militaire sur les instances politiques. Le poids de l'*establishment* (c'est-à-dire le rôle de l'armée et des services de renseignement dans la politique intérieure et étrangère) au Pakistan reste conséquent. Asim Munir, le Chef d'État-Major des Armées, avait appelé à stopper les politiques « *d'anarchie et de polarisation* » en soutenant le parti arrivé en tête des élections<sup>372</sup>. Le tout est de savoir si Shehbaz Sharif arrivera à s'émanciper de l'armée et réussira à dicter ses propres choix en politiques étrangères qui doivent être officieusement consentis par l'armée.

### Renouer des liens avec ses voisins dans une Asie du Sud en tension

Concernant sa relation avec la Chine, un dicton s'est popularisé au Pakistan, le pays est « *l'ami des bons et des mauvais jours* »<sup>373</sup>. Ces relations se sont détériorées puis se sont améliorées face aux intérêts communs. Le pays est présent grâce à une coopération économique et financière à travers le *China-Pakistan Economic Corridor* (CPEC) qui fait partie de la stratégie des nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*). La Chine tente de se poser en médiateur comme cela a été le cas après des échanges de missiles entre l'Iran et le Pakistan début 2024<sup>374</sup>. Ce rôle lui est donné grâce à ses nombreux investissements au Pakistan afin de relier Kashgar au Xinjiang à Karachi, mais aussi au port de Gwadar (sous acquisition chinoise pour 40 ans depuis 2015)<sup>375</sup>. L'ambition de la Chine est de faire de Gwadar un hub international, connecté à l'océan indien et à proximité du détroit d'Ormuz. Toutefois cette ambition est mise en difficulté par les

<sup>372</sup>Traduction de l'auteur : « *anarchy and polarization* ». Dans : BAJPAEE, Chietigj. « A weak coalition government in Pakistan will find it hard to stabilize relations with its neighbours ». *Chathamhouse.org* [en ligne], 12 février 2024 [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur : <https://www.chathamhouse.org/2024/02/weak-coalition-government-pakistan-will-find-it-hard-stabilize-relations-its-neighbours>.

<sup>373</sup>LOUIS, Olivier. *Op. cit.*

<sup>374</sup>Agence France Presse. « La Chine appelle « à la retenue » après une frappe au Pakistan attribuée à l'Iran ». *Mediapart.fr* [en ligne], 17 janvier 2024 [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur : <https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/170124/la-chine-appelle-la-retenue-apres-une-frappe-au-pakistan-attribuee-l-iran>.

<sup>375</sup>PINGUET, Laurent. « CPEC - Corridor économique Chine-Pakistan, l'élève turbulent de la BRI ». *Observatoire Français. Nouvelles routes de la soie* [en ligne], 2024 [consulté le 31/03/2024]. Disponible sur : <https://observatoireenrs.com/2024/02/07/le-cpec-corridor-sino-pakistanais-eleve-turbulent-bri/>.

problèmes économiques, énergétiques et sécuritaires du Pakistan. En 2017, seulement 3 à 4 cargos étaient amarrés et les activités à long terme du port étaient conditionnées à la stabilité et au dynamisme économique du Pakistan. Les investissements chinois ont même été mis en pause face aux menaces sécuritaires sur leurs infrastructures et le personnel. En novembre 2023, les talibans pakistanais ont menacé les intérêts chinois sur place si le Pakistan ne leur versait pas 5% des recettes de la CPEC. Dans le même temps, d'autres groupes terroristes ont menacé les intérêts chinois comme les séparatistes baloutches qui ont attaqué le port de Gwadar le 20 mars faisant 5 morts<sup>376</sup>. La relation future avec l'Inde est quant à elle plus compliquée à étudier. Suivant les élections de février, Narendra Modi a félicité Shehbaz Sharif pour sa victoire, lui-même l'ayant remercié sur le réseau social X. Cet échange diplomatique très froid, glacial selon certains a posé des questions sur l'avenir diplomatique des deux pays. Cette idée est à mettre en relation avec les propos qu'a tenu Asim Munir quelques jours avant les élections arguant qu'une réconciliation avec l'Inde n'était pas d'actualité puisque l'Inde ne s'est pas « réconciliée avec le concept du Pakistan »<sup>377</sup>. Aussi, des éléments pèsent sur les relations indo-pakistantaises : l'instabilité politique au Pakistan et sa crise économique, la situation au Cachemire et les revendications territoriales des deux pays, une coalition pakistanaise au pouvoir en quête de légitimité sous influence de l'*establishment* et surtout la montée du nationalisme hindou en Inde<sup>378</sup>. Toutefois, un vent d'optimisme se fait sentir, surtout du côté pakistanais. Depuis 2021, un cessez-le-feu établi entre les deux pays au Cachemire est respecté et les relations sont stables. Cette stabilité est espérée à se poursuivre surtout avec la continuité de la famille Sharif au pouvoir. Lors de son dernier mandat au pouvoir, Nawaz Sharif avait entrepris d'améliorer ses relations avec l'Inde

<sup>376</sup>AAMIR, Adnan. « Attack in Pakistan's Gwadar strikes near heart of China's interests ». *Asia.nikkei.com* [en ligne], 22 mars 2024 [consulté le 26/03/2024]. Disponible sur : <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/Attack-in-Pakistan-s-Gwadar-strikes-near-heart-of-China-s-interests>.

<sup>377</sup>Traduction de l'auteur : « *India has not reconciled with the concept of Pakistan* », in : BAJPAEE, Chietigj. « A weak coalition government in Pakistan will find it hard to stabilize relations with its neighbours ». *Chathamhouse.org* [en ligne], 12 février 2024 [consulté le 21/03/2024]. Disponible sur : <https://www.chathamhouse.org/2024/02/weak-coalition-government-pakistan-will-find-it-hard-stabilize-relations-its-neighbours>.

<sup>378</sup>HUSSAIN, Abid. « 'Most vexing' test: Can Pakistan's Sharifs revive talks with India's Modi? ». *Aljazeera.com* [en ligne], 9 mars 2024 [consulté le 18/03/2024]. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2024/3/9/most-vexing-test-can-pakistans-sharifs-revive-talks-with-indias-modi>.

grâce à la diplomatie du bus (1998-1999) avant de se faire destituer dans un coup d'État<sup>379</sup>. Le Pakistan ne peut pas entamer sa transformation économique et financière sans retravailler sa relation avec l'Inde. Cela passe par renouer des échanges commerciaux qui ont été suspendus en 2019 et qui est souhaité par le monde de la finance<sup>380</sup>. De son côté, l'Inde observe ce changement de position avec attention mais constate que les positions pakistanaises ne peuvent se faire sans l'accord de l'armée<sup>381</sup>. Au Pakistan, les regards sont tournés vers le milieu d'année 2024 et les élections législatives indiennes qui peuvent impacter, ou non, les futures relations bilatérales. Aussi, l'un des enjeux pour le Pakistan est de définir sa position avec l'Afghanistan. Depuis l'accès des talibans au pouvoir en Afghanistan, le Pakistan est le lieu d'accueil des réfugiés. Le Pakistan a géré entre 600 et 800 000 réfugiés afghans<sup>382</sup>. La situation afghane a réveillé et stimulé les groupes terroristes à la fois dans les régions frontalières mais aussi au niveau national. Le ministre de l'Intérieur pakistanais en intérim, Sarfraz Bugti, a même proclamé que 14 des 24 attaques suicides commises ont été menées par des réfugiés afghans (sans pour autant donner plus de précisions)<sup>383</sup>. En réponse, le Pakistan a menacé d'expulser plus d'1,5 milliards d'afghans sans papiers et de frapper l'Afghanistan qui logerait des organisations terroristes opérant au Pakistan (notamment le *TTP*)<sup>384</sup>. Enfin, le dernier pays frontalier au Pakistan reste l'Iran. Les relations entre les deux pays ne sont pas historiquement conflictuelles. Toutefois, des incidents entre les deux pays ont laissé sous-entendre des tensions qui sont le résultat de l'influence de groupes terroristes ou indépendantistes dans les provinces du Baloutchistan pakistanais et du Sistan-et-Baloutchistan iranien. En effet, le Pakistan a bombardé la région du Sistan-et-Baloutchistan en réponse aux

<sup>379</sup>KUMAR, Sumita. « Indo-Pak Bus Diplomacy ». *Strategic Analysis*, 1999 [consulté le 18/03/2024], pp. 167-170. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/09700169908455036>.

<sup>380</sup>FOUQUET, Claude. « Le Pakistan veut étudier « sérieusement » une reprise de ses relations commerciales avec l'Inde ». *Lesechos.fr* [en ligne], 26 mars 2024 [consulté le 26/03/2024]. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/asie-pacifique/le-pakistan-veut-etudier-serieusement-une-reprise-de-ses-relations-commerciales-avec-linde-2085137>.

<sup>381</sup>KRISHNAN, Murali. « What next for the India-Pakistan relationship? ». *Dw.com* [en ligne], 21 février 2024 [consulté le 28/03/2024]. Disponible sur : <https://www.dw.com/en/what-next-for-the-india-pakistan-relationship/a-68325928>.

<sup>382</sup>HUSSAIN, Abid. « Pakistan extends deadline for Afghans awaiting third-country resettlement ». *Aljazeera.com* [en ligne], 14 décembre 2023 [consulté le 22/03/2024]. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2023/12/14/pakistan-extends-deadline-for-afghans-awaiting-third-country-resettlement>.

<sup>383</sup>*ibid.*

<sup>384</sup>HUSSAIN, Abid. « What explains the dramatic rise in armed attacks in Pakistan? ». *Aljazeera.com* [en ligne], 21 décembre 2023 2024 [consulté le 18/03/2024]. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2023/12/21/what-explains-the-dramatic-rise-in-armed-attacks-in-pakistan>.

bombardements iraniens qui ont causé la mort de plusieurs personnes<sup>385</sup>. Le Pakistan prétexte bombarder des planques d'organisations terroristes agissant sur son territoire mais ayant trouvé refuge en Iran (que l'Iran a aussi utilisé en ciblant des groupes anti-iraniens). Face à ce « *poignard dans le dos* » comme le dit Asim Munir<sup>386</sup>, la réponse du Pakistan était plus que nécessaire pour prouver à ses voisins que le pays était capable de répondre rapidement et de la même intensité face à des intentions belliqueuses ou d'agressions territoriales. D'autant plus que l'Iran était soutenu par l'Inde qui voyait dans cette frappe au Pakistan le moyen de critiquer l'instabilité sécuritaire, la prolifération d'organisations terroristes et l'incapacité du Pakistan de lutter contre ces menaces. Même si ces frappes ont eu beaucoup d'échos dans les médias, l'Iran a vite rappelé que le Pakistan n'était pas un ennemi et que ces frappes ne doivent pas faire oublier que le principal enjeu pour l'Iran se trouve en mer rouge avec son soutien aux Houthis par exemple<sup>387</sup>.

## Conclusion

Les élections de février 2024 étaient très attendues puisqu'elles étaient vues comme un moyen de changer le pays et de répondre aux préoccupations de la population. Malgré des tensions, des arrestations ou une polarisation des forces politiques, ces élections ont marqué la victoire des partis PML-N et du PPP formant une coalition. Cette continuité politique avec les frères Sharif au pouvoir ne doit pas faire oublier les crises successives que subit le Pakistan : une économie en berne, une situation financière catastrophique, une population pauvre, fragmentée et en proie aux groupes terroristes islamistes. Cette

<sup>385</sup> Agence France Presse. « La Chine appelle « à la retenue » après une frappe au Pakistan attribuée à l'Iran ». *Mediapart* [en ligne], 17 janvier 2024 [consulté le 19/03/2024]. Disponible sur : <https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/170124/la-chine-appelle-la-retenu-apres-une-frappe-au-pakistan-attribuee-l-iran>.

<sup>386</sup> BAJPAEE, Chietigi. « A weak coalition government in Pakistan will find it hard to stabilize relations with its neighbours ». *Chathamhouse.org* [en ligne], 12 février 2024 [consulté le 21/03/2024]. Disponible sur : <https://www.chathamhouse.org/2024/02/weak-coalition-government-pakistan-will-find-it-hard-stabilize-relations-its-neighbours>.

<sup>387</sup> « Frappes. Passe d'armes inédite entre l'Iran et le Pakistan ». *Courrier international.com* [en ligne], 18 janvier 2024 [consulté le 02/03/2024]. Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/frappes-passe-d-armes-inedite-entre-l-iran-et-le-pakistan?>

nouvelle coalition dirigée par Shehbaz Sharif devra aussi renouer et entretenir des liens diplomatiques avec ses voisins, et notamment l'Inde.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Killian Ménerly** est membre du Comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Il est diplômé du Master Géostratégie, défense et sécurité internationale de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence.



# Kaboul-Kiev par la Caspienne: la gouvernance en Asie centrale d'une crise à l'autre

Luca Bambesio

## Introduction

Dès la naissance, au XIXe siècle, de la « science géopolitique » de la main de Rudolf Kjellen et, plus particulièrement, sa popularisation par Harold MacKinder, l'Asie centrale a (re)<sup>388</sup>commencé à être imaginée et construite par des observateurs étrangers<sup>389</sup>. « Cœur de l'Eurasie » avant d'être l'échiquier du fameux « Grand Jeu » (et son imaginaire réitération moderne<sup>390</sup>), et plus tard « la clé de la guerre contre le terrorisme », l'Asie centrale est restée, dans les chancelleries et les états-majors, un concept géostratégique, un espace dans lequel se meuvent les volontés des autres. À chaque crise, mondiale ou régionale, qui touche l'Eurasie (les plus contemporaines étant la dislocation de l'URSS, les attentats du 11 Septembre 2001 et ses conséquences sur la guerre civile afghane, le retrait récent des coalisés, et l'intensification du conflit russo-ukrainien), l'Asie centrale est regardée à l'aune de ce qu'elle peut apporter aux autres. Au risque d'oublier ce que les élites dirigeantes ont à gagner, elles, de ces attentions, et les conséquences de leurs stratégies sur les actions étrangères dans la région. L'intérêt de la présente réflexion est de revenir, le plus simplement possible, sur ces 3 crises. On pourra ainsi décomposer la « modernisation autoritaire » des régimes d'Asie centrale, ce qu'elle doit à la crise afghane et comment elle digère la crise ukrainienne.

<sup>388</sup> On peut voir de la « géopolitique ancienne » dans la manière dont, plusieurs siècles auparavant, les agents européens envoyés sur les Routes de la Soie racontaient les pays semi-mythologiques d'Iran et de Turan.

<sup>389</sup> HORAK, Slavomir, *History and Evolution of Geopolitics Towards Central Asia*, in VAN DEN BOSCH, J. J. J., FAUVE, A., & DE CORDIER, B. (Eds.). (2021). *The European handbook of Central Asian studies: history, politics, and societies*. Stuttgart : ibidem Verlag.

<sup>390</sup> BLANK, S. (2012). *Whither the New Great Game in Central Asia?* *Journal of Eurasian Studies*, 3(2), 147-160. <https://doi.org/10.1016/j.euras.2012.03.005>

## Le chaos déterministe : la dissolution de l'URSS, et les états centrasiatiques comme pionniers de « l'État d'exception »

La dislocation de l'URSS a été une crise pour des élites coloniales<sup>391</sup> formées dans un système idéologique unique et devant, du jour au lendemain, formuler leur légitimité et leurs projets dans des espaces nationaux nouveaux et cloisonnés. Elle fut suivie de conflits d'intensité et de répartition très inégales selon les zones de l'ancien empire. En Asie centrale, le Tadjikistan, où l'Opposition Tadjike Unifiée (OTU) a pu bénéficier de l'assistance des groupes armés tadjiks qui combattaient le Taliban pachtoun de l'autre côté de la frontière sud<sup>392</sup>, a été la seule des 5 républiques à sombrer dans la guerre. Choqués autant par la violence du conflit que par la perte, par les vieux clans de Leninabad, de réseaux de patronages unifiés par 46 ans de gouvernance clientéliste<sup>393</sup>, et la dépendance accrue à la Russie dans laquelle le conflit avait plongé le Tadjikistan, les régimes voisins, ont, à leur rythme<sup>394</sup> et avec des variations spécifiques, réagi en élaborant une nouvelle « formule politique »<sup>395</sup>. Cette formule est basée, d'une part, sur le rejet populaire universel de la violence qui a déchiré le sud du Tadjikistan (laquelle est rappelée constamment<sup>396</sup>, ainsi que différents épisodes violents attribués, plus ou moins à raison<sup>397</sup>, à des formations politiques dissidentes sur les territoires nationaux), et d'autre part sur les liens récurrents établis entre « état failli » et terrorisme<sup>398</sup>. Elle

<sup>391</sup> Sur la pertinence théorique d'une approche post-coloniale de l'ex-URSS, voir GORSHENINA, S., *Orientalism, postcolonial and decolonial frames on Central Asia : Theoretical Relevance and Applicability*, in VAN DEN BOSCH et al., op. cit., pp. 175-244

<sup>392</sup> BROWN, B. A. 1995. La guerre civile au Tadjikistan. In Djalili, M., & Grare, F. (Eds.), *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*. Graduate Institute Publications. doi : 10.4000/books.iheid.1635

<sup>393</sup> 1946, année de l'accession de Babajon GAFOROV au secrétariat général du Parti Communiste Tadjik, est retenue comme la date de fin du fragile équilibre régional dans la distribution du pouvoir au sein de l'État et le début de la concentration des réseaux de patronage autour des potentats du Nord du pays, sous le nouveau principe-phare du localisme (*mahalgari*).

<sup>394</sup> On retiendra, sans trop entrer dans les détails, que le Turkménistan de NIAZOV/TURKMENBACHI avait été précurseur dans l'actualisation des justifications de son autoritarisme aux angoisses provoquées par l'islamisme violent et le nationalisme, alors qu'à l'autre bout du spectre, le Kirghizstan, lancé dans une éphémère période parlementariste, n'a connu une dogmatisation de ces discours qu'après les massacres de Osh et Djalalabad dans les années 2010.

<sup>395</sup> Pour une analyse des travaux de Gaetano MOSCA sur le concept de « formule politique » comme doctrine légitimant le pouvoir d'un groupe d'individus par l'adhésion générale, voire PUPPO, A. (2005). "Gaetano Mosca et la théorie de la classe politique: Une pensée antidémocratique au service de la liberté". *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 22, 17-31. <https://doi.org/10.3917/rfhip.022.0017>

<sup>396</sup> PANNIER, Bruce. Tajikistan's Civil War: A Nightmare the Government won't let its People Forget. *RFERL*, 23/05/2017. Consultable sur : <https://www.rferl.org/a/qishloq-ovozi-tajikistan-civil-war/28575338.html>

<sup>397</sup> VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. pp. 751-776.

<sup>398</sup> HELMAN, G. B., & Ratner, S. R. "Saving Failed States". *Foreign Policy*, 1992, pp. 3-20. <https://doi.org/10.2307/1149070>.

l'instrumentalise par l'établissement de parallèles bien sentis entre, par exemple, la branche tadjike du Parti Islamique de la Renaissance et les différentes résurgences nationales des mouvements islamistes restés souterrains pendant la période soviétique<sup>399</sup>, entre les nationalistes tadjiks du parti *Raztokhez* et les ouzbeks de *Birlik*, etc. Elle est souvent supportée par des éléments du programme de construction nationale de l'élite en place. Ainsi, en Ouzbékistan, la *nomenklatura* a ancré l'autoritarisme dans le roman national en ressuscitant l'héritage pré-Ouzbèke des Timourides. Illustration parfaite, la nouvelle devise inscrite sur le blason de l'état Ouzbekistanais est une traduction erronée d'un passage du Livre des Rois, grande épopée médiévale perse, transformant l'adage "la Force réside dans la Justice" en "la Justice réside dans la Force"<sup>400</sup>. Par le brandissement du terrorisme comme menace absolue justifiant, non pas un « état d'urgence », mais l'établissement pérenne de pratiques de gouvernement opaques et répressives, les *single-pyramid systems*<sup>401</sup> centrasiatiques ont, en clair, rédigé un pacte social très hobbesien, signé par une grande partie de leurs populations. Cependant, et bien que la courte période d'euphorie qui avait suivi la dislocation de l'Union leur ait permis de, tous (y compris le Turkménistan), intégrer l'OSCE et le PfP de l'OTAN<sup>402</sup>, les régimes, qui n'intéressaient à ce moment-là les puissances extérieures (à l'exception de la Russie) que pour leurs ressources naturelles et la réorientation des réseaux de gazoducs-oléoducs<sup>403</sup>, ont vite vu leur place dans la communauté internationale remise en question, dans un contexte de Nouvel Ordre Mondial où la démocratie libérale et l'État de droit se retrouvaient, pour la première fois de l'Histoire, sans concurrent sérieux. Et en effet, les opérations d'influence pro-démocratiques qui vinrent avec les massifs investissements occidentaux dans les secteurs primaires et secondaires (Kazakhstanais en premier lieu) donnèrent lieu à des crispations mutuelles et un sentiment de menace chez les élites, qui privilégièrent les contacts directs avec les opérateurs privés (Exxon,

<sup>399</sup> HANKS, R. "The Islamic Factor in Nationalism and Nation-Building in Uzbekistan: Causative Agent or Inhibitor?" *Nationalities Papers*, 1994.

<sup>400</sup> HORSMAN, Stuart "Uzbekistan's involvement in the Tajik Civil War 1992-97: Domestic considerations", *Central Asian Survey*, 1999 [consulté le 12/03/2024]. consultable sur : <https://doi.org/10.1080/02634939995731>

<sup>401</sup> HALE, H. 2012, "Two Decades of PostSoviet Regime Dynamics", *Demokratizatsiya*, vol. 20, no. 2, pp. 71-77,

<sup>402</sup> LARUELLE et PEYROUSE "China as a Neighbor: Central Asian Perspectives and Strategies", *Washington DC: Central Asia-Caucasus Insti- tute & the Silk Road Studies Program*, 2009.

<sup>403</sup> RAKHIMOV, M. "Central Asia in the context of Western and Russian interests," *L'Europe en formation*, 1, no. 375, (2015): 140-154.

Chevron, Daewoo...)<sup>404</sup> qu'avec les diplomates. Cette dynamique peu productive aurait pu mener à un éloignement progressif des régimes vis-à-vis des démocraties occidentales. Sans se perdre en conjectures, on aurait pu imaginer un rapprochement accru avec les puissances régionales d'Asie Mineure comme la Turquie, dont le gouvernement était persuadé de la prégnance du sentiment panturc dans la zone<sup>405</sup>, où l'Iran (dans le cas du Tadjikistan notamment), et même, à terme, une entrée dans la B&RI Chinoise beaucoup moins bénéfique aux états centrasiatiques. Il n'en fut rien. Le discours ultra sécuritaire des oligarchies et leur obsession vis-à-vis du terrorisme, répulsifs jusqu'alors pour les promoteurs du Nouvel Ordre Mondial, devinrent, dans la "nouvelle normalité" de la crise terroriste, leurs plus grands atouts.

## La crise afghane et l'insertion des républiques centrasiatiques dans la sécurité collective

Au moment des attentats du 11 Septembre 2001, l'espace post-soviétique était déjà confronté au djihadisme transnational depuis longtemps. Les réseaux constitués à l'époque de l'invasion de l'Afghanistan et mutés pour renforcer les forces locales dans le Nord-Caucase après la dissolution de l'URSS, avaient d'ailleurs toujours compté des centrasiatiques dans leurs rangs<sup>406</sup>. Les attentats du World Trade Center furent vus par les dirigeants centrasiatiques comme la preuve qu'ils avaient raison depuis le départ<sup>407</sup>. De régimes qui échappaient jusqu'alors de peu à la qualification « d'états-voyous », les administrations centrasiatiques devinrent, aux yeux des preneurs de décision occidentaux (et surtout américains, au premier chef le SoD William PERRY), des « îlots de stabilité » et des alliés précieux dans la « guerre globale contre le terrorisme »<sup>408</sup>. Les élites

<sup>404</sup> VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. pp. 685-750.

<sup>405</sup> BAL I. (2017). Turkey's relations with the west and the Turkic republics: The rise and fall of the 'Turkish model'. 10.4324/9781315190013.

<sup>406</sup> BARRET, M. *Beyond the Caliphate*, New York: Soufan Center (2017). Consultable sur : <https://thesoufancenter.org/wp-content/uploads/2017/11/Beyond-the-Caliphate-Foreign-Fighters-and-the-Threat-of-Returnees-TSC-Report-October-2017-v3.pdf>

<sup>407</sup> FAZENDEIRO, Bernardo. (2017). Uzbekistan's Foreign Policy: The Struggle for Recognition and Self-Reliance under Karimov. 10.4324/9781315265674.

<sup>408</sup> VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. pp. 763-764.

dirigeantes d'Asie centrale prirent des trajectoires différentes et maximisèrent, chacune selon leurs intérêts, leur nouvelle place de pivot de la politique sécuritaire mondiale. Ainsi l'Ouzbékistan et le Kirghizstan accueillirent un temps des bases militaires de la coalition. Si Tachkent expulsa les militaires coalisés dès 2005 (Bichkek ne ferma la base de Manas qu'en 2014 au début du retrait de la coalition), en réaction aux critiques occidentales du massacre d'Andijan<sup>409</sup>, ce fut avant tout pour que les autorités ouzbèkes puissent mieux monnayer l'usage de leurs aéroports et de leurs infrastructures routières par les réseaux américains d'armement de l'Alliance du Nord, tout en signalant aux forces politiques russes qu'elles partageaient leur volonté de rapprochement<sup>410</sup>. À l'autre bout du spectre, le Turkménistan, développant sa doctrine de « neutralité permanente »<sup>411</sup> garda une certaine distance vis-à-vis de cette effusion, au point de ne pas rejoindre l'Organisation de Coopération de Shanghai, pourtant la consécration ultime de la formule politique des régimes centrasiatiques. Définissant les « 3 maux » primordiaux de la vie politique comme « le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme », le pacte de Shanghai de 2001 a rassemblé la Russie, la République Populaire de Chine (RPC) et 4 républiques centrasiatiques (rejoints depuis par l'Inde et le Pakistan)<sup>412</sup> dans la plus grande organisation régionale du monde, critiquée comme un espace d'entre-connaissance et de co-légitimation autoritaire débridée<sup>413</sup>. Ce nouveau statut, couplé à l'enthousiasme étranger toujours grandissant vis-à-vis des ressources naturelles de la zone<sup>414</sup>, permit aux états centrasiatiques de mettre en branle des politiques étrangères qui leur sont propres et leur assurent les bénéfices voulus (entre « politique multi vectorielle » Kazakhstanaise, « autonomie défensive » Ouzbekistanaise, « neutralité permanente » d'Achgabat (en réalité une façade permettant des liens accrus au niveau régional, révisée en « neutralité

<sup>409</sup> Les événements d'Andijan, qui ont causés entre 187 et plusieurs milliers de mort, peuvent être analysés avant tout comme la réaction de l'état ouzbèke à la « révolution des tulipes » Kirghize, et la manifestation de sa volonté de réactualiser la peur de l'instabilité qui est à la base de sa formule politique. Pour une analyse des événements, voire PANNIER, B. « Andijon : What Happened and Why », *RFER* (12/05/2015), consultable sur : <https://www.rferl.org/a/uzbekistan-andijon-what-happened-and-why/27012137.html>

<sup>410</sup> VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. pp. 796-797.

<sup>411</sup> ANCESHI, L., *Turkmenistan's Foreign Policy: Positive Neutrality and the Consolidation of the Turkmen Regime*, (London: Routledge: 2009).

<sup>412</sup> JARDINE & LEMON, "In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia," Kenan Cable, no. 52, (1 May 2020). Consultable sur : [https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/uploads/documents/KI\\_200519\\_cable%2052\\_v1.pdf](https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/uploads/documents/KI_200519_cable%2052_v1.pdf)

<sup>413</sup> VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. p. 696.

<sup>414</sup> Les États centrasiatiques occidentaux (Kazakhstan, Ouzbékistan et Turkménistan) concentrent la grande majorité des ressources en hydrocarbures.

pragmatique » au cours de la pandémie<sup>415</sup>) etc.) tout en étant quasi-systématiquement considérés comme un tout monolithique par les puissances étrangères (en témoignent les rencontres toujours groupées avec les présidents américain<sup>416</sup>, russe<sup>417</sup>, et chinois<sup>418</sup>). La « nouvelle normalité » issue de la crise afghane a donc été, dans l'ensemble, très bénéfique aux régimes centrasiatiques. Le retrait progressif d'Afghanistan par les forces coalisées à partir de 2014, l'annexion de la Crimée et le début d'une perception concurrentielle de la présence chinoise en Asie centrale par le pouvoir russe<sup>419</sup>, sont autant d'étapes de la transformation de cette architecture, transformation rendue inévitable par la crise ukrainienne.

## La dépendance au sentier : les réponses centrasiatiques à la crise ukrainienne

Les réponses aux crises sont toujours déterminées par les outils et cadres existants. En l'occurrence, et alors qu'une « nouvelle » problématique touche les régimes d'Asie centrale (renégocier leurs liens avec l'oligarchie russe, prendre des décisions de *compliance* en ce qui concerne les régimes de sanction<sup>420</sup>, réorganiser leurs *deals* énergétiques, gérer les flux migratoires et la dépendance économique à un « état-paria »<sup>421 422</sup>), l'éventail d'Organisations Internationales qui s'est déployé dans la région semble représenter autant de canaux d'influence utilisés par les puissances étrangères pour orienter les décisions des administrations nationales. En réalité, comme l'explique

<sup>415</sup> VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. pp. 734-735.

<sup>416</sup> POWELL, Anita "Biden meets 5 Central Asian Leaders on UN sidelines", *VOAnews*, 19/09/2023, consultable sur: <https://www.voanews.com/a/biden-meets-5-central-asia-leaders-on-un-sidelines/7275760.html>

<sup>417</sup> PUTZ, Catherine « Central Asian Presidents Join Putin for May 9 Victory Parade », *The Diplomat*, 10/05/2023, consultable sur: <https://thediplomat.com/2023/05/central-asian-presidents-join-putin-for-may-9-victory-day-parade/>

<sup>418</sup> ANONYME « Central Asian Leaders Converge In China As Xi Touts 'Enduring' Friendship » *RFERL*, 18/05/2023, consultable sur: <https://www.rferl.org/a/central-asian-leaders-china-summit-pact/32416846.html>

<sup>419</sup>JARDINE & LEMON, "In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia," Kenan Cable, no. 52, (1 May 2020). Consultable sur : [https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/uploads/documents/KI\\_200519\\_cable%2052\\_v1.pdf](https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/uploads/documents/KI_200519_cable%2052_v1.pdf)

<sup>420</sup> COSTA BURANELLI, Filippo « Central Asia and Secondary Sanctions: The Tight Rope of Compliance » *ISPI*, 06/11/2023, consultable sur : <https://www.ispionline.it/en/publication/central-asia-and-secondary-sanctions-the-tight-rope-of-compliance-151442>

<sup>421</sup> SHARSHENOVA, Alijan « Seen from Bishkek: The Impact of Russian Migration to Kyrgyzstan » *ISPI*, 06/11/2023, consultable sur: <https://www.ispionline.it/en/publication/seen-from-bishkek-the-impact-of-russian-migration-to-kyrgyzstan-151271>

<sup>422</sup> SCHENK, Caress « Russian Migrants and National Identity in Kazakhstan » *ISPI*, 06/11/2023, consultable sur: <https://www.ispionline.it/en/publication/russian-migrants-and-national-identity-in-kazakhstan-151365>

LEWIS en usant du concept de « normes en compétition »<sup>423</sup> l'inverse est tout aussi vrai : ces organisations concurrentes, qu'elles soient « libérales » (l'OSCE, l'antenne régionale de l'ONUDC principalement) ou « révisionnistes » (l'OCS, l'Union Économique Eurasiatique...), ont certes pour but de « socialiser » les dirigeants et leurs entourages à des normes et modes de gouvernance que les puissances étrangères cherchent à exporter pour modifier les cadres d'action des états locaux et leur faire prendre les décisions voulues, mais elles sont toutes autant, voir plus, « socialisées », à leur tour, par leurs cibles. Les régimes conditionnent leur coopération au respect de leur souveraineté et de leurs pratiques, et le compromis atteint<sup>424</sup> leur permet de continuer à maximiser leurs gains, sans « choisir leur camp », dans un équilibrisme à succès variable<sup>425</sup>. Ainsi l'OSCE, venue d'abord pour « socialiser » les administrations centrasiatiques à une approche holistique de la sécurité<sup>426</sup>, est devenue une plateforme de légitimation, sinon de promotion de la formule politique du régime de Tachkent<sup>427</sup>, là où l'action de l'ONU n'est substantielle que dans la lutte contre le terrorisme et les filières de stupéfiants, aspects « politiquement correct » de la sécurité nationale en Asie centrale. En cas de critiques trop intenses, les régimes pourront chercher en l'OCS et les forums dominés par le pouvoir russe (Union Économique Eurasiatique pour le Kirghizstan et le Kazakhstan, OTSC pour Astana, Bichkek et Douchanbé) des instances de légitimation, tout en sachant qu'un tel éloignement de la communauté internationale entraînerait des pertes financières significatives.

## Conclusion

L'équilibre en phase d'être atteint doit donc beaucoup à la structure régionale héritée de la crise afghane : tant qu'on ne remettra pas fondamentalement en cause le *leitmotiv*

<sup>423</sup> LEWIS, D. (2012). Who's Socialising Whom? Regional Organisations and Contested Norms in Central Asia. *Europe-Asia Studies*, 64(7), 1219–1237. <http://www.jstor.org/stable/23258285>

<sup>424</sup> Voir, par exemple, PUTZ Catherine « US Sanctions Envoy Strikes Positive Tone in Astana », *The Diplomat*, 11/12/2023, consultable sur : <https://thediplomat.com/2023/12/eu-sanctions-envoy-strikes-positive-tone-in-astana/>

<sup>425</sup> Voir notamment note 29. Voir aussi BURNA-ASEFI, Sophia N. « Kazakhstan is Vulnerable to Secondary Sanctions" *The Diplomat*, 23/06/2023 consultable sur : <https://thediplomat.com/2023/06/kazakhstan-is-vulnerable-to-secondary-sanctions/>

<sup>426</sup> OSCE/ODIHR 2005, p. xvi, cité dans Lewis, D. « Who's socializing whom ?...» op cit.

<sup>427</sup> LEWIS, D. (2012). Who's Socialising Whom? Regional Organisations and Contested Norms in Central Asia. *Europe-Asia Studies*, 64(7), 1219–1237. <http://www.jstor.org/stable/23258285>

sécuritaire qui les fait exister, les gouvernements centrasiatiques se feront les agents (prudents) des politiques de sanctions internationales. Liées entre elles par un héritage culturel et politique unique<sup>428</sup>, les 5 républiques n'en restent pas moins des acteurs souverains de leur politique étrangère, qui ont suivi des trajectoires propres depuis leur indépendance. Leurs stratégies de maximisation des gains rendues possibles par les crises qui touchent leur voisinage, sont unies par le pragmatisme et une conception commune des trois grandes puissances étrangères, résumée comme suit par un dirigeant centrasiatique à la chercheuse française C. POUJOL : *"Les Russes, nous les connaissons et nous anticipons leurs actions ; les Américains, nous ne leur faisons pas confiance ; les Chinois, nous les craignons."*<sup>429</sup>. La crise ukrainienne se révèle, pour l'instant, bien moins bénéfique aux états centrasiatiques que l'intervention coalisée en Afghanistan. Cette dernière avait vu leur frontière sud stabilisée, les activités terroristes et le commerce de la drogue ralentis. Le départ des coalisés a marqué un regain d'instabilité dans le sud de la région<sup>430</sup> et un malaise diplomatique entre Douchanbé, inflexible dans son refus de reconnaître l'État Talib, et les autres régimes centrasiatiques qui voient en l'Arg une digue contre Daech<sup>431</sup> (et, même, dans le cas d'Achgabat<sup>432</sup> et d'Astana<sup>433</sup>, un partenaire digne de relations diplomatiques cordiales). Les Etats centrasiatiques doivent à nouveau s'occuper de leur sécurité transfrontalière, et faire preuve d'encore plus de subtilité et de pragmatisme concernant leurs liens avec l'ancienne métropole, surtout alors que leurs économies épongent l'impact de la pandémie<sup>434</sup>. Néanmoins, la présente crise les met, une fois de plus, dans un environnement où leurs valeurs centrales ne sont pas remises en question, et où on leur offre beaucoup en échange de leur coopération. Elle les amènera à redéfinir leurs politiques mais pas leur identité, contrairement à la crise

<sup>428</sup> VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. p.725.

<sup>429</sup> *"the Russians, we know them and we anticipate them ; the Americans, we don't trust them ; the Chinese, we fear them."* propos recueillis dans VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. p.735.

<sup>430</sup> GAÛZERE, David « Géopolitique de Daesh : les prisons Tadjikes, cheval de Troie de l'État Islamique en Asie Centrale ? » *Diploweb*, 23/06/2019, consultable sur : <https://www.diploweb.com/Geopolitique-de-Daesh-Les-prisons-tadjikes-cheval-de-Troie-de-l-Etat-Islamique-en-Asie-centrale.html>

<sup>431</sup> LEVYSTONE, Michael "La Guerre en Ukraine vue d'Asie centrale", *IFRI* [en ligne], 13/07/2022 [consulté le 16/04/2024] disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/publications/briefings-de-lifri/guerre-ukraine-vue-dasie-centrale>

<sup>432</sup> Voir l'entrée sur la cérémonie d'accueil du chargé d'affaires Turkmène à Kaboul, sur le site officiel de l'Émirat Islamique d'Afghanistan : <https://mfa.gov.af/en/8577>

<sup>433</sup> MEGHDADI, Kiana "Vers un rapprochement entre le Kazakhstan et l'Afghanistan des Talibans ?" *Novastan* [en ligne], 11/03/2024 (consulté le 07/05/2024) consultable sur : <https://novastan.org/fr/kazakhstan/vers-un-rapprochement-entre-le-kazakhstan-et-lafghanistan-des-talibans/>

<sup>434</sup> VAN DEN BOSCH et al., *The European handbook...* op. cit. p.731.

climatique, qui, elle, menace au premier plan la conception actuelle de la sécurité dans les administrations centrasiatiques<sup>435</sup>.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Lucas Bambesio** est originaire de la zone Indopacifique et installé dans une grande ville française. Il est membre du Comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Il travaille en particulier sur les dynamiques de sécurité de l'espace postsoviétique.



<sup>435</sup> KOCH, Natalie, *Environmental Politics in Central Asia*, in VAN DEN BOSH et al., op cit. pp.811-844.

# La politique interne de la Corée du Sud et son impact sur la géopolitique en Asie du Nord Est

Mathieu Jeong

## Introduction

La politique interne de la Corée du Sud est encore très méconnue dans les pays occidentaux, souvent ignorée au profit d'une analyse strictement néoréaliste, centrée sur l'opposition Corée du Nord/ Corée du Sud, sur l'immense "échiquier" opposant les États-Unis à la Chine en Asie de l'Est. Peu d'études se penchent sérieusement sur l'impact de la politique interne sud-coréenne sur la situation géopolitique en Asie du Nord-Est, politique qui ne se limite pas seulement à s'aligner sur la puissance des États-Unis. Cela ne remet pas en cause l'importance vitale de l'aide apportée par les États Unis à la péninsule, dans un contexte croissant de tension. En effet, la politique interne du pays a un impact sur la scène internationale, y compris dans les relations des dirigeants Sud-coréens avec ceux du Nord mais aussi avec le Japon, variant d'une présidence coréenne à l'autre. Ce rôle doit être analysé à la lumière de l'Histoire afin de comprendre les divisions régionales historiques existantes, de la période des trois royaumes à la guerre de Corée. L'analyse doit être portée sur la surinfection des plaies du passé encore ouverte, et leur impact sur les relations envisageables avec les puissances étrangères à l'heure actuelle. Les enjeux de politiques internes et ceux touchant aux politiques extérieures ne manquent pas de s'entremêler et de produire des effets directs sur la société Sud-Coréenne dans son ensemble, comme le montrent les résultats des élections législatives de 2024 et certains éléments du corpus législatif Coréen, en particulier la Loi de Sécurité Nationale (LSN). Aussi, il semble nécessaire de se pencher sur les relations qu'ont entretenues les deux dernières présidences avec la Corée du Nord, les Etats Unis et le Japon, en évoquant les profondes divisions qui traversent/caractérisent l'écosystème politique coréen sur ce sujet. Ces enjeux ne sauraient être l'objet d'une analyse complète sans que ne soit abordée la question des conflits mémoriaux. Ainsi, il serait judicieux de traiter du sujet en deux parties, la première

s'ancre dans l'Histoire de la Corée et l'évolution des relations avec ses voisins, en analysant les périodes historiques pertinentes. La seconde porte sur l'influence directe de la politique interne de la Corée sur la géopolitique régionale au cours des deux dernières présidences, la place de la question de la réunification, et des relations avec le Japon et les Etats Unis, dans le paysage politique devant être abordée.

## La division politique régionale coréenne interne et externe tributaire de l'Histoire

La période dite des trois royaumes, entre 56 avant Jésus-Christ et le VII<sup>ème</sup> siècle après Jésus-Christ, peut sembler lointaine mais a pourtant laissé des traces profondes dans les relations qu'entretient la Corée avec ses voisins mais aussi sur ses dynamiques politiques régionales. L'affrontement de plus de 300 ans entre les trois royaumes, Silla, Baekje et Goryeo, motivés essentiellement par la volonté de prendre le contrôle des axes commerciaux et de la rivière Han, a laissé des traces durables sur les identités politiques des régions coréennes. Le royaume de la côte Ouest, Baekje, fort de son commerce et connu pour sa richesse artistique, s'allie une première fois en 371 avec la Chine pour combattre son voisin du Nord. Celui-ci a su vaincre l'adversaire chinois et repousser le royaume Baekje<sup>436</sup>. La confédération Gaya, formée dans le même siècle, avait d'ailleurs pour partenaire principal le Japon vers lequel elle exportait des ressources minières importantes. Le jeu des alliances entre la Chine et les trois royaumes conduisit le royaume Silla à prendre en tenaille Goryeo après avoir écrasé Baekje, en effet, en 650 Silla et les chinois conclurent une alliance par traité<sup>437</sup>. Cela permettait à la Chine de se débarrasser d'un de ses adversaires les plus importants, de remettre un pied en Corée et à Silla de réunifier sous son joug la totalité de la péninsule. Cela fut le cas en 666<sup>438</sup>. La conquête du royaume Baekje par l'armée de Silla et des Tangs fut assez dure pour les populations, comme l'illustre la légende, encore tenace, des 3000 femmes désespérées<sup>439</sup> sautant de la falaise à

<sup>436</sup> DAYEZ-BURGEON, Patrick. *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*. 6 Juin 2019.

<sup>437</sup> DAYEZ-BURGEON, Patrick. *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*. 6 Juin 2019.

<sup>438</sup> DAYEZ-BURGEON, Patrick. *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*. 6 Juin 2019.

<sup>439</sup> 이민선 기자. '의자왕'과 '삼천궁녀'의 진실. 2010.01.28, SISA News People. Disponible sur : <https://www.inewspeople.co.kr/news/articleView.html?idxno=4360>

l'approche des troupes ennemies. Au XII<sup>ème</sup> siècle, l'invasion mongole et les 27 ans d'occupations sont souvent comparés à la colonisation japonaise pour leur cruauté, et marqueront un premier véritable état de vassalité à l'empire mongol. De par sa situation stratégique, le Japon et la Chine vont exercer leur influence sur la péninsule. La Chine n'a pas uniquement influencé l'histoire militaire coréenne, mais aussi son histoire politique. Le néo confucianisme comme idéologie d'État sera importé de Chine au XIV<sup>ème</sup> siècle, et permettra au gouvernement de légitimer son autorité et de se détacher de l'emprise bouddhique<sup>440</sup>. La Corée deviendra, du fait de son soutien à l'empire Chinois des Ming, dans la résistance de l'empire face aux mandchous et du fait de sa défaite, la vassale de l'empire des Qing (mandchous)<sup>441</sup>. Le pays s'isola du reste du monde de 1637 à 1882, et cette période a vu naître un fort sentiment anti chinois du fait de l'humiliation subie. Les deux invasions japonaises de la péninsule en 1592 et 1598 vont faire naître un premier sentiment nippophobe, qui transparait considérablement dans les mouvements hostiles aux légations étrangères sur le territoire coréen à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. La guerre sino-japonaise, soldée par la victoire japonaise dans la même période, a attisé ce sentiment anti japonais. La période coloniale japonaise, allant de 1910 à 1945, a, de par son caractère récent, un impact toujours extrêmement important au sein du paysage politique coréen, engendrant un fort conflit au sujet des relations à avoir avec le Japon. La trace des violences exercées, les techniques d'acculturations<sup>442</sup> visant à éliminer l'identité nationale coréenne sont avancées par le parti démocrate contre la normalisation des relations avec l'ancienne puissance d'occupation, quand le parti conservateur préfère se tourner vers l'avenir tout en soulevant l'impact que cette période coloniale a eu sur l'industrialisation et la modernisation de la péninsule. En effet, 25 000 km de routes, 5 000 kilomètres de chemin de fer<sup>443</sup> et de nombreuses usines furent construits en un peu plus de trente ans, au bénéfice de l'administration japonaise sur le moment, la population coréenne servant de main-d'œuvre. Il en est de même pour l'agriculture, qui bien que fortement modernisée, donna lieu à l'expropriation des paysans coréen au profit

<sup>440</sup>DAYEZ-BURGEON, Patrick. Histoire de la Corée, des origines à nos jours. 6 Juin 2019.

<sup>441</sup>DAYEZ-BURGEON, Patrick. Histoire de la Corée, des origines à nos jours. 6 Juin 2019.

<sup>442</sup>BIANCHI, Maddalena. Tensions entre le Japon et la Corée du Sud : aux origines de la discorde. classe Internationale, 18.02.2020. Disponible sur: <https://classe-internationale.com/2020/02/18/tensions-entre-le-japon-et-la-coree-du-sud-aux-origines-de-la-discorde/>

<sup>443</sup>ROY, Alexandre. « Les débuts de l'emprise économique japonaise en Corée coloniale, 1900-1919 », Cipango. Cahiers d'études japonaises, no 18, 1er juin 2011.

de la puissance d'occupation, la forçant à se diriger vers l'usine pour survivre. Suite à la défaite japonaise, l'occident mis du temps à reconnaître l'importance stratégique de la péninsule<sup>444</sup>. Résistant anti-japonais de la première heure, Syngman Rhee devient chef du gouvernement coréen créé en 1919 et basée à la concession française de Shanghai, il sera par la suite nommé représentant du gouvernement provisoire coréen aux États Unis, il retourne en Corée en 1945 à la suite de la défaite japonaise et est élu président de la république sud-coréenne en 1948. Des mesures visant à réprimer l'idéologie communiste sont prises par le nouveau président, ouvertement hostile à la Corée du Nord, cela passant par l'emprisonnement de plusieurs milliers de personnes se revendiquant de cette idéologie ou bien accusé d'en être sympathisant. Personnage controversé, emblème du conflit idéologique de mémoire qui oppose les deux principaux partis depuis les années 1990, Il semble, selon la partie hostile au Président Rhee, que son mandat ait été fortement entaché par les actions de certaines personnalités de son administration, à travers la corruption (le président s'appuyant sur certains de ses amis au détriment de personnes plus compétentes), la mauvaise gestion menant à la stagnation économique et à l'exercice de la violence. Le soutien de ladite puissance au président Rhee est elle aussi sujette à controverse. La méfiance des Etats Unis à son encontre est dû à sa volonté d'indépendance, se traduisant par le rejet de tout accord de paix avec le japon, en procédant aussi à la redistribution des terres confisqués aux paysans coréens, tout en rejetant l'idée de faire de la Corée une zone commerciale américaine.

## Construction et situation politique interne de la Corée du Sud

### Actualités et clés de compréhension

Les élections législatives du 10 Avril 2024 marquent un tournant considérable dans le paysage politique sud-coréen avec l'obtention d'une majorité écrasante, de 192 sièges sur 108, par le parti d'opposition. La scène politique Sud-coréenne voit s'affronter depuis les années 1990, le parti démocrate ,dit du Minju plutôt au centre droit, et le parti conservateur, dit du pouvoir au peuple, entre la droite et l'extrême droite, la Corée n'ayant pas de partis communiste et

---

<sup>444</sup> York, Rob. The American Conservative - Rehabilitating Syngman Rhee. 15/04/2024. Disponible sur : <https://www.theamericanconservative.com/rehabilitating-syngman-rhee/>

socialiste du fait de la loi de sécurité nationale. Les dernières législatives, il y a 4 ans, avaient aussi donné la majorité au parti du Minju mais avec une marge bien moins importante. La dernière élection présidentielle, quant à elle, avait été remportée par le parti conservateur à un très faible pourcentage d'écart, ce qui traduit un esprit contestataire. Aussi, les élections générales ont été marquées par le taux de participation le plus élevé de l'histoire du pays, avec 67%<sup>445</sup>, signe de l'engouement des citoyens pour l'avenir du pays. Plusieurs éléments permettent d'expliquer cette défaite du mouvement conservateur au pouvoir, lors de ces législatives. Dans sa gestion de la retentissante affaire d'Itaewon<sup>446</sup> d'octobre 2022, une terrible bousculade ayant causé la mort de 159 personnes, le gouvernement et les forces de l'ordre sont particulièrement visés par la critique. L'action de la presse, faisant ressortir les scandales touchant aux personnalités politiques des deux camps, a une influence certaine sur la prise de décision politique de la population, sans que celle-ci échappe aux jugements du public sur ses prises de partis. Le Président Yoon Suk Yeol a effectivement annoncé le 30 janvier 2024, s'opposer à la création d'une commission d'enquête spéciale visant à déterminer les causes de la bousculade par voie de veto. Cela a engendré une importante manifestation de la part des familles des victimes<sup>447</sup>. Le texte avait d'ailleurs été adopté par le parti d'opposition. Les nombreux mouvements sociaux de médecins (manque de médecins et surcharge des hôpitaux)<sup>448</sup>, prêtres catholiques (une partie du corps clérical a pris parti pour le parti Minju alors que chez les protestants l'assentiment va plutôt vers le parti conservateur) et autres corps sociaux ainsi que la situation critique du logement peuvent nous donner quelques éléments de réflexion quant à cette situation inédite. Il s'agit aussi certainement d'une contestation de la politique étrangère menée par la présidence Yoon, ce dernier ayant affirmé sa volonté de rapprochement avec les États-Unis et le Japon, au dépend des questions mémorielles, l'amélioration des relations s'étant renforcée avec la rencontre en août 2023 des trois chefs d'État à Camp David<sup>449</sup>. Ils ont affirmé leur volonté de renforcer la coopération militaire et de

<sup>445</sup> OH Jeong-hun. Législatives 2024 : victoire écrasante de l'opposition avec plus de 190 sièges sur 300. *Yonhap News*, 14.04.2024. Disponible sur : <https://m-fr.yna.co.kr/view/AFR20240411000100884>.

<sup>447</sup> OH, Jeong-hun. Bousculade à Itaewon : le bilan s'alourdit à 158 morts 15 jours après le désastre. *Yonhap News*, 14.11.2022. Disponible sur : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20221114000400884>

<sup>448</sup> SCHNEIDER, Fabien. Crise médicale : en manque de médecins en formation, les services d'urgence au bord de la rupture. *Yonhap News*, 08.04.2024. Disponible sur : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20240408003100884>

<sup>449</sup> BALDEYROU, Xavier. Yoon, Biden et Kishida se promettent de se consulter immédiatement en cas de menace commune. *Yonhap News*, 19.08.2023. Disponible sur : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230819000200884>

renseignement. La Corée du Sud et les Etats Unis étant actuellement en plein renforcement stratégique comme en témoignent les exercices conjoints se déroulant actuellement.

### **Polarisation et affrontement des deux principaux partis sur la politique étrangère, à la lumière des mandats successifs (US)**

Les élections législatives de 2024 ont révélé une véritable divergence de fond entre les régions sud coréennes, entre l'Ouest et l'Est. Les cartes nous montrent en effet une population séoulite largement en faveur du parti Minju, s'accompagnant de la quasi-totalité de la façade maritime Ouest alors qu'à l'inverse, conformément à son habitude le Sud Est et une grande partie Est du pays soutiennent la présidence, cela n'est pas sans rappeler les précédentes élections présidentielles<sup>450451</sup>. Cela montre un clivage politique évident entre l'Est et l'Ouest. Séoul, la région métropolitaine de Gyeonggi, la province de Jeolla et la province de Chungcheong ont été dominées par une remise en cause du gouvernement en place, tandis que les provinces de Gangwon et de Gyeongsang ont été plus enclines à le défendre et soutenir ses positions, montrant ainsi la même divergence politique entre l'Est et l'Ouest qu'auparavant. Les 25 sièges de la région de Daegu Gyeongbuk (dans le Sud-Est) ayant été restitués au Parti conservateur, on ne peut que constater que la région a été dominée par l'esprit de parti, le mouvement de remise en cause du régime de Yoon Seok-yul n'ayant pas du tout fonctionné dans la région<sup>452</sup>. De même, la précédente composition du Conseil Régional de Gyeongju constitue une bonne illustration du présent argument Il est assez intéressant de constater en effet que la région de l'ancienne capitale du royaume Silla ne compte que 2 élus du centre droit, dans assemblée aux mains du parti d'extrême droite donc conservateur<sup>453</sup>. Autre élément important, beaucoup d'hommes politiques viennent de cette région du Sud-Est, et le président Park lui-même conserve un grand attachement pour cette région. Les liens entre les chaebols et les

<sup>450</sup> 중앙일보, 개표율 60%...'좌 파랑 우 빨강' 대한민국 반으로 갈렸다. *The JoongAng*, 10.14.2024. Disponible sur : <https://www.joongang.co.kr/article/25241666#home>

<sup>451</sup> 백승목. 20 대 대선, 지역별·연령별·성별이 승패 갈랐다. *daejonilbo*, 10.03.2022. Disponible sur : <https://www.daejonilbo.com/news/articleViewAmp.html?idxn=1509670>.

<sup>452</sup> GYEONGSANGBUK-DO COUNCIL, en ligne, 의회분포, 2024. Disponible sur : <https://council.gb.go.kr/kr/cms/dist>

<sup>453</sup> 중앙일보, 개표율 60%...'좌 파랑 우 빨강' 대한민국 반으로 갈렸다. *The JoongAng*, 10.14.2024. Disponible sur : <https://www.joongang.co.kr/article/25241666#home>

conservateurs semblent eux aussi pouvoir influencer sur cette domination régionale du parti conservateur. L'essentiel de leurs sièges sociaux étant à Séoul, on en retrouve certains, ainsi que d'importants complexes industriels, dans le Sud-Est. Une grande partie des chaebols, grandes entreprises à caractère familial et apparu pour l'essentiel sous la présidence Park, avec l'essor industriel alors centré, en dehors de Séoul, sur Ulsan, Yecheon et Pohang en priorité, entre 1960 et 1970<sup>454</sup>, se sont largement développés dans cette même période. Leur importance fut et demeure considérable. Un certain nombre de personnes employées peuvent vivre, manger, dormir et éduquer leurs enfants sous la coupe de cette même entreprise, de sorte que l'on ne peut raisonnablement douter de l'influence de ces dernières sur les prises de décisions politiques de leurs employés dans différents milieux<sup>455</sup>. L'attitude sur le plan social de ces mêmes entreprises, étant apparue pour beaucoup lors de la période de la présidence Park, constitue de fait un sujet de controverse important, bien que des avancées existent comme les accords de Hyundai motors en 2019<sup>456</sup>, toujours en cours d'évolution. L'impact des grands groupes financiers, de par la nature même de leurs activités et la place qu'ils prennent dans l'économie, sur la politique étrangère sud-coréenne semble être inévitable et transparaît dans le renforcement des accords économiques entre le Japon et la Corée du Sud. Cela nous amène à nous interroger sur la place de ces entreprises et de leur relation avec les politiques<sup>457</sup>. Le paysage politique coréen est secoué par de nombreuses affaires de corruption, le plus célèbre étant certainement celle de Samsung et de l'ancienne présidente Park Geun-ye, qui a abouti à sa destitution. Elle a été graciée par le président Yoon, les conservateurs la défendant farouchement notamment du fait des œuvres de son père, nouvel élément expliquant les tensions. Il est nécessaire de rappeler que le principal allié stratégique de la Corée du Sud dans la région sont les Etats Unis. En effet, l'existence même de cette division de la péninsule n'aurait pu connaître le jour sans l'affrontement des blocs soviétiques et chinois face au bloc américain. Ainsi, la possibilité pour la Corée du Sud d'agir de manière autonome sur le plan militaire est

<sup>454</sup>대한민국 국가지도집, ATLAS NATIONAL DE CORÉE, O6/2019, 149 pages.

<sup>455</sup> PRADELLE, Liana. Les Chaebols sud-coréens en 10 points. *Asialyst*, 13.09.2017. Disponible sur : <https://asialyst.com/fr/2017/09/13/memo-chaebols-sud-coreens-10-points/>

<sup>456</sup> SCHNEIDER, FABIEN. Le syndicat de Hyundai Motor vote en faveur de l'accord salarial. *Yonhap News*, 19.09.2023. Disponible sur: <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230919001000884>.

<sup>457</sup>NADEAU, Leelou. Les chaebols en Corée du Sud : célébrités pour certains, persécuteurs pour d'autres. *Perspective Monde*, 29.02.2024. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3555#:~:text=Le%20terme%20chaebol%20se%20d%C3%A9compose,et%20le%20d%C3%A9veloppement%20%5B6%5D>.

très réduite du fait de l'obligation de collaborer et de consulter la partie américaine, depuis la signature du Traité de défense mutuel de 1953. Cet état de fait est considéré comme indispensable pour une partie de la population coréenne, à la survie de cet état démocratique, mais rend inévitable la forte influence de la partie américaine sur l'axe qu'entend prendre la péninsule en matière géopolitique. Dans les faits, 28500 soldats américains se trouvent actuellement en Corée<sup>458</sup>, essentiellement concentrés sur la zone démilitarisée, Séoul mais aussi sur des îles à l'ouest de la péninsule, à la frontière directe avec le Nord. Après une époque de défiance sous le Président Syngman Rhee (1948-1960), La Corée du Sud connaît un soutien économique-militaire de la part des US, et renforcé en particulier sous la présidence Park (1962-1979). Ces deux Présidents sont extrêmement controversés en Corée, les conservateurs prenant leur parti, s'appropriant leur mémoire, et les démocrates dénonçant leurs actions, notamment en matière de politique étrangère. Cet héritage disputé a un véritable poids dans la prise de décision politique coréenne. Une certaine contestation existe cependant quant au rôle que joue la puissance américaine dans les affaires de politiques intérieures coréenne, du fait du soutien au gouvernement autoritaire pendant la période dictatoriale (citer les dates), mais aussi par rapport à leur silence lors des révoltes étudiantes de 1980<sup>459</sup>. Enfin, il est à noter que les agissements de certains soldats américains pendant la guerre de Corée sont venus animer les débats sur les relations entre la Corée du Sud et les Etats Unis<sup>460</sup>.

### **Une profonde division de la société coréenne sur le plan politique impactant la question de la réunification et les relations avec le japon**

La péninsule coréenne a connu ces dernières années une forte montée des tensions entre les deux pays qui la composent. Les exercices militaires nord-coréens sont de plus en plus récurrents, allant du tir de missile à l'exercice d'artillerie directement à proximité des îles sud-

<sup>458</sup> (auteur inconnu). Les Etats-Unis et la Corée du Sud lancent leurs plus grandes manœuvres militaires conjointes depuis 2018. *Le Monde avec l'AFP*, 22.08.2022. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/22/les-etats-unis-et-la-coree-du-sud-lancent-leurs-plus-grandes-man-uvres-militaires-conjointes-depuis-2018\\_6138658\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/22/les-etats-unis-et-la-coree-du-sud-lancent-leurs-plus-grandes-man-uvres-militaires-conjointes-depuis-2018_6138658_3210.html)

<sup>459</sup>HAN JAE YEONG. La Corée et les États-Unis : une relation particulière. *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 2011/2 (N° 34), pages 113 à 124

<sup>460</sup>HAN JAE YEONG. La Corée et les États-Unis : une relation particulière. *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 2011/2 (N° 34), pages 113 à 124

coréennes<sup>461</sup>, et la constitution nord-coréenne, récemment modifiée, déclare nominalement le Sud comme pays ennemi. Il est cependant possible de constater une différence importante de posture entre les deux dernières présidences sud-coréennes. On peut l'expliquer par la différence de vision sur la question de la lutte anti-communiste et la loi de sécurité nationale (LSN), laquelle proscriit la propagation des idéologies socialistes et communistes sur le sol coréen. L'actuelle administration conservatrice a privilégié un emploi strict de ces dispositions, tant sur le plan interne avec la surveillance accrue des syndicats et le risque d'ingérence du Nord, que sur le plan externe avec sa fermeté par rapport au régime du Nord. Les arrestations de certains leaders de mouvements syndicaux, au nom de la LSN, ainsi que les perquisitions dans les locaux du principal syndicat de travailleurs du pays en témoignent<sup>462</sup>. À l'inverse, le président démocrate Moon avait à plusieurs reprises rencontré le dirigeant Nord-coréen<sup>463</sup>, et fait du rapprochement intercoréen un objectif phare. L'alternance à la Maison-Blanche a aussi eu des conséquences, avec un président Trump rencontrant Kim Jong Hun, puis une administration Biden soutenant le dialogue ferme du président conservateur Yoon. Les Jeux olympiques de Pyeongyang en 2018 ont donné lieu à une controverse quant à l'attitude du gouvernement sud-coréen envers le Nord. En effet, dans l'optique de promouvoir la réunification, le gouvernement avait proposé qu'une seule équipe coréenne soit représenté lors de cet évènement, pour cela un drapeau avait été affiché représentant la péninsule dans sa totalité, bleue sur fond blanc, l'utilisation donc d'un drapeau unifié. Cet événement ne fit pas que des émules, notamment dans le camp conservateur, avec la dénonciation du fait que le drapeau de la république sud-coréenne, chargé d'histoire, soit écarté pour aller dans le sens des bonnes relations avec un pays ouvertement communiste. En effet, cela tend à considérer, pour le parti conservateur, à l'image du ministre du travail et de l'emploi, Kim Moon-Soo et du concept de la "Kim Il-Sung List"<sup>464</sup>, que les têtes de liste et partisans du parti Minju seraient partisans du régime nord-coréen et qu'ils désireraient une réunification coûte que coûte, quand

<sup>461</sup> FOUQUET, Claude. La Corée du Nord tire plus de 200 obus d'artillerie côtière. *Les Echos*, 05.01.2024. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/asia-pacifique/la-coree-du-nord-tire-plus-de-200-obus-d-artillerie-cotiere-2044514>

<sup>462</sup> (auteur inconnu). Rapport annuel : Corée du Sud. *Amnesty International*, 2023. Disponible sur : <https://www.amnesty.fr/pays/coree-du-sud>

<sup>463</sup> LEE, Sae-rom. Moon et Kim vont se rencontrer à nouveau pour le sommet historique de Pyongyang. *Yonhap News*, 19.09.2018. Disponible sur : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20180919000400884>

<sup>464</sup> YOON, Dong-yeol. [유동열 칼럼] 신영복이 누구길래...그의 정체는?. *Newdaily*, 16.10.2022. Disponible sur : <https://www.newdaily.co.kr/site/data/html/2022/10/16/2022101600026.html>

bien même cela imposerait un régime communiste. On peut constater les conséquences directes du passé sur les choix électoraux de la population. S'agissant du Japon, les points de divergences sont multiples au sein de la société coréenne et le résultat des législatives actuelles contribue à le démontrer, les deux principaux partis étant opposés sur cette question. Cela s'explique par le caractère historique multiséculaire de relations communes mais aussi et surtout par la colonisation japonaise de la péninsule de 1910 à 1945. Sous la présidence Moon, de fortes tensions avaient éclaté entre les deux pays sur le plan économique, du fait des questions mémorielles<sup>465</sup>. En Mars 2023, le gouvernement sud-coréen avait annoncé un plan d'indemnisation aux victimes du travail forcé durant la période coloniale mais cela sans la participation japonaise.<sup>466</sup> La participation volontaire du Japon, évoquée, reste lettre morte comme le prouve l'allocution du porte-parole des Affaires Étrangères, Lim Soo-Suk, du 22 février 2024<sup>467</sup>. Il est aussi à noter qu'une controverse a récemment ressurgi entre le ministre Kim Moon-Soo, précédemment mentionné et des membres du parti Minju sur la nature de la nationalité des coréens pendant la période de colonisation japonaise. Le ministre a pris position pour la nationalité japonaise, ce qui a été fortement décrié par le parti d'opposition, ce dernier s'axant sur l'existence d'un gouvernement coréen en exil et des travaux forcés afin d'arguer contre<sup>468</sup>. Des contentieux d'ordre économique, basés sur les contentieux mémoriels ont d'ailleurs éclaté entre la Corée et le Japon en 2019, notamment en matière de microprocesseurs, donnant lieu à des boycotts de produits japonais par la Corée<sup>469</sup>. Le président Park est d'ailleurs décrié pour avoir normalisé les relations avec le Japon en 1965 par voie de traité, 20 ans après la fin de la période coloniale, et pour avoir fait ses classes militaires

<sup>465</sup> PONS, Philippe. Regain de tensions entre le Japon et la Corée du Sud. *Le Monde*, 20.07.2019. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/07/20/regain-de-tensions-entre-le-japon-et-la-coree-du-sud\\_5491546\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/07/20/regain-de-tensions-entre-le-japon-et-la-coree-du-sud_5491546_3210.html)

<sup>466</sup> (auteur inconnu). La Corée du Sud annonce un plan d'indemnisation aux victimes du travail forcé pendant l'occupation japonaise. *Le Monde avec l'AFP*, 06.03.2023. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/06/la-coree-du-sud-annonce-un-plan-d-indemnisation-aux-victimes-du-travail-force-pendant-l-occupation-japonaise\\_6164281\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/06/la-coree-du-sud-annonce-un-plan-d-indemnisation-aux-victimes-du-travail-force-pendant-l-occupation-japonaise_6164281_3210.html)

<sup>467</sup> LEE, Sae-rom. Travail forcé : Séoul espère toujours que le Japon répondra à son plan de résolution. *Yonhap News*. 05.03.2024. Disponible sur : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20240305003300884>.

<sup>468</sup> 홍지인 기자, 김문수 "손기정, 일장기 달았지만 매국노 아냐"...국적 입장 교수. *Yonhap News*. 02.09.2024. Disponible sur : <https://www.yna.co.kr/view/AKR20240902153200001>

<sup>469</sup> MESMER, Philippe. Le passé colonial du Japon parasite les affaires avec la Corée du Sud. *Le Monde*, 25/12/2020. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/15/le-passe-colonial-du-japon-parasite-les-affaires-avec-la-coree-du-sud\\_6063431\\_3234.html#:~:text=Plus%20g%C3%A9n%C3%A9ralement%2C%20les%20ventes%20en,boycott%20et%20du%20Covid%2D19.&text=Nonobstant%2C%20l'avenir%20reste%20sombre,et%20finalement%20repouss%C3%A9%20%C3%A0%202021](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/15/le-passe-colonial-du-japon-parasite-les-affaires-avec-la-coree-du-sud_6063431_3234.html#:~:text=Plus%20g%C3%A9n%C3%A9ralement%2C%20les%20ventes%20en,boycott%20et%20du%20Covid%2D19.&text=Nonobstant%2C%20l'avenir%20reste%20sombre,et%20finalement%20repouss%C3%A9%20%C3%A0%202021).

au Japon dans sa jeunesse, alors que la péninsule était occupée. Le parti conservateur au pouvoir actuellement, revendiquant la mémoire du président Park, adopte lui aussi une logique de renforcement des relations avec le Japon face à la montée des tensions dans la région, comme le montre la rencontre de Camp David précédemment mentionnée. Un point de discorde important se trouve aussi sur le plan maritime avec un affrontement pour la reconnaissance des eaux territoriales<sup>470</sup>, notamment autour de la question de l'appartenance des îlots de Dokdo, actuellement sous contrôle des autorités coréennes mais que le japonais s'attribuent, les changements politiques ne peuvent pas éluder le problème et la question a récemment ré émergée avec la publication du dernier rapport diplomatique annuel japonais. Le rapport accuse en effet la Corée du Sud d'agir en opposition au droit international exerçant une "occupation illégale" sur les îlots, ce que conteste vigoureusement la Corée du Sud.

### **Conclusion :**

L'évolution historique d'un pays est influencée par le contact avec les puissances qui l'entourent. Cependant, la réciprocité de la chose est tout aussi réelle, en témoigne l'évolution de la politique interne de la péninsule coréenne, au fil de son histoire et encore à l'heure actuelle, et son impact sur la géopolitique régionale. Les deux principaux partis coréens sont diamétralement opposés sur la plupart des sujets concernant les relations à avoir avec les autres acteurs de la région, sans toutefois pouvoir faire abstraction de la réalité de l'emprise américaine sur la péninsule. Cela polarise la société coréenne entre un camp démocrate et un autre conservateur. Les pourcentages de participation aux dernières élections législatives nous montrent un véritable engouement de la population coréenne pour le domaine politique. Il est évident que du fait de la forme du système politique sud-coréen, fondé sur le suffrage universel, l'expression populaire par les urnes a des conséquences importantes sur la politique étrangère et la réalité géopolitique régionale du fait de l'orientation du parti choisi. Ainsi, les relations avec le Japon dépendent énormément de la tendance politique au pouvoir : le parti conservateur prône un rapprochement économique et militaire, là où le parti démocrate demeure plus

---

<sup>470</sup> LEE, Sae-rom. Séoul proteste «fortement» contre la revendication renouvelée de Tokyo sur Dokdo. *Yonhap News*, Disponible sur : <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20240416001400884>

réticent et fermement attaché aux questions mémorielles relative à la période coloniale, les contentieux économiques liés à la mémoire ayant éclaté sous la présidence Moon comme rappelé précédemment. La question nord-coréenne n'échappe pas non plus à cette règle. En effet, les multiples rencontres entre Moon Jae In et le chef de l'Etat nord-coréen ont été le signe d'une période d'apaisement, et de l'adoption d'une attitude plus modérée envers les Etats Unis. La situation a considérablement changé depuis le début du mandat du président Yoon avec de vives tensions militaires, ce dernier cherchant un renforcement de l'alliance militaire avec les Etats Unis et le Japon, et un dialogue quasiment inexistant. En se basant sur les éléments précédemment avancés, on peut avancer que les questions mémorielles ont une grande importance à l'heure actuelle dans la sphère politique sud-coréenne, et ont des conséquences sur l'influence qu'exerce la Corée du Sud sur la géopolitique régionale.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Mathieu JEONG** est étudiant en droit international et européen, et chargé de mission Asie du Nord-Est chez « Les Jeunes IHEDN ». Il a été auditeur de la 135<sup>ème</sup> session du Cycle Jeunes IHEDN.



# Le processus de taïwanisation est-il vecteur de crise ? Étude de cas : Les élections de janvier 2024

Par Timo Roy

## Introduction

Alors que le regard occidental semble accorder plus d'importance à l'île de Taïwan ces dernières années, cela a été particulièrement le cas durant les élections de 2024. De fait, la vision occidentale de Taïwan s'est façonnée à travers la relation inter-détroit. On a notamment vu la presse internationale reprendre les mots du nouveau président de la République de Chine William Lai : « *Protéger Taïwan des menaces et intimidations de la Chine* »<sup>471</sup>. Cette mise en lumière par les médias d'un climat hostile sur le détroit, fait écho à la vision biaisée du monde extérieur sur la réalité de l'île. *The Economist* qui avait qualifié Taïwan comme « *l'endroit le plus dangereux de la planète* »<sup>472</sup>, avait aussi identifié les élections de 2020 comme un test pour la démocratie taïwanaise. On a donc retrouvé cette même vision pour les élections de janvier 2024, avec le champ lexical du risque présent dans la presse française et internationale. Je souhaite donc approfondir cette dialectique entre l'activité politique et les perspectives sécuritaires à Taïwan. Il semble que la taïwanisation soit au cœur des dispositions politiques de Taïwan, étant un processus de société intriqué entre initiatives politiques et mécanismes sociaux. La taïwanisation soutient le renforcement et l'affirmation d'une identité taïwanaise dans sa dimension singulière ; une dynamique notamment portée par la démocratisation de l'île<sup>473</sup>. Ce

---

<sup>471</sup> ALJAZEERA. « *Taiwan ruling party's Lai wins presidential election* » [en ligne]. 13 janvier 2024. Disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/13/taiwan-ruling-party-lai-wins-presidential-election>.

<sup>472</sup> THE ECONOMIST. « *The most dangerous place on Earth : America and China must work harder to avoid war over the future of Taiwan* » [en ligne]. 1er mai 2021. Disponible sur : <https://www.economist.com/leaders/2021/05/01/the-most-dangerous-place-on-earth>.

<sup>473</sup> Les premières étapes de la démocratisation à Taïwan ont été marquées par la levée de l'état de loi martiale en 1987, mettant fin à près de quatre décennies de régime autoritaire sous le Kuomintang (KMT). S'en est suivie des réformes

processus sensible est au cœur de l'actualité de Taïwan et de la permanente conflictualité avec la Chine continentale. Dans cette perspective, les élections de janvier 2024, fruit de cette identité démocratique, exacerbent les enjeux identitaires et leurs échos sur les perspectives sécuritaires de l'île, dans le cadre de la relation avec la République populaire de Chine. La relation sino-taiwanaise est complexe, marquée par une histoire unique<sup>474</sup>, ponctuée de grandes crises. On observe un flux de tensions sensible, et s'il n'y pas de conflits ouverts, la relation sur le détroit reste conflictuelle. Ainsi, mobiliser le concept de crise est pertinent pour comprendre la manière dont le détroit est en proie à une certaine instabilité. Si la crise est un concept sociologique, son application dans les relations internationales ne propose pas de définition universelle<sup>475</sup>. Toutefois, on admet qu'une crise caractérise une situation violente ou potentiellement violente. Ainsi, le but de cet article est d'une part, d'identifier si la dynamique de taiwanisation et son expression au travers des élections de janvier 2024, ont été source de crises sur le détroit, et d'autre part, si cette dynamique crée des conditions favorables à une instabilité dans un futur proche. Quels éléments de la dynamique identitaire taiwanaise pourraient faire basculer la stabilité de Taïwan ? Le résultat des élections se présente-t-il comme annonçant une instabilité sur le détroit de Taïwan ?

## Une identité démocratique

Premièrement, l'identité taiwanaise n'est pas un concept abstrait et fragile. Le processus de taiwanisation est un terme fréquemment évoqué, et cette dynamique est tangible dans la société depuis les années 1990. Aujourd'hui, l'auto-identification des habitants de l'île comme étant de nationalité taiwanaise est quasi-totale. Les travaux de Frank Muyard<sup>476</sup> ont notamment mis en lumière cette évolution au cours des trente dernières années. Il montre que, selon les tranches d'âge, les habitants de Taïwan tendent à effacer

---

constitutionnelles, et enfin l'organisation des premières élections présidentielles au suffrage universel en 1996, jetant ainsi les bases d'un régime démocratique mature et stable.

<sup>474</sup> DREYER, June Teufel. "A History of Cross Strait Interchange". *Crisis in the Taiwan Strait*, 1997, p. 13-45.

<sup>475</sup> PHILLIPS, Warren, and RIMKUNAS, Richard. "The Concept of Crisis in International Politics." *Journal of Peace Research*, Vol. 15, n°3, 1978, pp. 259-272.

<sup>476</sup> MUYARD, Frank. "The Role of Democracy in the Rise of the Taiwanese National Identity". *A New Era in Democratic Taiwan*, Jonathan Sullivan and Chun-yi Lee, 2018.

progressivement toute identification à la Chine<sup>477</sup>. Également, il met en relation cette tendance avec l'activité démocratique, qui a permis de délimiter de manière inclusive une communauté politique nationale. Ainsi, janvier 2024 représente les 8<sup>e</sup> élections au suffrage universel du régime démocratique taïwanais. Fondé sur la transparence, le pluralisme et une alternance politique régulière, ce régime repose sur une démocratie stable aspirant à la paix. L'adhésion populaire qui fait vivre cette activité démocratique, illustre bien que l'identité taïwanaise n'est pas un phénomène mineur, mais bien enraciné dans la société. Le processus de taïwanisation a permis de poser les bases d'un système aujourd'hui abouti. Ainsi, les élections de janvier 2024 ne sont ni une affirmation identitaire, ni une provocation indépendantiste, mais simplement l'activité politique régulière du régime taïwanais. La nature d'une crise réside dans une dimension disruptive, or, les élections se sont déroulées dans la sérénité. De plus, les quelques mouvements chinois, tels que le passage d'un satellite au-dessus de l'île, ou l'augmentation soudaine des taxes douanières, ne constituent pas le déclenchement d'une crise. La perception chinoise n'a pas été bouleversée par un élément inattendu. Ces actions s'inscrivent dans la perpétuelle stratégie d'intimidation exercée par Pékin. Les pressions dans le détroit de Taïwan sont récurrentes, et n'indiquent pas nécessairement une montée des tensions, ou même une crise immédiate. Cette idée est d'autant plus renforcée par l'impassibilité du gouvernement et de la population face à ces mouvements, ce qui reflète l'enracinement démocratique des institutions et de l'adhésion populaire. Cependant, bien que la taïwanisation ait permis l'émergence d'une identité distincte, majoritairement acceptée à Taïwan depuis plus d'une décennie, on peut se demander si cette dynamique ne risque pas de radicaliser davantage la position chinoise, et ainsi de mettre en danger la stabilité de l'île. En effet, on observe la persistance d'une volonté primordiale de réunification dans le récit de Xi Jinping. Cependant, une solution similaire à celle de Hong Kong apparaît incompatible avec le cas de Taïwan, au regard de la rupture identitaire de fait. Ainsi, l'éventualité d'une réunification pacifique semble exclue. Les élections de janvier 2024 rappellent indirectement cette impasse : elles soulignent d'une

part la consolidation démocratique de Taïwan, et, d'autre part, mettent en lumière l'échec des autres facettes de la stratégie chinoise pour initier une réunification.

## La taïwanisation dans le clivage partisan

Bien que les candidats et partis concourants aux élections de janvier 2024, indifféremment de leurs étiquettes, semblent confirmer l'institution d'une identité taïwanaise forte, il est nécessaire d'observer leurs relations distinctes vis-à-vis de cette question, tant dans sa conception que dans ses perspectives. Cela permettrait de comprendre si le clivage partisan taïwanais et l'issue des élections soulèvent des enjeux de stabilité sur la relation inter-détroit. En effet, les deux partis majoritaires depuis l'avènement de la démocratie, le Kuomintang (KMT), et de Parti démocrate progressiste (PDP), se sont construits sur des idéaux différents, notamment en ce qui concerne la taïwanisation. Alors que le KMT, dans un esprit plus conservateur, portait un message « *d'indigénisation* »<sup>478</sup> pour affirmer une identité taïwanaise, le PDP a quant à lui lutté pour une « *dé-sinisation* »<sup>479</sup> au travers de politiques culturelles. En 2024, cette divergence persiste, avec des degrés d'opposition au régime chinois différents. Le KMT soutient une ligne similaire au PDP, mais par un degré d'affirmation bien plus réduit. Dans les programmes politiques des candidats pour ces élections, Hou Yu-ih du KMT se montre ouverte au consensus de 1992 et l'ECFA (accord-cadre de coopération économique). Malgré leurs oppositions sur le fond, le KMT semble porter une identité taïwanaise compatible avec une coopération étroite sur le détroit<sup>480</sup>. De son côté, Lai Ching-te, candidat du PDP, rejette explicitement ces accords, perçus comme limitant l'autonomie de Taïwan<sup>481</sup>, et prône une politique audacieuse d'affirmation nationale, tout en évitant une posture indépendantiste provocatrice. Enfin, un nouvel acteur émerge également, Ko Wen-je, à la tête du Parti populaire taïwanais (PPT), ouvrant une voie alternative. Il ne s'est

<sup>478</sup> BI-YU, Chang. « De la taïwanisation à la dé-sinisation. La politique culturelle depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises* [en ligne]. Septembre-octobre 2004, mis en ligne le 01 septembre 2007, consulté le 18 avril 2024. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/682>

<sup>479</sup> Ibid.

<sup>480</sup> INSIDE TAÏWAN. « Les programmes des candidats à la présidentielle 2024 de Taïwan » [en ligne]. 4 janvier 2024. Disponible sur : <https://insidetaiwan.net/societe/programmes-des-candidats-presidentielle-2024>

<sup>481</sup> Ibid.

pas construit sur une ligne politique concernant la relation inter-détroit, et cherche à se positionner au centre du clivage traditionnel, de manière plus neutre, en mettant principalement en avant des causes domestiques. Ainsi, cette diversité de propositions représente une preuve irréfutable d'une démocratie fonctionnelle assurant un pluralisme. Toutefois, face à la perspective d'instabilité, la conception de l'identité taïwanaise diverge entre ces groupements politiques, parfois même en leur sein. Pékin a évidemment intérêt à ce que le KMT accède au pouvoir, étant un parti historiquement plus en phase avec la sphère chinoise à l'échelle civilisationnelle et économique. Dans ce contexte où l'interprétation de la « *taiwanéité* »<sup>482</sup> varie en fonction du clivage politique, cette fragmentation peut offrir des opportunités à Pékin pour influencer ces élections, nous permettant ainsi d'affirmer que cette division est un facteur potentiel de crise. Toutefois, malgré leurs différences de ligne politique et de courants militants, les partis ne semblent pas totalement figés sur la question chinoise. Selon le chercheur Stéphane Corcuff<sup>483</sup>, cet enjeu au cours des élections à tout aussi été central qu'invisible dans le débat. De manière générale, les trois partis convergent vers des principes préservant la stabilité de l'île, telle que la volonté commune d'augmenter le budget de défense, mais cherchent à se distinguer par des politiques domestiques innovantes. Par exemple, le PDP, perçu auparavant comme un parti particulièrement indépendantiste, a promu une stabilité et une sérénité durant les deux mandats précédents de Tsai Ing-wen. Dans ces élections, il se présente non pas comme un facteur de risque, mais comme un garant d'un développement stable pour Taïwan, bien que cette perception soit nuancée par une hostilité persistante de Pékin. En outre, concernant la causalité entre ces élections et une instabilité politique du détroit, les résultats de l'élection présidentielle et législative<sup>484</sup> annoncent un paysage tripartite équilibré, permettant un espace de négociation. En effet, Lai Ching-te a remporté les élections présidentielles, permettant au PDP de rester au pouvoir pour un troisième mandat consécutif, ce qui est inédit. Mais cette victoire n'est

---

<sup>482</sup> BI-YU, Chang. « De la taiwanisation à la dé-sinisation. La politique culturelle depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises* [en ligne]. Septembre-octobre 2004, mis en ligne le 01 septembre 2007, consulté le 18 avril 2024. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/682>

<sup>483</sup> Jeunes IHEDN. « Entre Taïwanisation de la société et équilibrisme avec Pékin : que retenir des élections 2024 et quelles projections pour les années à venir ? ». *Conférence, Comité Asie-Pacifique*, 24 janvier 2024.

pas synonyme de « *blanc-seing* »<sup>485</sup>. L'élection du Yuan législatif, Parlement taïwanais, a permis au KMT d'obtenir un siège de plus que le PDP, donnant alors au PPT les clefs pour déterminer la majorité par ses quelques sièges. Ainsi, avec premièrement cette répartition obligeant une coopération, deuxièmement, la position forte d'un nouveau parti tourné vers une politique domestique, et enfin, la continuité du PDP comme parti de gouvernement : il est légitime de se demander si ce pluralisme politique renforce une identité taïwanaise diversifiée et apaisée, ou s'il laisse un espace à Pékin pour accentuer sa pression, notamment par des manœuvres militaires dans le détroit de Taïwan.

## La portée internationale de la taïwanisation

Le concept de crise porte intrinsèquement sur le caractère transcendant d'une situation susceptible de générer une escalade. Dans quelle mesure, durant ces élections, la taïwanisation constitue-t-elle un facteur de crise au niveau international ? Si cette dynamique provoque l'intervention d'acteurs et élargit ainsi le rapport de force au-delà de la relation initiale concernant le détroit, on peut souligner des conditions favorables à une crise internationale. Cela s'est déjà manifesté lors de la crise de 1996, où l'intervention des États-Unis, motivée par leur volonté de protéger l'émergence démocratique de Taïwan, avait été un élément déterminant d'une escalade potentielle. Dans le cadre d'une taïwanisation reliant l'identité démocratique de l'île aux démocraties du monde, un nouveau système relationnel émerge, redéfinissant les rapports de force. Taïwan s'inscrit comme un enjeu de la cristallisation d'un ordre international qui tend à se diviser, entre un centre d'intérêt occidental incarné par les États-Unis, et une force divergente : la Chine. Ainsi, la victoire du PDP conforte les liens officieux mais pertinents, d'un point de vue constructiviste<sup>486</sup>, entre Taïwan et les États-Unis. Par ailleurs, la diplomatie publique de Taïwan contourne les voies diplomatiques classiques, et permet d'entretenir des relations axées sur l'identité. La *New Southbound Policy* de Taïwan favorisant les échanges

<sup>485</sup> JULIENNE, Marc. « Élections à Taïwan : victoire mais pas de blanc-seing pour William Lai ». *Lettre du Centre Asie* [en ligne], n° 108, IFRI, 19 janvier 2024. Disponible sur :

<https://www.ifri.org/fr/editoriaux/elections-taiwan-victoire-mais-pas-de-blanc-seing-pour-william-lai>.

<sup>486</sup> JEPPEPERSON, Ronald L., KATZENSTEIN, Peter J. et WENDT, Alexander. « Norms, Identity, and Culture in National Security ». Dans : KATZENSTEIN, Peter J. « The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics ». Columbia University Press, 1996 - 562 pages.

humains<sup>487</sup> au niveau régional, mais aussi les échanges parlementaires avec l'Europe<sup>488</sup>, sont des exemples illustrant la construction d'un soutien international pour Taïwan. De plus, il ne s'agit pas uniquement de similitudes en matière de valeurs et de principes. L'identité taïwanaise libérale lui a permis de prendre un rôle important dans certains secteurs de l'économie mondiale. Le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) estimait qu'une crise sur le détroit causerait inévitablement « *a seizing up of international trade* »<sup>489</sup>, c'est-à-dire un blocage du commerce international. En conséquence, l'implication croissante de Taïwan dans les systèmes d'échanges internationaux permet d'identifier une zone de risque potentiel. Toutefois, ce facteur est nuancé, pouvant aussi être perçu comme stabilisateur. En tant que bastion démocratique, l'île a toujours reçu un appui des États-Unis, notamment au travers d'une médiation avec Pékin. Cette dynamique a été illustrée par l'accord entre Xi Jinping et Joe Biden en décembre 2023, visant à garantir un climat stable pendant les élections.

## Conclusion

Les élections de janvier 2024 ont mis en lumière de manière accrue l'importance de Taïwan sur la scène internationale, attirant l'attention sur les enjeux sécuritaires et politiques liés à sa relation avec la Chine. Cette focalisation souligne le défi majeur de la préservation de la stabilité dans le détroit de Taïwan, dans un contexte où les dynamiques politiques et identitaires internes s'entremêlent avec les pressions extérieures, créant les conditions propices à une crise. L'analyse de ces élections par le prisme de la taïwanisation révèle une dialectique complexe entre l'activité politique et les enjeux régionaux. D'une part, elles ont illustré la robustesse de la démocratie taïwanaise et l'affirmation croissante d'une identité taïwanaise distincte, contribuant à la stabilité du détroit. D'autre part, elles ont mis en exergue les tensions persistantes avec Pékin, et les divergences politiques internes, qui pourraient à terme alimenter les risques d'une crise.

---

<sup>487</sup> CSIS « *TAIWAN'S NEW Southbound Policy Deepening Taiwan's Regional Integration* ». July 2019.

<sup>488</sup> BLANCHETTE, Jude, HASS, Ryan, and MCELWEE, Lily. « *Building international support for Taiwan* » [en ligne]. CSIS, 13 février 2024. Disponible sur :

<https://www.csis.org/analysis/building-international-support-taiwan>

<sup>489</sup> Ibid.

En définitive, les élections taiwanaïses, situées à l'intersection d'enjeux stratégiques et politiques, reflètent principalement la tension identitaire entre Taïwan et la Chine continentale. Bien qu'elles suscitent de nombreuses questions dans la dynamique régionale, ces élections de janvier 2024 ne semblent pas pour autant constituer de rupture significative, ou déclencher une crise dans l'immédiat.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Timo Roy** est membre du comité Asie-Pacifique depuis novembre 2023. Il est en Licence 3 à l'Institut Catholique de Paris (ICP), dans le domaine des Sciences sociales, spécialisé en relations internationales. Il effectue actuellement un échange universitaire à Kaohsiung à Taïwan. Ses centres d'intérêt sont les questions de défense, l'analyse de conflits, les *peace studies*, et l'Asie du Sud-Est.



# Comment la crise de Fukushima cristallise-t-elle toujours la question du nucléaire civil au Japon ?

Par Marie-Aude Tronco

## Introduction

La question du nucléaire est un sujet particulièrement sensible pour l'archipel japonais. Sur le plan historique, le Japon est le seul pays au monde à avoir subi le traumatisme de la bombe nucléaire, à Hiroshima et Nagasaki. Le 6 août 1945, selon une enquête américaine, près de 78 000 habitants sur les 245 000 de la ville sont morts sur le coup. La majorité des blessés ont été irradiés, rendant les chiffres exacts des conséquences difficiles à établir. Les survivants appelés les « *hibakusha* », témoignent dans un article du Monde, d'un sentiment de honte, de la peur d'être rejetés, d'être malades et d'avoir des enfants en mauvaise santé.<sup>490</sup> Depuis la guerre en Ukraine, le Japon s'inquiète de voir Vladimir Poutine brandir la menace de l'arme nucléaire dans ses déclarations.<sup>491</sup> C'est notamment à Hiroshima qu'a eu lieu la réunion du G7 en mai 2023. Cette rencontre a été l'occasion pour les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 de réaffirmer l'importance de la paix, de rendre hommage aux victimes d'Hiroshima et Nagasaki et de discuter des enjeux liés à la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'à l'utilisation du nucléaire comme source d'énergie.<sup>492</sup> Le premier ministre japonais, Fumio Kishida, a alors déclaré : « *La dévastation causée par les armes nucléaires à Hiroshima et Nagasaki ne peut jamais se répéter.* ». Après la Seconde Guerre mondiale, le Japon est devenu un fervent défenseur

<sup>490</sup> PONS, Philippe. « Hiroshima : le combat des "*hibakusha*" contre l'oubli ». *Le Monde* [en ligne], 30 juillet 2015. Disponible sur :

[https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2015/08/05/hiroshima-le-combat-des-hibakusha-contre-l-oubli\\_4712659\\_3216.html#:~:text=Avec%20la%20disparition%20des%20victimes,un%20%C3%A9cho%20au%20cri%20du.](https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2015/08/05/hiroshima-le-combat-des-hibakusha-contre-l-oubli_4712659_3216.html#:~:text=Avec%20la%20disparition%20des%20victimes,un%20%C3%A9cho%20au%20cri%20du.)

<sup>491</sup> PROULX Boris. « Hiroshima, ville pacifique dans un pays en réarmement ». *Le Devoir* [en ligne], 13 mai 2023. Disponible sur : Hiroshima, ville pacifique dans un pays en réarmement | Le Devoir.

<sup>492</sup> *Ibid.*

de la non-prolifération des armes nucléaires. En 1968, il a adopté le principe des « trois non au nucléaire » (*hikaku sangensoku*) : non à la fabrication, non à la possession et non à l'introduction d'armes nucléaires par d'autres.<sup>493</sup> Le 11 mars 2011, un séisme de magnitude 9 sur l'échelle de Richter frappe l'archipel japonais à 14h46. Ce dernier va provoquer moins d'une heure plus tard, un violent tsunami. Cette catastrophe naturelle cause la mort de près de 18 000 personnes et le déplacement de près de 200 000 habitants. La centrale de Fukushima *Dai-ichi*, située sur la côte est de l'île de Honshu, à 200 kilomètres de Tokyo, est gravement affectée. Les quatre réacteurs de la centrale se dégradent rapidement en raison des coupures d'électricité. Le 12 mars, une explosion d'hydrogène se produit dans le bâtiment du premier réacteur. Les 14 et 15 mars, des explosions similaires surviennent dans les bâtiments des deuxième, troisième, puis quatrième réacteurs<sup>494</sup>. Ainsi, à la catastrophe naturelle s'ajoute une catastrophe nucléaire d'une gravité exceptionnelle. Les centrales nucléaires avaient alors été fermées à la suite de la catastrophe. Ce sont aujourd'hui seulement neuf centrales nucléaires qui sont en fonction, alors que le pays compte un total de 51 réacteurs nucléaires. Toutefois, ces réacteurs ne fonctionnent pas en permanence<sup>495</sup>. Le vocabulaire utilisé pour évoquer ces événements varie : on peut lire « catastrophe de Fukushima » ou encore « l'accident ». Ce qui nous intéresse ici, c'est la crise que cela va engendrer. Selon le CNRTL (Centre national de ressources textuelles et lexicales), une crise est définie comme une « situation de trouble profond dans laquelle se trouve la société ou un groupe social et laissant craindre ou espérer un changement profond ». Comment la crise de Fukushima cristallise-t-elle toujours la question du nucléaire civil au Japon ? Il s'agit d'une question complexe, où plusieurs facteurs doivent être pris en compte, tels que la peur de la disparition, profondément ancrée dans la culture japonaise, la question de la mémoire, ainsi que les impacts sanitaires, écologiques et diplomatiques de l'après-crise. Il convient également

<sup>493</sup> PELLETIER Philippe. « Hiroshima-Fukushima, même combat. », in : *La Fascination du Japon. Idées reçues sur l'archipel japonais* [en ligne]. Le Cavalier Bleu, 2018, p. 267-274. Disponible sur : <https://www-cairn-info.acces.bibl.ulaval.ca/la-fascination-du-japon--9791031802824-page-267.htm>.

<sup>494</sup> LENOIR Yves. « 11 mars 2011, Fukushima entre dans l'histoire » in : *La comédie atomique. L'histoire occultée des dangers des radiations* [en ligne]. La Découverte, « Cahiers libres », 2016, p. 257-286. Disponible sur : <https://www-cairn-info.acces.bibl.ulaval.ca/la-comedie-atomique--9782707188441-page-257.htm>.

<sup>495</sup> Agence France Presse. « 11 ans après Fukushima, Le Japon veut relancer le nucléaire ». *Sciences et Avenir* [en ligne], 24 août 2022. Disponibles sur : [https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/nucleaire/le-japon-se-prepare-a-relancer-le-nucleaire-pour-de-bon\\_165768](https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/nucleaire/le-japon-se-prepare-a-relancer-le-nucleaire-pour-de-bon_165768).

de noter que l'incident de Fukushima a eu des répercussions non seulement au Japon, mais aussi à l'échelle mondiale. Par exemple, le gouvernement allemand a décidé de sortir du nucléaire civil à la suite de Fukushima.

## La place du nucléaire dans l'énergie au Japon

### La situation du nucléaire dans le mix énergétique japonais

« Dès le 11 mars 2011, la catastrophe a déclenché une investigation et un apprentissage collectifs d'une profondeur comparable aux événements disruptifs qui ont marqué l'histoire moderne. Ce processus ne peut être comparé qu'à un tsunami. », écrit Alain-Marc Rieu à propos de la catastrophe de Fukushima. Depuis, la guerre en Ukraine a provoqué une crise énergétique qui affecte de nombreux pays dans leurs politiques énergétiques, y compris le Japon. À la suite de l'incident de Fukushima, la décision avait été prise de fermer les centrales nucléaires en 2013<sup>496</sup>. Cette décision résultait de contraintes de maintenance et de la création de nouvelles normes de sécurité liées à l'incident. L'opinion publique n'a pas eu d'influence sur ce processus, car seuls critères purement sécuritaires ont été pris en compte. À la suite de cette décision, le coût de l'électricité au Japon aurait augmenté de 15 à 20 %.<sup>497</sup> Le mix énergétique japonais s'en est vu indéniablement modifié. Avant 2011, l'énergie nucléaire représentait 28 % de l'électricité japonaise. Cette fermeture a entraîné une transition vers une énergie d'origine thermique à partir du pétrole et du gaz. Les augmentations se traduisent par une part de 8 % pour le charbon, 54 % pour le pétrole, et 31 % pour le gaz naturel.<sup>498</sup> Or, la Russie étant un grand exportateur de gaz naturel et de pétrole, les sanctions internationales ont provoqué une flambée des prix de l'énergie. En plus des considérations purement énergétiques, le nucléaire est désormais mis en avant comme une énergie verte par opposition aux énergies fossiles, jugées plus

<sup>496</sup> MESMER Philippe. « Le Japon relance le nucléaire, malgré l'hostilité de sa population ». *Le Monde* [en ligne], 10 août 2015. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/energies/article/2015/08/11/le-japon-relance-le-nucleaire-malgre-l-hostilite-de-sa-population\\_4720135\\_1653054.html](https://www.lemonde.fr/energies/article/2015/08/11/le-japon-relance-le-nucleaire-malgre-l-hostilite-de-sa-population_4720135_1653054.html).

<sup>497</sup> *Ibid.*

<sup>498</sup> LAPONCHE Bernard. « L'énergie au Japon en suite à Fukushima 2010-2013 ». *Les cahiers de GLOBAL CHANCE* [en ligne], n°36, novembre 2014. Disponible sur : <https://www.global-chance.org/IMG/pdf/gc36p47-65.pdf>.

polluantes. Le Japon s'est fixé pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 46 % d'ici 2030 et vise le net 0 d'ici 2050.<sup>499</sup> La guerre en Ukraine a provoqué une crise énergétique mondiale, ce qui a conduit le gouvernement japonais à annoncer six mois plus tard, à l'été 2022, une utilisation plus accrue de l'énergie nucléaire.<sup>500</sup> Suite à la catastrophe de Fukushima, la part du nucléaire civil dans la production d'électricité avait drastiquement diminué, passant de 30 % avant 2011 à seulement 4 % en 2020.<sup>501</sup> Pour le premier ministre Fumio Kishida, « *L'invasion russe de l'Ukraine a largement transformé le paysage énergétique mondial et par conséquent le Japon doit tenir compte de potentiels scénarios de crise dans le futur* »<sup>502</sup>. L'objectif est ainsi de relancer d'anciens réacteurs qui avaient été mis à l'arrêt, tout en allongeant leur durée de vie. En effet, le Japon est devenu fortement dépendant des importations d'énergies fossiles. La crise énergétique de 2022 a exacerbé cette situation, affectant de nombreux pays en raison de la hausse des prix et des difficultés d'approvisionnement. Selon Tom O'Sullivan, spécialiste des questions énergétiques, les Japonais prennent de plus en plus conscience de la nécessité de réduire leur dépendance aux énergies fossiles. Par ailleurs, Hiroshi Yamagata conclut dans son étude que la clé pour justifier l'utilisation de l'énergie nucléaire réside dans la capacité à rassurer la population sur la gestion des déchets nucléaires, une question qui soulève d'importants enjeux écologiques.<sup>503</sup>

### **Fukushima, un traumatisme environnemental**

La catastrophe de Fukushima a créé un précédent écologique majeur. En effet, la gestion de l'eau contaminée constitue une question épineuse. Près de 350 m<sup>3</sup> d'eau sont nécessaires pour maintenir la température des réacteurs en dessous de 50 °C. Cette eau est ensuite stockée dans d'immenses réservoirs bleus près de la centrale. Seule une partie

<sup>499</sup> YAMAGATA Hiroshi. "Public opinion on nuclear power plants in Japan, the United Kingdom, and the United States of America : A prescription for peculiar Japan". *Energy Policy*, 2024, Volume 185.

<sup>500</sup> Agence France Presse. *Op. cit.*

<sup>501</sup> *Ibid.*

<sup>502</sup> Agence France Presse. « Le Japon se prépare à relancer le nucléaire, 11 ans après Fukushima ». *Radio-Canada* [en ligne], 24 août 2022. Disponible sur :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1907511/energie-nucleaire-reacteur-environnement-fukushima>.

<sup>503</sup> YAMAGATA Hiroshi. "Public opinion on nuclear power plants in Japan, the United Kingdom, and the United States of America : A prescription for peculiar Japan". *Energy Policy*, 2024, Volume 185.

de cette eau peut être traitée et réutilisée pour le refroidissement<sup>504</sup>. La gestion de cette eau implique donc des problématiques complexes de logistique, de stockage et d'écologie. En 2019, soit huit ans après, près de 1 000 000 de tonnes d'eau étaient stockées dans ces réservoirs, ce qui équivaut à environ 400 piscines olympiques<sup>505</sup>. D'après les prévisions, la capacité maximale de stockage aurait dû être en 2022. Par conséquent, les premiers déversements dans la mer ont commencé en 2023. Trois scénarios avaient été envisagés afin de faire face à cette situation. Le premier consistait à enfouir cette eau sous terre dans des réservoirs, le second à diffuser dans l'atmosphère une partie de cette eau et enfin le dernier à la déposer traitée dans l'Océan Pacifique.<sup>506</sup> Le dernier scénario était celui pressenti pour se réaliser, car perçu comme étant la solution la plus réaliste. Le processus devait ainsi se poursuivre jusqu'en 2050, graduellement. La contrainte était que l'eau déversée dans le Pacifique ne doit pas dépasser la norme de 1 500 becquerels (Bq) par litre. À titre de comparaison, la norme de l'OMS pour qu'une eau soit potable est de 10 000 becquerels par litre, soit dix fois plus que l'objectif fixé par le Japon. Ce fut chose faite à l'été 2023, Lorsque l'entreprise Tepco, opérateur de la centrale, a commencée à déverser dans l'océan Pacifique une partie de ces eaux. Cette action a été autorisée par l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA). Une campagne de communication a été mise en place pour rassurer la population, comprenant des visites du site et la publication de vidéos montrant des poissons nageant dans l'eau traitée. Le premier ministre japonais Fumio Kishida est allé jusqu'à se mettre en scène dans une vidéo en train de manger des fruits et poissons provenant de Fukushima. Cependant, après l'annonce du rejet des eaux, des tentatives de désinformation ont circulé sur internet, avec de fausses images de courants violets et rouges attribuées à tort aux eaux traitées de la centrale, ce qui a pu renforcer la méfiance chez certains.<sup>507</sup> Les pêcheurs japonais s'inquiètent des répercussions sur leurs produits

<sup>504</sup> BALLUFFIER Asia. « Comment se débarrasser de l'eau radioactive de Fukushima ». *Le Monde* [en ligne], 5 septembre 2019. Disponible sur :

[https://www.lemonde.fr/planete/video/2019/09/05/fukushima-comment-se-debarrasser-de-l-eau-radioactive-qui-s-accumule\\_5506844\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/video/2019/09/05/fukushima-comment-se-debarrasser-de-l-eau-radioactive-qui-s-accumule_5506844_3244.html).

<sup>505</sup> *Ibid.*

<sup>506</sup> *Ibid.*

<sup>507</sup> Agence France Presse. « Le 1<sup>er</sup> ministre japonais déguste du poisson de Fukushima pour rassurer les gens ». *Polynésie première* [en ligne], 30 août 2023. Disponible sur :

<https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/le-1er-ministre-japonais-deguste-du-poisson-de-fukushima-pour-rassurer-les-gens-1424861.html>.

et sur les ventes. Bien que les études sur le sujet soient rassurantes, cela ne suffit pas à convaincre pleinement les consommateurs. C'est ce que défend le représentant de l'industrie de la pêche nipponne, Masanobu Sakamoto « *Nous sommes toujours opposés au rejet de l'eau* » car « *la sécurité scientifique n'équivaut pas nécessairement à un sentiment de sécurité dans la société* ». <sup>508</sup> D'après un sondage réalisé par le quotidien japonais Asahi, 51 % des Japonais seraient favorables au rejet des eaux. <sup>509</sup> Une majorité n'est ainsi clairement pas visible. À l'international, cette décision a provoqué une crise diplomatique avec des pays voisins comme la Chine et la Corée du Sud. La Chine a annoncé la suspension de ses importations de poissons et de fruits de mer japonais, accusant le Japon d'un comportement « *égoïste et irresponsable* ». <sup>510</sup> Ainsi, ce qui inquiète en partie l'opinion, c'est l'enjeu sanitaire d'après-crise. Plusieurs études sont faites sur la préfecture de Fukushima, où des milliers de personnes ont été évacuées, dont des familles qui n'étaient toujours pas rentrées chez elles en 2015. Les adultes, ainsi que les sous-traitants de la centrale exposés aux rejets radioactifs ont été soumis à des tests. Les enfants ont également été testés, notamment pour la thyroïde. <sup>511</sup> La thyroïde est particulièrement sensible aux rayonnements ionisants, surtout pendant l'enfance, et l'exposition peut entraîner l'apparition de kystes, dont certains peuvent être cancéreux. À la suite de l'accident de Tchernobyl, une augmentation des cancers de la thyroïde avait été constatée chez les enfants et les adolescents, en raison des iodes radioactifs présents dans l'atmosphère après l'incident. <sup>512</sup> Cependant, la méthode de l'étude est limitée, car une partie des personnes testées cessent de participer avec le temps. C'est l'un des enjeux majeurs de ces études : maintenir une cohorte sur la durée pour obtenir des résultats fiables. Ces études, prévues par les autorités sanitaires japonaises, doivent s'étendre sur

<sup>508</sup> Agence France Presse. « Fukushima : trois questions sur le rejet en mer des eaux contaminées de la centrale nucléaire, qui vient de commencer et doit durer des décennies ». *France Info* [en ligne], 22 août 2023. Disponible sur : [https://www.francetvinfo.fr/monde/japon/fukushima/fukushima-trois-questions-sur-le-rejet-en-mer-des-eaux-contaminees-de-la-centrale-nucleaire-qui-doit-durer-plusieurs-decennies\\_6019295.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/japon/fukushima/fukushima-trois-questions-sur-le-rejet-en-mer-des-eaux-contaminees-de-la-centrale-nucleaire-qui-doit-durer-plusieurs-decennies_6019295.html).

<sup>509</sup> MESMER Philippe. « Le Japon autorise le rejet des eaux de Fukushima, malgré les oppositions multiples ». *Le Monde* [en ligne], 22 août 2023. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/08/22/nucleaire-le-japon-autorise-le-rejet-des-eaux-de-fukushma-malgre-les-oppositions-multiples\\_6186159\\_3244.html#:~:text=Des%20centaines%20de%20milliers%20de,les%20inqui%C3%A9tudes%20de%20la%20population.](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/08/22/nucleaire-le-japon-autorise-le-rejet-des-eaux-de-fukushma-malgre-les-oppositions-multiples_6186159_3244.html#:~:text=Des%20centaines%20de%20milliers%20de,les%20inqui%C3%A9tudes%20de%20la%20population.)

<sup>510</sup> *Ibid.*

<sup>511</sup> IRSN. *Les conséquences sanitaires de l'accident de Fukushima Bilan de la surveillance sanitaire et des études épidémiologiques conduites chez les habitants de la préfecture de Fukushima - Point de la situation en mars 2019*. IRSN, 11/03/2019.

<sup>512</sup> IRSN. *Les cancers de la thyroïde après un accident nucléaire*. IRSN, 18/01/2021.

une période de 30 ans. D'après l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), il est encore trop tôt pour affirmer qu'il existe une augmentation significative des cancers de la thyroïde depuis 2011. Par ailleurs, des impacts sur la santé mentale ont également été observés. Par ailleurs, des impacts sur la santé mentale ont également été observés. Toujours selon l'IRSN, ces conséquences incluent des comportements dépressifs chez les adultes et des troubles du comportement chez les enfants.<sup>513</sup>

## Politique et Art, reflets du rejet de l'atome

### Une société profondément antinucléaire

À la suite de l'incident de Fukushima, le parc nucléaire japonais a été mis à l'arrêt en 2013. Cependant, en 2015, une annonce a été faite concernant la relance de la centrale de Sendai, située dans le nord-est du Japon. Cette décision a provoqué des manifestations pour s'opposer à cette réouverture. Afin de convaincre les municipalités d'accepter la présence d'une centrale nucléaire, des subventions leur sont accordées chaque année. Toutefois, ces subventions diminuent à mesure que les centrales vieillissent.<sup>514</sup> Les deux réacteurs présents à Sendai ont été construits dans les années 1980, ce qui soulève des interrogations sur les risques potentiellement accrus liés à l'ancienneté des installations. La ville de Sendai a perdu près de 30 000 habitants en 30 ans, ce qui serait l'une des conséquences de l'installation d'une centrale nucléaire dans cette ville<sup>515</sup>. Les manifestations contre cette relance bénéficient du soutien du Parti communiste, du Parti social-démocrate, de syndicats et d'ONG. Cependant, selon une récente étude publiée en 2024 par Hiroshi Yamagata, professeur à l'Université de Kobe, les Japonais se montrent majoritairement neutres à l'égard des centrales nucléaires.<sup>516</sup> Ils ne se positionnent ni comme de fervents défenseurs ni comme de stricts opposants à cette source d'énergie. Cependant les répondants japonais à l'étude ont critiqué la gestion des déchets

<sup>513</sup> IRSN. *Les conséquences sanitaires de l'accident de Fukushima Bilan de la surveillance sanitaire et des études épidémiologiques conduites chez les habitants de la préfecture de Fukushima - Point de la situation en mars 2019*. IRSN, 11/03/2019.

<sup>514</sup> MESMER Philippe. *Op. cit.*

<sup>515</sup> *Ibid.*

<sup>516</sup> YAMAGATA Hiroshi. "Public opinion on nuclear power plants in Japan, the United Kingdom, and the United States of America : A prescription for peculiar Japan". *Energy Policy*, 2024, Volume 185.

radioactifs, qu'ils jugent mal gérés. Le fait d'avoir des sites d'élimination n'est pas perçu comme suffisant.<sup>517</sup> La mauvaise gestion des déchets radioactifs figure parmi les principales revendications des manifestants. Ces mouvements s'expriment sous différentes formes : grèves de la faim, pétitions ou encore des manifestations. La question d'un essoufflement de la lutte contre le nucléaire au sein de la population nippone peut légitimement se poser. En effet, les manifestations contre le nucléaire ont débuté un mois après l'incident, où près de 15 000 personnes ont spontanément défilé dans les rues de Tokyo. L'une des manifestations les plus marquantes a eu lieu le 19 septembre 2011, avec près de 60 000 participants dans la capitale<sup>518</sup>. Cependant, malgré l'ampleur de la catastrophe, les mouvements anti-nucléaires n'ont pas su se faire suffisamment entendre, selon Mathieu Gaulène. Cela s'explique notamment par une communication déficiente et une maîtrise limitée des réseaux sociaux. Historiquement, bien que le mouvement anti-nucléaire japonais soit né dès 1954, il se concentrait initialement sur le nucléaire militaire. Ce n'est qu'à partir des années 1970 qu'une opposition voit le jour à l'encontre du nucléaire civil.<sup>519</sup> L'organisation la plus connue dans la sphère nippone sur cette thématique est le *Citizen's Nuclear Information Center* (CNIC). Les anti-nucléaires resteraient donc majoritaires dans l'opinion publique. Pour Mathieu Gaulène, « *Les antinucléaires restent pour l'heure des spectateurs, et non des acteurs, de la politique énergétique du Japon* ». Cela se démontre par le déséquilibre de rapport de force entre les anti-nucléaires et le « village nucléaire », expression désignant le groupe des lobbyistes nucléaires.<sup>520</sup> L'importance de ces lobbyistes ne doit pas être sous-estimée. Toujours selon Mathieu Gaulène, ils exercent une influence significative, notamment grâce à leur contrôle partiel des médias. Ils défendent la non-remise en service des centrales nucléaires avec des arguments écologiques et sanitaires. La question de cette énergie nucléaire qui avait déjà été abordée par Shinzo Abe, est revenue sur le devant de la scène en 2022.

<sup>517</sup> *Ibid.*

<sup>518</sup> GAULÈNE Mathieu. « Le mouvement antinucléaire japonais depuis Fukushima ». *CERI* [en ligne], juin 2012. Disponible sur : <https://www.sciencespo.fr/ceri/en/content/le-mouvement-antinucleaire-japonais-depuis-fukushima>.

<sup>519</sup> *Ibid.*

<sup>520</sup> *Ibid.*

## La culture comme témoin de cette opposition

Le Japon a ainsi connu deux grands traumatismes dans son histoire contemporaine. De par sa position géographique très spécifique, l'archipel se situe à la jonction de deux plaques tectoniques, qui peuvent provoquer des catastrophes naturelles de grande ampleur. Ce que l'on pourrait appeler cette « peur de disparaître » est très présente dans la culture japonaise, que ce soit dans la culture cinématographique ou encore l'animation. Par exemple, le film *La famille Asada*, sorti en 2020 et réalisé par Ryota Nakano, est inspiré d'une histoire vraie. Il raconte l'histoire d'un jeune Japonais qui photographie sa famille dans des situations toutes plus originales les unes que les autres, de qui lui faut un prix pour son travail. Cependant, sa vie va être bouleversée par les événements de 2011. Il se rend sur place, où il devient bénévole et se met à recueillir les photos retrouvées sous les ruines des habitations. Ce travail de mémoire est essentiel pour les familles qui cherchent à retrouver au moins des photographies de leurs proches disparus. Si le film utilise souvent l'humour tout au long de son scénario, l'une des scènes les plus poignantes met en avant une petite fille cherchant une photo de son père disparu. Elle souhaite être photographiée pour préserver un souvenir, mais se rend compte avec tristesse qu'elle n'a aucune photo de son père, car c'était toujours lui qui prenait les clichés. Ce film met au centre de la mémoire des victimes. Il est intéressant de noter que les souvenirs, l'enfance et l'humanité sont les thématiques principales du film, qui a d'ailleurs remporté de nombreux prix au Japon. Dans un registre plus surnaturel, l'anime *Your Name* a connu un succès planétaire. Dans cette œuvre, deux adolescents tombant amoureux parviennent à éviter une grande catastrophe naturelle qui aurait décimé le village du personnage principal. Même dans les récits fictifs, on observe une volonté de déjouer l'irréversible de la disparition. Dans cet anime, l'événement tragique est symbolisé par une comète, et le drame peut être évité si toute la population est prévenue et évacuée à temps. Le réalisateur Makoto Shinkai, auteur de cette œuvre, a également sorti en 2023 un autre anime intitulé *Suzume*. Cette nouvelle production raconte l'histoire d'une jeune fille qui doit fermer des portes surnaturelles pour empêcher la destruction totale de l'archipel par des séismes. Ce thème récurrent dans le travail de Shinkai illustre l'impact profond de ces événements sur la société japonaise, où la question du nucléaire, bien que rarement

mentionnée directement, reste en filigrane. Un autre exemple emblématique est *Godzilla*, un *kaiju* (monstre) japonais, qui a émergé au cinéma dans les années 1950 et demeure populaire encore aujourd'hui. Sa forme et sa taille ont beaucoup évolué entre ces périodes. Son existence se voulait comme une représentation de la crainte de la bombe nucléaire pour l'humanité.<sup>521</sup> La première apparition de *Godzilla* sur les écrans en 1954 se voulait comparable aux conséquences d'une bombe nucléaire au Japon.

## Conclusion

Ainsi, nous pouvons constater que la question du nucléaire civil reste toujours sensible au Japon. Bien que l'opposition dans les rues semble aujourd'hui moins visible, l'opinion publique demeure préoccupée. Les sujets qui cristallisent particulièrement le débat sont la gestion des eaux utilisées pour refroidir les centrales et les impacts sur la santé des Japonais exposés aux rayonnements ionisants. L'archipel, qui avait fermé son parc nucléaire en 2013, a manifesté en 2022 sa volonté de miser à nouveau sur l'atome, sous l'effet de la crise énergétique mondiale. Malgré les efforts des autorités japonaises, de l'industrie nucléaire et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour rassurer la population sur le respect des normes de radioactivité, les inquiétudes persistent. La méfiance reste d'actualité, non seulement au sein de la population japonaise, mais aussi auprès de ses voisins. Cette méfiance peut s'expliquer par plusieurs facteurs : l'ampleur du traumatisme causé par l'accident de Fukushima, le passé historique du Japon marqué par les bombes nucléaires et leurs conséquences, ainsi qu'un rapport de l'AIEA ayant pointé l'insuffisance de la préparation du Japon face à un accident nucléaire éventuel. L'après-crise de Fukushima illustre la complexité de cette problématique, où se mêlent des enjeux énergétiques, politiques, sanitaires et écologiques. Tandis que le gouvernement s'inquiète de garantir un mix énergétique viable dans un contexte de crise énergétique et climatique, la population reste davantage préoccupée par les répercussions sur sa santé et sur l'environnement.

---

<sup>521</sup> MANUGUERRA-GAGNÉ Renaud. « Godzilla, le monstre fictif qui représente nos craintes bien réelles ». *Radio-Canada* [en ligne], 07 juin 2019. Disponible sur : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1173673/godzilla-monstre-taille-craintes-films-culture-angoisse-depenses-militaires-science>.

## À PROPOS DE L'AUTRICE

**Marie-Aude Tronco** est titulaire d'une bi-licence d'histoire et d'anglais à l'Université Paris Cité. Durant cette période, Marie-Aude a pu faire un stage à l'ECPAD ainsi que dans des musées. Elle est actuellement en maîtrise de relations internationales à l'Université Laval, à Québec, au Canada. Cette année, elle a travaillé comme assistante administrative pour la Chaire de recherche en études Indo-Pacifique de l'Université Laval dans le cadre d'un colloque intitulé « Réalités plurielles de l'Indopacifique ». A l'automne, elle a rejoint le comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Enfin, elle rédige cet été son mémoire sur la position française en Indopacifique.



# Le débat nucléaire sud-coréen : quelles implications pour la France ?

Par Dylan Motin

## Introduction

L'année 2023 a vu une montée impressionnante de la question nucléaire dans la vie politique sud-coréenne. En janvier, le président Yoon Suk-yeol a laissé entendre que la menace de l'arsenal nucléaire grandissant de la Corée du Nord pourrait pousser le Sud à développer ses propres armes.<sup>522</sup> Il est loin d'être isolé ; d'autres personnalités majeures comme le maire de Séoul, Oh Se-hoon, partagent le même avis.<sup>523</sup> L'opinion publique est quasi unanime : 73 pour cent des Sud-Coréens sont en faveur d'une bombe nationale.<sup>524</sup> Pour calmer les inquiétudes coréennes, les États-Unis ont réaffirmé leur engagement à défendre la Corée du Sud. Les deux pays ont créé un « groupe consultatif nucléaire » pour clarifier les questions de dissuasion. Joignant le geste à la parole, les sous-marins nucléaires américains font dorénavant des arrêts plus fréquents dans les ports coréens pour asseoir la force de l'alliance. Néanmoins, ces quelques initiatives n'ont pas mis fin au débat, qui est plus vivace que jamais. L'option d'un programme nucléaire militaire, autrefois confinée à des cercles ultra-minoritaires, apparaît désormais comme un future possible. Cet article propose de mettre en balance l'attrait d'un tel programme avec ses

<sup>522</sup> JEONGMIN Kim. « Yoon Says Seoul Could Rapidly Acquire Nukes if North Korean Threats Increase ». *NK News* [en ligne], 12 janvier 2023. Disponible sur :

<https://www.nknews.org/2023/01/yoonsays-seoul-could-rapidly-acquire-nukes-if-north-korean-threats-increase/>.

<sup>523</sup> HYONHEE, Shin. « Exclusive: Seoul Mayor Calls for South Korean Nuclear Weapons to Counter Threat from North ». *Reuters* [en ligne], 13 mars 2023. Disponible sur :

[https://www.reuters.com/world/asia-pacific/seoul-mayor-calls-south-korean-nuclear-weapons-counter-threat-north-2023-03-13/#:~:text=SEOUL%2C%20March%2013%20\(Reuters\),by%20the%20goal%20of%20denuclearisation.](https://www.reuters.com/world/asia-pacific/seoul-mayor-calls-south-korean-nuclear-weapons-counter-threat-north-2023-03-13/#:~:text=SEOUL%2C%20March%2013%20(Reuters),by%20the%20goal%20of%20denuclearisation.)

<sup>524</sup> KYU-JIN, Shin. « 72.8% of Koreans Support S. Korea's Nuclear Weapon Development ». *Dong-A Ilbo* [en ligne], 6 février 2024. Disponible sur : <https://www.donga.com/en/article/all/20240206/4731163/1>.

difficultés potentielles pour la Corée et son voisinage avant de conclure par les implications pour la France.

## Des motivations claires

La motivation initiale pour un arsenal nucléaire est évidente. La République populaire démocratique de Corée, rivale traditionnelle de la République de Corée, possède désormais une force stratégique de plusieurs dizaines d'ogives nucléaires ainsi que d'un éventail grandissant de plateformes pour les envoyer. La Corée du Nord investit de larges ressources pour renforcer son arsenal et garantir sa survivabilité. Le pays cherche aussi à le développer pour un usage tactique. Naturellement, beaucoup doutent que Washington risquerait un échange nucléaire avec Pyongyang pour défendre Séoul, surtout dans un contexte où les Américains sont déjà engagés à contenir des ennemis bien plus menaçants, la Chine et la Russie.<sup>525</sup> En effet, 61 pour cent des Sud-Coréens ne croient pas que les États-Unis risqueraient une guerre nucléaire pour défendre leur pays.<sup>526</sup> La tentation nucléaire sud-coréenne est donc peu surprenante. Mais de nouveaux facteurs l'encouragent encore plus. L'option nucléaire est d'autant plus attractive dans un contexte d'effondrement démographique. La Corée du Sud a une armée de conscription pour contrer l'immense armée nord-coréenne de plus d'un million d'individus. Mais avec le taux de fertilité le plus bas du monde, Séoul aura bientôt les pires difficultés pour maintenir de larges forces armées. Le nombre de soldats conscrits devrait s'effondrer, passant de 330 000 en 2020 à 240 000 en 2036 et 186 000 en 2039. Au-delà de la Corée du Nord, la Chine a une force de deux millions de personnes et l'armée russe est elle aussi en croissance. Le déclin démographique complique profondément la défense du pays, poussant à compenser la réduction des forces conventionnelles par un arsenal nucléaire.<sup>527</sup> Un troisième facteur est l'émergence de la menace d'hégémonie chinoise. Si

<sup>525</sup> LAMI, Kim. « South Korea's Nuclear Hedging? ». *Washington Quarterly*, Vol. 41, No. 1 (2018), pp. 115-133.

<sup>526</sup> KYU-JIN, Shin. *Op. cit.*

<sup>527</sup> CHUNG MIN, Lee. « South Korea's Military Needs Bold Reforms to Overcome a Shrinking Population ». *Carnegie* [en ligne], 29 juin 2021. Disponible sur : <https://carnegieendowment.org/2021/06/29/south-korea-s-military-needs-bold-reforms-to-overcome-shrinking-population-pub-84822> ; Dylan Motin, « South Koreans Blame Feminism for Demographic Collapse », *East Asia Forum*, 16 février 2024, <https://doi.org/10.59425/eabc.1708077600>.

la Chine parvenait à atteindre l'hégémonie en Asie orientale et à éliminer l'influence américaine de la région, l'indépendance et l'autonomie de la politique étrangère sud-coréenne serait en danger.<sup>528</sup> La Chine et la Corée du Sud sont aussi en conflit pour la délimitation de leurs frontières maritimes en mer Jaune.<sup>529</sup> Privée de la couverture américaine, Séoul serait seule face à la puissance militaire grandissante de Pékin. La Corée du Sud est déjà dans sa ligne de mire. Les forces chinoises s'entraînent en effet régulièrement à des frappes nucléaires contre le pays.<sup>530</sup> Pour l'heure, la Corée du Nord reste méfiante de la puissance chinoise et se tient à distance.<sup>531</sup> On pourrait toutefois imaginer des scénarios du pire dans lesquels Séoul se retrouverait sans soutien américain contre une alliance sino-nord-coréenne.

## Problèmes et risques

### Des obstacles techniques

Les experts s'accordent à dire que Séoul aurait peu de difficultés technologiques et financières à développer des armes nucléaires, avec des bombes opérationnelles en peut-être moins d'un an.<sup>532</sup> Néanmoins, des obstacles propres à la Corée du Sud compliqueraient la création d'un arsenal nucléaire crédible et sa survivabilité. La Corée du Sud dispose de seulement 100 000 kilomètres carrés de territoire contre 550 000 pour la France métropolitaine. Aussi, le pays est densément peuplé et urbain (plus que la Corée du Nord). La région montagneuse et rurale du Gangwon-do serait idéale pour accueillir des armes, mais elle est frontalière du voisin du nord. Cette géographie complique le

<sup>528</sup> ELBRIDGE A., Colby. *The Strategy of Denial : American Defense in an Age of Great Power Conflict* (New Haven : Yale University Press, 2021) ; Jennifer Lind. « Life in China's Asia: What Regional Hegemony Would Look Like ». *Foreign Affairs*, Vol. 97, No. 2 (2018), pp. 71-82.

<sup>529</sup> ORIANA, Skylar Mastro. « The Next Flashpoint? China, the Republic of Korea, and the Yellow Sea ». *Asia Policy*, Vol. 18, No. 1 (2023), pp. 67-93.

<sup>530</sup> DONG-SEOK, Kim. « La Chine mène des exercices de bombardement nucléaire ciblant la péninsule coréenne... La Corée doit envisager un "armement nucléaire indépendant" [Jung, hanbando gyeonyang haegpoggyeog hunlyeon...hangug 'dogja haegmujang' geomtohaeya] ». *Maeil Shinmun* [en ligne], 19 mars 2024. Disponible sur : <https://www.imaeil.com/page/view/2024031918481512033>.

<sup>531</sup> MOTIN, Dylan « On Containing China: A Realist Case for American Engagement with North Korea ». *Journal of East Asian Affairs*, Vol. 35, No. 2 (2022), pp. 95-154.

<sup>532</sup> DASL, Yoon & TIMOTHY, W. Martin. « South Korea's Interest in Nuclear Weapons Hasn't Gone Away—It's Just on Hold ». *Wall Street Journal* [en ligne], 16 septembre 2023. Disponible sur : <https://www.wsj.com/world/asia/south-koreas-interest-in-nuclear-weapons-hasnt-gone-awayits-just-on-hold-7c91cf8a>.

placement d'installations nucléaires, que l'on préfère généralement dans des zones éloignées de la population et le plus loin possible des ennemis potentiels. Une des raisons d'être des silos à missile et des armes basées au sol est de servir d'"éponges" à ogives nucléaires. L'ennemi est ainsi forcé d'user son stock d'armes sur des cibles isolées et fortifiées, armes qui ne pourront ainsi pas servir à attaquer des cibles importantes. Dans les cas russe ou américain, un attaquant doit détruire de nombreux silos, bases aériennes et installations isolées en plus d'une myriade de villes et industries réparties à travers un territoire immense, pour espérer remporter la victoire. Dans le cas coréen, les armes seraient basées près des centres urbains, eux-mêmes peu nombreux et concentrés. Une composante maritime poserait des problèmes similaires. Les potentielles bases de sous-marins lance missile devraient être dans le sud, à bonne distance des forces conventionnelles nord-coréennes. Cela laisse peu de bonnes options. L'île de Jeju est loin de la Corée du Nord mais proche de la Chine. Avec la montée en puissance des moyens de projection chinois, l'île risque de devenir indéfendable. Les options étant limitées, le port de Jinhae serait le seul à la fois défendable et isolé. Le premier sous-marin lance missile de Séoul, le Dosan Ahn Changho, s'y trouve déjà. Ainsi, la petitesse du territoire et la proximité de la Chine rendraient une force de frappe nucléaire sous-marine relativement vulnérable. La solution à ces dangers pourrait être un arsenal terrestre mobile avec des missiles montés sur des véhicules tracteurs-érecteurs-lanceurs (TEL). On évite ainsi de dépendre de quelques bases grâce à des TEL capables de bouger et se cacher. L'idée paraît d'autant plus attractive que les moyens de reconnaissance nord-coréens sont limités. Toutefois, le Nord ne restera pas en retard éternellement, comme le montre son intérêt pour le renseignement spatial.<sup>533</sup> Aussi, maintenant que la Corée du Nord a accès au soutien militaire russe, certains verrous technologiques pourraient sauter rapidement. Enfin, la géographie coréenne complique la situation. Une étude a montré que quelques drones américains se tenant à 80 kilomètres du territoire nord-coréen suffiraient à couvrir la moitié du réseau routier pour y traquer les TEL, et la Corée

---

<sup>533</sup> SEIBT, Sébastien. « Malligyong-1, le satellite "espion" nord-coréen semble bel et bien "vivant" ». *France 24* [en ligne], 29 février 2024. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/%C3%A9co-tech/20240229-malligyong-1-le-satellite-espion-nord-cor%C3%A9en-semble-bel-et-bien-vivant>.

du Sud est plus petite que le Nord. La couverture des routes augmente si les drones peuvent se rapprocher ou même pénétrer l'espace aérien. Les TEL seront par ailleurs concentrés autour d'un nombre réduit de bases en temps de paix, limitant le nombre d'endroits à couvrir et de véhicules à traquer.<sup>534</sup> On notera une difficulté additionnelle liée à la géographie nord-coréenne. Ce pays est relativement petit et coincé entre la Corée du Sud et la Chine. En fonction des vents, des retombées radioactives pourraient sévèrement impacter les régions frontalières. Séoul accepterait peut-être le sacrifice de concitoyens, mais on imagine mal la Chine rester impassible devant la mort de centaines de Chinois par-delà la frontière.

### **Des contrarguments peu convaincants**

Certains pensent qu'une bombe sud-coréenne serait dangereuse et devrait être découragée. Un argument courant des opposants à un arsenal nucléaire est le risque de sanctions internationales dont pourrait être victime Séoul. D'abord, on rappellera que si la Corée du Sud sort du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, aucune base légale ne peut la sanctionner. Ensuite, il y a peu de chances que les Américains, dont l'opinion sera la plus décisive, réagissent avec force. Les États-Unis sont engagés dans une lutte acharnée pour contenir la puissance chinoise et ont besoin de tous leurs alliés asiatiques pour réussir. Il est difficile d'imaginer Washington sanctionner Séoul et affaiblir sa position en Asie simplement pour empêcher un allié loyal de développer l'arme nucléaire.<sup>535</sup> Les États-Unis ont laissé le Royaume-Uni, la France et Israël développer l'arme nucléaire sans les sanctionner car ils étaient d'importants alliés pendant la guerre froide. L'analogie pourrait se révéler pertinente car l'alliance coréenne est trop cruciale pour être sacrifiée sur l'autel des idéaux de non-prolifération et de désarmement. On commence même à voir des stratèges américains, comme l'étoile montante conservatrice Elbridge Colby, envisager un arsenal nucléaire sud-coréen comme un renfort bienvenu

<sup>534</sup> KEIR, A. Lieber & DARYL, G. Press. « The New Era of Counterforce: Technological Change and the Future of Nuclear Deterrence ». *International Security*, Vol. 41, No. 4 (2017), pp. 42-46.

<sup>535</sup> SEONG-CHANG, Cheong, *Pourquoi devrions-nous devenir un État nucléaire ?* [Wae ulineun haegboyugug-i doeeoya haneunga] (Seoul : Medici, 2023), pp. 169-174.

pour dissuader la Corée du Nord et la Chine et soulager les États-Unis.<sup>536</sup> Un contrargument plus convaincant est le risque d'une escalade avec Pyongyang ou Pékin. Évidemment, la Corée du Nord sera sans doute très hostile à l'encontre d'un programme nucléaire sud-coréen. Néanmoins, l'alliance américaine devrait dissuader toute velléité d'attaque nucléaire préventive de la part du Nord. Sans surprise, les Chinois sont fermement opposés à l'idée d'une Corée du Sud nucléaire alliée aux États-Unis, leur principal rival. Depuis l'affaire AUKUS, la Chine craint que Washington ne soit en train de pousser ses alliés locaux comme l'Australie sur la voie nucléaire pour aider à contenir la puissance chinoise. Un arsenal sud-coréen compliquerait en effet sa course vers l'hégémonie régionale. Pékin lancerait sans doute des représailles économiques fortes pour dissuader ou ralentir un programme nucléaire.<sup>537</sup> Mais, là-aussi, une opération militaire préventive est improbable, comme cela sous-entendrait une guerre ouverte avec Washington. Un autre argument souvent entendu est le risque que le Japon décide de suivre la même voie. Un arsenal japonais pourrait être bénéfique pour la stabilité régionale plus qu'un détriment. Le Japon est un pays stable et allié fiable des États-Unis. Il calmerait les véhémences régionales chinoises et russes et réduirait le risque que Pékin veuille résoudre ses différends territoriaux avec Tokyo par la force.

## Quel positionnement pour la France ?

La pression pesant sur la Corée du Sud est telle que le statu quo paraît intenable. Dans les mois et années qui viennent, Séoul avancera sans doute à petit pas vers la « latence nucléaire », cette situation dans laquelle on devient capable de développer un arsenal nucléaire en très peu de temps. Le reste dépendra du comportement nord-coréen, des réactions américaines, et de la perception sud-coréenne de la puissance des États-Unis par rapport à la Chine. Dans un scénario optimiste dans lequel Pyongyang donnerait des gages et où les États-Unis se montreraient décidés à concentrer toutes leurs ressources

---

<sup>536</sup> SANG-HO, Song & DONG-HYUN, Kim. « Ex-Pentagon Official Stresses Need for War Plan Rethink, Swift OPCON Transfer, USFK Overhaul ». *Yonhap News* [en ligne], 8 mai 2024. Disponible sur : <https://en.yna.co.kr/view/AEN20240508000300315>.

<sup>537</sup> TONG, Zhao. « China's Role in Shaping South Korea's Nuclear Choice ». *Asia-Pacific Leadership Network* [en ligne], 7 avril 2023. Disponible sur : [https://www.apln.network/news/member\\_activities/chinas-role-in-shaping-south-koreas-nuclear-choice](https://www.apln.network/news/member_activities/chinas-role-in-shaping-south-koreas-nuclear-choice).

pour défendre l'Asie orientale, la Corée se satisferait peut-être d'un partage de l'arsenal nucléaire américain avec un arrangement de « double clef » sur le modèle turc ou allemand. Au contraire, la Corée pourrait développer son propre armement et imiter les grandes puissances en créant un arsenal diversifié et complètement autonome. La France a peu d'influence dans la région et sa voix peine à influencer les calculs de Séoul. Néanmoins, Paris ne verrait pas d'un mauvais œil une Corée du Sud nucléaire. Un arsenal nucléaire coréen pourrait soulager la sécurité européenne. Une nouvelle puissance nucléaire alliée à l'Occident sur le flanc sud-est de la Russie ne peut que troubler le Kremlin, qui devra réadapter ses plans pour contrer ce nouvel adversaire, immobilisant un certain nombre d'armes stratégiques. Avec ce nouveau boulet au pied, la Russie aurait moins d'armes nucléaires pointées vers les capitales occidentales. Elle devrait alors opérer un choix difficile entre redéployer des armes vers la Corée ou investir dans la construction de nouvelles, ajoutant un nouveau poids à ses finances. La France pourrait y trouver quelques gains commerciaux. La Corée du Sud aura besoin de développer des sous-marins à propulsion nucléaire, un domaine d'expertise français. Paris pourrait aussi placer ses pions dans le domaine des infrastructures de commandement et de contrôle pour aider Séoul à créer un système résistant et sûr. La France pourrait participer à stabiliser la situation régionale en favorisant le dialogue avec la Corée du Nord. Paris n'a toujours pas d'ambassade à Pyongyang, contrairement à d'autres capitales européennes comme Londres. Alors que les États-Unis sont coincés dans une vision passéiste néoconservatrice de la Corée du Nord, la France pourrait utiliser sa voix particulière pour faire comprendre aux Nord-Coréens que la menace existentielle pour leur sécurité est l'aspiration hégémonique du voisin chinois, pas des États-Unis éreintés ou une Corée du Sud en effondrement démographique. Faciliter les relations politiques et économiques entre Corée du Nord et Europe diminuerait la dépendance du pays envers la Chine et montrerait au régime qu'un réalignement est possible. Sortir Pyongyang de l'orbite sino-russe n'aurait que des bénéfices. De l'autre côté, Paris devrait aussi encourager les États-Unis à adopter une diplomatie proactive envers Pyongyang au lieu d'attendre un désarmement total de la Corée du Nord qui est impossible dans un futur proche. Créer

des connexions entre Pyongyang, Séoul et Washington limiterait en effet le risque que la course aux armements autour de la péninsule ne dégénère.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

**Dylan Motin** est candidat au doctorat en science politique à l'Université nationale de Kangwon. Il est également chercheur au Center for International and Strategic Studies et chercheur associé non-résident au ROK Forum for Nuclear Strategy.



## RECENSIONS D'OUVRAGE



# BROOK, Timothy. La carte perdue de John Selden. Paris, Éditions Payot & Rivages, 2015.

Par Colin Doridant

Une mystérieuse carte de la Chine, un juriste anglais du XVII<sup>e</sup> siècle et les tensions



LA CARTE DE JOHN SELDEN

actuelles en mer de Chine méridionale, voilà trois singularités que l'on n'aurait pas forcément pensé à relier. Pourtant, dans son ouvrage *La carte perdue de John Selden* - dont le titre original est *Mr Selden's Map of China: The spice trade, a lost chart & the South China Sea* - le sinologue canadien Timothy BROOK réussit la prouesse de les réunir. Cet ouvrage trouve sa genèse dans la redécouverte par l'auteur d'une carte autochtone unique de la Chine datant de 1608 et fut réalisée avec un niveau de détail jamais vu pour l'époque en dehors de l'Europe. Toutefois, une question émerge : quel est le lien entre cette carte et John Selden, qui n'est non pas un simple « juriste » anglais, mais bien l'un des plus éminents constitutionnalistes de l'histoire de l'Angleterre et

l'un des fondateurs du droit international moderne ? La réponse est simple et elle ouvre d'ailleurs l'ouvrage. C'est Selden qui a acquis cette carte pour ensuite la léguer à la *Bodleian Library* d'Oxford à sa mort en 1654. Le même lieu où, 350 ans plus tard, Timothy Brook retrouva la trace de cette carte qui, faute de connaissance de son auteur, prit le nom de celui qui avait permis sa conservation. La singularité de cette carte repose tout

autant sur sa précision unique pour l'époque que sur le fait qu'elle fut le seul article de la collection de Selden cité dans son testament, l'entourant alors de mystère quant à sa signification pour Selden. Cet ouvrage, loin d'être une étude de carte de 360 pages, est en réalité un récit croisé entre les découvertes que l'auteur fait progressivement de l'analyse de cette carte et la vie de John Selden. Cette dernière – que l'auteur assumait ne pas connaître avant ses recherches – est alors dépeinte dans le livre en se concentrant moins sur la qualité de juriste de Selden, mais plus sur celle plus souvent oubliée d'orientaliste. Le livre prend parfois même l'aspect d'une biographie de Selden, pour comprendre comment un juriste et parlementaire aussi important que ce dernier a pu être emprisonné à deux reprises. Témoin privilégié de la première révolution anglaise (*English Civil War*) et des changements résultés en Angleterre, Selden n'a pourtant jamais été un fervent défenseur de la démocratie, mais plutôt un défenseur du libre arbitre et de la lutte contre la tyrannie. Toutefois, à l'exception de ces digressions biographiques bienvenues destinées à mieux saisir la personnalité complexe de John Selden, c'est bien l'analyse de la carte par rapport à son œuvre qui reste le socle de l'ouvrage. L'auteur s'intéresse à deux aspects principaux. Dans un premier temps, il consacre un chapitre entier à l'ouvrage « *Mare clausum seu de Dominio maris* » qui a donné à Selden sa célébrité, par sa doctrine de la « mer fermée » au profit de la monarchie anglaise en s'opposant à celle de la « mer ouverte » détaillée en 1609 par le juriste néerlandais Hugo Grotius, représentant les Provinces-Unies. Brook souligne que Selden était peut-être plus perspicace que Grotius « lorsqu'il affirmait que l'enjeu de la partie à venir ne serait pas la liberté du commerce, mais l'empire ». Il serait difficile voire simpliste de superposer la vision de Selden de la « mer fermée » à celle pratiquée actuellement par la République populaire de Chine en mer de Chine méridionale. Néanmoins, on peut observer que les doctrines de fermeture de la mer sont toujours apparues à des moments de changement de paradigme des relations internationales. De fait, il est advenu aussi bien au début de l'ère des empires coloniaux et du mercantilisme à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle qu'aujourd'hui à une époque de fragmentation des relations internationales et de remise en cause de l'hégémonie américaine. Dans un second temps, en dépit de l'instrumentalisation chinoise de certaines cartes anciennes à des fins de justifications territoriales, Brook rejette l'idée que cette carte pourrait défendre

les actuelles prétentions chinoises en mer de Chine méridionale ; « *bien que la carte de Selden ait été dessinée depuis l'eau, elle ne l'a pas été pour appuyer la moindre revendication de souveraineté sur ce qui se trouvait dans l'océan. C'était une simple carte de navigation qui montrait aux marchands où aller* ». À une époque où la République populaire de Chine – comme l'Angleterre avant elle – prône une doctrine de servitude sur les mers de son environnement régional proche, tout en continuant de profiter des avantages de la liberté de commerce et de navigation, il faut voir cet ouvrage de Timothy Brook comme une invitation à lire et questionner l'œuvre de John Selden afin d'obtenir certaines clés de compréhension d'une situation déjà éprouvée par l'histoire.



# EFTIMIADES Nicholas. *Chinese Intelligence Operations*. Naval Institute Press, Annapolis, Maryland, March 1994.

*Par Nicolas Coutret*

Nicholas Eftimiades est un ancien fonctionnaire américain dont la longue carrière est marquée par son passage dans des administrations stratégiques liées au renseignement et aux enjeux spatiaux. Il a ainsi été analyste senior au *National Security Space Office*, puis chef à la division des capacités spatiales au *Department of Defense*, diplomate à Londres puis conseiller de la *Defense Intelligence Agency* basé au Japon. Il enseigne aujourd'hui à l'Université d'État de Pennsylvanie sur les questions de sécurité extérieure et intérieure. *Chinese Intelligence Operations*, publié en 1994, est le résultat d'un travail d'analyse fondé sur des entretiens, des témoignages et des rapports de la part d'un observateur de premier rang des activités d'espionnage chinoises. Une œuvre pionnière qui lui aura valu autant de critiques que de reconnaissance. Après avoir présenté l'importance du renseignement et de la déception dans l'art de la guerre chinois depuis l'Antiquité, l'auteur présente une cartographie détaillée de l'organisation de la communauté du renseignement chinoise des années 1990 et de ses modes opératoires. Il s'appuie, entre autres, sur :

- *Beijing Central Administrative Office, Cable to the Lhasa Ministry of State Security; Working Group, 4 March 1986. Translated by Tang Daxian in an unpublished document compiled by the Tibetan Information Network, London, 6 August 1990.*
- *Beijing Xinhua Domestic Service. Cases Involving Kuomintang Spies Cracked. Translated by the Foreign Broadcast Information Service. FBIS daily report - China, regional affairs, FBIS-CHI-90-131, 9 July 1990.*

- *Duong Quyen. Recognize the Enemy - Dead and Lost Horses. Quan Doi Nhan Dan, 18 November 1981, Joint Publications Research Service, JPRS-83-348, 27 April 1983.*
- *Phong Vien. Trial Reveals Beijing's Black Heart. Tuan Tin Tuc, 23 June 1984, Joint Publications Research Service, JPRS-SEA-84-162, 26 November 1984.*

Dans *Chinese Intelligence Operations*, sorti en 1994, Nicholas Eftimiades présente la communauté du renseignement chinois d'alors et les différentes entités qui la composent. Il y démontre un système tentaculaire qui s'appuie fondamentalement sur des capteurs humains, parmi lesquels la diaspora chinoise mais aussi - et surtout - les milliers d'étudiants internationaux. Grâce à ce système, la Chine est alors en mesure de rattraper son retard technologique, de faire mûrir ses services d'espionnage, développer une capacité de projection de forces mais aussi de s'en prendre à l'opposition chinoise présente à l'étranger. L'auteur nuance alors cette puissance fondée sur la masse en mettant en avant le manque de patriotisme d'une partie de ces étudiants qui, pour beaucoup, restaient à l'étranger après leurs études ou devenaient pro-démocrates. Néanmoins, alors qu'en 1994 l'on dénombrait 15 000 étudiants chinois aux Etats-Unis, il y en a eu, en moyenne plus de 250 000 pour chaque année de la décennie passée avec un pic de 372 000 en 2019. De plus, depuis l'avènement de Xi Jinping en 2013 et le renouveau du nationalisme chinois, (et des lois incitant au patriotisme des étudiants, comme la récente loi sur l'éducation promulguée début 2024), il est possible que les faiblesses du modèle analysé par Nicholas Eftimiades soient désormais beaucoup moins prégnantes que ses forces aujourd'hui. Cet ouvrage présentait en 1994 les forces et faiblesses de la communauté du renseignement chinois ainsi que ses modes opératoires. L'auteur conclut qu'il s'agit alors d'un système particulièrement inefficace, mal pensé, mal organisé et souffrant de l'omniprésence du Parti à tous les niveaux. Néanmoins, la très grande quantité des opérations d'espionnage compense la médiocrité du système et permet à la Chine de rattraper son retard technologique, développer une capacité de projection des forces et exercer un meilleur contrôle sur la société chinoise. 30 ans plus tard, le régime de Beijing aligne effectivement des systèmes militaires modernes et occidentalisés correspondant plus ou moins à l'état de l'art occidental tandis que la Chine de l'ère Xi a emprunté le virage d'un nationalisme assumé.

# LEE, Hongmu. *Risk management: fundamentals, theory, and practice in Asia*. Springer, 2021.

Par Christophe K.

Diplômé de l'Université japonaise Waseda, Hongmu Lee a enseigné à l'Université sud-coréenne Dankook, puis à Waseda à partir de 1998. Il y est actuellement professeur au sein de l'école de commerce, en gestion des risques et en assurances. Son dernier ouvrage est *International comparison of pension systems: an investigation from consumers' viewpoint*, publié en 2022 aux mêmes presses. Les deux parties de *Risk management: fundamentals, theory, and practice in Asia*, composées de 7 et 10 chapitres, proposent une théorie générale de la gestion des risques d'entreprise et mettent l'accent sur le financement de leur couverture. Hongmu Lee commence par définir le concept de risque et ses manifestations diverses (risque de marché, de crédit, opérationnels...), catégorisant ensuite leurs sources intentionnelles et non-intentionnelles. Les affaires médiatiques Enron (2001) et Worldcom (2002) permettent d'introduire les cadres principaux de gestion dans un contexte de fraude comptable. L'auteur distingue les directives gouvernementales – telles que la loi américaine Sarbanes-Oxley (2002) et son équivalent japonais (2006) – et les « bonnes pratiques » codifiées par des organismes non étatiques. Dans ce dernier cas, il souligne les normes régulièrement actualisées du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO) et de l'*International Organization for Standardization* (ISO), ainsi que leur application dans l'évaluation des risques et la valorisation des actifs en jeu. Le second volet explore d'abord les stratégies traditionnelles et alternatives du traitement des risques, préalables aux actions de financement. L'intérêt de l'outil assurantiel est débattu, mettant ainsi en lumière les filiales d'assurance captives et le partage des coûts pour les sinistres excessivement

élevés. L'auteur étudie également les défis liés au capital conditionnel, à la titrisation, ainsi qu'aux produits dérivés d'assurance. Pour de nombreuses entreprises, le risque climatique et météorologique pèse lourdement sur les opérations, et doit donc être traité en amont. Enfin, l'auteur examine l'exposition des entreprises aux catastrophes naturelles, pandémies et vulnérabilités informatiques, dans les contextes et écosystèmes chinois et sud-coréens. Hongmu Lee propose un contenu dense et technique. Il articule théorie et pratique, en prônant une gestion proactive alignée avec les objectifs stratégiques de l'entreprise, illustrée par son propos introductif « *[dans une gestion conventionnelle des risques, le risque est une diminution du profit (perte) et donc (...) à éviter, mais en gestion des risques d'entreprise, le risque est une source potentielle de profit à rechercher]* ». L'intitulé de l'ouvrage est cependant trompeur à deux titres. Par *risk management*, il entend avant tout les thématiques financières et assurantielles, tandis que la gestion des risques tiers, bien qu'abordée, passe au second plan. En parallèle, les études de cas et illustrations asiatiques sont surtout chinoises, japonaises, et sud-coréennes. Les références constantes aux législations et pratiques américaines sont néanmoins compréhensibles par leurs influences normatives. Construit sur les notes de cours de l'auteur, cet ouvrage est une version traduite et révisée de monographies publiées en japonais (2019), ainsi qu'en chinois et en coréen (2020). Cette genèse a pu engendrer une structure narrative peu commune dans la littérature anglo-saxonne. Pour conclure, l'entreprise doit pouvoir anticiper et répondre rationnellement à des circonstances endogènes et exogènes fluctuantes. La revue des cadres de gestion des risques proposée par Hongmu Lee facilitera la quête d'un avantage compétitif. Cet ouvrage sera certainement bénéfique au public sensible aux cas nord-est asiatiques, voire même américains, tout en ayant le potentiel d'attirer une audience plus large par la visée systématique de l'auteur.



[publication@jeunes-ihedn.org](mailto:publication@jeunes-ihedn.org)